n°8
2011

# Regards sur les migrations sud-asiatiques

Dossier coordonné par Aurélie Varrel & Philippe Venier

■ ÉDITORIAL

Regards sur les migrations sud-asiatiques

■ DOSSIER

Textes issus du séminaire sur « Les migrations internationales sud-asiatiques ».
Poitiers, les 27 et 28 avril 2010.

■ VIE DU LABO

Journées d'étude, colloques, soutenances de thèse.

■ NOTES DE LECTURE

e-migrinter

e-migrinter

n°08 2012

*e-migrinter*
est une revue en ligne éditée par
le laboratoire MIGRINTER

Maison des Sciences de l'Homme et de la Société (MSHS)
Bâtiment A5
5, rue Théodore Lefebvre
F-86000 POITIERS

☎ 05 49 45 47 87
e.migrinter@gmail.com

ISSN : 1961-9685

**Directeur de la publication**
Mohamed Kamel Doraï

**Responsable scientifique**
Cédric Audebert

**Secrétaire scientifique**
Mickaël Quintard

**Réalisation technique**
Carole Tardif

**Comité éditorial**
Cédric Audebert
William Berthomière
Marie Chabrol
Anne-Laure Counilh
Mohamed Kamel Doraï
Gilles Dubus
Françoise Dureau
Patrick Gonin
Christophe Imbert
Véronique Lassailly-Jacob
Kévin Mary
Mickaël Quintard
Philippe Venier

**Correspondante**
Gunhild Odden (SIK, Norvège)

**Logotype**
Réalisation : Longueurs d'Ondes

**Photo de couverture**
©– 2011 Google earth
©– 2011 Aurélie Varrel

# Regards sur les migrations sud-asiatiques

Coordonné par : Aurélie Varrel & Philippe Venier

## Éditorial

Regards sur les migrations sud-asiatiques. *Aurélie Varrel & Philippe Venier*.....**03**

## Dossier

Être réfugié à Delhi : politiques d'asile et trajectoires des réfugiés *Julie Baujard*.....**06**

Routes et antiroutes de l'immigration tamoule sri-lankaise :des camps du Tamil Nadu à la Chapelle. *Anthony Goreau- Ponceaud*.....**26**

Qatar's "White-collar" Indians. *Radhika Kanchana*.....**49**

What's new in the Gulf ? New technologies, consumption and display of modernity among Nepalese workers in Qatar. *Tristan Bruslé*.....**59**

Transnational masculinity: Indian nurses' husbands in Ireland. *Marie Percot*.....**74**

Brickfields (Kuala Lumpur) : une ancienne enclave ethnique pour les nouvelles stratégies trans-étatiques des informaticiens indiens. *Eric Leclerc*.....**87**

## Vie du Labo

Note de terrain : Migrations et transferts fonciers ruraux : étude villageoise dans la zone péri-urbaine de Bamako. *Larry Becker*.....**104**

Séjour de recherche : Entreprise ethnique, territorialités et filière migratoire : les migrants boliviens dans l'industrie du vêtement à São Paulo. *Patrícia Tavares de Freita*.....**109**

« Initiatives et stratégies spatiales. Le projet circulatoire face aux politiques publiques : l'exemple des Rroms et des Voyageurs du Poitou-Charentes (France) et de la Wallonie (Belgique) ». Thèse soutenue le 1er juin 2011 à l'Université de Poitiers. *Céline Bergeon* .....**112**

« De nouvelles formes de gentrification ? Dynamiques résidentielles et commerciales à Château-Rouge (Paris) ». Thèse soutenue le 29 novembre 2011 à l'Université de Poitiers. *Marie Chabrol*.....**116**

e-migrinter

n°08 2012

Compte-rendu du Séminaire « Migrations au Maghreb », MSHS de Poitiers, Jeudi 30 juin 2011. *Cédric Audebert* ..... **119**

Compte-rendu des Journées d'études « Transformations urbaines et Migrations dans les villes espagnoles » organisées à Poitiers, les 8 & 9 décembre 2011. *Marine Bertrand* ..... **124**

Compte-rendu du Cycle de conférence sur l'histoire des migrations internationales et des luttes contre les discriminations, Espace Mendès France, Poitiers 2011-2012. *Victoire Cottereau, Guillaume Le Roux, Mickaël Quintard* ..... **128**

## Notes de lecture

*Victoire Cottereau, Marie Chabrol, Céline Bergeon, Mickaël Quintard & Caroline Rozenholc* ..... **134**

# ÉDITORIAL

## Regards sur les migrations sud-asiatiques

**Aurélie Varrel & Philippe Venier**

**Ce huitième numéro de la revue *e-migrinter* est issu du séminaire international « Les migrations internationales sud-asiatiques » qui s'est tenu à la Maison des Sciences de l'Homme et de la Societé de Poitiers les 27 et 28 avril 2010. Les contributions réunies dans ce dossier nous invitent à décentrer nos regards en s'intéressant à un bassin migratoire majeur, le bassin sud-asiatique, inscrit dans la « mondialisation migratoire » et pourtant encore mal connu.**

Cette livraison propose d'analyser les dynamiques migratoires sud-asiatiques. Elles concernent des populations et des espaces de départ qui ont été encore peu explorés par la recherche française alors qu'il existe une production scientifique importante concernant ces populations en diaspora en Amérique du Nord et au Royaume Uni. Les circulations et les pratiques transnationales des migrants sud-asiatiques montrent que d'autres espaces migratoires se sont constitués : le Golfe arabo-persique, l'Europe ou l'Asie du Sud-Est par exemple.

Le bassin migratoire indien, à l'origine d'une émigration internationale massive, est aussi le lieu d'importantes migrations internes et d'immigrations à l'échelle régionale. Ces migrations vers et en Inde montrent qu'elles s'inscrivent dans bien des cas dans la mondialisation migratoire : ainsi, les stratégies migratoires mises en œuvre par les migrants à destination des pays du Golfe arabo-persique et/ou de l'Occident commencent bien souvent par une migration à l'intérieur du sous-continent.

Les différents articles publiés dans ce numéro sont le résultat de travaux menés par des chercheurs français et indiens. Ne prétendant nullement à l'exhaustivité, ils révèlent néanmoins des logiques migratoires contemporaines. L'Asie du Sud est en effet pleinement insérée dans la globalisation des migrations internationales. Il suffit de constater l'importance en nombre et en dispersion des diasporas sud-asiatiques, notamment en relation avec la période coloniale – l'Asie du Sud telle qu'on la conçoit correspondant peu ou prou à l'empire des Indes. Le poids démographique de cette région du monde en fait un vivier de

main-d'œuvre (de non qualifiée à très qualifiée) essentiel pour le Golfe, mais également pour les économies occidentales. Par ailleurs, l'Inde, pays majeur de l'Asie du Sud et pays émergent à l'échelle internationale, devient elle-même un pôle ordonnant les dynamiques migratoires en relation avec les tensions géopolitiques de la région.

La question des réfugiés en Asie du Sud constitue un thème abordé dans la première partie du dossier. Les articles de Julie Baujard et d'Anthony Goreau-Ponceaud mettent en évidence le rôle central de l'Inde dans l'accueil des populations en exil en provenance de l'aire régionale. L'Inde, qui n'est pas encore signataire de la convention de Genève, n'accorde qu'un mandat limité au HCR à qui elle délègue - ou pas - la gestion des réfugiés selon les groupes concernés. Julie Baujard traite ainsi de la question des réfugiés urbains à Delhi (Afghans, Birmans et Tibétains). Elle analyse le traitement différencié que leur accorde l'Inde selon leur origine, leur appartenance communautaire et confessionnelle, mais également selon son agenda géopolitique. Anthony Goreau-Ponceaud, quant à lui, s'attache à décrire l'arrivée des Tamouls du Sri Lanka et de leur installation dans les camps de l'Inde du Sud. Il présente ces camps comme des « antimondes » qui sont autant d'étapes sur les « antiroutes » de la diaspora.

La deuxième partie réunit des contributions centrées sur un des pôles majeurs de l'immigration sud-asiatique, le Golfe arabo-persique, à partir de l'exemple du Qatar.

Revisitant les clichés sur les Indiens dans le Golfe, Radhika Kanchana décrit l'évolution des profils et des projets migratoires : l'augmentation du nombre de migrants très qualifiés parallèlement à un allongement de la durée en migration se traduisent par une visibilité économique et sociale croissante. L'auteure souligne aussi les nouvelles perspectives qui se présentent pour la deuxième génération.

La contribution de Tristan Bruslé décrit la situation des migrants népalais peu qualifiés, logés dans des *compounds* situés à l'écart des villes. Cette exploration dessine une géographie des espaces intimes des migrants dans le camp de travail. En outre, elle questionne le développement de comportements consuméristes qui se doublent de nouvelles pratiques d'ostentation et de mise en scène rendues possibles par leur appropriation des NTIC. Ces outils redéfinissent les liens avec la communauté népalaise au pays et en migration, dans leur forme comme dans leur contenu.

La troisième partie met l'accent sur de nouvelles configurations migratoires résolument inscrites dans la mondialisation. Deux figures de migrants qualifiés indiens émergent: les infirmières et les informaticiens. Les différentes contributions mettent en évidence de nouveaux parcours, de destinations nouvelles - ou d'autres qui sont réactivées - et des situations inédites qui questionnent les identités. Marie Percot nous offre une analyse originale du cheminement migratoire des infirmières indiennes jusqu'en Irlande. Désormais recherché par certains pays occidentaux, ce type de compétences professionnelles leur ouvre les portes d'une insertion économique et sociale après un passage obligé dans le Golfe qui peut ainsi être considéré comme un espace tremplin. Au prisme du genre, l'auteure choisit de se pencher sur les époux de ces professionnelles de santé. Au-delà des perspectives habituelles sur les hommes moteurs de la migration ou sur les « migrantes autonomes », elle explore le repositionnement des identités masculines pour les migrants accompagnants.

Éric Leclerc aborde le cas des informaticiens indiens envoyés à Kuala Lumpur (Malaisie) et dont la migration relève de la mondialisation des travailleurs

hautement qualifiés. En analysant leur présence à Brickfields, vieux quartier indien de Kuala Lumpur, il s'interroge sur les liens qui se nouent - ou pas - à partir d'une appartenance ethnique commune. Il réinterroge également la frontière entre espaces urbains dits intégrés et exclus en fonction des pratiques résidentielles de cette catégorie socio-professionnelle.

L'ensemble de ces contributions ouvre sur des champs de recherche encore peu explorés. Le premier concerne les relations entre les réfugiés/étrangers résidant en Inde et les populations locales ainsi que les relations socio-économiques, culturelles et confessionnelles qui en découlent. La seconde piste de réflexion a trait aux nouvelles technologies de l'information et de la communication. Comment sont-elles utilisées comme instrument de repositionnement socio-économique dans le pays d'origine ? En quoi ces outils participent-ils à un renforcement et/ou à une création d'espaces relationnels virtuels dans la communauté dans son ensemble ?

Les différentes contributions publiées dans ce dossier nous alertent sur d'autres pistes de recherche qu'il convient de poursuivre : la question de la masculinité en migration d'abord, essentielle pour saisir les rapports de genre en migration ; la question des réseaux transnationaux qui, d'une part, structurent les populations réfugiées et leur diaspora résidant dans les pays occidentaux, et, d'autre part, interrogent la place de l'Inde pour ces diasporas de l'exil en construction ; la question de la mondialisation des flux migratoires sud-asiatiques, laquelle met en relation - et parfois en tension - des groupes diasporiques constitués à différentes époques avec des trajectoires économiques et migratoires diversifiées ; enfin, la question des fronts migratoires nouveaux et/ou réactivés – illustrés par le cas de la Malaisie. Ils constituent des espaces à explorer, que l'on pense par exemple à l'Afrique de l'Est où l'immigration indienne réapparait sur les traces d'anciennes installations coloniales, ou encore aux régions du monde concernées par le *coolie trade*. Au regard de la puissance régionale indienne qui s'affirme et de sa politique de *soft power*, l'étude de ces fronts offre de nouvelles perspectives de recherche.

Ce numéro se conclut par les deux rubriques classiques : *vie du labo* et *notes de lecture*. On lira une note de terrain proposée par Larry Becker, chercheur invité à Migrinter, puis un texte relatant le séjour de recherche dans notre laboratoire de Patrícia Tavares de Freita, doctorante brésilienne. Sont ensuite proposés deux résumés de thèses soutenues en 2011 à l'Université de Poitiers (Céline Bergeon et Marie Chabrol), ainsi que trois comptes rendus de séminaires et de conférences qui se sont tenus à la MSHS et à l'Espace Mendes-France. Pour finir, la présentation de cinq ouvrages dans le champ des migrations et de l'altérité clôt ce huitième numéro de *e-migrinter*.

Aurélie Varrel
Chargée de recherche en Géographie
Centre d'Etudes de l'Inde et de l'Asie du Sud - UMR 8564 (CNRS-EHESS)
École des Hautes Études en Sciences Sociales, Paris
aurelie.varrel@ehess.fr

Philippe Venier
MCF en Géographie
Université de Poitiers
MIGRINTER - UMR 7301
philippe.venier@univ-poitiers.fr

# DOSSIER

## Être réfugié à Delhi : politiques d'asile et trajectoires des réfugiés

**Julie Baujard**

**Bien que l'Inde ne reconnaisse pas légalement le statut international de réfugié, elle accueille de nombreuses personnes qui, parties sous la contrainte de leur pays d'origine, sollicitent un refuge légal auprès d'un autre État c'est-à-dire des réfugiés. Depuis son indépendance, en 1947, plusieurs grandes crises se sont produites dans la région sud-asiatique, générant un nombre important d'entrée sur son territoire : réfugiés de la partition du sous-continent en 1947, Tibétains depuis 1959, Chakma du Pakistan oriental au début des années 1960, Bengalis en 1971, Afghans à partir de 1979, Tamouls sri lankais depuis 1983, Birmans à partir de 1988, Bhoutanais dans les années 1990. Certains de ces réfugiés ont été ou sont accueillis dans des camps plus ou moins ouverts, tandis que d'autres vivent dans les campagnes et les villes indiennes, au sein de la population locale.**

### Introduction[1]

Non contrainte par le droit international relatif à la protection des réfugiés, l'Inde a mis en place un système mixte de gestion des réfugiés dans lequel le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR) est parfois partie prenante. C'est le cas dans la capitale indienne, Delhi, où l'agence des Nations Unies a un bureau et prend en charge des réfugiés venus d'Afghanistan, de Birmanie et de quelques pays africains. Les Tibétains font l'objet d'un traitement particulier, leur gestion étant assurée par l'administration tibétaine et le gouvernement indien.

Cet article propose une analyse de la situation des trois principaux groupes de réfugiés – tibétains, afghans et birmans – vivant à Delhi, à la lumière des politiques du gouvernement indien et du HCR à leur égard. Il part de l'idée d'Anthony Giddens (1987) selon laquelle la compréhension d'un acteur en situation impose d'analyser, sur le même plan, la structure qui l'entoure et son « agencéité », c'est-à-dire sa capacité d'action (*capability*) en fonction de ses connaissances (*knowledgeability*). Il présente une réflexion sur

[1]Cet article est une version remaniée de « Refugees or Diasporas ? The Indian policies on Refugees : The case of Delhi », parue dans l'ouvrage dirigé par Eric Leclerc, *International and Transnational Political Actors. Case Studies from the Indian Diaspora*, New Delhi : Manohar, 2011 : pp. 65-85. Si certaines données ont été mises à jour, l'argumentaire s'appuie principalement sur un terrain réalisé entre 2001 et 2006, auprès du HCR et des réfugiés de la capitale indienne. Je remercie le Centre de Sciences Humaines (Delhi) et l'Institut de Recherche sur le Sud-Est Asiatique (Marseille) pour le soutien reçu lors de cette recherche universitaire.

l'influence de ces politiques d'asile sur les trajectoires identitaires collectives des réfugiés ainsi que sur celle des réseaux transnationaux des réfugiés, compris comme le résultat de « l'agencéité » des réfugiés, c'est-à-dire issus de leur capital migratoire.

Après une brève exposition de la position de l'Inde dans le système international de protection des réfugiés et une présentation des réfugiés vivant sur son sol, il sera question des différentes politiques que le gouvernement indien a développées à l'égard des Tibétains d'une part, et des Afghans et des Birmans d'autre part puisque ces groupes ne sont pas également traités[2]. Ces politiques indiennes déterminent dans une large mesure le cadre d'action des réfugiés. Cependant, loin d'être passifs, ces derniers y répondent en mobilisant des réseaux de solidarité préexistants ou qu'ils façonnent en exil. L'analyse de ces réseaux permettra de montrer les différents facteurs, exogènes et endogènes, intervenant dans l'orientation des trajectoires des réfugiés. On comprendra ainsi pourquoi l'Inde est un lieu de transit pour les uns, un pays d'adoption pour les autres.

## L'Inde et le système international de protection des réfugiés

### L'Inde et le statut de réfugié

L'Inde n'a pas ratifié la Convention de Genève de 1951 relative au statut des réfugiés, pas plus que le Protocole de 1967[3] qui est venu s'y ajouter. Deux raisons majeures peuvent être avancées.

La première trouve son explication dans la genèse même du statut de réfugié. Deux grandes questions étaient au cœur des discussions de la communauté internationale pour jeter les bases du statut de réfugié. L'une concernait les limitations temporelles et spatiales que les pays du Nord voulaient introduire dans la définition du statut de réfugié. Le débat était centré sur des restrictions selon lesquelles seules des personnes européennes dont la fuite trouvait son origine dans la Seconde Guerre mondiale pouvaient être reconnues réfugiées ; ces restrictions furent abolies avec le Protocole de 1967. L'autre question portait sur le besoin de distinguer – ou non – la protection légale de l'assistance matérielle.

Ces débats prenaient place alors même que l'Inde et le Pakistan connaissaient des déplacements de population sans précédent : quatorze millions de personnes au total traversèrent la frontière créée par la partition du sous-continent, qui donna naissance au Pakistan et à l'Inde actuels, dans un sens ou dans l'autre (Markovits, 1994 : 585).

Devant l'ampleur du phénomène, et prétextant que les réfugiés disposaient, d'un côté comme de l'autre, de la protection d'un État, la communauté internationale incarnée par l'*International Refugee Organization* (IRO)[4] refusa d'apporter son aide. L'Inde et le Pakistan assumèrent donc presque seuls le déplacement de ces millions d'individus, tandis que d'énormes sommes d'argent arrivaient en Europe afin de participer au financement de l'IRO (Loescher, 2001). Le fardeau financier que les deux pays durent alors supporter rendit leur contribution à l'IRO impossible et perçue comme très injuste, puisqu'elle n'était payée d'aucun retour. Le 3 décembre 1949, l'Inde s'abstint donc de voter la résolution de l'Assemblée Générale qui donnait naissance au HCR. En

[2]Voir, dans ce numéro, le texte d'Anthony Goreau-Ponceaud.

[3]Les deux textes sont disponibles à l'adresse suivante : http://www.unhcr.fr/4b14f4a62.html, page consultée le 10 octobre 2011.

[4]L'*International Refugee Organization* – qui remplaça la *United Nations Relief and Rehabilitation Agency,* fondée en novembre 1943 – précéda le HCR (1949). Elle avait un mandat étendu par rapport à celui-ci : elle était responsable de la protection légale, de l'aide sociale (*relief*) et de la réinstallation des réfugiés en Europe mais également de ceux qui fuyaient en Inde ou au Moyen-Orient. C'est dans ce contexte que les premiers débats pour définir le statut de réfugié commencèrent.

1951, l'Inde déclara par ailleurs que, puisqu'elle n'était pas concernée par la question réfugiée telle qu'elle était définie dans la convention de 1951, elle n'allait pas compromettre son statut de puissance non-alignée en s'associant au régime international de protection des réfugiés.

Ceci nous amène à la seconde raison de la non-ratification par l'Inde des textes onusiens relatifs au statut des réfugiés. L'Inde, gagnant son indépendance, s'est posée sur la scène internationale comme l'une des instigatrices du mouvement des non-alignés. Né lors de la conférence de Bandoung (1955), il se fonde sur deux idées maîtresses : l'indépendance nationale et le combat contre le partage du monde auquel se livrent alors les deux grandes puissances américaine et soviétique. Pour l'Inde, la première de ces deux idées semble tenir une place primordiale. En 1961, elle refusa de signer les principes de la conférence de Belgrade[5] considérant qu'« être indépendante signifie pour une nation non-alignée poursuivre sa propre politique de non-alignement » (Zins, 2006 : 172). L'Inde optera donc pour une politique fondée « sur ses propres perceptions et intérêts et non sur le jugement politique de l'un ou l'autre bloc » (*ibid.* : 173).

Depuis ses débuts, l'Inde se montre donc très critique à l'égard du HCR. En décembre 1958, dans l'optique de consacrer l'année 1959 comme « Année mondiale des réfugiés », l'Assemblée Générale adopta une pré-résolution sur laquelle l'Inde s'abstint. L'incapacité de l'Inde à y contribuer financièrement aurait notamment dicté son vote : elle était toujours engagée auprès des réfugiés de la Partition, et devait faire face en plus à l'arrivée des Tibétains. Mais, au regard de l'acte politique, Pia Oberoi (2006) estime la justification économique comme mineure. L'Année mondiale des réfugiés allait être consacrée à la résolution de quatre crises majeures, nommément celles concernant les réfugiés d'Europe, les Arabes réfugiés au Moyen-Orient, les Russes Blancs et les réfugiés chinois à Hong-Kong. Il s'agissait, de la part de l'Inde, d'un boycott, d'une protestation contre l'absence de reconnaissance internationale des efforts consentis suite à la Partition. Également, l'Inde ne souhaitait pas envenimer ses relations avec la Chine en contribuant à la levée de fonds internationale pour les réfugiés de Hong Kong (*ibid.* : 28).

**L'Inde et le HCR**

Rien d'étonnant à voir l'Inde décliner ensuite l'offre du HCR d'assistance aux réfugiés tibétains au début des années 1960. L'Inde préférait alors les donations des Organisations Non Gouvernementale (ONG) internationales ou de gouvernements amis plutôt que l'aide d'un bureau considéré comme abritant « les machinations politiques de l'Ouest » (*id.*). En 1967 cependant, ne voyant pas de règlement à court terme de la situation, l'Inde révisa sa position. Un bureau fut officiellement ouvert à Delhi en 1969 ; HCR et gouvernement indien travaillaient alors en proche coopération. L'agence des Nations Unies se retrouva sur le devant de la scène quand la guerre civile éclata au Pakistan oriental (1971) et que des flots de réfugiés quittèrent ce qui deviendra le Bangladesh. En 1972, alors que la situation s'était stabilisée dans cette région, le HCR s'occupait principalement de l'installation des Tibétains en Inde. Cependant, l'entrée de la République Populaire de Chine aux Nations Unies en 1971 remit en cause l'implication de l'agence. En 1972, le représentant chinois déclarait : « The Office of the UNHCR has regarded as « refugees » the Tibetan inhabitants who have gone to India under the coercion of the Indian government… the Chinese delegation solemnly demands that the office of the UNHCR must immediately and

[5]Établis lors de la conférence de Belgrade, ces principes étaient les suivants : rejet de la logique de bipolarisation du système international, promotion de la coexistence pacifique et de la détente, poursuite et accélération du processus de décolonisation et instauration d'un nouvel ordre économique national (Braillard, 1987 : Introduction).

completely stop all illegal activities on the questions on so-called 'Tibetan refugees', abolish the organs for these illegal activities and delete all related parts from the report » (*ibid.* : 30).

Plusieurs auteurs (Sen, 2003 : 400-401 ; Dhavan, 2004 : 28, Nair[6]) soulignent un autre facteur expliquant la dégradation des relations entre l'Inde et le HCR : la résolution de la crise du Pakistan oriental en 1971-72. Tandis que le Pakistan encourageait le rapatriement des réfugiés par l'agence, dont la position rejoignait ses intérêts, l'Inde s'y opposait. Le HCR, qui estimait que le programme d'aide n'était qu'un palliatif et que seul le rapatriement constituait une réelle solution (Sen, *ibid.*), fut considéré une fois de plus comme prenant parti dans une crise aux enjeux politiques et militaires exacerbés.

En 1975, le HCR quittait l'Inde sur une décision unilatérale, justifiant son départ auprès du gouvernement indien par un nécessaire redéploiement de ses forces en Afrique, alors que l'urgence en Inde était passée. Le gouvernement indien, pour sa part, considérait alors que le HCR ne respectait pas la neutralité politique à laquelle il était théoriquement tenu.

En 1979, à la suite de l'invasion soviétique en Afghanistan, des demandeurs d'asile afghans gagnèrent la capitale indienne et, recherchant de l'assistance, approchèrent le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Le HCR demanda alors la permission au gouvernement indien de revenir s'établir à Delhi. L'Inde ignora dans un premier temps la requête de l'agence, mais finit par accepter sa présence, sous l'égide du PNUD. Selon Ravi Nair[7] du *South Asian Forum for Human Rights*, cette délégation de la gestion des Afghans au HCR permettait à l'Inde de ne pas dégrader ses bonnes relations politiques avec la Russie.

Ainsi, depuis 1981, les activités du HCR sont permises par le gouvernement indien, et le HCR a rouvert un bureau à Delhi, mais l'Inde refuse de formaliser le statut de l'agence dans le pays. L'Inde s'est donc tenue à l'écart d'un système qu'elle estime européo-centré et ne prenant pas en compte les besoins des pays en développement. Ceci lui permet de garder toute son autonomie dans la gestion des populations arrivant sur son territoire. De plus, son succès dans la gestion d'exodes massifs (suite à la Partition, à la naissance du Bangladesh, etc.) l'incite à se passer de ce système international de protection des réfugiés et à conserver sa pleine souveraineté dans ce domaine (Samaddar, 2003).

**L'Inde et les réfugiés**

L'Inde n'a pas adopté les textes onusiens ; elle n'a pas non plus de législation nationale en matière de réfugiés. Relevant du *Foreigners Act* de 1946, les réfugiés sont considérés comme des étrangers et définis comme des « personnes qui ne sont pas des citoyens de l'Inde » (*Foreigners Act* 1946, section 2(a)).

L'absence de loi qui aurait uniformisé le traitement réservé aux réfugiés permet à l'État une gestion au cas par cas des populations venant trouver refuge sur son sol. D'une manière générale, le gouvernement indien a rejeté l'internationalisation de la gestion des réfugiés, assumant unilatéralement ou bilatéralement les afflux massifs et laissant à la charge du HCR les mouvements plus marginaux, en particulier « non sud-asiatiques »[8], donnant à ce terme une

[6] http://www.himalmag.com/2006/december/report_2.htm, "The UNHCR refugee agency has been oddly listless in addressing the problems faced by Burmese refugees in Delhi", page consultée le 10 décembre 2006.

[7] *Ibid.*

[8] Au sens strict du terme, l'Asie du Sud désigne le Bangladesh, le Bhoutan, l'Inde, les Maldives, le Népal, le Pakistan et le Sri Lanka. Mêlant des considérations géographiques à cette première acception, les Nations

acception géopolitique. L'Inde considère ainsi par exemple les réfugiés tibétains comme faisant partie de sa sphère d'intérêts stratégiques régionale et de sa politique étrangère, tandis qu'elle ne reconnaît pas les Afghans et les Birmans et laisse le HCR assurer leur protection (Sen, *ibid.*).

Les règlements spéciaux qui ont été établis pour certains groupes de réfugiés sont le résultat d'un contexte historique particulier et d'une relative proximité ethnique, culturelle et/ou religieuse qui ont fait de certaines populations des cas à traiter avec davantage de sensibilité, de sympathie (Dhavan, *ibid.*, Oberoi, *ibid.*). Ces dispositions différentielles conduisent à des situations telles que des hindous du Bangladesh sont autorisés à rester sur le territoire indien quand des musulmans, toujours bangladais, sont rapatriés dans leur pays d'origine. Dans un cas comme dans l'autre, il pourrait s'agir de migrants plutôt que de réfugiés, mais il pourrait aussi se trouver des réfugiés parmi eux, musulmans ou hindous. De la même façon, on verra que les Afghans reçoivent des traitements différenciés (de la part de l'Inde comme des Nations Unies) en fonction de leur religion.

Ces questions de reconnaissance conditionnent l'octroi d'une protection juridique qui fait défaut au réfugié dans son pays. Se pose ensuite la question de sa subsistance dans le pays d'accueil. En Inde, les réfugiés ne sont pas autorisés à travailler. Par ailleurs, il n'y existe pas de système de protection sociale. L'accès au travail, à l'éducation, au système de santé va donc dépendre des dispositions spécifiques prises par l'Inde vis-à-vis de certaines populations ou établies par le HCR pour les groupes sous sa protection. Les mesures prises par les institutions de tutelle des réfugiés (en l'occurrence l'administration tibétaine et le HCR) vont donc être décisives pour les réfugiés.

## Un accueil favorable aux Tibétains

### Une collaboration étroite entre le gouvernement indien et l'administration tibétaine

Face au flot continu constitué par les Tibétains suivant le Dalaï Lama dans son exil en 1959 – 13 000 avec lui, 50 000 dans les quelques mois qui suivirent (Chakraborty, 2001 : 146-147) –, Nehru, Premier ministre de l'Inde, décida tout d'abord d'ouvrir des camps, puis de mettre en place des *settlements*[9].

Cette position si favorable de Nehru à l'accueil des Tibétains peut être interprétée dans le sens d'une « revanche », d'une compensation de son incapacité politique à soutenir la cause tibétaine à un niveau international (Norbu, 2004 : 192)[10]. Il faut également mentionner ici la sympathie que le Premier ministre indien éprouvait pour le Dalaï Lama, son attirance pour la culture bouddhique, ainsi qu'un sentiment national en faveur des Tibétains. La guerre perdue contre la Chine en 1962 ne fit que renforcer cette position. Roy y ajoute un autre élément :
« India has been accomodative to the Tibetan refugees all along primarily because of its anti-China stand and also because of politicization of Tibet issue at the world level by the West. » (*ibid.* : 29).

Le gouvernement indien et l'administration du Dalaï Lama ont ainsi développé un mode de gestion commun de la communauté tibétaine en Inde. En

Unies ajoutent l'Afghanistan et l'Iran sous l'appellation *Southern Asia*. Le Tibet est également parfois associé à la zone sud-asiatique, mais pas la Birmanie, qui pourtant était partie intégrante de l'empire des Indes britanniques.

[9]Les *settlements* désignent des sites dévolus à l'établissement et à la subsistance des réfugiés tibétains ; ils sont majoritairement basés sur l'activité agricole mais aussi sur des productions agro-industrielles et artisanales.

[10]Pour plus de détails sur la position de l'Inde vis-à-vis du Tibet et de la Chine, se reporter par exemple à Chaturvedi *in* Bernstorff et Welck, 2004.

particulier, l'installation des Tibétains dans les *settlements* a permis à deux visions complémentaires de coexister : celle de Nehru « d'isoler les Tibétains et de leur confier la mise en valeur de certaines zones rurales reculées » (Fautrez, 1998 : 122-123) et celle du Dalaï Lama, soucieux de garder son peuple uni et de préserver son particularisme culturel et religieux. Ces deux visions participent d'une perspective de long terme : de telles structures postulent un non-retour immédiat.

La mise en place d'un système éducatif tibétain constitue l'autre étape fondatrice de l'installation des Tibétains en Inde et de la création de leur « État en exil ». L'enseignement est très largement sponsorisé par l'Inde : la *Central Tibetan Schools Administration*[11] – qui regroupe 28 des 80 écoles tibétaines – est administrée et financée par le ministère indien du Développement des ressources humaines *(Ministry of Human Resource Development*). Les autres établissements scolaires (dont des internats) sont des écoles autonomes administrées par le département de l'Éducation de l'Administration tibétaine grâce à des fonds occidentaux. C'est le cas des fameuses écoles du *Tibetan Children's Village* (TCV), fondées par la sœur aînée du Dalaï Lama puis dirigées à la mort de celle-ci par sa sœur cadette.

La situation légale des Tibétains en Inde, définie par la possession d'un permis de résidence, dépend de leur date d'entrée sur le territoire. Les premiers Tibétains qui arrivèrent en Inde avec le Dalaï Lama reçurent, pour eux et leurs descendants, des permis de résidence (*Foreigners Registration Certificates*, dits RC). Dans les années 1980[12], la délivrance de permis de résidence est interrompue. Le bureau du Dalaï Lama fournit alors aux autorités indiennes une liste des nouveaux arrivants.

En 2003, le *Tibetan Refugee Welfare Office* de Katmandou négocie avec l'ambassade de l'Inde au Népal la délivrance de visas (*Special Entry Permits*) dont la durée est fixée en Inde selon le motif du déplacement (pèlerinage, études, séjour monastique). Ce document permet ainsi une entrée légale sur le territoire indien et transforme le modèle migratoire : d'une migration d'exil illégale, on passe à une migration de voisinage encadrée par des accords, comme dans le cas des Népalais. Les permis de résidence, qu'ils aient été obtenus avant ou après les années 1980-90, doivent être renouvelés tous les ans en personne[13] depuis 2006.

L'accès des Tibétains au marché de l'emploi indien est notable, bien que non formalisé, excepté dans le cas des Tibétains arrivés avant 1962. Ces derniers peuvent - ou ont pu - être embauchés dans une section de l'administration militaire indienne, l'*Establishment* 22, connu aussi sous le nom de *Special Frontier Force*. Le site Internet du *Chushi Gangdrug*, mouvement de résistance populaire réunissant les Tibétains du Kham et de l'Amdo[14], retrace la formation de ce régiment :

« Near the end of the Sino-Indian war and towards the end of 1962, the Nehru administration ordered the raising of an elite guerrilla force composed of Tibetan refugees. Chushi Gangdrug leaders were contacted for recruitment of Khampas into

[11]Elle fut créée en 1961 sous le nom de Tibetan School Society.

[12]Cette information est à prendre avec circonspection. La date de 1980 provient d'une source confidentielle ; des interlocuteurs issus du milieu des activistes de défense des droits de l'homme situent l'arrêt de la délivrance des RC aux années 1990. L'administration tibétaine reste pour sa part très évasive sur le sujet, probablement du fait des nombreuses entorses à la règle.

[13]La présence du réfugié n'était jusqu'alors pas requise, ce qui permettait à un réfugié de se présenter avec plusieurs certificats (ceux de sa famille, de ses amis) à faire renouveler.

[14]Le Kham (l'Est) et l'Amdo (le Nord-Est) sont, avec l'U-Tsang (la région centrale), les trois régions qui composent le grand Tibet, dont les Tibétains en exil revendiquent ou l'autonomie ou l'indépendance. Ce grand Tibet, dont l'unité politique ne serait attestée que du VII^e^ au IX^e^ s. et au XVIII^e^ s. (Goldstein, 1994), constitue un territoire culturellement et ethniquement tibétain.

this new unit. […] A formation agreement was signed in 1962. The parties to this formation agreement were the Indian Intelligence Service (RAW), the CIA (for weaponry till 1972) and Chushi Gangdrug. [...] Our organization took main responsibility for recruiting, and an initial strength of 12,000 men, mostly Khampas, were recruited at Chakrat, Dehra-dun, UP. [...] Established under the direct supervision of the prime minister, the unit was named the Special Frontier Force. Its forces were trained and commanded by the Indian Army and the unit was meant to be air-dropped into Tibet in the event of another war in the Tibetan frontiers. The SFF became known by the code name "Establishment 22" because of its inspector general, who during World War II commanded the 22nd Mountain Regiment. […] The SFF never had a chance of being used in operations against its intended enemy, Red China, but it was used against East Pakistan with the consent of His Holiness the Dalai Lama in 1971[15] ».

Les Tibétains recrutés alors étaient arrivés avant 1962. Leurs enfants ont accès aux postes d'officiers de l'armée de haut rang. Ils ont également accès aux catégories A et B de l'administration policière indienne.

D'une manière générale, bien qu'ils ne disposent pas de permis de travail, les Tibétains font partie, dans leur très grande majorité, de la population active de l'Inde. Ils y parviennent en s'appuyant sur un réseau professionnel principalement communautaire : les Tibétains travaillent dans les *settlements* pour l'administration tibétaine ou développent leur propre affaire commerciale. À Delhi, où il n'existe pas de *settlement*, les Tibétains sont principalement auto-entrepreneurs, tandis que de nombreux jeunes travaillent dans les centres d'appels, les grands hôtels et restaurants ou bien poursuivent des études à l'université. Selon l'administration tibétaine, les Tibétains seraient environ 5 000 à vivre à Delhi.

Toutes les dispositions prises à l'égard des Tibétains, qu'elles proviennent du gouvernement indien ou de l'administration tibétaine, les ont conduits à fermement ancrer leurs réseaux dans le paysage local, devenant une partie de la société indienne. On ne peut cependant pas parler à leur sujet d'une reconnaissance formelle.

**Reconnaissance de fait mais non en droit**

L'Inde a autorisé l'administration tibétaine à s'établir à Dharamsala, où le Dalaï Lama s'est installé. Ceci n'a pas pour autant conduit le gouvernement indien à reconnaître le Tibet, qu'il estime officiellement comme faisant partie intégrante de la Chine. On retrouve là encore la position très ambiguë de l'Inde qui, dans le même temps, n'autorise aucun réfugié à avoir une activité politique sur son sol et tolère tacitement la campagne des réfugiés tibétains pour la libération de leur pays de la domination chinoise, faite de manifestations et d'actions spectaculaires (comme le fait de brûler le drapeau chinois devant l'ambassade de Chine à Delhi, ou de gravir un *building* de Bombay où les diplomates chinois sont reçus et de brandir le drapeau tibétain sous leurs yeux[16]).

La suspension de la délivrance des permis de résidence entre 1980 et 2003 traduit elle aussi la précarité du statut des Tibétains. Les raisons demeurent floues[17], on ne peut que formuler des hypothèses à partir

[15]Voir http://www.chushigangdruk.org/est22.htm, page consultée le 6 février 2007.

[16]Le poète Tenzin Tsundue est devenu célèbre notamment grâce à cette action. Pour plus de détails, consulter par exemple le site de International Campaign for Tibet : http://www.savetibet.org/news/newsitem.php?id=149; il reproduisit cette action quelques années plus tard (2005) à Bangalore, voir sur le site des Friends of Tibet : http://www.friendsoftibet.org/sofar/bangalore/20050425_bangalore_face_to_face.html, page consultée le 9 janvier 2007.

[17]Voir Baujard, 2008 : 169-172 et 179-181.

des conséquences de l'absence de permis pour les réfugiés : en cas de contrôle d'identité, la personne est emprisonnée, mais vite relâchée après intervention de l'administration tibétaine ; par ailleurs, la personne ne peut demander de certificat d'identité, document permettant de voyager hors des frontières de l'Inde. Garder les Tibétains dans une situation précaire est un moyen de les maintenir au sein du groupe, qui les protège, et donc d'éviter leur dispersion. C'est aussi une façon de les encourager fortement à rentrer finalement au Tibet, après avoir vu le Dalaï Lama, leur famille ou avoir terminé leurs études. Et c'est bien là le message que l'administration tibétaine transmet aux réfugiés, tentant ainsi de limiter l'exode tibétain. En effet, celui-ci, ininterrompu depuis la « réouverture » de la frontière au début des années 1980, participe au dépeuplement du Tibet, qui favorise en quelque sorte le projet de colonisation de la Chine. De plus, il contribue à l'accroissement d'une communauté que l'administration tibétaine doit prendre en charge. Enfin, on peut estimer que c'est un moyen efficace pour ralentir les départs vers l'Occident, le nombre de candidats à l'émigration étant en constante augmentation depuis le premier programme massif de réinstallations aux Etats-Unis, destiné à un millier de Tibétains (Bentz, 2010 : 148-150). En effet, d'après deux responsables des Tibétains de Delhi[18] et de l'avis de plusieurs responsables d'organisations de réfugiés, ils étaient près de 10 000 Tibétains aux États-Unis[19] au milieu des années 2000, en situation légale et illégale[20]. D'après la grande majorité des Tibétains interrogés, les raisons de cette émigration sont avant tout économiques.

Les dispositions prises par l'Inde pour la vie des Tibétains témoignent d'une volonté de se présenter comme leur pays d'adoption. Néanmoins, ils y demeurent comme des « citoyens de seconde zone », ainsi que de nombreux réfugiés le dénoncent. L'assimilation à l'Inde – à travers la naturalisation (à laquelle les deux gouvernements sont opposés), la vie hors des *settlements* ou des choix professionnels allant au delà du cadre fixé par les autorités tibétaines – est considérée comme une menace pour l'identité tibétaine et est ainsi combattue.

## Un laisser-faire à l'égard des Afghans et des Birmans

La situation des réfugiés afghans et birmans est profondément différente. Nettement moins impliquée à leur égard, l'Inde délègue leur gestion au HCR, qui tient par conséquent une place centrale pour ces deux groupes.

### Une certaine tolérance pour les Afghans

Si l'Inde n'a ni fermé ses portes ni développé de discours de rejet des Afghans, elle n'a pas pour autant pris de dispositions particulières pour leur accueil, du moins pas pour tous.

Suite à l'invasion soviétique et au conflit qui s'ensuit entre les Russes et les Moudjahidin en 1979, l'exode afghan commence. Des millions d'Afghans trouvent refuge au Pakistan et en Iran. Quelques-uns, principalement issus des classes moyennes et supérieures urbaines, et notamment des Kaboulis, viennent directement à Delhi. Ils possèdent des documents de voyage en règle et restent en Inde temporairement, avant de gagner des pays d'asile occidentaux. Ceux qui ne peuvent atteindre ces derniers restent en Inde et demandent protection au HCR.

[18]Entretiens réalisés en février 2004 puis en janvier et avril 2005.

[19]Le recensement de 1998 donne le nombre de 7 000 Tibétains en Amérique du Nord sur un total de 12 153 Tibétains en exil hors d'Asie du Sud (ce dernier nombre serait, selon le nouveau recensement de 2010, de 18 920).

[20]Une des stratégies consiste à demander un parrainage occidental pour obtenir un visa de tourisme et de demeurer dans le pays à son expiration.

Selon Manik Chakraborty (*ibid.* : 180), ils sont environ 20 000 Afghans dans la capitale en 1991. Le HCR procède à la reconnaissance du groupe dans son ensemble, dans la mesure où l'Inde accepte que tous ceux qui ont des papiers en règle et qui souhaitent rester en Inde reçoivent la protection de l'agence des Nations Unies.

En 1993, le nombre d'Afghans atteint 26 000 (Chimni, 2003 : 459), suite à l'arrivée massive de Sikhs et d'Hindous. Le HCR distribue des tentes et les réfugiés afghans y passent leurs premiers mois dans la capitale. Puis, recevant une allocation du HCR ou ayant trouvé du travail, ils peuvent quitter ces abris de fortune pour louer des appartements. À partir de 1995, le nombre des Afghans décroît régulièrement pour tomber, en 2006, à 9 500 personnes[21].

Munis du certificat de réfugié, ils obtiennent des permis de résidence temporaires, à renouveler tous les six mois à un an. Ces permis de résidence ont été suspendus ou non renouvelés à diverses reprises, permettant à l'Inde de manifester son mécontentement vis-à-vis du régime afghan. Ce fut le cas sous les Talibans qui soutenaient les séparatistes cachemiris, et qui ont accueilli à Kandahar un avion d'*Indian Airlines* détourné par des terroristes islamistes (1999). Ceci revenait à pénaliser doublement des Afghans, dont une partie avait justement fui ce régime. Il est arrivé également que l'Inde exprime au HCR son désaccord quant à la reconnaissance de telle ou telle personne[22] ; rappelant ainsi à l'agence qu'elle a besoin de son accord pour pouvoir octroyer le statut de réfugié à quiconque sur son territoire.

Une circulaire du gouvernement indien datée de septembre 2001 (sans lien avec les attentats d'après le HCR[23]) décrète que les Afghans musulmans arrivant après cette date ne se verront plus délivrer de permis de résidence. Les Afghans sikhs et hindous ne sont pas concernés par cette mesure, pas plus que les Afghans musulmans « pré-2001 », *a priori*. Pour les autres, le HCR dit avoir fait des démarches auprès des autorités indiennes qui ont accepté de délivrer des permis de résidence aux Afghans reconnus après septembre 2001 à condition qu'ils s'acquittent de l'amende pour *overstay* (entre l'expiration de leur visa et la reconnaissance du statut de réfugié). Le HCR a alors demandé au gouvernement de renouveler les visas des demandeurs d'asile sur la base du certificat de demande d'asile (*Under Consideration Certificate*), de façon à ce qu'ils soient en situation légale pendant la détermination de statut, et, s'ils sont reconnus réfugiés, qu'ils puissent obtenir un permis de résidence sur la base du certificat de réfugié sans payer d'amende. D'après le HCR tout ceci semble fonctionner plus ou moins bien, au cas par cas, mais certains réfugiés dénoncent l'arbitraire et la corruption des fonctionnaires. Le pouvoir discrétionnaire du gouvernement indien est en tout cas fermement rappelé.

Les Afghans reçoivent un traitement différent selon leur religion. L'Inde apparaît comme la « maison naturelle » des Afghans sikhs et hindous tandis que l'intégration des musulmans est problématique… mais l'Inde n'est-elle pas un pays séculier ? Rajeev

[21]Le HCR en comptabilise 9 000 en janvier 2011 mais prévoit un nombre de 10 000 en décembre prochain, voir http://www.unhcr.org/cgi-bin/texis/vtx/page?page=49e4876d6, 29 septembre 2011.

[22]Ce fut le cas en 1984, pour trois joueurs de l'équipe nationale de football ou pour des personnels d'Ariana Airlines, la compagnie aérienne nationale afghane (Chakraborty, *ibid.*).

[23]Notons cependant que depuis l'arrivée d'Hamid Karzai au pouvoir, fin 2001, l'Inde a fait savoir au HCR qu'elle ne voit plus aucune raison de quitter l'Afghanistan. L'aide internationale, et notamment indienne, arrive pour la reconstruction ; Delhi ne voit donc pas pourquoi le HCR devrait maintenir son aide aux réfugiés afghans. Le HCR, pour sa part, n'a pas décidé d'appliquer aux Afghans la clause de cessation, qui permet de mettre fin au statut de réfugié de populations par une décision unilatérale de l'organisation (cependant parfois après avoir consulté les représentants des réfugiés) lorsqu'elle juge que les causes qui ont entraîné le départ sont caduques et que la situation nouvelle permet le retour au pays.

Dhavan estime que cette politique relève d'un communalisme dissimulé qui entraîne une discrimination hostile sur la base de la religion (*ibid.* : 7). Nous allons voir que le HCR, lui aussi, établi une différenciation entre les deux groupes de population. Avant cela, il convient de présenter le cas des Birmans.

### Des camps pour les Birmans

Les liens historiques entre l'Inde et la Birmanie tiennent une place importante dans le positionnement de l'Inde vis-à-vis des réfugiés birmans. L'histoire commune aux deux pays sous la domination coloniale du Raj britannique (1858-1947) et qui s'acheva par l'indépendance des deux pays fut l'occasion pour de nombreux Indiens de migrer en Birmanie à la recherche d'opportunités économiques (Bhaumik, 2003). La grande majorité de ces Indiens quittèrent cependant le pays en deux vagues majeures[24]. Par ailleurs, l'Inde et la Birmanie contribuèrent à la fondation du mouvement des non-alignés à travers les personnalités des Premiers ministres Nehru (1947-1964) et U Nu (1948-1958 et 1960-1962). Les deux pays se retrouvent alors dans leur volonté de faire émerger une troisième force au cours de la Guerre froide ou, du moins, de ne pas être obligés d'adopter le point de vue de l'un ou l'autre des deux blocs.

Cette proximité historique entre les deux pays, associée au fait que l'Inde se targue d'être « la plus grande démocratie au monde »[25], a conduit cette dernière à soutenir, dans un premier temps, le mouvement démocratique d'opposition à la junte et ce bien avant le coup d'État militaire de septembre 1988[26]. À la suite de celui-ci, les nombreux Birmans qui ont fui la répression sanglante orchestrée par la junte militaire pour trouver refuge en Inde (et en Thaïlande plus largement) y ont été favorablement accueillis. Le gouvernement indien mit en place trois camps dans le Nord-Est[27] pour accueillir les dissidents,

[24]Leur prédominance économique, surtout à Rangoon, avait conduit à des émeutes anti-Indiens dans les années 1930 (*ibid*). Cela marqua le début d'un climat relativement hostile à leur égard. La première vague importante de départs se produisit lors de la Seconde Guerre mondiale. Sur le demi-million (soit près de la moitié de la population indienne en Birmanie) d'Indiens parti alors, seul un quart revint ensuite en Birmanie. La seconde vague commença en 1964, deux ans après la prise du pouvoir par le général Ne Win. Engagés dans la « voie vers le socialisme », les militaires procédèrent à des nationalisations massives, ce qui conduisit un grand nombre d'Indiens à quitter le pays, sans un sou. Il resterait aujourd'hui moins de 250 000 Indiens en Birmanie - désignés par le label péjoratif « *kala* » (noir) - selon Bhaumik (*ibid* : 191), mais 2,5 millions selon Egreteau (2007).

[25]Si cette expression maintes fois reprise est souvent tempérée par la précision ajoutée « … par son nombre d'habitants », l'achèvement de la démocratie au sortir de la colonisation britannique permet à l'Inde d'incarner l'élève modèle du sous-continent. Le rayonnement de Gandhi et de ses principes de lutte non-violente pour l'indépendance, pour le respect des droits de l'homme et pour la démocratie a largement contribué à forger cette image.

[26]En effet, l'Inde avait donné l'asile à U Nu – ancien Premier ministre birman – et à sa famille de 1974 à 1980, avant qu'il ne retourne en Birmanie. Elle acceptait par ailleurs que le mouvement dissident formé autour de lui ait son quartier général en Inde. C'est sur les ondes nationales indiennes que l'on entendit les premières campagnes de dénonciation du State Law and Order Restoration Council, c'est-à-dire la junte, par la voix de Than Than Nu (fille d'U Nu), d'Usha Narayanan (épouse d'origine birmane du président de l'Inde de 1997 à 2002, RK Narayanan), et de Maw Thiri (autre personnalité indo-birmane) (Egreteau, *ibid.*).

[27]Le premier camp ouvert fut celui de Leikun, au Manipur, le 20 octobre 1988. Il fut peuplé de 250 étudiants en moins d'un mois (Bhaumik, *ibid.*). Un autre camp fut ouvert au Nagaland et un troisième Mizoram, à Champhai ; il accueillit quant à lui 150 étudiants et activistes. Il apparaît que les relations entre les Birmans et les autorités des camps – ouverts et gérés par les autorités locales, sous l'ordre du gouvernement de l'Union – furent difficiles. Sudhir Bhaumik (*ibid* : 199) rapporte en effet que des manifestations, faisant suite au passage à tabac de deux étudiants sortis de Leikun sans en avoir informé les autorités du camp, aboutirent à la déportation d'une quarantaine de manifestants, sans que le gouvernement de l'Union en ait été informé. Ceux qui furent pris par l'armée birmane furent exécutés. Cet événement, associé à des conditions de vie drastiques, déclencha rapidement la désertion des camps. De nombreux Birmans s'installèrent à Imphal,

précisant qu'il accueillait des Birmans cherchant l'asile pour des raisons politiques dans une optique humanitaire, et qu'il les empêchait d'avoir des contacts avec les éléments politiques de la région (Chakraborty, *ibid.*).

Quelques militants politiques partirent pour Delhi demander l'asile auprès du HCR, lequel reconnut le premier réfugié birman en 1990. En 2006, moins de 2 000 Birmans étaient enregistrés auprès de l'agence des Nations Unies (ils sont aujourd'hui 5 000[28]) alors que 30 000 à 50 000 migrants forcés birmans vivraient dans le Nord-Est indien, selon les ONG et les défenseurs des droits de l'homme indiens et occidentaux.

Le gouvernement indien n'a pas pris d'autres dispositions en faveur des Birmans excepté leur octroyer, à partir de 1999 seulement, des permis de résidence négociés avec les membres du parlement en exil birman dont certains vivent à Delhi. Par ailleurs, la position indienne de soutien au mouvement pro-démocratique s'est peu à peu transformée. Selon les mots de Renaud Egreteau, d'une politique idéaliste, l'Inde est passée à une « *realpolitik* », guidée par des intérêts économiques et stratégiques de plus grande portée (2003 : 132). Son désir de promouvoir les échanges économiques avec son voisin, de mater les insurrections du Nord-Est et de contrer l'influence de la Chine en Birmanie a conduit l'Inde à renforcer ses relations avec la junte militaire birmane.

Pour conclure sur l'accueil réservé par l'Inde aux Afghans et Birmans, leur séjour dépend de la bonne volonté du gouvernement indien et est lié aux relations géopolitiques qu'il entretient avec les pays d'origine des réfugiés. Il est ainsi hautement précaire. Les quelques arrangements mis en place par l'Inde pour ces deux populations relèvent davantage du laisser-faire que d'une réelle politique en faveur des réfugiés, ainsi que l'État l'a développée pour les Tibétains. En ce qui concerne le second aspect de l'accueil des réfugiés, c'est-à-dire la question de leur subsistance, il faut examiner la politique du HCR à Delhi, l'agence étant leur référent dans cette situation de vide juridique.

### La politique du HCR

D'après les directives du HCR, trois « solutions durables » sont recommandées pour « régler » la question réfugiée. La première solution est le « rapatriement librement consenti » dans le pays d'origine, qui implique la cessation du statut de réfugié et la réintégration de la personne à son État-nation d'origine. Parmi les Afghans réfugiés à Delhi, seule une infime proportion est rentrée au pays : quelques dizaines chaque année depuis 1990 (Dhavan, *ibid.* : 106) sur un groupe passant de 20 000 personnes à 12 000 en 2002 ; 1% par an depuis 2002 selon le HCR[29].

Quand le retour volontaire n'est pas envisageable, et dans le cas où le pays hôte offre la possibilité de l'« intégration sur place », c'est l'assimilation au pays d'accueil qui est proposée. Selon cette deuxième solution envisagée par le HCR, les réfugiés se voient pris dans « un processus juridique qui consiste à leur accorder des droits de plus en plus semblables à ceux des ressortissants du pays d'accueil. Avec le temps, ce processus doit conduire à l'obtention du statut de résident permanent et, dans certains cas, de la nationalité du pays d'asile »[30]. Notons que l'accès à la nationalité

capitale du Manipur, ainsi qu'à Aizawl (Mizoram) tandis que quelques-uns partirent pour Delhi. Le camp du Mizoram fut fermé en 1995 ; celui du Manipur est toujours ouvert, il abriterait une vingtaine de réfugiés de Birmanie.

[28] http://www.unhcr.org/cgi-bin/texis/vtx/page?page=49e4876d6, page consultée le 1er septembre 2011.

[29] *UNHCR India 2006*, brochure distribuée par le HCR à Delhi.

[30] Comité exécutif du programme du Haut Commissaire, « Cadre de mise en place de solutions durables pour les réfugiés et les personnes relevant de la compétence du HCR », EC/53/SC/INF.3, 16

est un droit discrétionnaire des États. Deux droits semblent fondamentaux dans cette entreprise : celui de résider, dont nous venons de parler, et celui de travailler. Or, les réfugiés ne sont pas autorisés à travailler.

Jusqu'en 2006, la reconnaissance du statut de réfugié ouvrait des droits automatiques à une allocation mensuelle de subsistance[31] de six mois permettant aux réfugiés de s'installer dans la capitale ; elle est couplée avec des formations destinées à les aider à devenir rapidement autosuffisants. À l'issue des six mois, l'allocation est révisée (mais souvent reconduite) et maintenue systématiquement pour les *Extremely Vulnerable Individuals* (EVIs)[32]. Les autres doivent s'insérer dans le secteur informel de l'économie, secteur qui regroupe plus de 90% de la population active indienne (Ghose, 2004 : 5109). Delhi se caractérise par une très forte compétitivité sur le marché de l'emploi et le fait de ne pas avoir de permis de travail se traduit, pour les réfugiés, par un fort taux d'inactivité professionnelle, qui engendre une grande précarité et donc une réelle dépendance vis-à-vis du HCR.

L'agence ne reste pas pour autant inactive : la santé et l'éducation sont prises en charge, dans une certaine mesure, et selon les standards indiens. L'institution propose, à travers ses partenaires[33], des cours de langues (anglais et hindi) et d'informatique, quelques formations professionnelles ainsi qu'une cellule de placement, mise sur pied pour aider les réfugiés dans leur recherche d'emploi. L'ensemble de ce dispositif est destiné à procurer aux réfugiés des compétences basiques favorisant leur autonomie au sein de la société d'accueil.

La solution pour atteindre une meilleure intégration au sein de la société indienne resterait donc la naturalisation. Officiellement, l'acquisition de la nationalité est ouverte à toute personne ayant résidé légalement sur le territoire indien depuis plus de dix ans. Il faut pour cela être en possession d'un permis de résidence car le certificat de réfugié n'est pas considéré comme une preuve. Dans les faits, seuls les Afghans sikhs et hindous y ont accès. À la fin de 2004, sur un groupe total d'environ 10 000 personnes, 2 744 avaient exprimé au HCR leur souhait d'entamer les démarches, 437 dossiers avaient été soumis au gouvernement indien sur lesquels 7 avaient atteint le stade final et attendaient la réponse définitive. En 2006, le HCR annonce que 14 personnes ont obtenu la nationalité indienne et que de « nombreux dossiers » ont atteint l'étape finale. Cela concerne donc très peu de gens. Mais, même en ce qui concerne les Afghans sikhs et hindous, on peut se poser la question de la volonté indienne de les voir accéder à la citoyenneté au vu de l'augmentation des frais de dossier : de 40 euros environ (2 100 roupies) jusqu'en 2005 à 270 euros (15 000 roupies) aujourd'hui.

Ceci nous conduit à la troisième solution préconisée par le HCR, la

septembre 2003, http://www.unhcr.fr/cgi-bin/texis/vtx/home/opendocPDFViewer.html?docid=4b7177d4e, page consultée le 10 octobre 2011.

[31]L'allocation de subsistance correspondait en 2001 à 1 400 roupies (1 € = 55 roupies) pour un individu seul et environ 3 200 roupies pour une famille de quatre personnes. En 2003, elle est réévaluée pour les familles et passe à 4 000 roupies pour une famille de quatre. En 2006, l'allocation individuelle passe de 1 400 à 2 250 roupies mais elle est réduite de moitié à l'issue des six premiers mois et se termine au bout d'un an. Le HCR a procédé à cette dernière augmentation pour permettre aux réfugiés d'éponger les dettes contractées pendant la procédure de reconnaissance du statut, qui s'est considérablement allongée depuis 2003.

[32]Il s'agit des mineurs isolés, des femmes soutiens de famille, des personnes âgées et des malades. Ils représentent environ 10% du nombre de réfugiés enregistrés par le HCR à Delhi.

[33]Le HCR travaille en collaboration avec des *Implementing Partners* : des ONG locales qui mettent en application ses programmes auprès des réfugiés. À Delhi, il s'agit principalement de Young Men's Christian Association (YMCA), Don Bosco Ashalayam et Voluntary Health Association of Delhi.

réinstallation dans un pays tiers[34], c'est-à-dire la poursuite de la migration, et l'accès à la citoyenneté dans ce pays. Elle est considérée par l'agence des Nations Unies à la fois comme la solution de dernier recours - quand les deux autres ont échoué - et comme un moyen pour parvenir à une répartition plus équitable de la charge (*burden sharing*) que constitueraient les réfugiés ; elle est réservée aux cas dits de protection[35]. Les Afghans musulmans (qui n'ont pas accès à la naturalisation indienne) et les Birmans sont les deux populations de réfugiés qui peuvent en bénéficier.

Dans ces deux groupes, la réinstallation a concerné un nombre important de personnes au regard de leur effectif. Ces départs ont fait naître un fort espoir au sein des communautés dont il semble que ce soit devenu l'objectif principal. La politique du HCR constitue l'un des facteurs entraînant les réfugiés à considérer Delhi comme une « salle d'attente » (Danis, 2006 : 1), l'étape d'une migration dont la destination finale recherchée est l'Occident. Les conditions d'asile en Inde y contribuent tout aussi fortement. Il s'agit bien d'une combinaison de facteurs externes aux répercussions nationales qui font d'un pays d'accueil un lieu de transit ou au contraire d'installation, ainsi que le montre Géraldine Chatelard (2002 : 23) au sujet des migrants forcés irakiens en Jordanie.

L'idéologie du HCR, dont l'action est encadrée par la tutelle que lui confère l'Inde dans le traitement des réfugiés, est visible dans l'orientation de ses programmes, tout comme sa conception de l'État-nation. Les trois solutions proposées se basent sur l'idée d'un État fondé sur une culture commune, une religion partagée, une langue mutuelle. Elles rejoignent, sur la question religieuse, celles de l'Inde, qui se montre accueillante pour des populations de confessions bouddhique, hindoue et sikhe, c'est-à-dire pratiquant des religions « indiennes ».

Remarquons par ailleurs, avec Rajeev Dhavan (*op. cit* : 25), que le fait que le HCR ne propose aux réfugiés afghans sikhs et hindous qu'une « intégration locale » procède du même raisonnement que celui qui a permis aux nations occidentales de ne pas prendre en charge le problème des réfugiés suite à la Partition :
*«* The kind of refugees India handled during the Partition […] were termed 'national refugees'. The argument that prevailed was that since these refugees were mostly entitled to rights afforded by their new countries of residence anyway, they were not in need of international protection. A variation of this argument infects some of the contemporary discussions on 'local integration', so that the refugees with an affinity to the receiving state are categorized for local integration on the ensure assumption that they might be absorbed as citizens in the receiving country *»*.

Les trois solutions de principe et leur mode d'application, leurs dispositions, sont adaptés par l'institution en fonction des contraintes posées par le pays d'accueil, des limitations économiques et politiques de l'agence mais également de la réaction des réfugiés. Les réseaux transnationaux des migrants jouent un rôle central dans le fait que les réfugiés conçoivent Delhi comme une ville de transit.

## Les trajectoires collectives des réfugiés

On ne peut se limiter à la description du contexte d'accueil en Inde pour comprendre les trajectoires des réfugiés en

[34]Les pays de réinstallation se trouvent pour la plupart en Occident et sont principalement, pour les réfugiés de Delhi, le Canada, les Etats-Unis et l'Australie.

[35]À savoir : les réfugiés ne disposant pas de permis de résidence, ceux dont l'intégration en Inde est jugée problématique, les femmes en danger (*women at risk*) et les personnes dont la sécurité physique n'est pas assurée ou dont l'état de santé nécessite des équipements particuliers non disponibles dans le pays d'accueil (*medical need*) – ce qui ne peut être le cas à Delhi.

exil. Le soutien politique reçu par certains, les réseaux transnationaux dans lesquels ils circulent influent sur leurs conditions de vie sur place et donc sur la façon dont ils se projettent dans le futur.

**Les Tibétains fermement ancrés en Inde, mais pour combien de temps ?**

Les Tibétains en exil vivent très majoritairement en Inde, mais également au Népal, au Bhoutan ainsi qu'en Occident. Ils peuvent librement circuler entre les trois premiers pays (du fait des traités de libre circulation les liant). Nombreux sont ceux dont la famille est établie entre l'Inde et l'un de ces deux pays, voire entre les trois, et la plupart des Tibétains rencontrés à Delhi comptent des membres de leur famille en Occident. Les différents lieux de la dispersion des Tibétains sont unifiés par ces liens familiaux mais surtout par l'organisation que la communauté en exil s'est donnée, puisque les Tibétains sont administrés par un « gouvernement » en exil. Il est le garant de l'identité culturelle tibétaine, inséparable de la religion bouddhique, qu'il a élevée au rang de politique. La préservation (la création dans une certaine mesure) de l'identité tibétaine à travers la mise en place des *settlements* et du système scolaire tibétain en Inde sont les témoins les plus visibles de la place qu'occupe le Tibet dans la reconstruction identitaire en exil ; le militantisme enflammé des jeunes (et de certains qui le sont moins) en est une autre expression.

Des réseaux transnationaux viennent renforcer l'unité des Tibétains dans les sphères politique, religieuse, culturelle et économique. L'activité politique, fortement centralisée en Inde, dispose cependant de relais en Occident dans tous les pays majeurs de résidence des Tibétains où se trouvent des bureaux du Tibet et des émissaires du Dalaï Lama. Sur les plans culturels et religieux, les constructions de monastères sur toute la planète, la circulation des lamas, et en particulier de leur chef, le Dalaï Lama, la délivrance d'enseignements ainsi que les diverses manifestations culturelles (théâtre, danse) organisés par les Maisons du Tibet permettent à la fois de renforcer l'écho de la culture tibétaine auprès des non-Tibétains et de réactualiser les liens qui unissent les communautés éparpillées à travers le monde et le pays d'adoption qu'est devenue l'Inde. Les réseaux économiques sont également actifs, et prennent la forme de « remises » individuelles au sein des familles, d'exportations des produits d'artisanat tibétain réalisés en Inde ou sont le fait d'entrepreneurs qui font les va-et-vient entre les différents lieux d'installations.

Bien que le statut des Tibétains en Inde ne soit pas dénué de précarité, ils y sont fermement établis depuis plus de cinquante ans. Ils y bénéficient, grâce au soutien politique et financier occidental, de la protection d'une administration similaire à celle d'un État-providence[36], ce que l'Inde est loin d'être. Bien que l'État tibétain ne soit pas officiellement reconnu, il est une réalité concrète pour les Tibétains : les étudiants méritants voient leurs études financées, les familles en difficulté reçoivent des aides sociales et en matière de santé, des maisons de retraites ont été ouvertes, des subventions existent pour démarrer une affaire commerciale. L'Inde est ainsi devenue la terre d'adoption des Tibétains, leur seconde patrie ou « terre maternelle », expression que les Tibétains empruntent aux Indiens qui désignent ainsi leur terre natale (*Bharat Mata*).

Néanmoins, les jeunes générations remettent en cause le modèle d'intégration que l'administration tibétaine et le gouvernement indien proposent aux réfugiés et qui pourrait être qualifié d'« intégration sans assimilation ». Les jeunes dénoncent les

[36]J'empreinte cette analyse à Julie Humeau (2005, « Le don réinterprété. Étude au sein de la communauté tibétaine réfugiée de Dharamsala, Inde ». Mémoire de DEA d'ethnologie, Université de Provence, Aix-en-Provence). Christiaan Klieger parle quant à elle de « welfare society within a state » (1992 : 102).

obstacles qu'ils rencontrent pour accéder au secteur professionnel formel et à la naturalisation, car la plupart ne souhaite pas vivre dans les *settlements*. De plus, outre les programmes de réinstallation initiés dans les années 1990, les nations occidentales offrent des bourses d'études annuelles ainsi que des permis de travail aux Tibétains. Nombre d'entre eux peuvent alors ensuite demeurer dans le nouveau pays d'accueil. Sur le long terme, ces programmes contribuent à la dispersion[37] du groupe et à la constitution d'un espace migratoire plus grand au sein duquel hommes et femmes circulent facilement, comme le font argent et idées. Les économies envoyées par les Tibétains expatriés à leur famille vivant en Inde et l'accès rapide à la citoyenneté en Occident agissent comme des aimants sur cette jeunesse éduquée, aspirant à des emplois de cols blancs.

### Birmans et Afghans musulmans : objectif réinstallation

Comme la jeunesse tibétaine, les Birmans et les Afghans musulmans aspirent dans leur grande majorité à poursuivre leur migration vers l'Occident. Les réfugiés birmans de Delhi sont très majoritairement des Chin, minorité chrétienne des montagnes du nord-ouest de la Birmanie, que l'on rencontre aussi dans le nord-est de l'Inde (sous des noms tels que Mizo, Zo, Cho, etc.). Les Chin de Birmanie ont beaucoup migré et continuent de le faire, de façon contrainte la plupart du temps[38], au Mizoram, dans différentes villes d'Inde - où se trouvent des collèges bibliques fréquentés par les jeunes - à Delhi, et pour certains en Occident. Il faut également mentionner la Malaisie, où de nombreux Chin se rendent pour travailler, souvent de façon illégale.

À Delhi, les Chin estiment que les conditions d'accueil qui leur sont faites ne permettent pas leur installation durable. Quand bien même ils se positionnent sur le marché de l'emploi, l'instabilité de leur statut, leurs différences religieuses, culturelles et linguistiques, contribuent, selon eux, à les marginaliser. Puisqu'ils ne peuvent pas, pour des raisons politiques, rentrer dans leur pays, ils attendent du HCR qu'il leur verse une allocation de subsistance ou qu'il les réinstalle dans des pays tiers. Il convient de préciser que, jusqu'en 2005, les Birmans recevaient une allocation mensuelle, laquelle a été supprimée hormis pour les personnes identifiées comme « extrêmement vulnérables », selon les termes de l'institution. Toute action allant dans le sens d'une intégration risquerait de nuire à leurs chances de réinstallation, pensent-ils, ce qui explique leur forte résistance aux initiatives lancées par le HCR pour les préparer à l'autosuffisance.

C'est notamment en référence à la vie de ceux qui ont été réinstallés ou qui ont obtenu des bourses d'études à l'étranger, que les réfugiés chin se sont forgés cette opinion. Les réseaux transnationaux servent donc d'appui aux revendications des Chin de Delhi. L'information qui circule entre les différents lieux d'existence des Chin, notamment grâce à Internet, leur permet de créer et d'entretenir la solidarité entre eux. Ces réseaux sont politiques et religieux, matrimoniaux, et dans une moindre mesure, économiques. Ils permettent de pallier les difficultés économiques, juridiques et politiques rencontrées en Inde. Par conséquent, ils donnent une unité aux Chin dispersés entre ces pays. En matière de politique, les principaux responsables chin vivent en Occident (en Amérique du Nord principalement), mais se rendent régulièrement en Inde et en Thaïlande, représentant, avec l'Occident, les trois pôles de l'action politique des Birmans en général.

---

[37]Les deux recensements effectués par l'administration tibétaine en 1998 et 2009 montrent une augmentation de 79% de la population tibétaine vivant hors d'Asie du Sud (c'est-à-dire en Occident et à Taïwan), passant de 10 569 à 18 920 personnes.

[38]Quand ils ne fuient pas les exactions de la junte militaire ou les persécutions religieuses, les Chin tentent d'échapper à une misère particulièrement sévère dans en pays chin causée notamment par la déforestation et conduisant entre autre à des famines.

Les différents partis politiques et les coalitions[39] sont eux aussi rattachés à ces trois pôles. Cette activité politique vaut aux Chin un soutien financier occidental, néanmoins bien plus faible que celui reçu par les Tibétains.

Au détour d'une conférence dans la capitale indienne, les *leaders* expatriés tentent de jouer un rôle auprès de la communauté de Delhi face au HCR et en prodiguant des conseils aux réfugiés de Delhi. Si, dans les locaux de l'agence, le discours de ces responsables chin expatriés est tenu au nom de la communauté des réfugiés birmans dans sa globalité, il s'agit en fait de la promotion par les exilés chin chrétiens de leur agenda : améliorer le sort des Chin en Inde à travers la réinstallation en Occident pour leur permettre de gagner des terres prospères et chrétiennes. Le réseau chrétien est tout à fait central et sollicité principalement pour l'éducation et la réinstallation, où les Églises agissent comme mécènes (sponsors). Le programme de réinstallation que l'Église pentecôtiste (*United Pentecostal Church*, UPC) a réussi à initier en est l'illustration : négociant directement avec le gouvernement canadien, la UPC a obtenu le départ de deux cents Chin pour le Canada en 2002-3, soit, à l'époque, 20 % du groupe.

La dynamique transnationale unissant les Chin exilés est également notoire dans la sphère matrimoniale. On observe des unions entre réfugiés réinstallés ou migrants chin devenus citoyens et réfugiés de Delhi. S'il apparaît qu'ils s'appuient sur les réseaux villageois et sont orientés par les appartenances claniques, ces mariages sont aussi un moyen d'améliorer les conditions de vie des Chin réfugiés. Dans la sphère économique enfin, des sommes d'argent (les « remises ») sont envoyées par les Chin d'Occident à ceux d'Inde. Elles restent cantonnées à la sphère familiale, hormis dans des situations exceptionnelles. Tous ces éléments concourent à ce que les Chin considèrent leur séjour en Inde comme une étape vers l'Occident.

Les Afghans musulmans réfugiés à Delhi sont majoritairement des Kaboulis. Il s'agit donc d'une classe sociale plutôt que d'un groupe ethnique revendiquant une identité propre. Les Kaboulis sont fortement dispersés, en particulier en Occident[40]. À Delhi, alors qu'ils furent près de 15 000 au début des années 1990, ils étaient moins de 2 000 fin 2006. Environ 5 000 d'entre eux sont partis en Amérique et en Australie grâce à des programmes de réinstallation du HCR et d'autres ont gagné l'Occident par leurs propres moyens. Ceux qui demeurent dans la capitale indienne sont pour la plupart des personnes qui « attendent leur tour », car, hors des programmes du HCR, ils ne disposent pas de réseaux personnels suffisamment efficaces pour gagner le « Premier monde ». Ils sont restés bloqués à Delhi. Les Afghans développent donc des échanges transnationaux sur un plan économique et matrimonial, dont les directions sont inversées (l'argent circule d'Occident vers l'Inde, les époux/épouses d'Inde vers l'Occident). Mais on n'observe pas d'organisation interne qui les structurerait autour de la condition de réfugié, que ce soit sur le plan politique, culturel ou religieux et qui leur permettrait d'obtenir un soutien externe.

En ce qui concerne leur installation en Inde, bien que leur présence remonte maintenant à plus de quinze ans pour les premiers arrivés, on ne peut pas parler pour autant d'installation durable. Le HCR ayant stoppé les allocations mensuelles pour la majorité des Afghans dès 1994, et puisqu'ils ne reçoivent aucune aide financière

[39]Elles regroupent les Bamar, groupe ethnique majoritaire, et les minorités de Birmanie au sein d'alliances qui tentent de mettre en place un dialogue avec la junte dans lequel les minorités sont pleinement reconnues. Ces alliances ou coalitions sont fortement épaulées par les soutiens occidentaux, qui prônent les initiatives pluri ou transethniques.

[40]Voir notamment les travaux de Pierre Centlivres et Micheline Centlivres-Demont (2000) ainsi que ceux de Tania Gehrig et Alessandro Monsutti (2003).

occidentale[41], les Afghans ont dû trouver des moyens alternatifs pour gagner leur vie, en s'appuyant notamment sur le réseau musulman. Mais les réfugiés pratiquent une économie de la survie : ils bricolent entre des petits boulots, des opportunités offertes par le HCR et l'aide des membres de leur famille ayant gagné l'Occident. Les enfants, pour la plupart, interrompent tôt leurs études pour travailler et aider ainsi des familles qui vivent chichement (mais mieux que nombre de familles indiennes), déménagent souvent et ne se projettent pas en Inde. La précarité qui caractérise leur vie en Inde est centrale dans leurs discours sur leur vie de réfugié, dont un des signes est le célibat d'hommes plus si jeunes, synonyme d'échec social. Enfin, les liens avec le pays d'origine semblent dans une large mesure rompus, car il n'est en effet pas question pour les Afghans de Delhi de rentrer.

Contrairement aux Birmans, donc, les Afghans musulmans ne disposent pas de réseaux organisés et actifs qui pourraient défendre leur cause à un niveau collectif. C'est en développant des stratégies individuelles qu'ils tentent d'augmenter leurs chances de réinstallation : grâce à des regroupements familiaux, des stratégies matrimoniales ou bien encore en se convertissant au christianisme. À la différence de leurs compatriotes hindous et sikhs, ce n'est pas en Inde qu'ils imaginent leur futur.

## En chemin vers la citoyenneté indienne : Afghans sikhs et hindous

Les programmes du HCR à l'égard des Afghans sikhs et hindous, visant leur assimilation à la société indienne, ne les projettent pas dans un monde transnational. Leur seule option, hormis rentrer en Afghanistan, est de devenir citoyen indien au prix fort. Qualifiés par l'agence d'« Afghans d'origine indienne », les réfugiés afghans sikhs et hindous ont en effet des racines en Inde, mais parfois très lointaines. Les migrations indiennes en Afghanistan sont le résultat de plusieurs vagues, dont les plus récentes furent provoquées par les opérations coloniales britanniques au nord de l'actuel Pakistan au XIXe siècle puis par la Partition en 1947. Ces derniers migrants afghans partagent ainsi le sort des nombreux réfugiés qui arrivèrent à Delhi en 1947. Cette communauté de destin et de croyance avec la majorité indienne a aidé les Afghans sikhs et hindous à intégrer des réseaux locaux qui leur ont assuré une meilleure intégration au sein de la société locale. Par conséquent, ils ont un bon accès au marché de l'emploi.

De plus, s'ils bénéficient des réseaux penjabi[42], sikhs et hindous, les réfugiés ont autour d'eux quelque 10 000 Afghans sikhs et hindous qui ne sont pas (ou plus) réfugiés. Des relations de solidarité et d'entraide se sont tissées entre ces Afghans naturalisés indiens et ce qu'ils considèrent comme la section défavorisée du groupe, les réfugiés.

Pour la grande majorité des réfugiés, donc, l'Inde est devenue la nouvelle patrie et les réseaux transnationaux qui lieraient les différents espaces de la dispersion afghane sikhe et hindoue sont invisibles dans la sphère publique. Ils ne constituent donc pas une structure interne au groupe. Quant au maintien d'une identité collective propre, on peut en douter. Si l'on considère la seule association des réfugiés afghans sikhs de Tilak Nagar (la *Khalsa Diwan Welfare Society*), on constate qu'elle est ouverte aux Indiens, et se présente autant comme une organisation sikhe que comme une association afghane. La dimension qui compte est donc ici la religion, commune avec les Indiens, plus que l'identité afghane. Les Afghans sikhs et hindous « retournent ainsi à leurs origines », réelles ou supposées.

[41] Il s'avère que seuls les réfugiés défendant un projet politique - en l'occurrence les Tibétains et les Birmans - reçoivent des fonds de l'Occident.

[42] Une large part du groupe est composée d'Afghans penjabi ayant migré en Afghanistan lors de la Partition, fuyant les massacres confessionnels.

**Conclusion**

En venant chercher l'asile à Delhi, les réfugiés sont confrontés à un ensemble d'institutions, au premier rang desquelles se trouve l'État indien qui fixe le cadre général dans lequel les réfugiés vont évoluer. La question du droit (de résider, de travailler) est importante, mais elle demeure secondaire par rapport à l'attitude de l'Inde vis-à-vis des réfugiés en fonction de leur nationalité et de leur religion, ainsi qu'à celle de la population locale, qui varie selon la proximité culturelle, historique ou religieuse avec les réfugiés. La décision d'accueillir certains réfugiés et d'en assurer la protection ou, au contraire, d'en déléguer la responsabilité au HCR dépend des relations géopolitiques de l'Inde avec les pays de provenance des réfugiés. Appliquer des politiques *ad hoc* permet au gouvernement de faire de la question réfugiée un outil de politique étrangère. Mais également, la position de l'Inde face aux divers groupes de réfugiés s'explique par la façon dont elle définit sur le plan national sa sécurité, ses intérêts et son identité. Les politiques différentielles de l'Inde vis-à-vis des réfugiés traduisent ainsi la tendance contemporaine indienne à la communalisation de la société et le recul du sécularisme, c'est-à-dire « l'égale bienveillance de l'État envers toutes les communautés religieuses » (Jaffrelot, 2009 : 22), consacré dans la constitution indienne de 1950.

La mise en perspective des conditions de séjour des réfugiés sous mandat des Nations Unies et des Tibétains montre que tous disposent d'un statut informel plus ou moins chargé de précarité. Les premiers sont des réfugiés de fait mais pas de droit. Les seconds ne disposent pas du statut de réfugié, mais l'accueil qu'ils reçoivent en Inde leur confère dans les faits une quasi-citoyenneté tout en les privant des droits du citoyen. Dans un cas comme dans l'autre, il apparaît que, dans une certaine mesure, « c'est l'institution qui décrète l'identité » (Douglas, 2004 : 53) et détermine les trajectoires, mais que celle-ci n'a pas toute latitude pour le faire. La nation hôte y contribue, les pays de réinstallation ou de migration également, mais aussi les réseaux des réfugiés.

Politiques, religieux, économiques ou matrimoniaux, les réseaux mis en place par les réfugiés ou dont ils bénéficient sont établis entre les pays d'origine, le pays d'accueil qu'est l'Inde et les pays de migration future ou de réinstallation, en Occident. Ils sont à la fois des formes d'organisation, des expériences et des références qui tendent à redéfinir les relations sociales dans un espace global et à orienter les trajectoires de ceux qui y participent.

Enfin, un dernier facteur intervient : le mode de relation avec la population locale de la capitale indienne, au sein de laquelle ces réfugiés urbains vivent. Très variable selon la religion, l'origine ethnique, la proximité culturelle et/ou historique et l'origine sociale des uns et des autres, il était difficile de développer cette question ici, mais elle ne saurait être évacuée. Ce sont tous ces éléments qui, combinés les uns aux autres, font que l'Inde incarne le pays d'adoption des Tibétains et des Afghans sikhs et hindous, tandis qu'elle n'est qu'un lieu de transit pour les Birmans et les Afghans musulmans.

Soulignons pour terminer que les réfugiés doivent s'accommoder du paradoxe qui naît de la confrontation des idées d'intégration permanente dans la société d'accueil et d'état temporaire du réfugié. Ce paradoxe semble particulièrement exacerbé en Inde, où ils demeurent dans une situation précaire, et plus facilement résolu dans les pays tiers (c'est-à-dire en Occident), où ils acquièrent la citoyenneté du pays d'installation. Néanmoins, ces questions renvoient à d'autres tout aussi problématiques au sein des groupes de réfugiés, à savoir celles liées aux questions d'assimilation (avec la société d'accueil) et de

dispersion (du groupe). Deux processus redoutés mais relativement inévitables.

Julie Baujard
anthropologue
Institut de recherche sur l'Asie, IrAsia
CNRS-AMU UMR 7306
Centre d'étude de l'Inde et de l'Asie du Sud
CNRS-EHESS UMR 8564
julie.baujard@zazie.net

## Bibliographie

Baujard, Julie (2009) La politique du HCR à Delhi (Inde). Mise en œuvre et évolution, *Autrepart*, n°51, p. 3-18.

Bentz, Anne-Sophie (2010) *Les réfugiés tibétains en Inde : nationalisme et exil,* Paris, PUF, 264 p.

Bernstorff, Dagmar ; Welck, Hubertus von (eds) (2004) *Exile as Challenge: The Tibetan Diaspora*, New Delhi, Orient Longman, 488 p.

Bhaumik, Sudhir (2003) The Returnees and the Refugees: Migration from Burma, *in* Samaddar, Ranabir (ed.) *Refugees and the State: Practices of Asylum and Care in India, 1947-2000*, New Delhi, Thousand Oaks ; London, Sage, pp. 182-210.

Braillard, Philippe (1987) *Mythe et réalité du non-alignement*, Paris, PUF, 131 p. (Publications de l'Institut Universitaire de Hautes Études de Genève).

Centlivres, Pierre ; Centlivres-Demont, Micheline (2000) Exil et diaspora afghane en Suisse et en Europe, *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien*, n°30, [en ligne, réf. du 19/10/2008] URL : <http://cemoti.revues.org/document645.html>.

Chakraborty, Manik (2001) *Human Rights and Refugees. Problems, Laws and Practises*, Delhi, Deep and Deep Publications, 296 p.

Chatelard, Géraldine (2002) Incentives to Transit: Policy Responses to Influxes of Iraqi Forced Migrants in Jordan, *EUI Working Papers*, RSC 2002/50, [en ligne, réf. du 29/06/2009] URL : <http://www.eui.eu/RSCAS/WP-Texts/02_50.pdf>.

Chimni, B.S. (2003) Status of Refugees in India: Strategic ambiguity, *in* Samaddar, Ranabir (ed.) *Refugees and the State: Practices of Asylum and Care in India, 1947-2000*, New Delhi, Thousand Oaks and London, Sage, pp. 443-471.

Danis, Didem A. (2006) Waiting on the Purgatory, Religious Networks of Iraqi Christian Transit Migrants in Istanbul, *EUI Working Papers*, RSCAS 2006/25, [en ligne, réf. du 02/07/2009] URL : <http://www.eui.eu/RSCAS/WP-Texts/06_25.pdf>.

Dhavan, Rajeev (2004) *Refugee law and policy in India*, New Delhi, PILSARC, 164 p.

Doraï, Mohamed Kamel (2005) Les Palestiniens : vers l'émergence d'une diaspora de réfugiés ?, *in* Antéby-Yemini, Lisa ; Berthomière, William ; Sheffer, Gabriel, *Les Diasporas. 2000 ans d'histoire*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, pp. 211-223.

Douglas, Mary (2004) *Comment pensent les institutions ?,* Paris, La Découverte, 218 p.

Egreteau, Renaud (2003) *Wooing the Generals. India's New Burma Policy,* New Delhi, Authors Press/CSH, 234 p.

Egreteau, Renaud (2007) Les Raisons de l'indophobie des Birmans, *Focus Asie du Sud-Est*, 2 (11), pp. 20-21.

Fautrez, Sandrine (1998) Les réseaux et les espaces tibétains en Inde. Composition et recomposition d'un territoire en exil, *in* Simon-Barouh, I. (dir.) *Dynamiques migratoires et rencontres interethniques*, Paris, L'Harmattan, pp. 119-136.

Gehrig, Tina ; Monsutti, Alessandro (2003) Territoires, flux et représentations de l'exil afghan : le cas des Hazaras et des Kaboulis, *A contrario,* 1 (1), pp. 61-78.

Ghose, Ashish K. (2004) The Employment Challenge in India, *Economic and Political Weekly*, n°27, pp. 5106-5116.

Giddens, Anthony (2005) *La constitution de la société : éléments de la théorie de la structuration*, Paris, PUF, 474 p. (Quadrige).

Goldstein, Melvyn (1994) What is Tibet ? *in* Barnett, Robert ; Akiner, Shirin (eds) *Resistance and Reform in Tibet*, London, Hurst & Co, [en ligne, réf. du 11/01/2012] URL : <http://www.case.edu/affil/tibet/tibetanSociety/documents/What_is_Tibet_NEW.doc>.

Jaffrelot, Christophe (2009) Quelle démocratie pour quelle nation ?, *in* Clémentin-Ojha, Catherine ; *et al., Dictionnaire de l'Inde*, Paris, Larousse, pp. 18-25.

Klieger, P. Christiaan (1992) *Tibetan nationalism: The Role of Patronage in the Accomplishment of a National Identity*, Berkeley, Folklore Institute, 164 p.

Loescher, Gil (2001) *The UNHCR and the World Politics. A Perilous Path*, New York, Oxford University Press, 431 p.

Markovits, Claude (1994) *Histoire de l'Inde moderne (1480-1950)*, Paris, Fayard, 727 p.

Norbu, Dawa (2004) The Settlements: Participation and Integration, *in* Bernstorff, Dagmar ; Welck, Hubertus von (eds) *Exile as Challenge: The Tibetan Diaspora*, New Delhi, Orient Longman, pp. 186-212.

Oberoi, Pia (2006) *Exile and Belonging. Refugees and State Policy in South Asia*, New Delhi, Oxford University Press, 298 p.

Roy, Sanjay K. (2001) Refugees and human rights: the case of refugees in eastern and north-eastern states of India, *in* Roy, Sanjay K. (ed) *Refugees and Human Rights*, New Delhi, Rawat Publications, pp. 17-60.

Samaddar, Ranabir (ed.) (2003) *Refugees and the State: Practises of Asylum and Care in India, 1947-2000*, New Delhi, Thousand Oaks ; London, Sage, 499 p.

Sen, Sarbani (2003) Paradoxes of the International Regime of Care: the Role of the UNHCR in India, *in* Samaddar, Ranabir (ed.) *Refugees and the State: Practises of Asylum and Care in India, 1947-2000*, New Delhi, Thousand Oaks ; London, Sage, pp. 396-442.

Sheffer, Gabriel (1986) *Modern Diasporas in International Politics,* London, Croom Helm, 349 p.

Zins, Max-Jean (2006) La politique de non-alignement (1947-1971), *in* Jaffrelot, Chritstophe (dir.) *L'Inde contemporaine. De 1950 à nos jours,* Paris, Fayard, pp. 171-194.

# Routes et antiroutes* de l'immigration tamoule sri-lankaise : des camps du Tamil Nadu à la Chapelle

**Anthony Goreau-Ponceaud**

**Le Sri Lanka, île de l'océan indien de plus de 20 millions d'habitants, dont les trois-quarts ont pour langue maternelle le cinghalais (une langue issue du fonds indo-aryen) et le dernier quart le tamoul (langue dravidienne d'Inde du Sud)[1], a été marqué pendant près de trois décennies par un conflit séparatiste sanglant, déclenché par des groupes militants appartenant à la minorité tamoule autochtone.**

Ce conflit a eu de larges répercussions dans les logiques migratoires des Sri Lankais : terre d'immigration depuis les débuts de son histoire, le Sri Lanka est devenu progressivement au cours des années soixante-dix, une terre d'émigration massive.

La mise en place de lois discriminantes a lancé sur les routes de l'exil, de manière sporadique dans un premier temps, des élites anglophones vers les pays du Commonwealth. Néanmoins, après les pogroms anti-tamouls de juillet 1983, correspondant également à la montée en puissance du mouvement des Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE), les flux de réfugiés et de demandeurs d'asile en direction des pays du Nord, d'Asie (Malaisie et Inde en particulier) et du Moyen-Orient sont devenus significatifs conduisant à la création progressive de territoires ethniques dans les divers pays d'accueil.

En France, depuis 1983, la demande d'asile sri-lankaise reste la plus importante du continent asiatique, et dès 1999, la France est apparue comme la deuxième terre d'asile (en nombre de demandeurs) pour les Tamouls sri-lankais, juste derrière l'Union indienne (tableau 4)[2]. La fin du conflit en 2009 n'a pas modifié ces comportements migratoires, l'OFPRA ayant même enregistré en 2009 une hausse des premières demandes d'asile sri-lankaise (+33 % par rapport à 2008). Ainsi, dans l'historiographie de la diaspora tamoule produite par les associations nationalistes, l'année 1983

*Pour Roger Brunet (1993), l'antimonde est « *cette partie du Monde mal connue et qui tient à le rester, qui se présente à la fois comme le négatif du monde et comme son double indispensable* » (p. 35) ; il en va de même de l'antiroute. Pierre-Arnaud Chouvy (2002) précise que « route et antiroute ont ceci de commun qu'elles sont des outils stratégiques et politiques qui traduisent les rivalités de pouvoir des acteurs » (p. 264).

[1]Dans la société sri-lankaise se juxtaposent des communautés qui diffèrent par la langue, la religion et les structures sociales. D'origine indo-aryenne (du nord de l'Inde) et à grande majorité bouddhiste, la communauté cinghalaise est la population majoritaire dans le pays. La population tamoule, d'origine dravidienne (sud de l'Inde), est scindée en deux ensembles : les Tamouls « autochtones » et les Tamouls des plantations, qui ont un statut et des intérêts très différents. Les Tamouls « autochtones », présents bien avant la colonisation aux côtés des Cinghalais, ont le sentiment d'être, tout comme ces derniers, des « enfants du sol » et non des immigrés. Les Tamouls des plantations, arrivés au XIXe siècle, ont été utilisés, sous la domination britannique, comme main-d'œuvre dans les plantations du centre du pays, enclavées dans des régions à forte majorité cinghalaise.

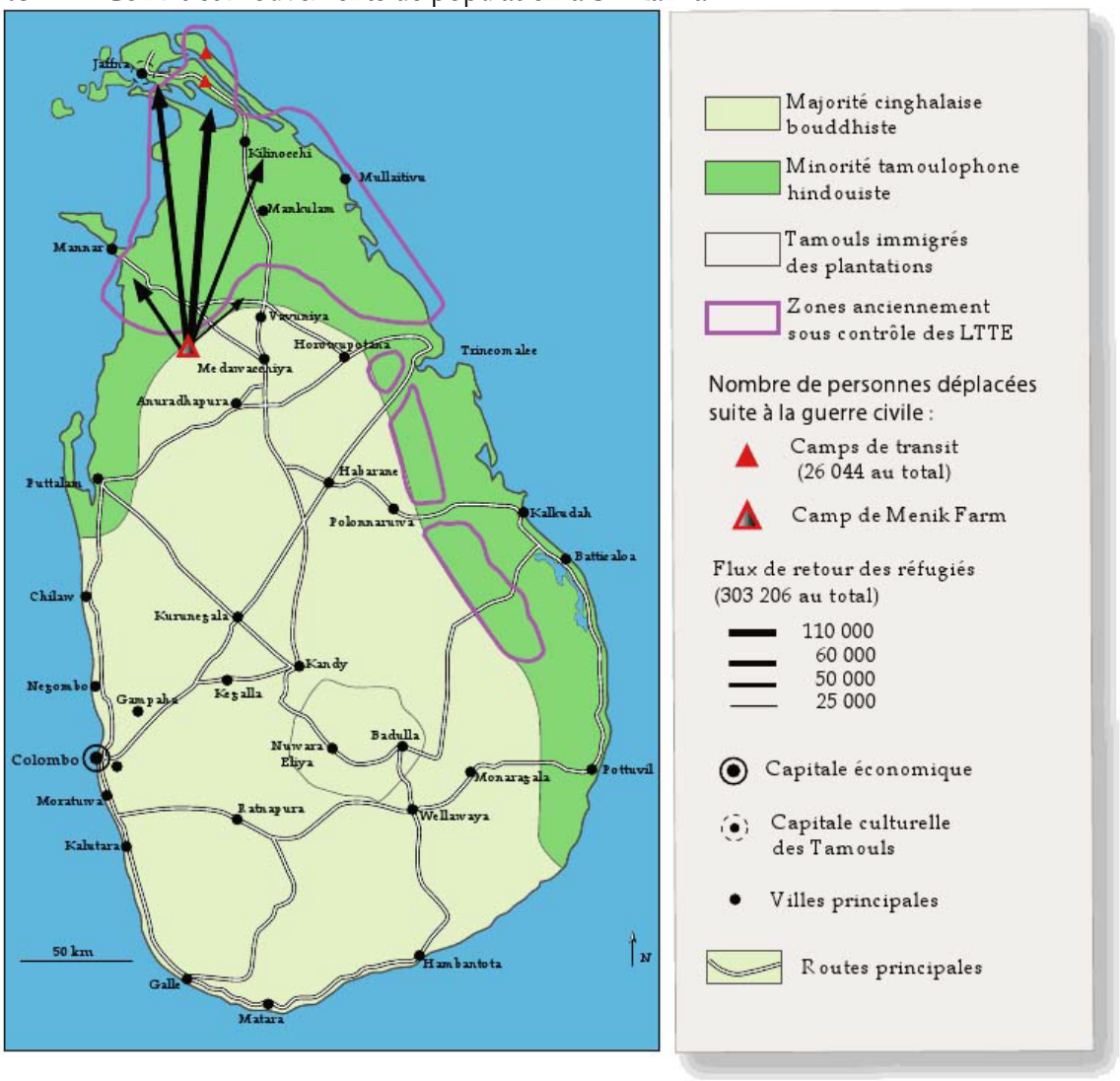
[2]La France accueille la quatrième communauté de Tamouls sri lankais à l'étranger (toutes catégories confondues : réfugiés, naturalisés, clandestins, etc.), derrière le Canada, l'Angleterre et l'Australie, c'est-à-dire trois pays anglophones.

constitue le début de l'établissement de la diaspora (Goreau-Ponceaud, 2011b). Dès lors, si une large part des migrants tamouls, après avoir été « doublement absents » (Sayad, 1999) durant leur exil, sont soudés par une pratique si continue de la mobilité qu'ils vivent « en » mobilité, mobiles dans cet élément mobile (*Mobilis in mobili*) qu'est l'espace de la diaspora. D'autres au contraire sont toujours dans cet espace et ce moment si particulier qu'est celui de la double absence. En miroir à cet écoumène diasporique (comme un revers de médaille), de cette utopie socio-spatiale, existerait des contre-espaces, ceux d'un exil figé entre deux ailleurs, deux absences. Cet article veut donc mettre en lumière ces lieux ménagés par la diaspora tamoule dans ses marges dans lesquels ses représentants sont caractérisés par leur fixité, en attente de décisions gouvernementales, parfois coercitives, assurant les conditions d'un hypothétique rapatriement vers la terre d'origine.

En m'appuyant d'une part sur mes recherches doctorales portant sur la diaspora tamoule (Goreau-Ponceaud, 2008), et d'autre part sur un terrain mené en juin 2010 au Tamil Nadu portant sur les formes d'enfermement des Tamouls sri-lankais au Tamil Nadu[3], je voudrais mettre en miroir les routes et antiroutes de cette immigration ; et à partir du cas de la migration vers la France, examiner la manière dont ces antiroutes, ces situations et ces moments différents de la migration se font écho, s'entrecroisent et se rejoignent. En appuyant mon analyse sur les camps de réfugiés des Tamouls sri-lankais, je mets également en lumière le négatif de cette diaspora, son double indispensable.

[3]En juin 2010, j'ai débuté une étude portant sur les circulations migratoires des Tamouls sri-lankais au Tamil Nadu qui s'insère dans le programme culture tamoule contemporaine de l'Institut Français de Pondichéry (IFP). Durant ce court terrain d'une durée d'un mois, j'ai pu mener des enquêtes (23 entretiens) dans le camp de réfugiés de Keelputhu Pathu, dans le taluk de Tindivanam, dans le district de Villupuram, ainsi que dans le camp de transit de Mandapam. L'accès au camp a été facilité par mes contacts au sein des ONG *OFERR* (Organisation For Eelam Refugees Rehabilitation) et *Federation for People's Rights*. Ces deux ONG qui interviennent également de manière régulière dans les quelques 117 camps m'ont permis d'avoir accès à plusieurs de leurs données. Enfin j'ai pu rencontrer plusieurs réfugiés hors des camps (13 entretiens au total) et des activistes politiques tamouls. Cet article se base sur les informations récoltées durant ce séjour.

**Carte n°1** : Conflit et mouvements de population à Sri Lanka.




*Source : Conception et réalisation Anthony Goreau-Ponceaud, 2012. D'après le UNHCR (Joint Humanitarian Update n°28, septembre 2010).*

## Routes et antiroutes

L'émigration des Tamouls de Sri Lanka est un phénomène ancien[4]. Toutefois, ses caractéristiques se sont transformées depuis la fin des années 1970, lorsque la revendication séparatiste d'une partie de la population tamoule du Nord de l'île s'est exprimée par la lutte armée : « les conditions de la répression ont transformé une émigration volontaire en exode forcé » (Meyer, 2001 : 63). En raison de la situation de violence dans le pays, « affectant des minorités déjà mobiles » (Etiemble, 2001 : 10), et des opportunités d'emplois générées par la manne pétrolière au Moyen-Orient, le Sri Lanka est devenu une terre d'émigration massive au cours du vingtième siècle. Cependant, il faut attendre les années 1970 pour trouver une vague de migration

[4]La tradition de migration à Sri Lanka remonte au siècle dernier lorsque les représentants de la bourgeoisie indigène prirent l'habitude de poursuivre leurs études dans la capitale britannique, tandis que les Tamouls du Nord Sri Lanka commençaient à quitter la péninsule de Jaffna à la recherche d'emplois, dans le reste de l'île ou à l'étranger. Ce phénomène de migration résultait de la convergence de deux facteurs : le relatif surpeuplement et l'absence de ressources autres qu'agricoles de la péninsule ; les possibilités offertes par le développement d'un système scolaire anglophone.

réellement importante issue des milieux populaires : ce sont à l'époque les pays du Golfe qui recrutent massivement des travailleurs[5]. Ces départs sont nettement encouragés par le gouvernement libéral de Sri Lanka.

Dans cet « exode forcé » (Meyer, 2001), on peut distinguer deux grandes phases qui tiennent compte de la constitution progressive de chaînes migratoires (Goreau-Ponceaud, 2008) : celle des années 1970-1980 et celle des années 1990-2000, le pogrom de Juillet Noir[6] agissant comme une date charnière dans le profil sociologique et les intentions politiques des migrants. En effet, l'émigration tamoule des années 1970-1980 était plutôt constituée de membres des hautes castes de la péninsule de Jaffna (Brahmanes ou Vellalar) ; la vague migratoire plus récente (post-1990) a principalement concerné des membres de la caste des Karaiyar et d'autres castes inférieures provenant du Wanni (*cf.* carte n°1), dont sont issus la plupart des cadres des LTTE. Certains membres de cette émigration récente se sont illustrés en rejoignant par exemple des « gangs » locaux qui assuraient en France les activités de collectes de fonds pour le LTTE[7].

Entre ces deux phases, les routes migratoires empruntées divergent elles aussi : elles se sont multipliées et complexifiées au gré des bouleversements géopolitiques inhérents à la chute du mur de Berlin et à la dissolution de l'URSS (Withol De Wenden, 2009). Cette évolution des routes n'est pas singulière aux migrations sri-lankaises, on l'a retrouve pour d'autres courants migratoires, notamment ceux originaires d'Afrique sub-saharienne (Gonin, 2005). Mustafa Aslan et Jean-François Pérouse (2003) ont d'ailleurs montré le rôle focal d'Istanbul dans le système des migrations internationales ; la métropole turque se trouvant sur un des principaux itinéraires de l'émigration clandestine partant de l'Asie et de l'Afrique vers l'Europe occidentale.

Dans ce contexte on peut cependant noter qu'à la simplicité des routes essentiellement terrestres des années 1970-1980 (où l'entrée sur le continent européen se faisait via l'Ukraine, la Turquie et Berlin Est[8]), s'oppose la complexité des routes empruntées après 1989 et 1991. Les pays traversés deviennent plus nombreux, allongeant la durée du trajet et le nombre de passages de frontières. Cette complexification des routes, en relation avec l'intensification des contrôles aux frontières, a fait émerger une industrie du passage des frontières (Salt, 2000) ; industrie qui repose dans le cas des Sri Lankais sur l'organisation hiérarchique mais flexible des LTTE (Fuglerud, 1999). Pour comprendre ces évolutions, je propose de mettre en parallèle deux extraits d'entretiens semi-directifs menés à Paris en 2006. Mon premier interlocuteur occupait à Sri Lanka des

[5]Voir Bruslé, Kanchana, Percot, dans le même numéro.

[6]Le pogrom du Juillet Noir est ordinairement considéré comme marquant le début de la guerre civile à Sri Lanka. Le 23 juillet 1983, une attaque du LTTE contre une unité militaire gouvernementale à Jaffna coûte la vie à 13 soldats sri-lankais. L'enterrement, deux jours plus tard, de ces soldats dans la capitale Colombo donne lieu au déclenchement en représailles de pogroms contre la communauté tamoule qui sont connus sous le nom de pogrom du Juillet Noir (*Black July Pogrom*). Les violences (meurtres, pillages, incendies) provoquées par des groupes de civils cinghalais s'étendent aux principales villes sri-lankaises majoritairement tamoules. Diverses ONG et agences internationales ont estimé qu'entre 1 000 et 3 000 Tamouls ont été tués durant ces émeutes. Plus de 18 000 maisons et commerces ont été détruits. Bien qu'une commission présidentielle ait, à la fin des années 1990, conclu à l'assassinat de 1 000 Tamouls, aucune procédure judiciaire n'a depuis été engagée.

[7]Ces gangs criminels portent des noms tels que Mukkaabalaa, Minnale, Viluthu ou encore Vennilaa.

[8]Christophe Guilmoto précisait en 1991 que l'arrivée massive des Sri Lankais en Europe occidentale avait été facilitée par la porosité de la frontière de Berlin-Ouest (1991 : 125).

fonctions de prêtrise, fonctions qu'il occupe encore en France dans un temple dédié à Murugan. Mon deuxième interlocuteur, qui a effectué ce périple à un jeune âge, est désormais propriétaire d'une épicerie dans le quartier de La Chapelle.

**Texte 1 – Deux itinéraires**

Interlocuteur n°1
Interlocuteur : *J'ai quitté le Sri Lanka en 1996. Pour venir en France cela m'a pris plusieurs mois. Approximativement seize mois. D'abord je suis parti de Talaimannar à Sri Lanka pour rejoindre l'Inde. J'ai pris un bateau de nuit. Je suis arrivé près de Danuskkodi ; ce n'est pas très loin de Rameswaram, c'est de l'autre côté du détroit qui sépare mon île de l'Inde. C'est la route la plus courte pour aller d'un côté à l'autre. Il n'y a qu'à embarquer dans un des nombreux bateaux qui font la navette la nuit de manière illégale. De là je suis allé à Pondichéry. Là-bas, un ami que je connaissais m'a arrangé le coup. J'ai pu prendre l'avion pour l'Afrique du Nord. Après j'ai pris le bateau, direction l'Espagne. De là, j'ai repris un avion avec lequel je suis arrivé aux Pays-Bas et j'ai finalement pris un bus pour la France.*
Interviewer : *Et pourquoi la France ?*
Interlocuteur : *Parce que j'y connaissais du monde qui pouvait m'accueillir et m'obtenir un emploi. C'est pour cette raison que j'ai voulu aller en France.*

Interlocuteur n°2
Interlocuteur : *Je suis arrivé ici en 1983, à l'âge de 16 ans. C'était le projet de mon père de me faire partir.*
Interviewer : *Pour quelles raisons ?*
Interlocuteur : *Pour fuir la guerre évidemment. En 1983 c'était vraiment tendu là-bas. Je me souviens que c'était difficile. C'était de la survie. C'est pourquoi, mon père voulait que je fuie et que je parte m'installer à Londres. Il avait des contacts là-bas. Il m'a payé un billet d'avion pour Berlin. Pour Berlin Est. Il ne faut pas oublier qu'à l'époque, il y avait deux blocs. Et nous, les Tamouls de Sri Lanka, on s'entendait bien avec le bloc communiste. Alors, ça ne posait pas de problèmes pour aller là-bas. Passer de l'autre côté c'était un peu plus difficile. J'ai pris un billet de train direction la France puis l'Angleterre. Arrivé là-bas je me suis fait avoir, et ce qui correspond à la police aux frontières m'a ramené en France.*
Interviewer : *Et en France, vous connaissiez des personnes pour vous accueillir ?*
Interlocuteur : *Moi non. J'ai réussi à appeler mon père qui m'a donné une liste de contacts, plusieurs adresses.*
Interviewer : *Et vous aviez quel statut ?*
Interlocuteur : *J'ai fait un dossier à l'OFPRA, un dossier bien monté d'ailleurs. J'ai eu le statut de réfugié politique. Quelques années plus tard, j'ai été naturalisé.*
Interviewer : *Maintenant, ceux qui fuient la guerre civile, vous savez par où ils passent ?*
Interlocuteur : *Par là où il n'y a pas trop de monde. Par l'Europe de l'Est, l'Ukraine, la Pologne … Mais aussi par l'Afrique du Nord et l'Espagne. De toute manière c'est le système D, un système D bien organisé et qui fonctionne bien. Il y a des gens qui sont très bien payés pour faire ça et qui sont très qualifiés.*

Ces deux récits témoignent de l'évolution des routes empruntées, de l'ampleur des réseaux mobilisés et de la structuration de la migration par des compatriotes, parents ou amis déjà installés. D'après d'autres témoignages (Goreau-Ponceaud, 2008), le LTTE était au cœur de cette chaîne migratoire, soit en motivant la migration, soit en l'organisant. Ce point de vue détermine une lecture politique de l'expérience migratoire et de ses traductions socio-spatiales dans les divers pays d'installation : l'exil pourrait alors être considéré comme une condition de survie du peuple tamoul. En effet, il faut dire ici que les Tamouls déplacés à la suite de violences à Sri Lanka même, ne sont pas considérés comme des réfugiés. Dès lors deux options légales s'offrent à eux : la première, souvent peu couronnée de succès, consiste à demander un visa auprès des différentes ambassades présentes sur le territoire sri-lankais. La seconde consiste à se retrancher dans l'un des multiples camps crasseux et moribonds situés en périphérie des zones de conflit. Mais c'est une troisième option, décrite dans ces deux témoignages, qui est massivement usitée par les Tamouls depuis

trois décennies. Il s'agit du choix de la transgression, de routes longues, dangereuses et s'appuyant sur un réseau de passeurs, où « les frontières entre *smuggling* et *trafficking*, entre la simple aide au passage de la frontière et l'exploitation de migrants maintenus dans un état de sujétion, entre le libre choix, la coercition ou la tromperie sont souvent labiles, surtout quand il y a dette économique » (Ambrosini, 2010 : 23). C'est cette dangerosité qui explique en partie que cette immigration soit majoritairement masculine et jeune, après 1983 en particulier. Ici on peut parler plutôt d'*antiroutes*, dans la mesure où ces migrations illicites passent préférentiellement par des régions géographiquement peu accessibles (*cf.* interlocuteur n°2), des confins qui participent à la consolidation de ce que Brunet nomme « l'antimonde », afin d'en restreindre l'accès aux forces répressives. Les opérateurs de « l'économie de passage » (Withol de Wenden, 2009) tournent à leur avantage les risques et inconvénients de l'antiroute puisqu'elle leur procure une certaine forme de sécurité et qu'elle justifie des prix élevés[9] ; elle permet également d'échapper à la surveillance des frontières. Ainsi, un nombre important de routes terrestres traverse le Pakistan, l'Iran et la Turquie, avant de devenir maritime en direction de l'Italie du Sud. Les autres routes que mes entretiens ont mises en évidence passaient par l'Europe de l'Est, en particulier par Berlin (interlocuteur n°2). Néanmoins, à partir du milieu des années 1990 un grand nombre de Tamouls sri-lankais passait par l'Afrique sub-saharienne et/ou l'Afrique du Nord, avant d'embarquer dans des navires de fortune pour gagner les portes de l'Europe (parmi les 32 personnes que j'ai interviewées longuement à ce sujet, 8 sont arrivées en France de cette manière). Malgré ces évolutions, l'entrée sur le territoire européen s'effectue majoritairement par les frontières orientales après avoir combiné différents modes de transport.

Par ailleurs, les épreuves de la route marquent les migrants et contribuent à leur forger une identité collective, tandis que leur identité personnelle est souvent aliénée (il leur faut souvent déchirer tout papier d'identité)[10]. À destination, les exilés sont souvent épaulés par des parents ou relations qui les logent ; mais la limite entre solidarité et exploitation est souvent ténue. D'autant plus que ces réseaux migratoires se révèlent particulièrement actifs économiquement, créant à Paris et en banlieue Nord des centralités commerciales dont la formation est liée au travail indépendant et au développement de circuits commerciaux transfrontaliers, à l'instar de ce qu'a pu décrire Peraldi concernant les « économies de bazar » (2002).

La tension ne disparaît pas car il faut rapidement faire l'apprentissage d'une langue inconnue, s'inventer une histoire de vie et s'y tenir pour obtenir le statut de réfugié. Il faut d'emblée savoir se faire comprendre, comprendre ce que l'autre veut entendre, savoir lui dire. À propos des récits de vie des demandeurs d'asile tamouls, Giacomo Mantovan précise qu'en France, « l'aveu constitue la méthode pour produire la vérité que l'OFPRA veut entende pour accorder le statut » (2011 : 45). Ainsi, « le filtrage aux frontières par les supposées causes du déplacement est en lui-même une violence faite aux individus : ceux-ci échouent dans leur tentative d'intégrer leur histoire individuelle dans le langage d'une société

[9]Selon mes entretiens, durant la période 1990-1998, le prix moyen pour un trajet entre Sri Lanka et La Courneuve oscillait entre 10 000 et 18 000 euros, selon la « qualité » de la route. Une fois les ressources disponibles épuisées – aide financière d'un compatriote déjà à l'étranger, vente des terres, mise en gage des bijoux, mobilisation de la famille élargie pour payer cette somme – il faut parfois s'endetter auprès du passeur. Cet endettement explique en partie le déclassement professionnel auquel sont sujets certains Tamouls à leur arrivée en France.

[10]Ces épreuves de la route forment une véritable saga de la souffrance humaine dont témoigne progressivement une littérature de la diaspora tamoule sri-lankaise en cours de constitution (songeons par exemple aux romans *Le sari rouge* de Vasugi V Ganeshananthan ou encore à *Retour à Brixton Beach* de Roma Tearne ).

d'accueil où ils essaient de les rendre acceptable » (Agier, 2011 : 56)[11].

Les conditions du voyage contribuent également à forger une image marchande de l'asile puisque les passeurs et la communauté en font une affaire d'argent, en particulier lors des démarches administratives pour la constitution du dossier de la demande du statut de réfugié. En effet, les demandeurs d'asile doivent souvent rémunérer un compatriote pour obtenir une domiciliation nécessaire au dépôt de la demande d'asile, pour effectuer la traduction du récit motivant la demande ou pour se faire accompagner dans une administration inconnue (par exemple, la traduction d'un récit du tamoul en français ou du français en tamoul se paie à la ligne). Ceci s'ajoute au fait que les réseaux d'émigration reposent souvent sur l'endettement, car différents emprunts et crédits ont été contractés pour payer le transport vers l'Europe. L'entrée des Sri Lankais sur le marché du travail reste donc déterminée par de lourdes obligations financières.

Ainsi, comme le soutient la littérature de la « mondialisation par le bas » (Tarrius, 2002), les migrants sri-lankais jouent un rôle actif dans l'alimentation des flux migratoires et dans la structuration du marché du travail informel, grâce à leurs réseaux de relations sociales (familiales et ethniques) qui lient les migrants nouvellement arrivés à ceux installés de façon stable ; à travers ces réseaux sociaux « se manifeste l'*agency* des migrants au regard des contraintes imposées à la mobilité humaine » (Ambrosini, 2010 : 21)

[11]Pour Giacomo Mantovan, il s'applique aux demandeurs d'asile sri-lankais en France ce que Michel Foucault disait à propos des confessions autour de la sexualité : « Nous lui demandons de dire la vérité (…) ; et nous lui demandons de nous dire notre vérité » (Foucault cité par Mantovan, 2011 : 46)

## Des camps de réfugiés du Tamil Nadu à l'espace monde : de l'enfermement à la dispersion

Si les routes sont multiples, le schéma pour quitter le Sri Lanka reste souvent le même : une des premières étapes - non des moindres - est de traverser le détroit de Palk pour se rendre en Inde[12]. Jusqu'en 2009, la traversée était assurée par le LTTE (ironiquement appelée la « *Eelam Shipping Service* »). La plupart des migrants voulant fuir le Sri Lanka et les zones de combats utilisaient deux routes principales : la plus usitée était Talaimannar-Rameswaram, et dans une moindre mesure Nacheguda-Rameswaram[13], passant ainsi par le Tamil Nadu où ils viennent grossir le nombre de réfugiés. Même si l'immigration sri-lankaise s'appuie sur le maillage de réseaux de passeurs aux ramifications mondiales, la contiguïté géographique, les affinités ethniques et la disponibilité de bateaux font du Tamil Nadu un choix « naturel »[14].

Cependant, comme oubliés de ces réseaux, une partie de ces migrants se situent dans les interstices de la diaspora, mis à l'écart de cette utopie socio-spatiale, indésirables, et connaissent des formes variées et hétérogènes d'enfermement qui permettent de s'interroger sur les manières dont se passe leur maintien dans l'exil. En

[12]Parmi l'ensemble des personnes que j'ai interrogé durant mon travail de doctorat, plus de 70% des enquêtés ont emprunté une route qui passait d'abord par l'Inde et le Tamil Nadu en particulier. Cette traversée du détroit de Palk est donc une étape quasi-incontournable, particulièrement pour ceux qui ont migré dans la décennie 1990.

[13]Cette traversée est souvent dangereuse. Plusieurs tragédies, relatées par la presse ont eu lieu. C'est par exemple celle de 1997, où 165 Tamouls sri-lankais se sont noyés après que leur embarcation ait chaviré dans le détroit de Palk (*The Hindu*).

[14]Au début des années 1980, le gouvernement régional du Tamil Nadu a accordé aux militants du LTTE des facilités pour s'armer et s'entraîner. En dépit des évolutions politiques, il existerait encore des camps d'entraînement dans les districts des Nilgiris et de Coimbatore (Smith, 2008 et entretiens de juin 2010).

effet, selon l'ONG OFERR, il y avait en juin 2010 au Tamil Nadu 117 camps de réfugiés accueillant une population dépassant les 70 000 personnes. A cela s'ajoutent deux *Special Camps* et une population dépassant les 30 000 individus vivant hors des camps, mais surveillée. Ainsi, les figures que prennent l'enfermement des réfugiés sri-lankais au Tamil Nadu peuvent être divisées en trois catégories qui sont fonction des règles du filtrage aux frontières selon les supposées causes du déplacement :

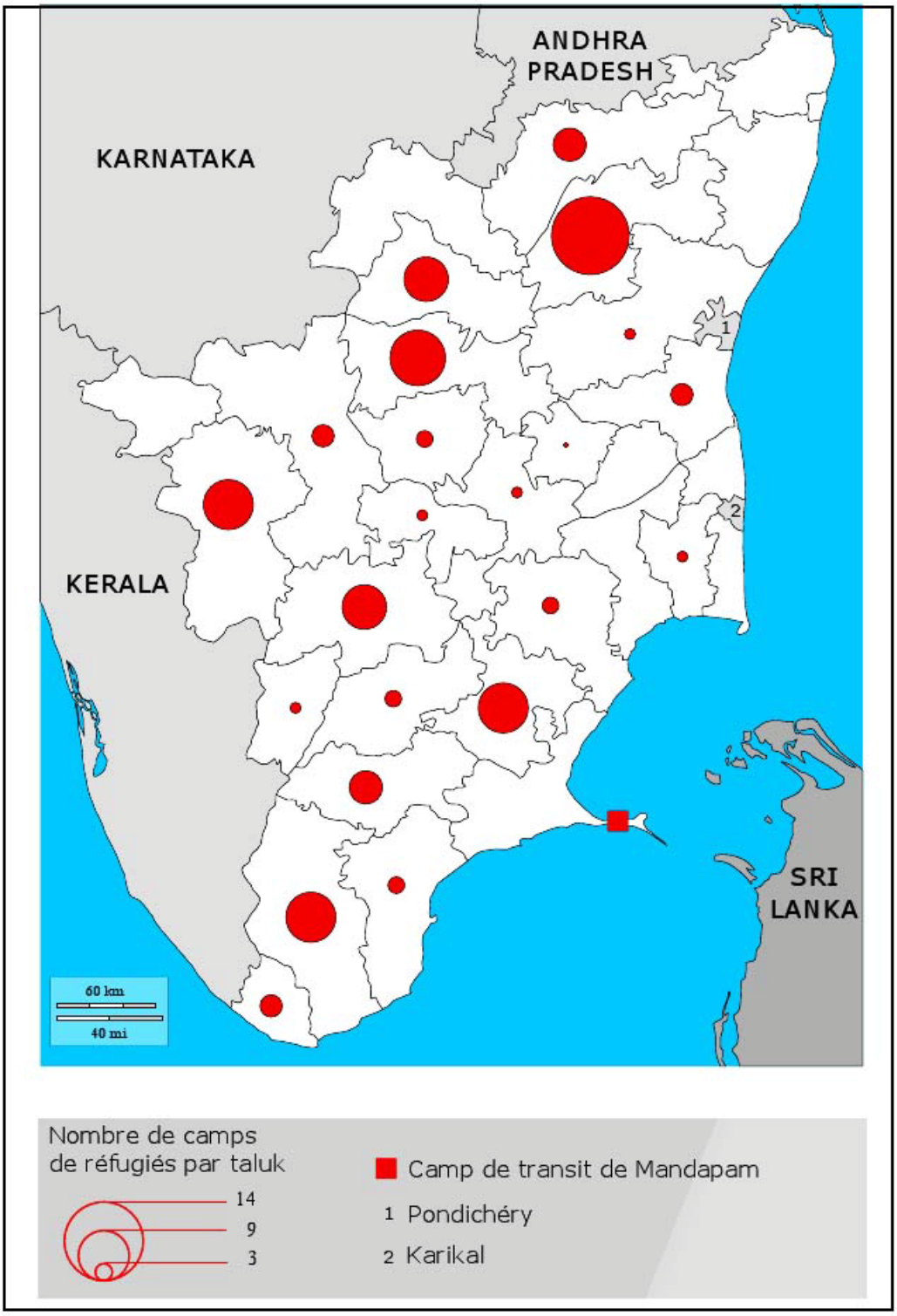
- Ceux qui résident dans les camps.
- Ceux qui résident hors des camps : certains Tamouls sri-lankais venus par bateau à Rameswaram ont informé les autorités qu'ils ne voulaient pas rester dans les camps de réfugiés. Ces individus sortent du processus de mise en camp parce qu'ils possèdent des moyens financiers suffisants. Néanmoins, ils doivent se faire enregistrer au poste de police le plus proche de leur lieu de résidence et obtenir un certificat de réfugié du bureau du sous-préfet. Selon le Département de réhabilitation des réfugiés du gouvernement du Tamil Nadu, il y avait en 2010, 31 802 Tamouls sri-lankais dans cette catégorie (entretien ONG OFERR, juin 2010).
- Enfin, les ressortissants sri-lankais identifiés comme militants et enfermés dans les *special camps*.

**Tableau n°1 :** Nombre de réfugiés et nombre de camps par district du Tamil Nadu au 1er octobre 2008.

| District | Nombre de camps | Nombre de réfugiés |
|---|---|---|
| Coimbatore | 9 | 4 360 |
| Cuddalore | 4 | 1 639 |
| Dharmapuri | 8 | 2 500 |
| Dindigul | 8 | 3 694 |
| Erode | 4 | 5 377 |
| Kanniyakumari | 4 | 1 581 |
| Karur | 2 | 2 267 |
| Krisnagiri | 3 | 1 199 |
| Madurai | 3 | 6 279 |
| Namakkal | 3 | 2 578 |
| Perambalur | 1 | 282 |
| Pudukkottai | 3 | 3 755 |
| Ramanathapuram | 1 | 3 114 |
| Salem | 8 | 3 704 |
| Sivaganga | 6 | 3 713 |
| Theni | 2 | 60 |
| Thiruvallur | 2 | 5 271 |
| Thoothukudi | 3 | 1 807 |
| Tiruchirappalli | 2 | 3 231 |
| Tirunelveli | 9 | 2 963 |
| Thiruvannamalai | 14 | 4 176 |
| Vellore | 6 | 3 985 |
| Villupuram | 2 | 2035 |
| Viruthunagar | 6 | 3 741 |
| **TOTAL** | **113** | **73 311** |

*Source : informations fournies à l'auteur par l'Organisation pour la Réhabilitation des réfugiés de l'Eelam (OFERR), juin 2010, Chennai, Tamil Nadu.*

**Carte n°2 :** Distribution des camps de réfugiés au Tamil Nadu.




*Source : Conception et réalisation Anthony Goreau-Ponceaud, 2011. D'après les informations fournies à l'auteur par l'ONG OFERR, juin 2010, Chennai, Tamil Nadu.*

Afin de comprendre les difficultés de ces réfugiés, il est nécessaire de garder à l'esprit la chronologie de leur arrivée au Tamil Nadu (Singh, 2003 ; Suryanarayan, 2000 ; Oberoi, 2006).

Le premier exode des réfugiés a commencé peu après Juillet Noir en 1983 et a continué jusqu'en juillet 1987 (date de

l'intervention de l'IPKF[15] dans le conflit sri-lankais), lorsque un accord entre l'Inde et le Sri Lanka a été signé (Singh, 2003). Durant cette période, 134 053 Tamouls sri-lankais trouvent refuge en Inde du Sud. Suite à l'accord Inde-Sri Lanka, les réfugiés commencent à retourner à Sri Lanka. Entre décembre 1987 et août 1989, 25 585 réfugiés retournent à Sri Lanka par des navires affrétés. Le reste des Tamouls est soit retourné à Sri Lanka sans aide gouvernementale, soit resté au Tamil Nadu.

La deuxième guerre d'Eelam, entre Colombo et les Tigres, a débuté en Juin 1990 et a abouti à la deuxième vague de réfugiés. À partir d'août 1989, 122 000 Tamouls sri-lankais sont venus se réfugier au Tamil Nadu. Parmi eux, 115 680 étaient « démunis » et ont été hébergés dans des camps. Le rapatriement de ces réfugiés a débuté le 20 Janvier 1992. Selon le HCR, du 20 janvier 1992 au 20 mars 1995, 54 188 réfugiés ont été rapatriés volontairement à Sri Lanka par des navires affrétés et des avions (Suryanarayan, 2000 ; Oberoi, 2006).

La Troisième guerre d'Eelam a commencé en avril 1995 et une fois encore les réfugiés ont commencé à se diriger vers le Tamil Nadu. Ce flux de réfugiés a été la conséquence des opérations de l'armée sri-lankaise dans les domaines contrôlés par le LTTE. Progressivement, le flux de réfugiés a diminué, jusqu'à l'accord de cessez-le-feu de 2002. En avril 2002, les autorités et les ONG comptabilisaient 23 356 réfugiés en Inde. Pendant le cessez-le-feu - de 2002 à 2006 -, beaucoup d'entre eux retournèrent à Sri Lanka avec l'assistance du HCR qui fournissait des billets d'avion aux réfugiés, ou bien de manière illégale, notamment à cause de l'attente pour obtenir un permis de sortie.

La quatrième guerre d'Eelam qui a commencé en 2006 et a connu une fin brutale en 2009 s'est notamment traduite par une hausse significative des premières demandes d'asile sri-lankaises en France (+ 33% par rapport à 2008), mais pas par une forte augmentation du nombre d'arrivées de réfugiés au Tamil Nadu (tableau 2).

[15] L'*Indian Peace Keeping Force* est une force militaire de maintien de la paix que le gouvernement de Rajiv Gandhi avait envoyée en 1987 à Sri Lanka pour s'interposer entre le LTTE et l'armée cinghalaise, et ainsi favoriser un règlement du conflit. Cette IPKF avait dû battre en retraite, trois ans plus tard, et Rajiv Gandhi fut assassiné par une militante du LTTE en guise de représailles.

**Tableau 2 :** Arrivées des réfugiés Tamouls sri-lankais enregistrés au camp de Mandapam de janvier 2006 au 21 mai 2010*.

| Période | | Adultes | | Enfants | | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Nombre de familles | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | Nombre de réfugiés |
| 2006 | 4 978 | 6 343 | 5 683 | 2 404 | 2 225 | 16 665 |
| 2007 | 1 549 | 1 639 | 1 307 | 461 | 389 | 3 796 |
| 2008 | 1 172 | 1 107 | 1 001 | 336 | 273 | 2 717 |
| 2009 | 668 | 469 | 570 | 124 | 104 | 1 267 |
| 2010 | 177 | 94 | 169 | 34 | 31 | 328 |

*Source : informations fournies à l'auteur par l'Organisation pour la Réhabilitation des réfugiés Eelam (OFERR), juin 2010, Chennai, Tamil Nadu.*

*Sont considérés comme adultes l'ensemble des hommes et femmes ayant plus de 18 ans.

Le point d'entrée sur le territoire indien le plus usité par l'*Eelam Shipping Service* pour déposer les réfugiés provenant généralement de Talaimannar, Pesalai, Jaffna, ou encore Kilinochi est Arichalmunai. Là, les réfugiés sont soumis à un contrôle, d'abord par la marine indienne, suivi d'un interrogatoire (parfois musclé) par les membres de la *Special Branch CID* (unité spéciale de la police du Tamil Nadu veillant à la sécurité intérieure) et de la *Q Branch CID* (unité spéciale de la police du Tamil Nadu contrôlant les groupes extrémistes et terroristes). Le travail des membres de la *Special* et de la *Q Branch* CID sert à faire un « premier tri » au sein des réfugiés entre ceux qui seraient susceptibles d'être ou d'avoir été des membres du LTTE et les autres[16]. Les personnes soupçonnées d'avoir des liens avec le mouvement sont appelées et immédiatement écartées. Elles iront effectuer une « quarantaine » de 30 jours dans le camp de Danuskodi avant de rejoindre un camp spécial ou *special camp* du Tamil Nadu. Là, des agents de l'IB (Intelligence Bureau) décideront de leur sort. En octobre 2008 (selon les chiffres disponibles à l'ONG OFERR), il y avait 76 personnes enfermées dans le camp spécial de Chengalpattu. Lors de mon terrain, je n'ai pas pu obtenir les autorisations nécessaires pour pénétrer dans ce camp. Cependant, selon l'activiste politique pro-tamoul et *leader* diasporique, Pala Nedumaran[17] (entretiens des 6 et 8 juin 2010), il semblerait que ces chiffres soient largement sous-estimés. Selon Nedumaran, le SC1 de Chengalpattu ne serait pas le seul camp spécial « en fonctionnement », il y en aurait également à Vellore (SC2) et à Cheyyar (SC3). Cette information est confirmée par les ONG

[16]Les modalités de ce tri sont basées sur l'apparence physique des hommes. Les agents de la *Q Branch*, avant de soumettre les réfugiés à un interrogatoire parfois long, examinent avec minutie leur corps, à la recherche de cicatrices, de blessures témoignant d'un entraînement militaire ou d'une implication au sein du LTTE.

[17]Pala Nedumaran est un politicien ouvertement pro-tamoul. Ancien membre du Parti du Congrès indien, il en est parti après la mort de Kamaraj pour soutenir la cause tamoule. Il préside le « *Tamil National Movement* » depuis 1979, et coordonne le « *Tamil Eelam Liberation Supporters Co-ordination Committee* » depuis 1990. Il est l'éditeur, depuis 1997, d'un bimensuel tamoul, imprimé à Chennai et diffusé dans toute l'Asie du Sud. Enfin, il est depuis 2002 le président et fondateur de la « *World Tamil Confederation* ». Il a rencontré à plusieurs reprises le chef du LTTE, Velupillai Prabhakaran, et entretient d'importantes relations avec les associations tamoules françaises.

OFERR et *Federation For People's Right* intervenant dans les camps[18].

Après ces étapes, les autres réfugiés sont généralement emmenés dans la soirée au camp de Mandapam. Celui-ci sert normalement de camp de transit (toutefois, lors de mes enquêtes en juin 2010[19], hormis les réfugiés arrivés après le mois d'avril, il y avait également là des familles qui y vivaient depuis plus d'une décennie). La restauration et autres besoins élémentaires sont assurés par les ONG opérant au niveau local, à l'instar d'OFERR et de *Federation for People's Right*. La nourriture est apportée dans le camp de l'extérieur pour 35 roupies par jour et par personne. Les jeunes hommes arrivant au camp de Mandapam sont initialement mis en quarantaine. La police de Danushkodi fait une enquête avant d'enregistrer les réfugiés et de leur fournir une carte d'identité individuelle qui porte leur nom et leur adresse (nom et numéro du camp, numéro de la « maison »). Une carte pour la famille est également délivrée aux réfugiés sri-lankais, qui comprend une photo de famille, les noms des membres, leur âge, les liens entre eux, leur sexe, la date et le lieu de leur arrivée en Inde, leur niveau d'instruction, de même que leur adresse à Sri Lanka. Ces cartes sont utiles lorsque les autorités doivent effectuer des vérifications d'identité à l'extérieur du camp[20].

Les problèmes rencontrés par les réfugiés dans le camp de Mandapam sont apparemment similaires à ceux rencontrés dans les autres camps tel que celui de Keelputhu Pathu[21] (camp 109, taluk de Tindivanam) à une quinzaine de kilomètres de Pondichéry : le logement (les constructions, peu nombreuses, aux toits de tôle ou de palmes tressées sont vétustes et datent pour la plupart des années 1980)[22], les systèmes d'alimentation en eau et en électricité, ainsi que les installations sanitaires sont de mauvaise qualité. Bien que les réfugiés dans les camps aient été enregistrés à leur arrivée, il y a également des individus non inscrits qui vivent dans ce camp qui fait face à une importante crise de surpopulation.

De plus, les réfugiés sont censés payer pour leurs rations alimentaires et répondre à leurs besoins domestiques grâce à l'allocation financière mensuelle assurée par le gouvernement du Tamil Nadu (le chef de famille reçoit 200 roupies et chaque individu de plus de 12 ans 144 roupies ; le premier enfant de moins de 12 ans reçoit 90 roupies et les suivants 45), ce qui n'est souvent pas possible. Ils sont alors contraints d'accepter des emplois subalternes à proximité du camp (entretiens du 15 et 16 juin 2010).

[18]Selon Pala Nedumaran, les conditions de vie dans ces camps isolés seraient abominables et comparables à celles que l'on peut trouver dans une prison indienne. Dans un entretien du 8 juin 2010, Pala Nedumaran me confiait que dans ces camps spéciaux, sur une suspicion d'appartenance au LTTE le gouvernement du Tamil Nadu enfermerait les personnes concernées 24 heures sur 24 dans des pièces qui se composeraient uniquement d'une porte et de barreaux de fer à l'instar d'une cellule de prison. Le couloir étroit entre ces pièces dans lesquelles ces réfugiés seraient enfermés, ainsi que le grillage, empêcheraient les réfugiés de marcher librement. Afin de veiller sur les détenus du camp durant la nuit, des lumières puissantes et aveuglantes inonderaient de leurs rayons l'ensemble des cellules. Les surveillants empêcheraient les réfugiés d'utiliser un rideau pour limiter la puissance de ces lampes.

[19]Je tiens à remercier en particulier Monsieur Sugumaran et les membres de son ONG *Federation For People's Right* pour leur aide dans mes démarches.

[20]Les réfugiés sri lankais au Tamil Nadu peuvent circuler librement dans les environs des camps, mais sont sous la surveillance de la police et devaient retourner tous les soirs, dans les camps pour l'appel jusqu'en 2009. Lors de mon terrain en juin 2010 cet appel était hebdomadaire. Ces restrictions en matière de déplacement font qu'il est difficile pour les réfugiés de trouver un emploi et de travailler dans des villes trop éloignées du camp.

[21]Lors de mon terrain en juin, ce camp abritait plus de 1 700 personnes.

[22]La plupart des logements dans les camps, à l'instar de celui de Keelputhu Pathu, sont vétustes, car ces camps ont majoritairement été construits avant la décennie 1980 dans le but d'accueillir les quelques 300 000 Tamouls indiens rapatriés de Sri Lanka dans le cadre du « pacte Sirimavo-Shastri ».

Cette population représente donc un pôle important de la migration tamoule sri-lankaise dans le monde, un pôle caractérisé par son immobilisme dû à l'enfermement d'une partie de la population. Il semble, d'après mes entretiens, que les réfugiés présents dans les camps se considèrent comme les oubliés de la diaspora : il n'y aurait que peu de soutien financier de la part des organisations transnationales tamoules. Seuls les réseaux familiaux assureraient une modeste solidarité. En effet, la majorité est constituée de familles pauvres qui vivaient auparavant de la pêche dans les régions du Nord et de l'Est de l'île. Pour autant, lors de mon terrain de thèse mené au Tamil Nadu et lors de mon terrain de juin 2010, j'ai pu également m'entretenir avec plusieurs réfugiés résidant hors des camps dont l'ambition était de migrer vers l'Europe et plus particulièrement vers la France (ils avaient de la famille installée à la Courneuve). Dans ce dessein, Pondichéry apparaît à plusieurs reprises dans les entretiens comme une étape transitoire pour l'Europe. Là encore, des réseaux rassemblant divers goondas – contrôlés par des anciens membres du LTTE – aideraient les populations à obtenir de faux papiers français afin de migrer. Enfin, la fin du conflit à Sri Lanka en 2009 ne correspond pas pour les personnes interrogées dans le camp de Keelputhu Pathu à une volonté de retour au pays d'origine.

## La France : un choix par défaut, point de fixation ou étape ?

Étape quasi-obligatoire dans les diverses trajectoires migratoires des Tamouls sri-lankais, le Tamil Nadu n'est cependant qu'une étape transitoire de migrations en chaîne vers l'Europe, notamment la France. D'emblée, je dois préciser que c'est par défaut que les Sri Lankais se sont installés en France à partir du début des années 1980. Leurs choix se portaient en priorité sur l'Angleterre, s'expliquant par la phase britannique de colonisation de l'île qui avait privilégié la minorité tamoule, et par la pratique de la langue anglaise qui est restée en héritage (Goreau-Ponceaud, 2008). Cependant, du fait du durcissement des lois britanniques sur l'immigration (*Immigration Act* de 1971 visant à réduire l'immigration en provenance des pays du Commonwealth), les candidats à l'émigration en Angleterre ont dû stopper leur périple en France. Ils ont formé le premier noyau de demandeurs d'asile sri lankais. C'est ainsi que l'on a assisté, entre les stations de métro La Chapelle et Gare du Nord, entre les 10ème et 18ème arrondissements de Paris, à la constitution progressive d'une centralité commerciale (Goreau-Ponceaud, 2009). C'est à partir de là que d'autres ont emprunté de nouvelles voies, principalement terrestres et par l'Est de l'Europe, afin d'atteindre la Suisse ou l'Allemagne. Néanmoins, au cours de ces premières années, les destinations les plus plébiscitées restaient le Canada, l'Angleterre, la Nouvelle-Zélande, le Danemark, la Norvège et la Suisse. L'Allemagne, la Grèce, l'Italie et la France sont encore aujourd'hui des destinations de second choix (Goreau-Ponceaud, 2008).

**Tableau n°3 :** Réfugiés Sri Lankais et territoires d'asile (au 31/12/1999).

| Pays | Nombre de demandeurs d'asile | Valeur relative (en %) |
|---|---|---|
| Inde | 66 400 | 55,01 |
| France* | 15 900 | 12,92 |
| Canada** | 9 700 | 8,04 |
| Allemagne* | 9 200 | 7,62 |
| Royaume-Uni* | 8 300 | 6,88 |
| Suisse | 4 300 | 3,56 |
| Norvège* | 2 300 | 1,91 |
| Pays-Bas* | 2 100 | 1,74 |
| Autre | 2 500 | 2,07 |
| Total | 120 700 | 100 |

*Source :* Les réfugiés dans le monde. 50 ans d'action humanitaire. *Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés, Annexe 7, 2000.*

*Nombre de réfugiés estimé par le HCR, à partir des arrivées de réfugiés et/ou de la reconnaissance des demandeurs d'asile comme réfugiés au cours des dix dernières années. Ces estimations ne tiennent pas compte des réfugiés réinstallés.
**Nombre de réfugiés estimé par le HCR, à partir des arrivées de réfugiés et/ou de la reconnaissance des demandeurs d'asile comme réfugiés au cours des cinq dernières années. Ces estimations ne tiennent pas compte des réfugiés réinstallés.

**Tableau n°4 :** Demandes d'asile des Sri Lankais en France et pourcentage d'accord.

| **Année** | **Première demande d'asile des Sri Lankais (hors mineurs accompagnants et réexamens)** | **Age moyen lors de la première demande d'asile** | **Part de femmes lors de la première demande d'asile** | **Part des premières demandes des Sri Lankais par rapport à l'ensemble des premières demandes** | **% d'accord** |
|---|---|---|---|---|---|
| 1999 | **2001** | NC | NC | 6,5% | 43,2% |
| 2000 | 1879 | NC | NC | 4,8% | 43,2% |
| 2001 | 2000 | NC | NC | 4,2% | 33,5% |
| 2002 | 1992 | NC | NC | 3,9% | 22% |
| 2003 | 1967 | NC | NC | 3,8% | 14% |
| 2004 | **2090** | NC | NC | 4,1% | 9,9% |
| 2005 | 1894 | NC | 30,5% | 4,4% | 4,9% |
| 2006 | 1993 | 31.8 | 30% | 7,6% | 5,1% |
| 2007 | 1845 | 32.9 | 30% | 7,75% | 16,9% |
| 2008 | 1962 | 32.8 | 29% | 16,9% | 12,5% |
| 2009 | **2617** | 32.6 | 28% | 19,6% | 24,1% |

*Source : D'après les rapports d'activités de l'OFPRA.*

**Tableau n°5 :** Estimation du nombre de réfugiés statutaires sri-lankais en France au 31 décembre de chaque année (hors mineurs accompagnés).

| Année | Femmes en % | Hommes en % | Total | Total Asie | Proportion par rapport à l'ensemble des nationalités |
|---|---|---|---|---|---|
| 2009 | 36 | 64 | 19 299 | 59 028 | 19,6% |
| 2008 | 36 | 64 | 17 559 | 55 773 | 16,9% |
| 2007 | 36 | 64 | 16 555 | 54 289 | 19,8% |
| 2006 | 37 | 63 | 15 654 | 52 808 | 12,7% |
| 2005 | NC | NC | 15 602 | 52 812 | 13,1% |
| 2004 | 38 | 62 | 15 304 | 53 009 | 13,9% |
| 2003 | 37,6 | 62,4 | 15 062 | 52 900 | 15% |
| 2002 | 37,4 | 62,6 | 15 938 | 57 728 | 15% |
| 2001 | 37,4 | 62,6 | 15 774 | 60 465 | 16% |
| 2000 | 38 | 62 | 15 183 | 63 511 | 14% |

*Source : D'après les rapports d'activités de l'OFPRA. NC = non communiqué.*

La demande d'asile sri-lankaise en France reste fonction de la situation géopolitique à Sri Lanka. Pour illustration, l'augmentation des premières demandes d'asile (tableau 4) entre 2002 et 2004 correspond à « l'échec » du cessez-le-feu de 2002. Par ailleurs, le taux d'accord pour les Sri Lankais a longtemps été relativement élevé, mais on se rend compte qu'il n'a fait que chuter depuis 1999 pour atteindre seulement un peu plus de 5% en 2005. Cette dégringolade est liée au fait que le LTTE a été frappé d'interdiction dans de nombreux pays à cette période – il est classé comme mouvement terroriste en Inde, aux États-Unis, en Grande Bretagne, Canada, Australie, Malaisie, et finalement par l'Union Européenne le 29 mai 2006. Par la suite, la nette augmentation du taux d'accord à partir de 2007 et la hausse soudaine des premières demandes d'asile en 2009 sont à mettre en relation avec la recrudescence du conflit et l'intensification des actions militaires à Sri Lanka.

En conséquence, à partir des années 1990, le contexte d'accueil change face à la constitution progressive d'une communauté : les Tamouls Sri Lankais délaissent l'accueil dans les structures dédiées aux demandeurs d'asile et nouveaux arrivants pour l'aide de leurs compatriotes. Dès lors, on assiste à partir du milieu des années 1990 à un bouleversement des trajectoires résidentielles en raison de la constitution d'une chaîne migratoire bien organisée. Si les nouveaux arrivants continuent d'arriver au quartier la Chapelle, partageant généralement avec d'autres compatriotes un logement vétuste et sans confort appartenant à un coreligionnaire ayant lui migré en France au cours de la décennie 1980 ; ceux installés en France depuis cette même décennie ont soit achetés à crédit un appartement bon marché situé en petite couronne à proximité d'une station de métro (à la Courneuve, Aubervilliers, Saint-Denis et Bobigny principalement), soit acquis un pavillon en grande banlieue. Dans ces parcours résidentiels, il faut noter le rôle joué par l'entre-aide communautaire dans les parcours individuels, comme ressource mais aussi comme contrainte, et qui intervient à plusieurs reprises dans le parcours étudié : à l'arrivée, elle permet au migrant de trouver un logement (mais aussi un travail), puis d'acheter un premier appartement, où il va loger des cousins et amis, à la fois pour des raisons d'ordre économique et par obligation morale (Goreau-Ponceaud, 2008). Le recours à l'occupation multiple permet le remboursement des crédits immobiliers et l'achat d'un pavillon en grande banlieue. Cette dernière étape étant liée à une

évolution de la structure familiale. On peut penser que cette trajectoire résidentielle ascendante refléterait un parcours d'acculturation et d'assimilation, pendant que d'autres groupes d'immigrants s'installent à leur tour dans le quartier fondateur de la Chapelle (sans pour autant y effacer toutes les traces des premiers ; on peut noter au contraire que le caractère ethnoculturel du quartier se renforce au lieu de s'effacer avec les arrivées des nouvelles vagues migratoires). Le quartier la Chapelle demeure toutefois un point de repère de base pour les groupes d'immigrants l'ayant quitté, notamment parce qu'il y reste une certaine concentration de commerces (j'ai recensé 178 commerces tenus et ou possédés par des Tamouls de Sri Lanka dans le quartier la Chapelle en 2010), de lieux de culte (il existe deux temples hindous dans ce quartier complétés de 11 autres dans les communes de la banlieue parisienne) et d'autres associations (pour les familles politiquement actives, la fin de semaine est souvent très chargée, combinant cours de tamoul, de danse et de chant dans ce quartier) ; les institutions étant moins mobiles que les individus.

Ces trajectoires résidentielles qui se mettent en place à partir des années 1990 ont eu pour conséquences une dilution résidentielle des Tamouls dans les communes Nord et Est de la périphérie parisienne (Goreau-Ponceaud, 2008). Par ailleurs, les migrants en quête de travail s'adressent à leur tour à leurs proches déjà insérés dans la société d'accueil ou à d'autres compatriotes pour trouver un emploi. C'est ainsi que bon nombre de Sri Lankais de la première génération travaillent principalement dans l'économie ethnique (commerce ou restaurant familial, services linguistiques semi-professionnels, agences de voyage), les services urbains (sociétés de nettoyage), comme caissiers dans les supermarchés de proximité et plongeurs dans les restaurants de la capitale (Vuddamalay, 1989). Dans ces processus, la frontière entre ce qui est régulier et irrégulier est ignorée et constamment franchie. De plus, « les niches formées par les économies ethniques contribuent ainsi de façon plus que proportionnelle à leur poids occupationnel à créer de l'immigration irrégulière économiquement active » (Ambrosini, 2008 : 22).

Enfin, le mauvais niveau de français des primo-arrivants constitue un frein majeur à leur évolution professionnelle, ce qui les voue aux petits boulots et à l'économie informelle, où ils ont souvent un statut précaire, non salarié et sans protection sociale. Pour beaucoup de ces primo-arrivants, en particulier chez les diplômés, l'investissement dans l'éducation des enfants est très important étant donné que l'émigration s'est traduite par un déclassement socioprofessionnel (Goreau-Ponceaud, 2008). La réussite scolaire des enfants viendrait annuler symboliquement la disqualification socioprofessionnelle des parents. Dans cette perspective, la nationalité française est envisagée comme un droit qui peut faciliter leur insertion socioprofessionnelle et surtout celle de leurs enfants. Autre considération d'importance, la naturalisation permet l'accès au pays d'origine pour rendre visite à la famille restée là-bas, notamment quand elle s'est déplacée vers la région de Colombo, au sud, s'éloignant de la zone de conflit. Cependant, pour une minorité non négligeable, l'obtention de la nationalité française est attendue pour pouvoir quitter la France et s'installer dans un autre pays européen où l'on pense pouvoir vivre mieux. Le passeport français est, en quelque sorte, considéré comme un visa autorisant le séjour dans un pays de l'espace européen. Ainsi, comme l'indiquait Fulgerud à partir de son étude en Norvège, « as against the strategy of nation states, which assumes a place that can be circumscribed and serve as the basis for generating relationships of power, their operations rest on a concept of a tactic, that is, insinuating themselves into the place of

the other, constantly turning events into opportunities » (1999, 134).

## Conclusion

Le pogrom de Juillet Noir est souvent perçu et conçu par les associations nationalistes tamoules (Comité de Coordination des Tamouls, Gouvernement Transnational de l'Eelam Tamoul notamment) comme l'acte fondateur de la dispersion, de la diaspora. C'est notamment cet évènement qui a contribué à l'établissement de pôles diasporiques. Cette diffusion spatiale s'est faite à diverses échelles : pays, villes et aires urbaines. Dans le cas français nous avons vu que ces polarités ont été progressivement renforcées par les réseaux sociaux établis par les demandeurs d'asile, engendrant progressivement la création de centralités commerciales et ethniques. Ensemble, ces différents facteurs ont participé à entretenir tout un faisceau de liens entre les membres de ce segment diasporique et les autres, et ce malgré la dispersion.

A l'opposé, en Inde, pays de passage quasi-obligatoire des antiroutes menant les migrants aux portes de l'Europe, se sont constitués des contre-espaces dans lesquels le maintien en camp pour les Tamouls sri-lankais dure bien au-delà de l'urgence. Pour ces oubliés de la diaspora, qui ne connaissent depuis leur arrivée en Inde que les couloirs d'un processus hétérogène « d'encampement » (Agier, 2011 : 61), leur vie se résume à une double absence ; de ce qui n'a plus de place, place perdue du pays laissé derrière soi et place introuvable au sein de cette utopie qu'est la diaspora. Ils deviennent alors progressivement des indésirables et ils semblent s'être « endigués » (Agier, 2011 : 69). L'élection récente de Jayalalitha Jayaram (leader du parti politique *All India Anna Dravida Munnetra Kazhagam*) au poste de *Chief Minister* du Tamil Nadu ouvre toutefois une nouvelle ère de relations diplomatiques au sujet de la minorité tamoule sri lankaise en Inde et à Sri Lanka.

Anthony Goreau-Ponceaud
Maître de conférences, Université de Bordeaux 4
ADES / CNRS
anthonygoreau@yahoo.fr

## Bibliographie

Agier, Michel (2011) *Le couloir des exilés. Etre étranger dans un monde commun*. Editions du croquant 120 p.

Ambrosini, Maurizio (2010) « Migrants dans l'ombre. Causes, dynamiques, politiques de l'immigration irrégulière », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, vol26, pp.7-32.

Ambrosini, Maurizio (2008) « Entreprendre entre deux mondes : le transnationalisme économique des migrants », *Migrations société*, XX (120), pp. 53-79.

Anderson, Benedict (1996) *L'imaginaire national. Réflexion sur l'origine et l'essor du nationalisme*. Paris, La découverte, 213 p.

Aslan Mustapha et Pérouse Jean-François (2003) « Istanbul : le comptoir, le hub, le sas et l'impasse. Fonctions dans le système migratoire international », *REMI*, vol.19, n°3, pp. 173-204.

Brunet, Roger ; Ferras, Robert et Théry, Hervé (1993) *Les mots de la géographie*, Montpellier, Reclus, 518 p.

Chouvy, Pierre-Arnaud (2002) *Les territoires de l'opium. Conflits et trafics du Triangle d'Or et du Croissant d'Or*, Genève, Olizane, 544 p.

Delon, Madavan ; Gaëlle, Dequirez et Eric, Meyer (2011) *Les communautés tamoules et le conflit sri lankais*, Paris, L'Harmattan, 216 p. (Géographie et cultures).

Dequirez, Gaëlle (2008) Tamouls sri lankais : le little Jaffna de la Chapelle, *Hommes et migrations*, n°1268-1269, pp. 82-91.

Dufoix, Stéphane et Foucher, Valérie (2007) Les Petites Italies (et les autres…). Éléments de réflexion sur la notion d'ethnoterritoire, in Blanc-Chaléard, Marie Claude ; *et al* (dir) *Les Petites Italies dans le Monde*, Rennes, PUR, pp. 423-436.

Dufoix, Stéphane (2000) Fausses évidences. Statut de réfugié et politisation, *REMI*, vol. 16, n° 3, pp. 147-164.

Etiemble, Angélina (2003) Les Tamouls du Sri Lanka et l'exil en France : sens de la migration et dynamique de la diaspora, *Les cahiers du CERIEM*, vol. 11, pp. 35-52.

Etiemble, Angélina (2001) *Les ressorts de la diaspora tamoule en France : associations, médias, politique,* Rennes, Ed. ADERIEM/MIRE, 169 p.

Fuglerud, Øivind (1999) *Life on the outside. The Tamil Diaspora and long distance nationalism*, Londres, Plutopress, 203 p.

Gonin, Patrick (dir.) (2005) *Le monde des migrations internationales : connaître et comprendre*, Lyon, AFDH, Géographes Associés, N°29, 140 p. (Actes de Géoforum Poitiers 2004).

Goodhand, Jonathan ; Korf, Benedikt et Spencer, Jonathan (2011) *Conflict and peacebuilding in Sri Lanka. Caught in the peace trap?* New York, Routledge, 239 p.

Goreau-Ponceaud, Anthony (2011a) Tamils in France, in Rajan, Irudaya ; Percot, Marie (dir.) *Dynamics of Indian Migration: Historical and current perspectives*, Delhi, Routledge, Chapter 3.

Goreau-Ponceaud, Anthony (2011b) L'immigration sri-lankaise en France : Trajectoires, contours et perspectives, *Homme et Migrations*, n°1291, pp.26-39.

Goreau-Ponceaud, Anthony (2011c) Visibilité et mobilisation politique : quand diaspora rime avec reconnaissance, in Delon, Madavan ; Dequirez, Gaëlle ; Meyer, Eric (dir.) *Les communautés tamoules et le conflit sri lankais*, Paris, l'Harmattan, pp. 127-152 (Géographie et cultures).

Goreau-Ponceaud, Anthony (2009) La Chapelle : un théâtre monde, *E-Migrinter*, n°4, pp.58-69.

Goreau-Ponceaud, Anthony (2008) *La diaspora tamoule : trajectoires spatio-temporelles et inscriptions territoriales en Île-de-France*, Bordeaux, Université de Bordeaux 3, 427 p. Th. Doct : Géogr. : Bordeaux : 2008

Guilmoto, Christophe (1991) Le cycle migratoire tamoul, *Revue Européenne des Migrations Internationales*, vol. 7, n°1, pp.123-150.

Gunaratna, Rohan (1999) Internationalisation of the Tamil Conflict (and its implication), in Siri Gamage ; Watson, I-B (Ed.) *Conflict and community in contemporary Sri Lanka*, Londres, Sage Edition, pp.108-137.

Honneth, Axel (2006) *La société du mépris. Vers une nouvelle théorie critique*, Paris, La Découverte, 349 p.

McDowell, Christopher (2011) Les Tamouls en Suisse : l'émergence d'une communauté post-asilaire, *Homme et Migrations*, n°1291, pp. 104-116.

McDowell, Christopher (1996) *A Tamil asylum Diaspora. Sri Lankan migration settlement and politics in Switzerland*, Londres, Bergham Books, 308 p.

Mantovan, Giacomo (2011) Les récits de vie des demandeurs d'asile tamouls. Vers une mémoire collective ?, *Homme et Migrations*, n°1291, pp. 40-50.

Meyer, Eric (2001) *Sri Lanka, entre particularismes et mondialisation*, Paris, La Documentation Française, 184 p.

Peraldi, Michel. (Éd.) (2002) *La fin des norias ? Réseaux migrants dans les économies marchandes en Méditerranée*, Paris, Maisonneuve & Larose, 495 p.

Oberoi, Pia (2006) Sri Lankan Tamil internally displaced persons and refugees in India, in Oberoi, Pia (ed.) *Exile and belonging. Refugees and state policy in South Asia*, New-Delhi, Oxford University Press, pp. 200-232.

Salt, John (2000) Trafficking and human smuggling: a European perspective, *International Migration*, Vol. 38, n°3, pp. 31-56.

Sayad, Abdelmalek (1999) *La double absence. Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*, Paris, Seuil, 437 p. (Liber).

Singh, Depinder (2003) *Indian Peacekeeping Force in Sri Lanka 1987-1989*, Delhi, Natraj Publishers, 206 p.

Smith, Chris (2008) Les LTTE, mouvement de libération et d'oppression nationale, in Gayer, Laurent ; Jaffrelot, Christophe (dir.) *Milices armées d'Asie du Sud*, Pars, Sciences Po, pp. 95-121.

Sriskandarajah, Dhananjayan (2005) Tamil diaspora politics, *Encyclopedia of diasporas. Immigrant and refugee. Cultures around the world*, New-York, Springer science & Business Media, Vol. 1, pp. 492-501.

Suryanarayan, V(2000) *Between fear and hope: Sri Lankan refugees in Tamil Nadu*, Chennai, TR Publications, 116 p.

Tarrius, Alain (2002) *La mondialisation par le bas. Les nouveaux nomades de l'économie souterraine*, Paris, Balland, 169 p.

Vuddamalay, Vasoodeven (1989) Présence indienne en France. Les facettes multiformes d'une immigration invisible, *Revue Européenne des Migrations Internationales*, Vol. 5, n°3, pp. 65-77.

Withol De Wenden, Catherine (2009) *La globalisation humaine*, Paris, Presses universitaires de France, 261 p.

# Qatar's "White-collar" Indians

**Radhika Kanchana**

**The paper is a descriptive narrative of the Indian expatriates in Qatar, covering two aspects. One dimension highlights the profile of the Qatari Indian community primarily in the white-collar occupations and the second dimension explores some of the differences of the group, in comparison with its counterpart in the United Arab Emirates (UAE). The basis for the work is a two-month fieldwork done as part of doctoral research in late 2009 (15 days in Qatar and the rest in the UAE). The region of Gulf Cooperation Council (GCC) collectively has a significant population of Indians in its total size of foreign migrants. All the countries share the practice of importing labour, extensively from the 1970s since the discovery of oil and the rapid development in the region. However, it is relevant to understand that the individual member countries (namely Saudi Arabia, Qatar, Oman, Bahrain, Kuwait, and United Arab Emirates) do not have the same typology with regard to the Indian-migrant group.**

Differences in character, composition and size of the expatriate group might reflect the structural and current conditions in the respective host countries. Oman, Bahrain and the UAE today show a more entrepreneurial and mature Indian expatriate presence than in the other three Gulf nations of Qatar, Kuwait and Saudi Arabia, partly because the former were historically involved in sea trade with the coast of India. For this text, Qatar as host country to the Indian community is explored. It has one of the highest per capita incomes in the world and an economy primarily dependent on its impressive reserves in oil & natural gas reserves[1] (Per capita- $81,963, GDP- $111 billion; In contrast, the UAE's share is per capita- $49,995, GDP- $253 billion)[2]. It was a perception that the Indian community in Qatar is insignificant - that was proven wrong after the fieldwork. The holding of the 2nd Non-Resident Indian Global Summit in Doha in March 2010 could be cited as a testimony to the group's expanding visibility here (the Summit also launched *NRI Institute, Qatar Chapter*).

The paper is an effort to throw some light on the dominant group of Indian expatriates in Qatar, given that limited literature exists, and to share a part of the ongoing research project. In the context of existing dearth of formal migrants' rights and charges of labour exploitation in the region, much media and research attention on the expatriates in the West Asia-Gulf states is almost exclusively devoted to the blue-collar segment. As a result, there is a missing discourse on the other sections of the expatriate population and a general prevalence of the mistaken image of a Gulf

[1]It is claimed to hold the world's third largest reserves of natural gas. *CIA World Fact Book*.
[2]International Monetary Fund, World Economic Outlook Database, April 2010.

migrant, to be a blue-collar worker. The paper expands the story to beyond the image. The "white-collar" classification is chosen for focus, within the larger Indian expatriate cluster mainly because during the fieldwork, this sector was personally perceived to be more prominent in Qatar compared to the "business" category that was found to be important in the case of UAE in an earlier fieldwork. Some comparison is used with the Indian community in the UAE, so that it could be useful to observe the nuances in the characteristics of the expatriates in the two host countries, and to recognize some of the underlying factors responsible. For example: as to why in Qatar, it demonstrates a wider professional-representational class and in the UAE, it shows a more mature community strength and a larger entrepreneurial class. Finally, it is a curious fact that whereas the Asian expatriates and particularly, the Indians are widely visible participants in the local economy and society of the host countries in the Gulf, yet they are "invisible" in the official and public discourses. There is a significant size of the expatriate population that has lived in Qatar for many years, but the halo of temporariness existing around the "foreign migrant", shrouds them from being acknowledged in the public domain, as also being participating "residents".

## Background note

The Indians living in the Gulf Cooperation Council (GCC) countries differ somewhat from the generic grouping of Non-resident Indian (NRI[3]) that is usually applied to the population of overseas Indians. In common usage, the NRI label is loosely applied to also include individuals of Indian origin who have naturalized or become citizens in the countries where they have migrated either for work or other reasons[4]. The GCC Islamic countries do not permit naturalization options and follow a *Jus sanguinis* principle for citizenship. The Indian expatriates in the Gulf, apt to be termed "contract workers", experience certain disadvantages compared to their counterpart NRIs from the other regions: they seem to lose certain rights both in their host and their home countries because of their supposed transient stay abroad. The population of Indian expatriates in the GCC countries is neither insignificant nor always "temporary". The Indians are estimated at close to 5 million in the entire Gulf region. Despite their residence sometimes stretching over multiple generations, they necessarily hold Indian passports. The remittances to India are also significant (nearly $15 billion)[5] and it is one of the factors to finally win them attention from both the host-GCC nations and home nation-India, albeit on the opposite interests (it is capital flight to the former, versus capital gain to the latter).

The majority of the Indian expatriates are engaged in the blue-collar sector, owing to the local market demand needing mass labour for the scale of construction and development projects initiated after the oil boom in the region. The profile is currently expanding, partly in response to the changing economies in the region and partly reflecting the maturation of the expatriate community. The economic criterion of job opportunity and the currency differential is a primary reason for the migration of Indians to the oil-rich Gulf nations. Geographical proximity is another affirmative factor favouring migration in this direction, with current migration having foundations in the

[3]By official definition, it refers to Indians living outside India for more than 183 days (6 months) in the year.

[4]Individuals who have become citizens of another country could apply for official status that grants them certain rights- either Person of Indian Origin (PIO) or Overseas Citizenship of India (OCI) (introduced since a few years).

[5]Quoted from an article on a recent Reserve Bank of India (RBI) Survey that indicates that in 2009, remittances from the Gulf region, form nearly 30% of the total remittances to India nearly matching the same from the North American region.

historical trade and socio-cultural links between India and the Gulf region.

Qatar perhaps witnessed several trends with regard to the composition, number and settlement pattern of its expatriates, in parallel to the trends in its national development. After the independence in 1971 from being a former British protectorate, Qatar's leadership change in 1995 to the current Sheikh Hamad bin Khalifa al Thani, saw its capital shifted from Al Bida to Doha and the introduction of liberal and "pro-development" policies. The economy and new industrial development expanded to clusters in Doha, Al Khor, Mesaieed and Dukhan, where today the expatriate residential locales also tend to concentrate. Past trends in the increase or decrease of the expatriate population/composition in Qatar, reflect also specific periods of successful policy action. Expatriates recall the deliberate hike in rents (cited as steep as 600% during 2005), when there was a resultant flight of a bulk of the expatriates who could not afford to keep up. A noticeable change in the nationality-composition of the expatriate workforce, within the fairly recent period of 3-4 years, is also cited. The GCC has a common policy to achieve "demographic balance" in their population, including in the nationality of their expatriate groups. The shift to Sril Lankan, Nepali (see Brusle in the same issue) and Southeast Asian labour force such as Filippino and Vietnamese seems to have happened at a quicker pace in Qatar compared to the UAE. These examples show that there have been periodic trends over the previous decades and that policy action in Qatar with reference to the expatriates has been particularly effective.

## Profile of the Indians in Qatar

The Indian community in Qatar is currently estimated at close to 500,000[6] unofficially. The 2010 Census puts the total population of Qatar at 1,696,563[7]. Hence, at nearly 25% of Qatar population, the Indians are a significant group and arguably the largest among the expatriate population in the country, followed next, by Pakistanis and Bangladeshis. Although Qatar's expatriate population comprises nationalities from diverse regions, the South Asians dominate it at the moment (see Bruslé in the same issue). The expatriate-native proportion is approximately 60:40, indicative of the prevailing imbalance. It is especially skewed in the labour force: "Qataris encompass only 7.6% as opposed to the 92.3% foreign labor force", as per a Labor Force Survey conducted by the Statics Authority in October 2007[8].

Indians in the construction and the low/unskilled/unorganized sector form between 60 to 70% of the group and the rest are divided between the professional and the business categories that we here, term as the "white-collar" occupations. However, the profile has expanded or shown change from the earlier decades, where the "blue-collar" segment was significantly more dominant. For reasons discussed in the subsequent sections, the Qatar-Indians enjoy relatively less security and freedom than for example their counterparts in the UAE, but can nevertheless be broadly counted as a community doing well.

There are numerous socio-cultural and professional associations, schools, restaurants, clubs and other organizations in Qatar representing the Indian community. Owing to the stricter restrictions in place, their active social and cultural life is however, much subdued. The country is said to follow "zero tolerance" policy when it comes to deviance from the rule for instance, regarding religious expression. The community boasts a number of public personalities. However, it is less visible and numerous compared to the other Gulf

[6]A media quote in 2008 mentions the population to be 420,000.

[7]2010 Census (Government of Qatar).
[8]http://www.qsa.gov.qa/eng/index.htm.

countries: a local respondent opines that "the Indian community is the weakest in Qatar". To list from the professional domains they most represent in Qatar, the Indians are: engineers, medical professionals, media professionals, information technology (software/hardware), teachers, chartered accountants, managers, architects and other. The service industry in particular hence, is supplied and manned principally by the pool of Indian manpower – "talented, multi-skilled and cheaper".

The larger sub-group among the Indian population in Qatar is South Indian in origin (as in most GCC nations). Kerala-state[9] alone allegedly represents more than 50% of the migrants[10] and the others are generally from the states of Andhra Pradesh, Tamil Nadu and Goa. From the rest of India, it is predominantly from Maharashtra, Punjab and Gujarat with newer flow of workers from Bihar and Uttar Pradesh. While it is essentially a male-dominated-migration, one could hazard a proportionally larger number of females in the Indian population in Qatar unlike in most other GCC countries, because the white-collar expatriates are in a better position to bring families[11]. On the occupational side, they are mainly found in the medical sector as nurses and related professions and also as housemaids and secretarial staff. However, relatively more women working in the professional/working category might be found in Dubai.

An overlooked segment commonly, is the second or the third- generation youth in the wider expatriate population in Qatar. Not all the working expatriates are "fresh" migrants. An increasing number among them, was either born or raised in the country and have begun their careers as well as families in their host country. It is to be noted that this group exists. It is beginning to be visible as pursuing jobs and as students enrolling in the few but fast-mushrooming higher education institutions in Qatar.

Having observed the expatriate community in the UAE on a previous fieldwork, the Indian expatriate community in Qatar was found to be relatively different. In a broader sense, the divergence could be explained as a factor of the host environments in Qatar and the UAE. The nature of the economy, the historical context, the policy atmosphere and the resolve of the ruling authority are some of the variables defining the respective character of the expatriate population. For a better perspective, it might be constructive to use some comparison with the UAE to describe the Qatar-Indian expatriate community.

Qatar is primarily an oil-based economy, whereas the UAE (especially Dubai) additionally boasts a larger commercial and a diversified economy. In this sense, the requirements of the oil and gas industry in Qatar seem to have dictated the relative consolidation of a larger white-collar expatriate class comprising the skilled and professional workers (and a smaller entrepreneurial class) compared to the UAE that shows a far wider diversity in its expatriate composition. The expectation at the start of the fieldwork in Qatar was to find a less significant Indian expatriate community but it was proved false on the ground. Qatar showed a group with its own strong characteristics although smaller in most ways (in size itself, the Indian population in the UAE is nearly 1.75 million[12]). To demonstrate certain segments or key aspects of the community, the following section uses selected cases:

[9]All Indians are generically clubbed as "Malabaris". Malabar refers to the northern and Muslim-dominated region of Kerala, from where the earliest and largest migration from the state is claimed to occur.

[10]Estimated by Indian embassies in the GCC.

[11]The official salary to be eligible to sponsor family members to live in Qatar is 7000 riyals (roughly 1360 euros).

[12]Projects, UAE Department of Naturalisation and Residency, the Ministry of Interior and the Ministry of Labour.

## The entrepreneurial segment is emergent

The big Indian business names and public personalities do not exist in the same scale or spread in Qatar like it is found in the UAE. The expatriate entrepreneurship in Qatar is "emerging and growing" in contrast to the "long/and securely-established" category that could be applied to the UAE case, indicative of the community's visibly high participation in the private sector here. Because of the restrictive *Kafala* system (sponsorship)[13], most «expatriate-run» businesses are found under the partnership category (the company name has an extension of "WLL" meaning *With Limited Liability;* the term used in UAE is, "LLC" meaning *Limited Liability Company)*[14]. In the local business scene in the UAE, expatriate enterprise is significant, after the top section of companies that are inevitably state/ruling-families-owned, representing very large capital investment and those followed by the big multinational companies. In Dubai, the Indian participation could be said to represent over 50% in the private sector-ranging from the unorganized sector, the free zone enterprises, to the bigger enterprises. However, in the business sector of Qatar, the representation of Indians is visibly limited in size, diversity and number. Some factors explain the relatively emergent nature of the expatriate entrepreneurship in Qatar at the moment. 1) In Qatar, there is less business activity outside *its oil & natural gas resource-related industry*. In the UAE on the other hand, the national economy is far more varied and bigger and only Abu Dhabi has more secure oil reserves (Dubai's choice of an aggressive diversification policy is an important factor). 2) A *transparent and pro-business legal environment is weaker or lacking in Qatar,* whereas they were cited as among the main attractions for the bulk of Dubai's expatriate entrepreneurs in the interviews. In Qatar, the With Limited Liability (WLL) provision implying reasonable protection to the expatriate entrepreneurs in the background of the *Kafala* system, is only a fairly recent introduction (around six years old). The almost complete dependence of the expatriate enterprise in Qatar, on the goodwill of the local sponsor/partner, thus it makes it a highly risky and discouraging business environment. As a businessman expresses, although there was usually some form of written agreement, "unless a contract is actually registered in the court, it is quite useless having the document". He mentions his good fortune of having a trusted sponsor and that it might not be the case for many others. In the UAE, the legal contract was a common practice and the expatriates expressed confidence in the access as well as the fairness and transparency in the legal recourse. 3) The *absence of a prior expatriate merchant community* like in the case of UAE- current evidence in Qatar does not show significant earlier or continued presence of traditional Indian mercantile families, similar to that found in some of the other GCC countries. Selected examples of a few prominent "Indian" businesses:

[13]In the GCC region, it regulates the entry and stay of the migrants and restrict the ownership of property or kind. By extension, no expatriate could own a business license. Any business activity must have at least 51% investment by the local sponsor or *kafil* (the figure could differ among the other GCC states). On paper, the local "owner" has the share but in reality the *kafil's* participation is limited to the "fee" paid to him by the expatriate "partner". In most cases, it is an annual agreed amount (this practice is particularly true in the UAE). In contrast to UAE, it was noted that in Qatar, the *kafils* generally took more participation in the business with an actual investment and share in profits and there was more interaction between the expatriate businessman and his sponsor.

[14]The official figures do not indicate expatriate entrepreneurship as the businesses are necessarily listed in the name of the local partner-sponsor (whether it was the name/goodwill or if there was an actual monetary investment). In most cases, the expatriate-entrepreneur is found designated as the "Managing Director".

**Seashore Group of Companies**

[Mohamedali E.S]

Based in Al Khor and started in 1989, *Seashore Group of Companies* is one of the older and popular Indian "managed" businesses, and among the largest multi-faceted engineering and contracting conglomerates in Qatar (majorly into construction, industrial manufacturing, mining and minerals, oil and gas, power and utilities, retail, services and transport). Mohmedali E.S is the Managing Director with the Qatari sponsor/Group Chairman Saeed Salem Al Mohannadi. Mohamedali is a Kerala-origin businessman with stakes in more than a dozen businesses and more than 3,000 employees in his companies and is also recognized for his community outreach and support to the needy expatriates. At the foundation-stone laying occasion of the company's new venture, the then Indian Ambassador George Joseph commended on the Indian-managed group setting up a steel plant in Qatar as a "symbol of growing Indo-Qatar friendship".

As per local rumour, the company was appropriated by the sponsor in the past for a brief period but was later restored. Although not very common, such cases showcase the insecure atmosphere for expatriate-entrepreneurship in the country, where there is an unusual reliance on the goodwill of the sponsor. Perhaps it is for this reason on the positive side that, unlike the UAE (*kafala*-fee relationship), there would necessarily seem to be a greater trust relationship between the sponsor-expatriate partners in Qatar.

**Behzad Group**

[CK Menon]

Established in 1983, the Doha-based Group is mainly focused in fuel transportation by land and sea. Also of Kerala-origin, CK Menon is the Managing Director of the company and has commercial interests stretching across the GCC and the Middle East, Europe, USA, South America, Sudan and India. He is a well-known philanthropist and was conferred several recognitions such as "Pravasi Bharatiya Samman" in 2006 and the "Padma Shri" national award in 2009 by the Government of India for "out-standing contribution in the field of Social Service" including housing projects for the slum-dwellers in his Kerala hometown. An active figure in the Indian community socio-welfare activities in Qatar, he also acts as the director of the expatriate welfare association, NORKA ROOTS and the Infrastructure Kerala Ltd (INKEL) set up by the government of Kerala apart from a range of business interests in India. The Group is also into petroleum services, fuel bunkering, transports, heavy equipment, bakery, Car Care, plastics and trading enterprises in alliance with Al Misnad Transports and Trading and the Group Chairman is Saeed Salem al-Mohannadi.

The brief accounts show that the Indian enterprise in Qatar is also represented in the large conglomerate category, often with extension into diverse areas. Similar examples of successful Indian entrepreneurship are the Al Baraha Group, Transmedia International (TMI), Teyseer Motors, Gulf Lights. In addition, a few of the business leaders are also community leaders although also not at the scale as represented in the UAE. A majority of the big players in the expatriate-business field appear to be of Keralite origin (like the above two cases) although it is a mixed picture[15]. To name examples of the others: Teyseer Motors (Punjabi), Al Sulaiman Jewellars and Watches (Maharastra-Azim Abbas); a small but emerging number, from Andhra Pradesh including the Diplomat Group, the Prominent Group are also indicative. Unlike the UAE or Oman, where Sindhi and Gujarati traditional merchant families continue from their historical trading presence in the local societies and are

[15]During the fieldwork, the larger research focus at the time was on the expatriates from Kerala and Andhra Pradesh.

currently found well-entrenched (like the Jashanmal National Company, Uncle's Shop, Bhatia Brothers, Gulfar Group), it is not clear if Qatar has had similar such presence in the earlier decades. At present, it would seem marginal. Late Mulchand Assandas Kanjani was perhaps an example of such older merchant class (businessman and founder of ICBF mentioned in subsequent section), in whose name the local *Kanjani awards* for services to the Indian community in Qatar are instituted. Unsurprisingly but not as a necessary condition, Muslim names appear more numerous among the successful businessmen that perhaps attest the critical importance of *wasta*[16] and having local contacts for the start and the growth of an entrepreneurial venture, at least in the past, and religious affinity might comprise a contributory factor.

The sectors of concentration of the expatriate businesses are mainly in the service industries linked to oil and gas petrochemical field. There is also a wide representation in the fields of Retail, Transport, Jewelry, Textile, Trading, and Education among the others. Finally, as the entrepreneurs themselves assert: "in the examples of the expatriate businessmen in Qatar… we have all worked our way up the hard way" (meaning, often starting with salaried jobs in Qatar and not, with prior business backgrounds) - hence, the expat-entrepreneurs of Qatar are more the "locally-grown" kind.

## The professionals-category among the Indian expatriates is highly visible

The primary demand comes from the oil and gas industry that has attracted and absorbed the dominant mass of the professionals and skilled manpower from India. The occupational pool ranges from engineers, scientific researchers, technical experts and the managerial and administrative personnel. The supporting professional sectors have also developed to have a strong presence of Indians like the medical and health sector - doctors, nurses and other staff; the teaching and education sector - with teachers at the school level to higher institutions; the Chartered Accountants and auditors; the software and hard ware IT support professionals; and the journalism and media-related sector. Finally, the rising construction and development sector is emerging as important, employing a growing number of Indian professionals. In response to the demands of this sector, there is also a dominant presence of construction engineers, architects, project managers and other real estate related supply-skill groups.

The professionals-white-collar Indian expatriates are a publicly visible class in the Qatari society. They are dominant as consumers and clients in the market place in addition to being the service-provider group across different sectors. They are principal customers in the shops and Malls, the public places like the museums, parks, etc. A rise in their presence is also noted in the up-scale residential colonies/villas supposedly meant for the "white" expatriates (*e.g.* American, European) and the native Qataris. In addition, large residential colonies of some biggest employers like Qatar Petroleum, Qatar Gas, RasGas, QAPCO, QASCO, QAFAC, Q-Chem and others, show significant expatriate composition.

*The Ras Gas residential colony in Al Khor* is one such example, where there was an opportunity to spend two days and observe the expatriates and their social life. It might not be an exaggeration to quote that the Indian expatriate group represented nearly 70% among the residents and the expatriates in general might comprise almost 90% as a proportion. The residents were mainly managerial executives, technical and other administrative staff and their families. Other dominant expatriate groups appeared to be

[16]It means using influence through connections or contacts, and the practice is predominant in the Gulf region.

of Pakistani, other Middle East and European/American origin. Wide range of facilities from schools, commercial complex, clubs and sports facilities were housed within the colony providing for the comfort and needs of the resident employees. Among the schools were an International School following the British curriculum and another following the Indian stream (with CBSE-national syllabus). The social clubs evidently had majority expatriate membership. The expatriates of different nationalities do not seem to mix much socially but rather kept to their national groups and to their own social associations with specific exceptions in certain sports teams.

The Indians generally organized around region - and language-based affiliations (like it is found outside the colony, and also mirrored in the UAE). It was noted that the Malayalees (from Kerala) and the Telugus (from Andhra Pradesh) were the dominant groups followed by Punjabi and Tamil communities in the colony. *Arang* was one of the Kerala associations that showed a broader range of activity and mass in membership compared to the Telugu one that was found to be more an inner-group with activity largely limited to social get-togethers and entertainment. One "All-India" grouping, *Bharathi*, celebrated programmes with a larger scope and national events/festivals (*e.g.* Independence day or for a specific cause). A larger section of the respondents both male and female, expressed contentment about living in Qatar, in terms of their social life, the security, comforts and facilities of residing in a well-equipped colony and free from the bother of "unnecessary troubles and issues" (of the outside world). In the past decade, there was widening activity outside the Ras Gas colony in Al Khor town, majorly represented by the Indians - the growth of a commercial market that includes ethnic shops, and new residential areas with choice of cheaper accommodation, etc. There is currently a proposal to set up a new international Al Khor school by Indian businessmen. Local commerce is vibrant with mainly the Indians participating. The local fish market is an example. Regular leisure activities of the Indian residents included Cricket and other hobby groups, weekend getaways or get-togethers at the clubs/resorts coming up along the beach-side.

Among the main concerns for the Indian resident-expatriates in Al Khor involved the children's education after school level. It involves preparation to send the kids back to India for secondary and tertiary educations, coupled with the wife/spouse's regular visits/or prolonged periods of stay in India to accompany the children. Therefore, concern regarding the aside, otherwise many express that "life is good" and that for the family life, it is the most comfortable quality later education and the future careers of the children whether in India, the Gulf or abroad dominated the discourses. A less articulated challenge was about the career promotion of the expats to higher posts. It was widely shared that no expatriate generally reaches the highest positions irrespective of experience or merit and seem reconciled that this was the writ of the land. "In any case, we know who the real boss in our office is": often, the native Qatari in the top executive position only nominally heads the actual work front. However, it was shared that more Qataris are seen in the offices in the recent years including secretarial staff as a result of the Qatarisation (nationalization) policy. The challenges of living' – in fact, this respondent who later went to work in the US/Canada chose to return to Qatar for the stated reason. One of the deterrents identified with the option of returning to India was concern regarding re-absorption into the more competitive Indian job market. Gulf experience is generally not perceived at home as value-adding to the professional profile. Another reason given was that the "wives don't prefer it" (appreciation of the freedom of being independent from family; the comfort of

facilities). In a sense, the RasGas Al Khor colony was an "insulated" world for the resident-expatriates.

The blue-collar employees of the company lived outside the colony in labour camp quarters usually in difficult conditions, many of whom additionally do odd jobs/housework for the families inside the colony on their off-days and are mainly Nepali or Indian. Fewer number of Indian residents expressed awareness of the conditions in the camps outside the colony/involvement in support/voluntary activity to help the workers. Assumedly, other big companies have similar residential colonies.

## Community leaders or public personalities tend to be from the professional segment

Unlike the UAE, where the community leaders in the limelight almost necessarily represent the entrepreneurial segment, it is a different scenario in Qatar. For example, current personalities most referred in the local media and across the community in the UAE are Yousuf Ali of EMKE Group, BR Shetty of NMC Medicals, Mohan Jashanmal of Jashanmal Group, and more – they are all business leaders and with money/fame/influential clout. Compared to the UAE, a lesser entrepreneurial participation is observed among the community and the entrepreneurs have a lower public profile in Qatar's economy and society, at least at the moment. In Qatar, popular personalities are those known in their professional occupations and for their participation in community activity. The late KC Varghese had working experience with QTel and Gulf Times (in Telecommunications sector and later as freelance journalist) over three decades of living in Qatar and was considered an "unofficial ambassador" because of his popularity. Examples:

**R. Seetharaman**

He represents a rare example of an Asian/Indian expatriate achieving a top executive position till date in any sector in Qatar and is referred to as a phenomenon. He is the current CEO of Doha Bank (since 2007), the largest private commercial bank in Qatar. As a banker, he won several distinctions awarded, "Best CEO in Middle East Banking Industry 2008" during the 5th Leading CEO Summit. First starting his career about 25 years earlier in Oman as a Charted Accountant, he has become a symbol of the Indian expatriate success in Qatar not only as an international expert in his professional field but also as an extremely articulate and worldly-sophisticated individual in the broader public and social life of Qatar- in a certain contrast to the more stereotypical image existing of a self-effacing Indian expat.

**Dr. Mohan Thomas**

A doctor by profession, Dr. Mohan Thomas Pakalomattom finds frequent mention as among the prominent Indians at the current moment. A former gold-medalist from the prestigious All India Institute of Medical Sciences (AIIMS), New Delhi, he is claimed as the first ENT (Ear, Nose and Throat)-specialist in Qatar. He is currently a leading practitioner with prior experience of working with the Ministry of Interior for a decade in the 1980s. He is a popular community leader holding positions as the current President of the Indian Community Benevolent Fund and the Indian Medical Association and also as patron of several socio-cultural associations. Chairing the church construction committee, he is also seen to be instrumental in securing the land grant and the permission to build the Indian Church in Qatar. In July 2010, he has been conferred the Knighthood of Saint Gregory-Chevalier by Papal Order in recognition for his efforts toward the Syro-Malabar Christian community especially in the Gulf region and the church. Significantly, Dr.

Mohan Thomas also has several business ventures in Qatar to his name- the current Chairman of the popular Birla Public School (BPS), the Director of Global Auto Spare parts and more. Among his philanthropic and business activities extending to Kerala/India, he heads a non-profit charitable organization and Care Foundation in Kerala and is Founder-Director of Kochi International Business School.

These notables are considered the public spokespersons and the civilian ambassadors representing the Indian expatriates in Qatar. Their professional background in most cases remarks on the prominence of this segment, in terms of their influence in the Qatari Indian community.

## The associational life is relatively restricted yet strong

The number, scope and diversity of the collective associational activity of the Indian expatriates is smaller compared to the vibrant parallel case found in the UAE. It is a common feature among the GCC countries to restrict the associational representation of the expatriate communities to only one official organization for each nationality for their socio-cultural needs. In practice however, the expatriate communities generally have multiple organizations. This is also the case with the Indian group. The umbrella association registered with the Indian Embassy in Qatar (ICC) or with the Indian Consulate in Dubai (ICWC), acts as the host to numerous expat-organizations affiliated to it. The arrangement could symbolize either an ingenious alternative to the local legal restrictions or a natural evolution by an increasingly consolidating expatriate community. In the UAE, the story is of a strongly established associational life; in Qatar, it is a smaller and emerging picture. This might be reflective of the stricter policy environment in Qatar. Like the introduction of *WLL* status to enterprises is fairly recent in Qatar, concessions to a more visible socio-cultural representation might also emerge.

On the one hand, the associational life reflects the more nascent statuts of the Indian community in Qatar-Indian community in the background of local curbs on it. On the other hand, it also projects a community with certain strengths. The following examples demonstrate the strength of the community and also the strength of its professional composition.

### ICC and ICBF

Under the patronage of the Indian Embassy in Qatar, the Indian Cultural Centre (ICC, established in 1993) and the Indian Community Benevolent Fund (ICBF, established in 1984) act as the official bodies representing the Indian expatriates. The ICC has around 108 community associations registered with it and its activities are mainly concerning the socio-cultural needs of the community, whereas addressing the welfare needs of the underprivileged and the distressed Indians is the domain of ICBF. Both have a Chief Coordinating Officer nominated by the Embassy and function independently under a Managing Committee. In the UAE, in Dubai alone, close to 1 000 Indian community associations are estimated to exist[17] and with a far greater diversity in activity than that found in Qatar.

### Art of Living (AoL)

The outfit was disbanded in the recent period (2007-08) and the key members were allegedly expelled within a short span of about two days. The case is selected as an example of the firm official crackdown in Qatar, on any overt religious expression (other than the state religion of Islam). The government supposedly acted on the news

[17]The number is much higher than the official figure registered with the Indian Community Welfare Committee (ICWC).

that there was congregation and religious ceremony (*bhajan* or group singing of religious songs). As per an unconfirmed account, notice was given and the visas withdrawn of many as 200 members (many from the Al Khor community where the information was received). The local law prohibits public congregations, wherein any gathering of more than 12 persons requires police permission. Similarly, it is also deterred to engage in public fund-raising except through the Qatar Red Crescent organization. However, public events could be organized with the mandated permission from the police and from the concerned Embassy and requires a certain security presence. Examples exist however, when prominent community individuals with permission have hosted ceremonies/cultural events (like the *Diwali puja* or *Dandiya dances*) or raised funds (like toward the "Indian Church"). At the time of the fieldwork, the warning was fresh in the memory of the expatriates about the limitations on their activity, due to the recentness of the AoL event, the speed of the crackdown and the expulsions. Yet, it is also remarked that it was the advent of a particularly conservative Minister of Culture that is witnessing stricter rules (change noted especially since 2000).

In contrast to Dubai, where a temple for the expatriates following the Hindu faith has been functioning since decades (and a Gurudwara for the Sikh-followers inside the complex), in Qatar there is none. A temple-like *Dharmalayam* allegedly existed earlier, which is currently either shut down or functioning less publicly. However, the government has lately given permission for the establishment of a Church that now seems to house around 25 smaller churches representing different denominations within the same premise termed the "Church Complex". A respondent shared his belief that the "Christian faith was better tolerated" in the kingdom (than Hinduism); another expatriate shares that, "even the Sunnis cannot make functions openly" citing the example of how a popular Sunni religious leader from Kerala was curtailed during his visit to Qatar[18]. A few Indian Muslim entities operate with lesser restriction and are directly approved by Qatar government like the Indian Islamic Association and the Qatar Indian Islahi Centre.

**IEI and the IMF-Qatar**

The Institution of Engineers of India, Qatar (IEI-Qatar Chapter) and the Indian Media Forum-Qatar (IMF-Qatar) are two good examples of active and representative professional associations. They attest to a considerable presence of the Indian expatriates in the professional-segment. The former was established as an Overseas Chapter in 1991 and as per its claim: "with more than five hundred engineers associated, the (IEI) Qatar Chapter is the largest professional body functioning in Qatar at present". The IMF is also popularly known as the forum for the Indian professionals in the print and electronic media domains that actively conducts regular meetings among the fraternity and around 4-5 seminars annually. Numerous similar professional organizations exist such as the Institute of Accountants and Financial professionals in Business (IMA) and the Indian Medical Association and Indian Doctors Club-Qatar Chapter. Other entities mainly catering to the professional class such as Toast Masters' Club are popular.

A point again to note is that a significant majority of the membership in the community associations seems to be drawn from the white-collar professionals, and a smaller minority from the entrepreneurial background. In Dubai, the entrepreneurs had a greater presence than seen among Qatar's associations.

[18]Qatar follows the Wahabi school of Islam. Among the GCC countries, it is closer to Saudi Arabia in its practices.

## The young-second-generations express rooting/local affiliation

A few interviews with the younger generation expatriates born and/or brought up in Qatar revealed some interesting trends. In both the sites for fieldwork in Doha and Al Khor, interactions with the second-generation individuals who were currently working in Qatar or pursuing higher education, revealed the youth expressing a preference to stay in Qatar. They felt a greater affinity for having grown here. Some of them had most of their higher education in India (secondary school, graduate and post-graduate) [19] and chose to return to work in Qatar and start a family. A few others were currently pursuing education in India/elsewhere abroad, but had plans to look for a job in Qatar. It is a surprising trend because until recent years, the popular destination for careers and for immigration for the "Gulf-kids" was understood to be the "West" symbolising attractive locales especially for their liberal societies (mainly the USA, Canada, the UK, Europe and Australia/New Zealand). It was because citizenship or naturalisation was almost impossible under the current laws in the host-Gulf countries hence, immigration to the greener West was the eventual project commonly encouraged by the expatriates for their children. Choice to return to India for career/life advancement has generally been a lesser occurrence, in the pursuit to achieve upward social mobility. And in general, as reflected in the personal interactions with both groups, the second-generation did not have the same identification with their « home-country » like that expressed by their parents.

The most recent trend shows the younger generation preferring to return to Qatar in spite of the future-uncertainty element. In addition, their express choice of Qatar rather than any GCC country demonstrates that economic opportunity was not the sole factor. It also reflects their affinity to or/and confidence in their future within the host country where they grew up. The presence of family members in Qatar and pre-existing contacts might also be a criterion.

Two other trends are the mushrooming of Indian higher educational institutions/businesses in Qatar – new ones or the extensions of Indian branches (*e.g.* Madras Management Training Institute Doha) and the enrolment of a miniscule but increasing number of expatriate children of Indian origin in Qatar's educational institutions (like the Qatar Foundation[20]). The latter tended to be highly expensive and intended to cater to the offspring of Qatari or the Western expatriate. However, presence of a number of Indian students[21] points to not only that the expatriates are increasingly able to afford the expensive education, but also that are willing to invest in their children's education and their futures, locally rather than with a deliberate eye toward India or elsewhere.

[19]The expatriates are generally obliged to send the children abroad for higher education (either India or elsewhere). Two reasons: first, the absence of quality higher education institutions within the Gulf till recent years. Second, the local laws allow the parent to sponsor residence in Qatar to a child only up to a certain age, roughly until the secondary education level (up to marriage in the case of girls). There is an exception if the child is independently admitted in a local college/university.

[20]Qatar Foundation's campus called the Education City, currently hosts the largest enclave of American universities' branches outside the USA: Virginia Commonwealth University, Weill Cornell Medical College, Texas A&M University, Carnegie Mellon University, Georgetown School of Foreign Service and Northwestern University. Recent addition of other international institutions include HEC Paris and University College London.

[21]The student profiles living in the campus hostels attached with some of the institutions give some evidence. The number also includes students from India (from the more affluent sections), choosing to enroll in the prestigious international and also Indian educational branch institutions in the Gulf region. Reasons include physical proximity compared to studying in the USA or other popular destinations and also the tougher competition faced in India, for example, to acquire admission in select disciplines.

## Conclusion

Like its title suggests, the paper describes the Indian community in Qatar, focusing particularly on the segment mainly engaged in professional occupations. The expatriate population also comprises a prominent white-collar-professional class, in extension to the stereotypical categorization of the Gulf expatriate as "blue-collar labour". The "white-collar" manpower was found to be relatively more influential and visible in the Indian community in Qatar as a whole. In the Emirates, there was more vibrant participation of the Indians in the private sector. The reason why it is so that the "white-collars" stand out among the Indian community in Qatar is a mix of several factors: Qatar's principal oil and gas industry demands skilled and professional workforce. As a richer and a less diversified economy, Qatar does not have the incentive to be responsive to nurture the entrepreneurial ventures of the expatriates nor does it embody a range of opportunities like the UAE does (especially Dubai); The Indian community is relative newer or younger in Qatar and experiences a less secure position in the host society (in Dubai, the Gujarati/Sindhi-origin Indian merchants had a prior or settled presence). Further, Qatar has a stricter and resolute policy atmosphere and hence, it restricts the socio-economic-cultural vigour of the expatriate community. Thus, the Qatar-Indian community has a somewhat different and a miniature profile compared to that of the UAE. Yet, the Indian community in Qatar nevertheless projects strength on its own terms and it currently shows to be resilient. There appears a consolidating trend, given the sustained demand for expatriate manpower and the preference to stay increasingly demonstrated by the second/next generation-expatriates.

Radhika Kanchana
PhD candidate in Political Science/
Doctorant en Sciences Politiques
Sciences Po, Paris.
Radhika.kanchana@hotmail.com

---

## Bibliography

Ali, Syed (2007) Go west young man: the culture of migratin among Muslims in Hyderabad, India, *Journal of Ethnic and Migration Studies,* Vol. 33, N°1, pp. 37-58.

Buxani, Ram (2003) *Taking The High Road,* Dubai, Motivate Publishing, 248 p.

Davidson, Christopher M. (2007), The Emirates of Abu Dhabi and Dubai: Contrasting roles in the International System, *Asian Affair,* Vol. 38, N°1, pp. 33-48.

Davidson, Christopher M. (2005) *The United Arab Emirates: A study in Survival,* Boulder and London, Lynne Rienner Publishers, 333 p.

Gardner, M. Andrew (2008) Strategic Transnationalism: The Indian Diasporic Elite in Contemporary Bahrain, *City & Society (American Anthropological Association),* Vol. 20, N°1, pp. 54-78.

Hvidt, Martin (2007) The Dubai Model: An outline of key components of the development process in Dubai, *Centre for Contemporary Middle East Studies, University of Southern Denmark,* Working Paper N°12, 30 p.

Jain, Prakash C. (2005) Indian Entrepreneurs in the Gulf Countries: Some Case Studies, *India Quarterly,* Vol. LXI, N°4, pp.123-142.

Jain, Prakash C. (2003) Culture and economy in an "incipient" diaspora: Indians in the Persian Gulf region, *in* Bhikhu, Parekh ; Gurharpal, Singh and Steven Vertovec (eds.) *Culture and Economy in the Indian Diaspora,* London, Routledge, pp.102-122.

Kapiszewski, Andrzej (2001) *Nationals and expatriates: population and labour dilemmas of the Gulf Cooperation Council states,* Reading, Ithaca Press and Garnet, 290 p.

Lavergne, Marc (2003) Golfe arabo-persique : un système migratoire de plus en plus tourné vers l'Asie, *Revue Européenne des Migrations Internationales,* Vol..19, N°3, pp. 229-241.

Mangamal, Pancholia (2009) *Footprints: Memoirs of an Indian Patriarch,* Dubai, Motivate Publishing, 310 p.

Marchal, Roland (2005) *Dubai: Global City and Transnational Hub, in* Madawi al-Rasheed (ed.) *Transnational Connections and the Arab Gulf*, New York, Routledge, pp. 93-110.

Osella, Filippo ; Osella, Caroline (2006) Business and community between India and the Gulf: Muslim entrepreneurs in Kerala, India, In *Gulf Studies Conference,* Conférence (Exeter, 2006/07/4-6).

Pessoa, Silvia ; Rooda al-Neama, and Maha al-Shirrawi (2009) *Migrant Workers in Qatar: Documenting their current Situation*, Qatar, Carnegie Mellon University, Final report, QNRF Undergraduate Research Experience Program Project.

Rajamony, Venu (2010) *India and the UAE: In Celebration of a Legendary Friendship,* Dubai, Indian Expressions, 265 p.

Seccombe, Ian J. ; Lawless, R.I. (1986) Foreign Worker Dependence in the Gulf, and the International Oil Compagnies: 1910-50, *International Migration Review,* Vol. 20, N°3, pp. 548-574.

Shah, Nasra M. (2004) Gender and Labour migration to the Gulf countries, *Feminist Review,* N°77, pp. 183-185.

Venier, Philippe (2007) From Kerala to the UAE: Emerging trends in a mature labour migration system. The development of entrepreneurial initiatives, In *Gulf Studies Conference,* Conférence (Exeter, 2007/07/4-7).

Vora, Neha (2006) Citizenship in the UAE: Indian expatriates, the Emirati State and Dubai's city of gold, Paper presentation, In *Gulf Studies Conference,* Conférence (Exeter, 2006/07/4-6).

Weiner, Myron (1982) International Migration and Development: Indians in the Persian Gulf, *Population and Development Review,* Vol. 8, N°1, pp. 1-36.

Winckler, Onn (1997) The immigration policy of the Gulf Cooperation (GCC) States, *Middle Eastern Studies,* Vol. 33, N°3, pp. 480-493.

# What's new in the Gulf? New technologies, consumption and display of modernity among Nepalese workers in Qatar

**Tristan Bruslé**

"In the context of Nepal, modernity still remains a dream, a quest of life and an unavoidable destination of history." Sanjeev Pokharel, *Being 'modern' in Nepal (2007).*

**A room. A young adult is sending an SMS to his friend next door. The other is refreshing his Facebook profile on his smartphone while the third, lying on his bed, is watching a online film on his laptop. A classic scene in any room on a Western university campus? Without a doubt, but also a classic scene nowadays in a Qatari *labour camp* inhabited by migrants from the Indian sub-continent.**

The development of capitalism, the global flux of migrants and the different countries as sources of manpower participate in the spread of patterns of modernity which are adopted and adapted by migrants. In the Arab Gulf countries, migrant workers from the world's peripheral states or regions become immersed in a world that is strikingly different by the unusual size of the buildings, the omnipresence of brand new cars, of mobile phones and sets of artifacts which migrants consider modern. They belong to the global, mobile working class which is being culturally transformed by migration (Appadurai, 1996). This is especially due to the huge gap in development that exists between origin and destination countries, in this case Nepal and Qatar: mobility definitely "has the capacity to throw people into particular social and territorial universes" (Berthomière, 2009 : 178). Living in these new universes, migrants change and transform the society they belong to. The path of transformation is often seen as a path towards modernity or what migrants interpret as modernity. The latter term is used by Nepalese migrants as an adjective (*adhunik*) to describe something which is opposed to tradition (*parampara*). In Nepalese migrants' minds *adhunik* also means modern, new and fashionable. The whole idea is associated with urbanity and access to connectivity. To chat on Yahoo, to take an interest in computers, clothes and pop music (*pop git*), and to despise caste discrimination are signs of modernity. The latter has emerged in the cities' growing middle class, particularly in Kathmandu

which has undergone rapid development since the 1980s (Liechty, 2003). Ostentatious consumption has become a sign of wealth and a means of taking part in the world at large (*Ibid.*). For migrants often living a life of hardship, the "mise en scène" (Goffman, 1959) of their consumption by using new technologies makes them come across as modern. A migrant's carefully selected self portrayal contributes to the building of global "technoscapes" where technology "moves at high speeds across various kinds of previously impervious boundaries" (Appadurai, 1996 : 34).

This research note is based on observations and dozens of interviews with Nepalese migrants that were carried out in Qatar in 2006, 2008 and 2011.[1] I did most of them in a labour camp where I spent a total of about twenty days.[2] I stayed in a separate room in the camp, so that I could see and talk to the migrants when they were off duty. My time schedule depended on migrants' work hours, and I was able to talk to them either individually and record their interview, or interact with them as a group. The migrants I met do not belong to the urban middle class. Most of them are from a rural background and even sometimes from very remote villages, with no electricity or access to motor roads. Migration to the Gulf is often associated with the first visit to Kathmandu. Among the many features that make the Gulf experience so peculiar (remoteness, different culture, contract-based work, life in *labour camps*), the encounter with a kind of material modernity is definitely part of the migration experience. All migrants recall their arrival in Qatar and their astonishment when confronted with the skyscrapers. After a few months, when they have managed to save enough money, they buy their first mobile phone.

Here I will raise a few issues about the use of material items that are considered modern and to which access has been made easier or quicker by the fact that migrants are in a fast developing and rich country where modernity in terms of infrastructures, buildings or education is a national value which pervades Qatari society (Adham, 2008 ; Alraouf, 2010).[3] I will consider technological items and the use of new information technologies as objects worthy of analysis to understand how migrants gain access to what they consider modern[4]. The display of such items and of the "modern man" image is possible by easier access to money and consumption.

I will first consider how the Gulf, and Qatar in particular, is seen as modern by migrants, especially in opposition to India. Then I will show how new patterns of consumption are adopted and used to bridge communication gaps between migrants and their family. And finally, the question of self-portrayal on the web thanks to modern means will be discussed.

## The Gulf as modern *bidesh*[5]

The Gulf is an old destination for Indian, Pakistani or Bangladeshi migrants whereas the first Nepalese only arrived in the mid-90s. Labour migration is not a new thing for the Nepalese, who have depended on seasonal work in India for a long time. In no way can migration from Nepal be considered a modern phenomenon but we can take for granted this assertion: "no modernity without somewhere else" (Barrère and Martuccelli, 2005 : 60). During the first years of the new millennium, the escalating civil war, the growing pressure on the

[1] I did my PhD thesis in geography on Nepalese workers in northern India (2006) and decided to follow the migrants to their new destinations.

[2] The camp where I stayed cannot be considered as representative of all labour camps, particularly because migrants are not employed in the construction sector but mainly work in offices, mainly as cleaners, office boys and other unskilled jobs.

[3] The Gulf countries political systems cannot be described as *modern* in the Western sense of the word.

[4] See Diminescu, 2008.

[5] *Bidesh* means foreign country as opposed to *desh* or *swadesh*, one's native country.

internal labour market, the lack of perspectives for hundreds of thousands of young adults in Nepal and the opening of foreign (*i.e.* not Indian) job opportunities paved the way for massive out-migration (Bohra and Massey, 2009). According to the Nepalese Foreign Employment Department, every year about 250 000 job seekers leave for the Gulf countries, Malaysia, Australia, Europe, Hong Kong or the USA[6].

With the exception of India, the Arabian Gulf and Malaysia are the easiest destinations to reach, where the demand for unskilled or semi-skilled Nepalese labour is at its highest. Although no official statistics exist, it is said that a large majority of the 1.2 million to 2 million Nepalese workers in the Gulf are unskilled.[7] Most of them are from villages and thus discover a brand new world, far different from what a lot of them or their kin have experienced in India. Departure to the Gulf or Malaysia constitutes in itself a form of modern behavior: "being modern means leaving" (Barrère and Martuccelli, 2005 : 60) to the Gulf, not to India. There is indeed "an intimate relationship between aspirations to 'modernity' and migration as a vehicle for their possible realization" (Gardner and Osella, 2003 : x). The Gulf's urban environment makes a great impression on Nepalese migrants, and slowly makes them believe they could be part of this new modern world or at least that by grasping something they could be part of the modern trend they end up living in. In the Nepalese context, to be modern is perhaps not an injunction yet development discourses place modernity, progress and social changes at the heart of social dynamics (Pigg, 1992).

### India and the Gulf as opposite working destinations

For those who have worked in India before coming to Qatar or for those who know India through the other's experiences, the Gulf, and Qatar in particular, represent a complete novelty. Contract-based work, life in *labour camps* or *villas* and the work itself with its high constraints in terms of time schedule and holidays are definitely new experiences. Moreover, the urban landscape made up of lit-up four-lane highways, high towers, luxury shopping malls and huge cars acts as a stimulus for migrants. These items seem to be the norm, at least for the people who can afford it, and to pervade all strata of society. Although migrants may describe and experience India as a land of modernity, because it contrasts greatly with Nepal's under-development, it would appear to remain too close to Nepal (regarding distance and culture) to be put into another category. In fact, India has an ambiguous status which is summed up by a migrant I met from the Northern state of Uttarakhand: "I *know* that India is not my country, it's a foreign country but I do not *feel* it's a foreign country" (my emphasis). Moreover, Nepalese migrants in India share the fate of internal migrants whose living and working conditions are those of the proletariat. Often living in cramped rooms or in slums, the Indian experience is far less rewarding than what they may find in Qatar.[8] The Gulf (*khadi desh* in Nepali) certainly epitomizes otherness and modernity. Even though there is unequal access to spaces and items representing modernity, unskilled and poorly paid migrants try their best to be part of the

[6]Figures published regarding labour migration to India are rather vague due to the freedom of circulation between both countries. According to Nepalese associations in India, there might be as many as 2 million Nepalese workers in India.

[7]Giving precise figures is out of the question. The governments of Gulf countries do not publish nationality-based statistics whereas foreign embassies only have a vague idea of the number of their citizens. There are an estimated 350 000 Nepalese in Qatar (http://www.ekantipur.com/np/2068/3/8/full-story/331321.html).

[8]Meaning the majority of migrants whose stay in the Gulf enables them to pay back the loan they took out to travel there and to save enough money to send their children to private school, buy land or build a new house.

global trend towards high tech means of communication and entertainment.

**The "spectacle" of Doha, a differential access**

The story of Doha is well documented by Adham (2008) who shows that the quest for urban modernity has been a major concern for property developers in Doha. The Qatari capital has become another place in the Gulf for architectural experiments (skyscrapers, stadiums, shopping malls but also artificial islands such as Pearl Qatar) so that every day "old" buildings (built before the 1980s) are pulled down and replaced by new, modern ones. Doha has become a "spectacle" (Adham, 2008) which is not accessible to everyone.

Migrants most definitely recall their arrival in Qatar. Most of them underline the hostile environment they discover ("there is no greenery") when they leave the airport. They are also relatively impressed by the somewhat provocative wealth displayed everywhere until they realize that they will only benefit from a fragment of it. Indeed, they soon realize that even though "they thought that the Nepalese were living in nice buildings", their living conditions rate them as working class.

The high degree of development in Qatar is greatly perceived and contrasts with the low levels of *bikas* (development) in Nepal. The word *bikas* is a powerful and meaningful ideology which carries notions of economic betterment, westernization, modernization and also opposition between places (Pigg, 1992). When established abroad, migrants rapidly realize the extent of the structural oppositions between their birth country and Qatar, the latter epitomizing *bikas* and the former modernity. The hegemony of the modernization discourse, which pervades Nepalese school education and official national policies (Pigg, 1992), finds a striking illustration in Qatar. The migration destination is the modern place *par excellence.*[9]

On the whole, migrants in the *labour camp* where I stayed work in offices. Their working environment is modern as it is located in a tower block in the West Bay (the new skyscraper area of Doha) and because the work is clean (See paragraph 3-2). Apart from in the work place, migrants cannot fully benefit from modern places, given the restrictive policies applicable on Fridays (the only official day off in the week) regarding access to shopping malls, to the new yet ancient-looking souk Wakif and to the Corniche promenade along the seafront. Since 2008, "family day" rules are enforced in such places, whether privately owned or publicly managed. The rules formally consist in only allowing access to families in order to limit entry to bachelors. It is in fact a race and nationality based policy aimed at forbidding poor south Asian bachelors entry into the malls, for fear that they tease women and frighten away "real" customers (See Bruslé, 2010). Another difficulty workers have to face is the lack or the inefficiency of the public transportation system. Buses from labour camps to entertainment venues seldom run and are full on Fridays. Taxis are expensive and drivers are unwilling to venture into the labour camp area. However, despite these restrictions and constraints, Nepalese migrants manage to get a glimpse of modernity in the centre of the old city, where most of the migrant-dedicated shops are located. Mobile phones and computer shops are at the forefront of the commercial hub of "National" where migrants gather by the thousands on Fridays.

Notwithstanding this limited access, there is an imperative among migrants to consume. The demonstration effect is evident among workers who live and work together. The desire to own things they could not even envisage in Nepal, the

[9]Nevertheless, the most modern place is *America*. But because migrants have not been to the U.S.A., Gulf countries symbolize an accessible modernity.

availability of money, even though limited but still more widespread than in Nepal, make migrants yearn to be part of a consumer society they could not be part of while in Nepal.

## "I consume, therefore I'm modern"

One of the ways of appearing modern is to buy high technology items. Given the Nepalese context of *bikas*, the Qatari one and the global one where "consumerism, driven by globalization/modernization, has become a normative goal" (Rigg, 2007), Nepalese migrants are subject to a great desire to consume. For some of them, consumption had already begun in India where it is a way to differentiate oneself from the other (Sharma, 2007).

The links between migration and discovering new ways of spending money, for so-called unnecessary or superfluous goods, are not always so simple. Even though the consumer society in Nepal is still only emerging and is localized in towns among the middle classes, spending "for nothing" is not at all new. In Nepalese villages too, young adults do not hesitate to spend money on alcohol, cards or clothes. Being abroad makes them more affluent and freer to spend money as they wish. Thus, the dilemma of a "useless" or not so necessary consumption may be summed up rapidly as a choice between saving for the family or spending on oneself. As we will see, these two types of behaviour are not such a contradiction as they may seem, given the transnational features of the migration studied. Earning their living in Qatar opens up the possibilities of consuming technological items. Even though blue collar workers' salaries are low,[10] and the pressure to send money home is high, most migrants manage to go beyond any moral obligation, and to think about themselves and consume. Patterns of consumption are important in order to figure out who looks modern and who does not in the eyes of others.

### Consuming in Qatar

Most migrants say they came to Qatar for economic reasons.[11] They all recall the human and financial cost of their expatriation, the sacrifice they make by being separated from their families and not seeing their children grow up. After spending some time in a labour camp and having visited others, I realized that the rate of consumption is high and that it seems to be part of a strategy to make life bearable. Another point concerns the difficulty in passing the time: workers complain that "there is nothing to do in the camp" and that they have too much free time. They usually work eight hours a day, sometimes more if they get the opportunity to earn over-time.[12] In the camp where I stayed, about half of them have a second job which consists in working in private houses. It enables them to double their monthly income. However, the bulk of workers come back to the camp around 4 pm Up until bed-time (10-11 pm), they have to "kill time". The lack of any social life unlike in their villages back home, where it is possible to roam around and pass the time among friends and family, is sorely felt. Nowadays, finding means of entertainment seems to involve longing for modern things.

[10]In 2008, in the same labour camp (203 workers), the average wage was 137 € but 65% of the workforce in the camp, cleaners and tea-boys, earned a basic salary of 78 € a month (Bruslé 2010). Since 2008, salaries have increased, no doubt because the Nepalese Embassy only gives its approval to contracts with salaries above 800 Qatari riyals (152 €, food included). For example, according to Nepalese Embassy website, for 4,656 approved job offers for the coming months, (from May 1st to August 25th 2011), the average wage is 181 € per month whereas 84 % of employed workers will earn less than 200 € (http://www.nembdoha.com/demand_letter_attestation.php?s=0&np=4).

[11]I will not emphasize the complexity of migrant's motives to work abroad (See Bruslé 2010).

[12]The journeys are not included in work time.

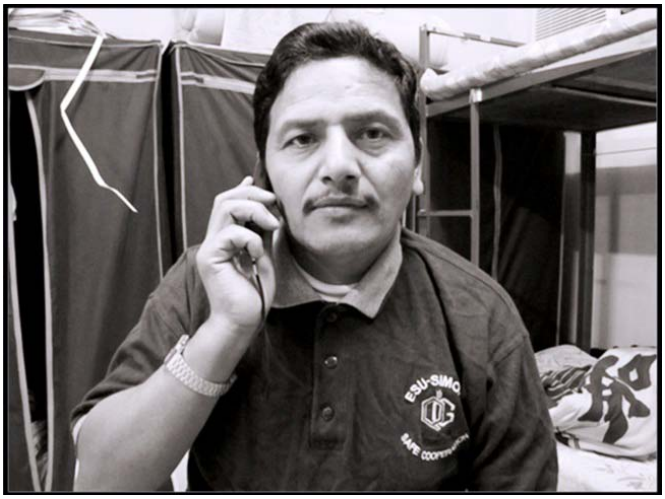
At night in the labour camp rooms, some prepare extra food in their rooms, others chat on *Yahoo!* or watch television. Phones never stop ringing. My two stays in the same camp in 2008 and 2011 proved to me the extent of the *modernization* of the camp and of the trivialization of technological items. All rooms are equipped with a television set, a DVD player and broadband access to Internet.[13] All 200 workers now have a mobile phone. As picture 1 shows, access to a phone is the first sign of entering the world of modern technology. Phones are used to communicate with friends or family members in Qatar, to take pictures or to play games. Men talk about them, exchange them, and spend time downloading new ringtones.

Personal laptops have emerged so rapidly that approximately a quarter of migrants now own a computer, which are all linked up to the Internet. Thus mobile phones have been substituted by laptops. In 2008, up to three or four men gathered around a mobile phone to see a short movie or watch the proud owner of the phone play a video game. In 2011, phones, having become banal, have lost their cachet. Laptops are now the focus of attention because in addition they enable more people to watch an online movie for instance (Picture 2). What can be considered "modern" if we talk about entertainment? The very notion of entertainment, as a kind of organized institution with an entry fee, a timetable, a programme, is new to this generation. In Nepal, it is only in Kathmandu, Pokhara and Damak where rock and pop concerts are organized where the young urban middle-class gather by the hundreds.[14] In Qatar, workers discover these new kinds of entertainment, and they are able to approach otherwise inaccessible "stars". Concerts that are regularly organized in Doha by businessmen or cultural associations are famous among migrants. They get to see famous Nepali singers or actors who perform on stage in a somewhat minimalist way, only singing to the sound of pre-recorded music. In January 2011, the Asian Football Cup was organized in Qatar. Groups of migrants of all origins thronged stadiums their tickets often paid by their company (Picture 3). This kind of amusement belongs to the urban realm, to an entertainment industry to which they have no access in Nepal.

Patterns of consumption also imply consuming sex and alcohol. I will not linger on this point because this is nothing new among migrants, nor is this considered modern. But this kind of spending may be a risk to migrant's efforts to save money.

[13]This particular camp may be privileged regarding the Internet connection, although a monthly fee for each connection is demanded.

[14]In February 2011, the singer Bryan Adams gave a concert in Kathmandu. The first ever "international star" to walk on stage in Nepal attracted thousands of fans and aroused media attention.



**Picture 1** : This man has been in Qatar for eight years. He insisted on being photographed with his mobile phone. (*Doha, 2011).*

**Picture 2** : Laptops as items for storing and sharing family pictures, movies and news about Nepal *(Doha, 2011).*

**Picture 3** : During a football match (2011 Asian Cup). Thumbs up! With body language borrowed from Western ways they show off in pictures.[15] *(Doha, 2011).*

[15]The contrast is striking between this picture and those taken of people of an older generation in villages. When in front of the photographer, the latter dress formally, stand straight, do not move and never smile.

In India among the Nepalese migrant community, roaming through the city is looked down upon and considered pointless by the older generation for whom "only fools walk aimlessly" (Bruslé, 2006). In Qatar, migrants like to wander, to visit new places, to go and take pictures of themselves along the Corniche or at the shopping malls (Picture 9). Wandering is seen as a pleasant pastime, a way to meet friends, to see girls and discover new things. However, for lack of time, due to the remoteness of their camp and to the difficulty of getting to Doha on Fridays, migrants do not often go out of the camp. After a few years, the quest for wandering vanishes and life is mainly spent at work and in the camp.

Those who are more inclined to consume and spend, without seemingly taking into account the needs of the family back home, are: 1- those who have just arrived and are fascinated by other people's consumption and who are in a hurry to follow the trend; 2- those who have been there for a long time and whose links with Nepal seem to be weakening. Most migrants are reluctant to talk about their spending in Qatar. To overcome the guilt of thinking about themselves, they would rather focus on the fulfillment of their duties towards their families even though the *bidesh* experience enables migrants to broaden the scope of activities, entertainment and consumption they were used to in Nepal.

Sometimes described as "neo-liberal spaces" (Marsden, 2008), labour camps may correspond to a modern form of dealing with manpower, in countries which combine authoritarian political regimes, liberal economic policies and strong control over foreign workers (Barma, Ratner *et al.* 2009). But inside the camp, what indeed could be related to the modern world? Rooms in the labour camp where I spent time are decorated with Nepal maps, pictures of Hindu deities or Bollywood stars. Television seems to be one of the main objects that ties workers to each other. Usually situated at one end of the room, it is left on as long as there are men in the room (Picture 3). All roommates contribute to the purchase of the TV set, and to the subscription to cable television. But is a TV set really proof of modernity? It might be considered so if we think of these migrants as rural dwellers with little or only recent access to electricity.

**Picture 4** : Extra food is prepared in the room, a Bollywood film is on in the background.

*Doha 2011.*

### Transnational communication and new information technologies

New information technologies are of course not only items of prestige; they are used to communicate and to bridge the gap in distance. Mobile phones are used to send text messages and to make calls mainly in Qatar due to the cost of international calls. Migrants with fifteen years' experience abroad remember the time when they wrote letters to Nepal. Nowadays, getting in touch

with the village is easier although most Nepalese villages are still deprived of phones lines and of mobile phone coverage. Nevertheless, it is not rare nowadays for couples to communicate with a phone bought in Qatar. Moreover, many internet cafés, in the labour camp area, propose Internet telephone services at cheap rates. Migrants are therefore able to call their families once a week or once a fortnight. Otherwise, some have several phone cards so that they can choose which company offers the best price. Otherwise, a cheap way of telling the person you love that you have not forgotten her/him is by "missed calls".[16] Every night, Babhi K. receives a "missed call" from his wife when she goes to sleep. He answers in the same way. If migrants manage to speak to their wife, they exchange news about health, work, and agriculture. Invariably, the wife asks her husband "when are you coming home?" That makes the migrant even sadder than before the phone call but contributes to the condition of being a foreign worker: "that's the destiny of a *pardeshi*[17]".

Internet is not so much used by migrants to communicate with their families back in Nepal, or I should say, that is only the beginning. No one has ever told me that they write emails home. The reasons for this are twofold and result from a lack of economic capital and education. Firstly, there might be technical constraints with regard to communication. Most families do not possess a computer, while those who do seldom have a broadband connection, which is essential for live dialogues. Secondly, family members who are in Nepal usually do not know how to use a computer. Most migrants I interviewed have learnt how to operate a computer in Qatar. That is why most of migrants' communications via Facebook are with migrants in Qatar, and mostly with those who are in the same camp, or with migrants who are on holiday in Nepal. Keeping contact with friends or scattered members of the family in the Gulf itself or elsewhere is also common practice. The phone remains the main way of exchanging news with one's wife and children, while the internet is used more in the migrant's circle of friends.

## Displaying one's own modernity

**Picture 5**: Posing in the office, posted on Facebook.

*Facebook, 2011.*

New technologies also enable migrants to stage a "mise en scène" (Goffman, 1973) of themselves and of their everyday life (Picture 5). Digital cameras, computers and Facebook are used to show "the world" what life is like. The use of this means of portraying themselves is definitely a way of differentiating themselves from those with no access to modern technology and at the same time, is a way of conforming to more global trends in digitalizing everyday life. Since January 2011, I have been following the online activities of a dozen men (in their 20s) who regularly update their profiles on Facebook. I have so far mostly been a passive observer, and have only posted a few comments on pictures sent by migrants from Qatar or from Nepal. Some of them add postings several times a day whether personal thoughts, poems, pictures or links to video clips or news.

[16]If the phone rings but is not answered, "you have one missed call" is what appears on the phone screen.
[17]*Pardesh* (foreign country) is opposed to *desh* or *swadesh*. See footnote 6.

The question of self-representation is primordial here. How do young migrants portray themselves on the Net? How are new information technologies used to create a façade, to shape a social image? Can communities be built by taking part in digital social networks?

**The importance of being on the web**

Being present on the web mainly via Facebook shows workers' degree of modernity. Asking me for my email address and giving theirs during our interactions is also a way of showing others that we both belong to the same connected world. I rapidly understood that if I wanted to get in touch with migrants, I had to register on Facebook. Although I am not a woman - girlfriends are most sought after! - requests from migrants in the labour camp to be my friend flooded my in-box in the days after my arrival.

Men I have been in touch with on Facebook use it to show pictures of their life in Qatar and to wait for comments. Pictures do contribute to the creation of a kind of "official discourse" or official representation about what the migration experience is about. They focus on a particular situation where migrants are seen to be in an advantageous position and they emphasize the positive aspects of migration. There does not seem to be any desire to show the "reality" of life, as picture 6 demonstrates. Here the aim is not to make others believe that the migrant has bought a car – no one would ever believe that – but to show that he has access to such things. The migrant's prestige is linked to the places and objects he can access.

**Picture 6:** "I bought a new car" (posted on Facebook).

*Facebook, 2011.*

Most of the pictures are taken at work, in offices. The classic picture shows a worker dressed in a clean white shirt standing in front of a desktop with a computer. No one really knows if it is his computer (there is little chance as most jobs are for cleaners, tea boys, photocopy boys, clerks) but the illusion is here to stay (Picture 5). All the "mise en scène" in the picture revolves around modernity: the environment is clean, the style of dress relates to office work, the computer means up-to-date working tools. For the sons of peasants, showing the contrast with village occupations and clothes is of particular importance. I have not yet come across pictures of men doing any manual labour[18] although there is a short film shot by migrants about their lives.[19] Entitled *Qatarko* jeevan, *Life in* Qatar, it is a reconstitution of a labourer's life spent in the sun, crushing stones. This is the only example I have found of a near-to-reality display of Qatari experiences.

[18]The reason could be that people from the camp where I stayed work mainly in offices. They no doubt have contact with construction workers (the majority of Nepalese migrants in Qatar) who perhaps post pictures of themselves on their building sites.

[19]It is available on YouTube: http://www.youtube.com/watch?v=nidju9WY89Q. In the camp where I stayed, some men are involved in a cultural association which organizes concerts, shows and which edits a cultural bulletin. Some of them also record video clips of Nepalese songs which they shoot on Qatari beaches and in the romantic settings of public gardens. These are then posted on YouTube.

**Picture 7**: Modern man's possessions on show.

*Facebook, 2011.*

The other situations portrayed here show how migrants occupy their leisure time: at concerts, wandering through malls (Picture 8) or along the Doha Corniche. Featuring these modern places, they symbolize access to a new modern world. Many pictures show men dressed in "first-rate" clothes and sunglasses (Picture 7). The style of body language is changing shifting towards the North American way of expressing joy, satisfaction and a certain kind of "cool" attitude shown by hand gestures for example. The appropriation of signs associated with Western modernity goes hand in hand with comments which make a joke about the resemblance of the man photographed with Bollywood "heroes" or stars. These are usually made in Nepali (usually in Roman characters or in Devanagari) but some English expressions are always used. "Bro" (for brother) has replaced "dai" or "bhai" (older or younger brother in Nepali), thus doing away with the hierarchical dimension attached to vernacular terms. "Nice pic" and "thx" are the most common terms for expressing one's appreciation of a friend's picture. The use of the universal language is a sign of modernity, which also differentiates migrants[20].

In contrast, migrants also post pictures of their village or hometown. Nostalgia for their place of birth and the romantic image of life in their home village and of festivals prompt migrants to post such pictures. It celebrates country life, its simplicity for there is a kind of moral obligation to assert such attachment to the place where migrants were brought up. Modernization does not mean a simple break from traditions or from belonging to villages.

**Picture 8**: In the Villagio Mall where the décor is inspired by Venice.

*Facebook, 2011.*

Pictures, as selected moments of life abroad and at home, do not of course tell the whole story. There are many "black holes" in the portrayal of the everyday life of a migrant in Qatar, in particular, as far as the banality of the daily routine is concerned. Interestingly enough, based on these pictures, an outside observer would find it difficult to figure out what a *labour camp* is. The camp itself, as living conditions are not so comfortable, is not seen as an object of public interest. Deviant modes of behaviour are concealed: although alcohol is consumed, no pictures of drinking parties are made public. Happy smiling faces, people showing the best of themselves, in an advantageous position, in a costly outfit and in a brand new environment are what labourers want to show of themselves.

[20] I usually speak Nepali with migrants, except for a few who only speak to me in English.

### The making of communities through the web

The use of electronic media helps foster communities (Abelès, 2008). "Technoscapes" (Appadurai, 1996) are part of the world inhabited by migrants who use new technologies and, as new landscapes, they are places of identification.

The question of Nepali migrants in Qatar creating web communities will not be raised here as it should be addressed in studies on Nepalese associations related to community structuring in Qatar. Nevertheless, a few points can be made. At a very basic, informal level, most pictures displayed on Facebook are taken in groups: men sharing a picnic in a Qatari garden or men hanging around a film crew. After the solitude of the first weeks in the camp, men make groups of friends according to affinities and often according to the room in which they live. These groups of friends become quite formal when they enter the digital world. The case of the Sandhya Group association is enlightening. It is a cultural association that was set up in the camp, which organizes concerts and celebrates Nepalese religious festivals. Every event, like a farewell ceremony for one of their members, is advertised on Facebook and gives occasion to comment. As for other Qatar-based migrant associations, the Web is used to spread information, communicate and occupy a place on the virtual map of Nepalese associations. It is a way of showing others who they are and what they do in a context where competition between different groups runs high. In fact, cultural groups, ethnic, political, district-based and non resident Nepali related associations all try their best to appear to be the most concerned about their fellow countrymen. They all take initiatives to federate scattered Nepalese migrants who, most of the time, cannot see the point in taking part in such an event which they often consider useful only for those running the associations. Lastly, the question of new modes of organizing associations via the web remains unanswered.

The web and digital social networks encourage a feeling of national identity and maintaining links with Nepal. The number of migrants with access to the Internet who have visited Nepali news and entertainment websites has seen a significant increase. Migrants know all about the latest political developments in Nepal as well as the latest series, comedy or film just out in Nepal.[21] They post video clips on their Facebook profiles from Nepalese movies and, to a lesser extent, from Bollywood. Very few posts are about international politics and even fewer (few, a few *ou* fewer?) links to international singers who record theme tunes for films. Almost all the cultural items referred to are Nepalese. There is therefore no equalization of modernization and Westernization. As noted by Gardner and Osella (2003 : vii) about Kerala migrants, "Europe and North America are not the major agents of cultural change". Viewing Nepalese folk songs on YouTube and sharing them on Facebook is not a contradiction in terms. Becoming modern does not mean rejecting all traditions. On the contrary, there seems to be a desire to mix both material modernity and cultural commitment to Nepali traditions. For example, one of the very active migrants on Facebook is also a Buddhist monk who heads all Buddhist ceremonies within the Nepali community in Qatar.

### Conclusion

In this research note, I have focused on new information technologies and how migrants seize upon them and make use of them, while personally taking benefit from this new access to modernity through prestige. Access to a certain kind of modernity, though incomplete, unequal and fragmentary helps migrants bear the difficult working and living conditions they endure in

[21]Web-based piracy enables migrants to see the latest movies online.

the Gulf. For those who have access to modernity as described above, it is certainly a form of compensation for being separated from their families. Leading a *modern* lifestyle and returning as a different person surely bestows on migrants a status they could not even have dreamed of when in the village (the impetus of earning one's living, acquiring a motorbike or sending money home is often recalled by migrants as a main reason for migrating). The migration project as an individual transformation (Gardner and Osella, 2003 ; Barrère and Martuccelli, 2005) involves accessing a new world, which is made public. Portraying oneself on the web helps show how modern migrants are. They allow others a partial glimpse of their lives, as discourses back home about *bidesh* stress the bright side of expatriate life. As such, these pictures of self-portrayal on Facebook are theatrical and can be regarded as performances (Goffman, 1959). The dramaturgy of non verbal discourses contributes to spreading the idea of *bidesh* as modern, as a place where experiencing the modern world leads to an individual's transformation. There is no discontinuity between real life and life on Facebook, but the use of technology heightens the effects of selected representation because they rely on images. The use of images, in an era where they are globally powerful and dramatized, shows how unskilled migrant workers from the developing world take to the path of modernity. As in oral discourses, pain, suffering, exploitation and dangers are buried away, thus creating an image very distant from actual lived experiences. The impact of such images on would-be migrants needs to be analyzed in order to understand to what extent they might motivate migrants to cross borders.

As migrants, Nepalese workers in Qatar contribute to a limited cultural globalization but to a real appropriation "from below" of global trends in the consumption of digital technology. Despite the attraction of the modern aspect of new technologies, they use them to better themselves, their communities and their culture but they do not become Westernized. The longing for modernity and access to modern items do not contribute to a homogenization of culture. Globalization does not mean sheer cultural domination of one culture but, through the agency of human beings, it entails different forms of appropriation and interpretation of cultural products (Abelès, 2008) and of material items. Nepalese workers go online but real "cultural" Nepalese aspects seem to stay afloat. Modernization does not go hand in hand with Westernization but posting personal information on the web, possessing items that make them look modern also make migrants from the peripheries (remote villages) of a periphery (Nepal) feel part of a "common world" (Abelès, 2008 : 41).

**Picture 9**: Picture of a migrant on his Facebook profile: motorcycles and sunglasses are signs of success and modernity. The picture was taken in Nepal.

*Facebook, 2011.*

When discussing modernity, many questions remain unanswered and need to be researched in the future: could changes in the social order be related to migration and digital experiences? How are aspects of modernity transposed back home? Do migrants continue to appear modern in their home villages? The role of the migrant as an "agent of modernity" needs to be assessed. Goods which migrants bring home are manifestations of their degree of modernity : "the display of particular sorts of goods from Europe or the Gulf in South Asia indicates that their owners have been in close contact with places perceived as

modern and cosmopolitan" (Gardner and Osella, 2003 : xvi). As the last picture shows, modernity as experienced back home is also shown on the Internet, as if to say "look how modern I am, I've been transformed in Qatar".

Tristan Bruslé[22]
CNRS - UPR 299 /
Centre d'Etudes Himalayennes
tristan.brusle@gmail.com

## Bibliography

Abelès, Marc (2008) *Anthropologie de la globalisation*, Paris, Payot, 280 p.

Adham, Khaled (2008) *Rediscovering the Island: Doha's Urbanity from Pearls to Spectacle*, In Elsheshtawy Yasser (dir.) The Evolving Arab City. Tradition, Modernity and Urban Development, London and New York, Routledge, pp. 218-257.

Alraouf, Ali A. (2010) *A New Paradigm in Knowledge-based Urban Development: From Knowledge to Creativity Economy, Qatar Urbanity Transformed*, Melbourne Knowledge City Summit, Melbourne, 13 p.

Appadurai Arjun (1996) *Modernity at large. Cultural dimensions of globalization*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 229 p.

Barma, Nazneen H. ; Ely, Ratner et Regine A. Spector (2009) "Open Authoritarian Regimes: Surviving and Thriving", *Democraty & Society,* Vol. 6, n°2, pp. 8-11.

Barrère, Anne et Martuccelli, Danilo (2005) La modernité et l'imaginaire de la modernité : l'inflexion contemporaine, *Cahiers internationaux de sociologie*, Vol. 118, n°1, pp. 55-79.

Berthomière, William (2009) Pas de monde sans mobilités, In Dureau, Françaoise et Hily, Mari-Antoinette (dir.) L*es mondes de la mobilité,* Rennes, Presses Universitaires de Rennes, pp. 175-187.

Bohra, Pratikshya et Massey, Douglas S. (2009) Processes of Internal and International Migration from Chitwan, Nepal, *International Migration Review*, Vol. 43, n°3, pp. 621-651.

Bruslé, Tristan (2006) *Aller et venir pour survivre ou s'enrichir. Circulations de travail, logiques migratoires et construction du monde des Népalais en Inde*, Poitiers, Université de Poitiers**,** 646 p.
Th. de Doct. : Géogr. : Poitiers : 2006.

Bruslé, Tristan (2010) Who's in a *labour camp*? A Socio-economic Analysis of Nepalese Migrants in Qatar, *European Bulletin of Himalayan Research*, n°35-36, pp. 154-170.

Bruslé, Tristan (2010) Living In and Out of the Host Society. Aspects of Nepalese Migrants' Experience of Division in Qatar, *Forum: Qualitative Social Research*, Vol. 11, n°2, 30 paragraphs [en ligne, réf. du 20/08/2012] URL : <http://www.qualitative-research.net/index.php/fqs/article/viewArticle/1482/2992>.

Diminescu, Dana (2008) The connected migrant: an epistemological manifesto, *Social Science Information*, Vol. 47, n°4, pp. 565-579.

[22]Participation au programme de recherche : « Les dispositifs de l'enfermement. Approche territoriale du contrôle politique et social contemporain. Programme financé par l'ANR (Réf. : ANR-08-JCJC 2008-0121-01) et le Conseil Régional d'Aquitaine (Réf. : 2010407003) ».

Gardner, Katy et Osella, Filippo (2003) Migration, modernity and social transformation in South Asia : An overview, *Contributions to Indian Sociology*, Vol. 37, n°1-2, pp. v-xxviii.

Goffman, Erving (1973) *La mise en scène de la vie quotidienne,* Paris, Éditions de Minuit, 255 p.

Goffman, Erving (1959) *The Presentation of Self in Everyday Life,* New-York, Garden City, 259 p. (Doubleday Anchor Books).

Liechty, M. (2003) *Suitably Modern : Making Middle-class Culture in a New Consummer Society*, New Jersey, Princeton University Press, 314 p.

Marsden, Magnus (2008) Lords of a Dubai labour camp: Pakistani migrants in the Gulf, *IIAS Newsletter,* n°49, pp. 5-6.

Pigg Stacy, Leigh (1992) Inventing Social Categories through Place: Social Representations and Development in Nepal, *Comparative Studies in Society and History*, Vol. 34, n°3, pp. 491-513.

Rigg, Jonathan (2007) *An Everyday Geography of the Global South*, London and New York, Routledge, 231 p.

Sharma, Jeevan Raj (2007) *Mobility, Pathology and Livelihoods: An Ethnography of Forms of Human Mobility in/from Nepal*, Edinburgh, The University of Edinburgh, 327 p. Th. de Doct. : Anthropo. : Edinburgh : 2007.

# Transnational masculinity: Indian nurses' husbands in Ireland*

Marie Percot

**I have met many young Christian men[1] in Kerala whose ambition, like Philip's, was to migrate by marrying a nurse. If the matrimonial market used to be harsh on nurses a few decades ago, the picture has changed and nurses are now on high demand. The stigma attached to this profession in India has certainly not completely vanished, but in Kerala, nursing has become a real chance to enhance one's career opportunities. While visiting matrimonial websites,[2] it is easy to check how much they are looked after by prospective grooms. However despised may the commonly named USA nurses be by the highest class/casts (George, 2005), they tend to represent the key to the Western dream for loads of young men belonging to the Christian Malayali[3] middle class who don't envisage the possibility of a bright future in their own country.**

*On a nice Sunday afternoon in Kerala, Philip[4], Asha and I were cruising the backwaters from Kottayam to Allepey on a house boat. Asha, a 27 year old Hindu nurse, had just come back from Saudi Arabia, where she had been on a work contract. Philip, a 26 year old Christian man, had remained unemployed ever since he had graduated from a Master's programme in Social Sciences from Trivandrum's Centre for Development Studies. As he had not much to do, he had accepted to help me tour the area for my interviews. Both of them were unmarried. Asha, who had already told me how her own wedding had been postponed several times because of her father's debts, was the one to start the discussion on marriage, asking Philip what his plans were; Philip answered that he wanted to marry a nurse working in the UK. She teased him, asking directly: "How much will you ask for the dowry, you who don't even have a proper job here?". She obviously wanted me to hear that he was nevertheless expecting a pretty good dowry and was considering himself as a potential good match for a migrant nurse since he was "highly educated" and "already speaking a very good English". He was quite sure that this would help him in his future career as a migrant worker. Asha, a bit revolted by what she had just heard, concluded: "He will get his UK nurse, you will see!". Three years later, I happened to get some news from Philip, who had indeed married a nurse named Pax, and who was asking me if I could send a recommendation letter to help him get a job. Ever since that time, I receive mails and pictures from time to time (featuring their daughter, their apartment, or even his mother visiting them in the UK), but it is rather difficult to get detailed information about what he is doing precisely. His explanations are rather vague, such as: "I have been working in a restaurant", "I am expecting a good opportunity" or "I have worked in the same hospital as Pax this past month"… Lately, his wife has been the one answering my mails. Definitely, his*

*I wish to thank Aurélie Varrel for her valuable comments and Laurence Renn for her careful reading of the last version of this paper.

[1]4/5 of Indian nurses are Malayali and more than 4/5 of Malayali nurses are Christian (for details on this regional and religious "specialisation"; see Percot, 2005).

[2]See for instance keralamatrimonials.com, keralamatrimony.com or shaadi.com.

[3]People from Kerala are called Malayali (their language is Malayalam).

[4]All the names have been changed.

*"career" is not what he was dreaming of before leaving Kerala.*

In the 80's and 90's, the main destination for Malayali nurses was the Persian Gulf. Nowadays, more and more of them migrate to the West (USA, UK, Australia, Canada…). Western countries recruit health workers for a limited amount of time according to their needs, and stop recruiting whenever their needs lessen. Most of the nurses in Kerala keep themselves informed of the tendencies of this recruitment policy, and are therefore aware of the possible destinations for migration at all times. Ireland, which for almost a century used to send many female nurses to the USA principally (Yeates, 2009), was a recruiting country from 2000 to 2008[5]. A few thousands of Malayali nurses reached Ireland to work in the country's hospitals[6], being the first representatives of this community on Irish lands. Some of them were already married; some of them got married once they had migrated. Since the migration laws allowed family reunification, husbands and children were soon to follow.

In 2009, I stayed three weeks with a Malayali family in Dublin. As the wife Reena was a nurse, I spent most of my time there with Mathew, the husband of the family, and their two children. Of course, Mathew took me to several touristic places but we also visited a lot of his Malayali friends, all of whom, just like him, had married nurses. A few dinners were organized, along with a tour by the sea with a couple of other families. This paper is based on this fieldwork, the first one I conducted in a Western country, after conducting a research on Malayali nurses in India and in the Gulf throughout the 2000 decade (Percot, 2006; Percot & Naïr, 2010).

[5]After 2008, which marks the beginning of the economic crisis in Ireland, the recruitment of foreign nurses has stopped in this country.

[6]Estimates give 2.000 foreign nurses recruited per year in Ireland between 2000 and 2006. 40% of them are Indian (Humphries, 2008).

## Marrying a nurse in order to leave from Kerala

Kerala, a South Indian state, is famous for its model of development (Jeffrey, 1993). The literacy rate and life expectancy are for instance the highest in India while fertility rate is the lowest[7]. Yet, economic development did not follow the same good lines and unemployment is a major problem, particularly striking young people with higher education. Since the 60's, many Malayalis have migrated to the metropolises of India and from the 70's onwards, many of them have left for the Persian Gulf. Today, among the officially reported 4 million Indian workers in the Gulf, half of them are from Kerala (Zachariah & Rajan, 2004). Malayali nurses, who represent 80% of the Indian nurses, are part of this broader phenomenon of migration.

In Kerala, parents invest a lot in the education of their children, especially boys. Many children attend an English medium school and pursue higher education. However, because the investment needed is too high for the parents to handle, or because the child does not prove to be a brilliant enough student, a lot of children stop their studies after obtaining a diploma in computer science or tourism, but such diploma is not valued highly enough on the work market, and it is difficult for them to find a job. Even in the case when the students earn a more prestigious degree, be it in law or social sciences for instance, it is not very much more useful while they find themselves in search of a job in the sluggish economic context of Kerala. Young men are then left with nothing to do, feeling trapped in the middle of nowhere, with no financial independence and no way of getting married and start a family (Osella & Osella, 2006; Nisbett, 2009). Hanging around with mates

[7]Literacy rate in Kerala is 93,91 % compared to 74,04 % for India (Census, 2011); fertility rate in Kerala is 1,7 children per woman (Census, 2011). Life expectancy in Kerala reaches 68,8 years for men and 74,4 for women (Census, 2001).

who find themselves in the same situation, spending a lot of time dreaming of a better life, they consider migration as a solution to most of their difficulties. For migration is not only a means of making money; it has also become a real culture. Although it can originate from economic necessity, it is also a way of life. To quote Kander and Massey (2002 : 982), "as migratory behavior extends throughout a community, it increasingly enters the calculus of conscious choice and eventually becomes normative"[8]. In Kerala, most families account amongst their members somebody working abroad. For the young men especially, going abroad - at least for a few years - is part of a man's experience, a sort of "rite de passage" to real manhood, as it has also been observed in other societies where migration is a common trend[9]. It is particularly true for many young men of the middle class or lower middle class. For the young generation at least, a successful man is defined and described as a "cosmopolitan" one: *i.e.*, from an emic point of view, a man who has found the way to travel abroad, to see more than the rather provincial Kerala, who has had an access to the most "modern" metropolises of the world. Migration is also a way to take some distance with a society whose traditional norms and strict social control can be a little bit hard to bear for its youngsters.

Yet it is not so easy to leave because it requires both investment and a good network. The Gulf is surely the easiest and the cheapest option because trip and contract prices are less for this destination and it is possible to find job offers even for those people with very low qualifications. But most prized - with the exception of Dubai perhaps - is the West where only 11% of Malayali migrants are currently settled (Zachariah & Rajan, 2008). Migrating to the West is a possibility for those with a degree in medicine or in engineering, because Western countries have special migration policies for such people; but it remains largely out of reach for those with the type of training most young men have (technical training, tourism or computer science diplomas...). When you are a Christian, marrying a nurse is the best option to achieve this goal.

For a nurse, migration has become the normal path. Indeed, one becomes a nurse today in Kerala in order to migrate: during my last survey in Kerala's and Delhi's nursing schools in 2009, almost all of the 350 nursing students surveyed were planning to go abroad… The youngest generation of nurses leaves as soon as possible (after two years of professional experience[10]), before getting married[11]. This is considered as the best strategy since, on the one hand, the possibility of emigration that they may offer to their future husband will play a role in the negotiation of the dowry amount that their parents will have to pay;[12] and on the other hand, it is also for these young women the best way to make sure that their career plans will not be endangered by future in-laws (some families may not like the idea that their son's wife is working abroad and could stop such a move if the nurse is not already a migrant at the time of the wedding). A nurse working in the Gulf will be able to get a visiting visa for her husband quite easily; he can then find a job contract on the spot. In a Western country, it is even simpler due to the immigration laws allowing family reunification: for many young men, that is the door open to most of their dreams.

[8]On this question of migration tradition, see also Mines, 1981.

[9]See for instance, Monsutti, 2005 or Boehm, 2004.

[10]This is the minimum time of experience required by the foreign hospitals in the Gulf as well as in the West.

[11]Until the 90's, migrant nurses were generally older and married: as long as the conditions of living in the Gulf were unknown (but also the actual financial advantages), it used to look too adventurous for a young single woman to leave alone (and parents would have been badly considered to let an unmarried daughter doing such a choice).

[12]In India, the dowry is paid by the woman's family. Dowry was officially abolished by law in 1961, but it is still a very living tradition, especially in Kerala where dowries reach records partly due to migrants' remittances.

## "Behind every successful man, there is a woman": a painful *cliché*

In Kerala, the image of these men "following their wife" is not a very positive one. Nurses' husbands – a well known stereotype – appear as a real challenge to the traditional representation of masculinity. They are commonly mocked in novels, films or newspapers as emasculated and not in a position to fulfil the normal men's tasks. As they are generally the best earners of the family, their wives are supposed to have a full control on them, reversing the "normal" role. This extract of an article in *Gulf Times* – most probably written by a Malayali journalist considering her name- expresses what is well known and looked upon rather disparagingly in the country: "Malayali nurses […] have led their families to far away Europe and most today are the sole bread earners with their men content to play house-husband. One could just twist the adage 'Behind every successful man, there is a woman' - to read - 'There is a nurse behind the success and prosperity of each family' to suit the European Malayalis"[13].

Yet, these *clichés* and prejudices do not prevent young men (and their families) from choosing this option. In fact, reality is ambiguous. Rather despised in the common discourse, nurses' husbands have nevertheless an access to a way of life which is largely coveted, particularly by the young generation. They travel, they come back home with lots of goods, wear branded clothes. They have the possibility to be generous with their friends, treating them in restaurants or bars, paying for cinema, and so on. At least during their first years of migration after marriage, they appear, compared to their still unemployed and often still single friends[14], as quite successful men who are already engaged in "the real life". That marrying a nurse can also be an enviable situation is, for instance, illustrated by the following anecdote. While travelling in a taxi, the driver - a Christian man - explained to me that he had done a "love marriage" with a Hindu woman despite his family's displeasure. To highlight the strength of his love, he argued that he had married his wife although he had *even been proposed a USA nurse coming with an Ambassador* [an Indian car as part of the dowry].

Marrying a migrant nurse therefore appears as a sort of compromise between the traditional gender role according to which a man should be the one who leads the family and more modern aspirations which would otherwise be inaccessible. However, few young men have a very realistic appreciation of their chances concerning jobs in a Western country since it is still not a traditional path of migration for people belonging to their social class. Until now Malayalis - and Malayali nurses as well - have mostly migrated to the Persian Gulf. For the previous generation of nurses' husbands, getting an occupation in the Gulf has been pretty easy since most of them had a technical background as plumbers, mechanics, carpenters, etc. Although their wages tended to be generally less than their wives', they were not so bad either. But the new generation of nurses' husbands have a different curriculum because nurses' families are no longer willing to "give away" their daughters to blue collars and prefer more "prestigious" sons-in-law. The strong Malayali community, which is nowadays settled in most places in the Persian Gulf, is of great help for these newcomers who are recruited as white collars by the many service companies managed by compatriots, even when they do not have very specific qualifications. Thus in the Gulf, all nurses' husbands do have an occupation, all the more so that it is not possible to stay in these countries without having a job contract.

For those husbands who followed their wives to the Gulf, traditional gender

[13]Liz Mathew, "Malayali nurses – lifeline of Keralites abroad" in *Gulf Times*, 26/09/06.

[14]On the different traditional stages of manhood in Kerala, see Osella & Osella, 2006.

roles have not been so much shaken up. Both members of the couple work - as it is now frequently the case in Kerala itself[15]. Migrant nurses underline the fact that they have more say in the economic decisions of the couple, something they judge very positive (Percot, 2006). They see it as a consequence of their good wages but also of living as a nuclear family with no parents around to influence their husband too much. Husbands are themselves prompt to acknowledge the benefits of the nuclear family, arguing that it is a more "modern" family pattern and that it gives way to better chances of personal and economic success: *At home, everybody has something to ask you and it is difficult to resist. Here, we have more distance, we can think about our future and the future of our children. We discuss it together* [i.e. with his wife] *and we make plans. When you live abroad, you know the value of savings and you have to make plans*, explained for instance Beejee who had been living in Oman for five years before the couple emigrated to Ireland in 2008.

The majority of migrant Malayali nurses work in the Gulf and the majority of those who are currently working in a Western country have spent some time in the Gulf itself in a process of step by step migration that initially took place in India by moving from Kerala to a big Indian metropolis (Percot & Naïr, 2010). The West is generally considered a better place for many reasons. Religious background does not seem to play a role ("Muslim" countries *versus* traditionally "Christian" countries)[16], neither does modernity which is no serious argument since Dubai for instance can be seen as the pinnacle of modernity. Two aspects practically do make the West more appealing: first, the possibility of family reunification and the public school system which make it easier for families to take their children along when they migrate; then, the possibility to obtain another citizenship: *i.e.* a passport promotes the freedom to travel everywhere and even to settle in a lot of countries, something they could not achieve with an Indian passport[17]. The symbolic benefits of getting another citizenship (or more concretely another passport) are also very important; it is the key to achieve the highly valued status of a cosmopolitan. And it is something which cannot be achieved in the Gulf. As Thomas, who was about to leave Kerala for Abu Dhabi where his wife was working, put it: *You can't spend too much time there* [...] *There is no way you can settle. You can't even buy a house; you will never get a passport. That is just to make money, not a future*[18]. So, even when their situation is good in the Persian Gulf, it seems that a lot of nurses' husbands encourage their wives to apply for a job somewhere in a Western country.

Reaching the West is for sure considered as a sort of achievement in itself and those who have been able to do so do their best to show this success to their family and peers at home. From the host country, through such social networks as *Facebook*, migrant men display lots of pictures showing themselves in their new environment (pictures of the house with furniture, computers, TV, etc.; pictures at the wheel of the new car; picture of the tourist tours made in the new country, etc.); while on holidays in Kerala, they seize many occasions to show that they can spend more

[15]The difference for the women is that they have to take care themselves of the domestic tasks without the help of a maid as it is generally the case in Kerala for people of this social milieu. In addition, because it would be too expensive to pay for a caregiver in the Gulf, children are most often left behind in Kerala to the care of in-laws.

[16]Except for Saudi Arabia where there is no religious freedom, Christian Malayalis have their own churches and religious associations in all other Gulf countries. None of my informants ever mentioned preferring the West because it is a destination of Christian tradition.

[17]Indeed, many Indians complain that the world - meaning especially the Western world - has become for them a real fortress. This situation is often reminded as an injustice to the Westerners visiting India.

[18]One should note here, that in the Gulf, some Malayali entrepreneurs are achieving an economic success large enough to counterbalance the impossibility of getting another citizenship (see Venier, 2011).

than their local compatriots, as all migrants do. But, unlike the Gulf migrants, they have an experience to tell about countries that most Malayalis are very curious about. However, when discussing with them, it is difficult to have a clear picture of their occupation in their host country. All the 26 nurse's husbands I have met in Kerala and who were settled in a Western country (UK, Australia, Switzerland and Ireland) introduced themselves as "being in business". Only two were more specific: a man living in Zurich was managing a travel agency working mostly with Sri Lankan Tamil refugees; the second one, settled in UK, was employed as an accountant by an Indian spice company.

## Business men or house-husbands? A challenge to traditional masculinity

Most men have indeed no specific idea about what kind of career they will be able to pursue upon arrival in a Western country. When I asked Mathew, as he was about to leave for Dublin, in which field he intended to work there, he answered that he was sure that the experience that he had acquired in the field of tourism while he was working in Dubai would be very valuable.[19] He had been the one to urge Reena to apply for this country, although she was also rather excited at the idea of reaching Europe (*to be in Europe where real things happen* and because she had high expectations concerning the professional level, altogether because of the hospital standards and because of possibilities of specialisation in nursing). Anyway, the move had to come from Reena since the departure to the West was depending on her ability to "sell" herself on the international nursing job market.

Following their wives, *stricto sensu*, for nurses are always the first ones to arrive in the new host country, the men I have met are nevertheless confident in their chances to succeed by themselves once they reach the destination. In that aspect, they are not so different from their counterparts who are still only planning to marry a nurse with no further plan. The position of "follower" is not denied but minimized as if it had no more incidence than a "way to enter": *Of course, that is Teresa who entered first. That is because of the immigration law. But both of us have a working permit now, that is the main thing* commented Joseph, a 32 year old man living in Kilkenny. However, though he had been there for more than a year, he was unemployed when I visited his house: after having tried many low-wage jobs (pizza delivery, distribution of flyers, etc.), he was now taking care of his two young children.

Nowadays, most migrant nurses are rather young women[20], hence those children who are implied in the migration process today are often toddlers or babies. Children move along with the husband in the case that the latter remained in Kerala; a little bit after the husband when the couple used to work in the Gulf and thus had left the children in Kerala. But, in Ireland, there are almost no crèches and the cost of child care by a private assistant is high. The couple has thus to manage by itself according to the working schedules of both parents. Since nurses are the ones to have a proper contract and a rather good salary[21], husbands have to adjust their potential working time according to their wife's schedule. The whole organization is made even more complicated by the fact that a nurse's duty is always changing: on the one week she will

[19]In Dubai, he had worked three years at the airport desk of a car rental company whose director's family was his neighbor in Kerala.

[20]Because of the time necessary to get a nursing diploma, of the two years of experience required before migrating and, at last, of the minimum of time needed to save some money for their dowry, nurses get married comparatively later than their compatriots. The nurses I have met in Ireland where aged between 28 and 37. All of them had at least one child and maximum two children. All the children were below 10 years old.

[21]The women I met in Ireland earned between 2000 and 3000 €/month.

have night and/or week-end duty, while on the following week, she will have to work during day time. If men had a chance to get a good salary, they would for sure prefer to hire someone to take care of their children. But what they get are generally minimum wages, and often not even on a regular basis, so that many of them (almost all of the men I met) end up as reluctant house-husbands at least during the time that their children are not old enough to attend school.

*This is not a man's job*, explained Mathew, *but what is the point of paying a woman you don't even know? We are more modern than our parents and we know the value of money* [...] *By the time Rosy* [their 2 year old daughter] *gets old enough* to *go to school, I will be able to get a licence to start a travel agency. For the time being, I am expanding my network. I have good contacts at home and in Europe. You have to be patient sometimes!* The "modernity" displayed by Mathew had nevertheless a limitation which almost seems to be a norm: Rosy had been left to the care of his parents in Kerala until she had reached the age of 15 months. Mathew as well as his wife, Reena, both agree on the fact that a man cannot take care of an infant properly. Nevertheless, as I was able to observe, Mathew had indeed learned to feed his daughter, change her diapers or give her a bath, and was perfectly able to take care of his 6 year-old son John at the same time; he had developed a good organisation with both children as well as with all the domestic chores (contrarily to my assumption based upon what I had observed in Kerala or in the Gulf, he was really taking care of everything and Reena had not so much to do when she came back from work).[22] The couple is buying a house in the suburb of Dublin, in a place where the neighbours are mainly Irish. Mathew has made friends with some of them and they have organised turns to drop or pick up the children from school. He insisted on the nice relations he has been able to establish with the locals, thanks to the children's presence and to the Catholic parish of which they are members. A well furnished house in Ireland, a good car, a child already attending a Christian school and speaking fluent English, a house being built in a tourist station in Kerala, all together constitute the main symbols of success. In addition, Reena has been able to complete a degree of specialisation at the same time as she worked at the hospital (her photo in her graduate gown welcomes the visitors in their house entrance). But, if Mathew insisted on how proud he is of his wife, his own "postponed" career is difficult to stand for him. During my stay, the couple has had several altercations, with Mathew asserting that *life is easy for Reena* and that he was *the one to do everything*. The discussion generally started with a detail concerning the children's education. For example, we went to the restaurant once, and Reena was trying to feed Rosy who was refusing everything. Mathew seized the spoon from Reena's hand in a rather violent movement and started to force the food into Rosy's mouth, to no avail. As she mocked him on his poor result, adding that as a woman and a nurse, she perfectly knew how to behave with a child, he retorted that her knowledge was purely theoretical and that she was not superior to him in that respect, concluding that *as long as it is my responsibility, I am the one in charge*. He then left the restaurant with a crying Rosy. Coming back on the discussion some hours later, he explained to me that the situation was sometimes driving him crazy: *That is not normal for a man to spend all the time alone with the children. There are days where I do not speak to anybody. I am at home, worrying on my future. I don't think there are good opportunities for men in Ireland.*

Paraphrasing Gallo's paper about Malayali men in Italy (Gallo, 2006), I could say that Ireland "is not a good country for men" either, for all the men I have met there were more or less in the same situation as Mathew. Moreover, the economic crisis which sternly hit Ireland has also worsened

[22]Mathew and Reena are the only family with whom I have been staying in Ireland. Their case could be an exception and it is of course not possible to draw of any general conclusion from this example.

the situation. All of them were trapped into alternating petty jobs from a few days to a few months and times when they were just taking care of the children. Ten of them had obtained a job in the hospital where their wife was working, but seven of them soon resigned because it was really too painful for them to be seen working in an *inferior position*. As stated by Thomas: *It is not possible to be in a position where your wife can be giving you orders because she is a nurse and you are a nobody. You know how it is in Kerala, that is not the way*. One of his friends added that it was not normal for men "in general", for no Irish nurse's husband was working *under his wife either*. Thomas and his counterparts had been expecting white-collar jobs upon their arrival in Ireland, but they quickly had to realise that it would not really be possible. Malayalis are newcomers there; the community is a rather small one still and has only been enlarged by the recruitment of nurses. No Malayali business exists until now which could hire these men as it is usual in the Persian Gulf: a fact that none of them seems to have anticipated. It appears that only once landed in Ireland did they understand the difficulties of being pioneers. The working network of their wives is the only one to be possibly used and it is not satisfactory, economically but above all symbolically. Once again, these men are trapped in a situation where they feel that their *real future is still to come*.

When I was in Ireland in 2009, most of the 17 men with whom I had the time to discuss had given up the idea of finding a proper job as an employee. Most of them were intending to open a business as soon as their stay had reached a sufficient amount of time in order to get a licence and the minimum of saving to invest and/or to apply for a loan. Their projects were either an Indian restaurant or a travel agency specialised in trips to India. When they were present during our discussions, their respective wives were rather encouraging, highlighting what their husbands had already been able to achieve: *In Abu Dhabi, he has managed the canteen of a big company. He has acquired experience and here it is just a question of a small restaurant to start with"* or *"His cousin is running a travel agency in Kottayam. He was the one to invest and to put his cousin as a manager*[23] [...] *Many Irish people travel to India and there are not many travel agents specialized in tourist tours of India. This is his dream to open his agency here. He is already visiting shops to rent, even if he still has one year to go before he possibly gets a licence*. I do not have enough data to say whether their plans were realistic or not - or even if it was not just a sort of ritual discussion for these men as soon as they were together-, but they had good examples to give me of friends who had successfully done so in the UK or other Western countries. However, none of my informants has come to know of a business opened by a nurse's husband in Ireland until now. None of my informants either had a background in entrepreneurship in the family[24]. Indeed, some of the men I met were a little bit pessimistic about their actual chance to achieve such a project of business and the tendency was to imagine a new step in migration: Australia, the new country recruiting a lot of foreign nurses, was now appearing as offering better opportunities than Ireland, at least for the men.

However, leaving again may not be so easy. First of all, many couples have bought a house in Ireland and are now stuck with heavy loans to reimburse at a moment when the real estate market is catastrophic: selling the house is almost impossible. Then, many nurses - even if they agree that the overall situation is really bad nowadays in Ireland[25]-

[23]John did not present himself as "co-manager" of this business.

[24]One may point out here that those who have this background –or who have been able to take this path- have been sometimes very successful in the Gulf, even if they had at first to "use" the opportunity of migrating through their nurse wife.

[25]My last discussions on the phone or through mails with Malayali nurses in Ireland show how they worry about the situation. All of them had cut on their salaries and some of them are afraid that their contract could be terminated.

really appreciate their job and working conditions compared to what they have experienced in India and even in the Gulf, be it from the doctors or from the patients side. Thirdly, these women argue that their children are very well integrated once they have started going to school and that it will not be good for them to move.[26] At last, most of these migrant couples are engaged in a process of naturalisation: leaving before getting the "European passport"[27] appears as a waste. This last argument is largely used by the women who would rather stay in Ireland.

## Socializing: a major occupation for men

The roles of men in Ireland are obviously not those of traditional Malayali men. Though they mostly agree that behaving as "modern" men is not so much a problem - except for their poor professional activity - , nurses' husbands feel nevertheless uncomfortable. As Teresa, a 32 years old nurse, explained: *We are no traditional Malayali family anymore. We are a modern family* […]. *It is not like it used to be in Kerala where the husband decides for everything and the wife just has to say 'yes, yes'. It means that both of us discuss what is good to do, what is good for the children, what we will do in the future* […] *Both of us have to take care of everything.* MP: *Is it because you are earning more or because you are abroad?* A. : *We* [nurses] *are the main bread-earners. But the main thing is that we* [as a couple] *are on our own here. Nobody is around to tell you what to do, what to think, or to gossip around.* Her friend Teresa however added: *But you have to take care of the pride of your husband. It is not so easy for them here. They are not used to do such things as taking care of children, cooking* […] *You have to be careful not to hurt their pride.* MP: *What does it mean practically?.* T.: *You don't try to play it smart in front of other people. For instance, when you do not agree, you wait to be alone to discuss. He should not be ashamed in front of his friends.*

Men try thus to find some space to reassert their masculinity. Sheba George in her study about Indian nurses in USA (George, 2005) argues that men do so through religious activities and religious associations in which women have almost no space. But in Ireland, the new and small Malayali community is still not organized enough to create such structures for itself. There is no public space to meet and to do things together. If they are Roman Catholics, they attend the mass at the local church where they may be the only Malayali family. Since a priest was sent two years ago to Dublin, it is now possible for the Syrian Christians to attend a mass according to their rite; but they still do not have a church and the religious activities are restrained because of the scattering of Malayali families on the Irish territory, making it difficult for them to meet on a very regular basis as a community. Consequently Malayalis socialize on a private basis.

Malayali nurses are now found in most big Irish hospitals. This provides a starting point for men if they want to know some of their compatriots: the first network is thus generated by their wives, even if the latter do not meet so much besides their working place. Another network comes from members of the family or neighbors in Kerala who have also migrated to Ireland (in the case the wife is a nurse too). Malayalis in Ireland are keen in knowing the newcomers and at being in touch with them as soon as they arrive. But since women are very busy, socializing is mostly a men's issue.

Being relatively free in the afternoon, men visit each other and spend a couple of

[26]That children are able to speak a little bit of Gaelic in addition to English has been often emphasizes by the nurses I have met as a sign that they were now "real Irish".

[27]The idea is not so much there to "become Irish", but pragmatically to get a passport with which they can travel easily without having to ask each time for visas; visas which are moreover often denied to Indian passport holders. Any Western passport gives this facility, that is why my informants speak of "European passport" (meaning a passport from a Schengen space country).

hours together till it is time for the children's dinner. Besides discussions, it is also an opportunity to take care of the cars, to go shopping or to look around for a house for a newly arrived family. But these visits to friends are constrained by the wives' schedules. For instance, it is not so much possible to visit a friend whose wife is sleeping since she is on night duty; men also prefer not to go to a friend's place if his wife has a day off. To decide which friend(s) to visit means a whole series of phone calls which may end up staying at home alone. Anthony explained: *At home* [in Kerala]*, you just drop by any house. Here, people are busy and they may live quite far from you. It is a different way of meeting. You have your children with you; sometimes you have to pick up your wife at her hospital or at the station. So everything has to be organized* […] *When everything goes well, you may have a nice week. But imagine that a child is sick or that everybody's wife is on night duty and you are stuck. It can be awfully boring.* However men insist on the real friendships they have been able to build in migration, as Mathew put it: *We, here, have the same experience. When I meet with Anthony or Thomas, we have plenty to discuss. We share the same problems. There is nothing to hide. They are like brothers to me now.* This experience, particularly of the untraditional situation that they have to face, makes it all the more necessary to build collectively a self-image that is possible to bear. As we have seen, it is one of a modern man; it is also one of a man who has still a lot of projects to develop: hence the long time spent to discuss the future business or the next destination where it would be easier to start something professionally. However, these visits also help acknowledge the actual achievements such as the new house, the new car, the new computer, etc. The access to consumer goods definitely plays a significant role in keeping self-confidence.

Another way of gaining some prestige among migrants but also at home, in addition to the pleasure that can be derived from it, comes from tourist trips. Moreover, for these Christian people, tourism can be associated with pilgrimage: the two most praised destinations, Lourdes and Roma (the latter at least for those who are Roman Catholics), are affordable while living in Ireland. Ten families among the people I met in Ireland had already done the trip to Lourdes, four of them to Roma. Mathew and Reena with whom I was staying had even added the near Paris Disneyland to their destinations (large pictures of these visits were on display in the houses of Mathew's and Reena's parents in Kottayam during my last visit). These trips are done on an individual basis. It is a little different for the small tours in Ireland, when two or three families may go together to visit friends or parents living in another town and take this opportunity to visit famous places as well. During such tours, as I have observed, men are back to a more traditional role of leader: they are the ones who organize everything, decide where to stop, what is worth visiting or not, in which restaurant to eat, etc.[28]. They are the ones to take most of the pictures (which are sent almost immediately to India or to friends working in the Gulf) and they are the ones who call Kerala to give details about the trips' progress[29].

Relations with the home country are also clearly a men's business. It seems that they are always the ones who call, handing the phone over to their wife if they are calling *her* family. Through mobile phone, Skype or internet, they maintain a constant link with family and friends in Kerala, but also with the migrants they have met in the Persian Gulf, if they used to work there as many did. Phone calls are given on a daily

[28]Several times, their wives made discreetly fun of them for these attitudes. But I do not know whether it was due to my presence as a Western woman with supposedly different standards or not.

[29]For instance, as we were on a boat in order to see the famous dolphin of Dingle harbor, Thomas called his uncle in Kottayam for more than 45 min, telling him live each time the dolphin was jumping around the boat; on the same day, he called a friend in Dubai to make him listen the bagpipe band that was playing in a bar where we were drinking a Guiness. (We went to the bar because the men decided that, as a tourist in Ireland, I had to taste the typical beer…).

basis with family at home and are sometimes followed by another session on Skype which is used to show the young children who are not yet able to speak on the phone; it can also be used to show newly bought items. According to my informants, they spend around one hour a day speaking to somebody in India, sometimes more. In the family I was staying with, these conversations reached an average of almost two hours a day. In addition, the men in Ireland have an intense internet activity through emails or different social networks (*Facebook, Hi5, Zorpia,* etc.) to which they are very often connected. Thomas, for instance, has an account on six different networks; Mathew claims to be connected for more than one hour a day on three of them. New "friends" are regularly added (mostly from Kerala, but also from other countries of migration) and new pictures appear at least every week (pictures of a friends' meeting or pictures of the children are posted when there has been no special occasion such as a trip, a new apartment or house, a car, a visit of a family member coming from Kerala, etc.). Of course, men have obviously more time than their wives to spend in these activities of communication. However, this kind of monopoly allows them to appear as the actual head of the family and to reaffirm their image as successful migrants in their home country. Hence, gender roles are obviously largely shaken up in the everyday life, migrants do their best not to make this reality visible from Kerala at least. On the one hand, the men's "pride" has to be protected; on the other hand, migrants - men as well as women - are also careful not to directly challenge the social norms of their home country. Because they indeed mostly subscribe to these norms and/or because they have not succeeded professionally as individuals, men (and consequently their wives) are not in a strong enough position to assert another way of life in front of their non-migrant compatriots.

The extensive use of mobile phones, Skype, emails or connections to social networks on the internet to keep in touch with those stayed at home or with other migrants, corresponds to the image of modern (business)men that nurses' husbands are keen to give. But as a result, these men, more than their really busy wives, live more "here and there" altogether, nurturing a closer link with the country of origin and being more attached to what has to be invested there (a house, a possible business in partnership, family relations…). However, this stronger link with the home country does not seem to give way to a greater nostalgia or to a greater will of return. Part of the time spent in this communication activity, as well as the time spent with friends in Ireland, is used to discuss new opportunities, to look for a place where *it will be better for men* (but pragmatically a place which recruits nurses, so currently Canada, Australia or New-Zealand). To move somewhere else is not seen (or not said) as a sign of a failure, just as a normal step for real cosmopolitan people as they henceforth consider themselves.

## Conclusion

"Like transnational movement itself, gender identities are characterized by fluidity, movement, and transformation", Boehm notes (2004 : 20). Ester Gallo remarks that "the construction of masculine identities in the global space emerges as an ambiguous and conflicting process" (Gallo, 2006 : 169). That undoubtedly is the case for migrant Indian nurses and their husbands. They have to experience a new male/female division of labor which is very different from the traditional one. Yet, this is not, I will argue, so badly accepted or considered by the migrants themselves or within the migrant community. The trouble comes partially from facing the judgment of compatriots: the clichés about these "house-husbands", considered as unable to support their family, hurt these men who moreover had expected something else from their migration life. Yet, the main problem is their

lack of professional achievement. As individuals, they had chosen to "make it" abroad and that is exactly why they had married a nurse. But due to their social, cultural and educational background, they are not prepared to fit the job market in Ireland. In the same way that before their marriage, they had waited for their "real life" to start, they are again trapped with the same feeling after reaching Ireland.

The women, with their qualifications, have a career, which may be brilliant for some of them. Most of the nurses I have met in Ireland are satisfied and even proud of what they have been able to achieve by themselves. The majority enjoys their life and considers that this experience is good for their children. But the frustration of their husbands when it comes to their own career gives a sense of precariousness to the life of all the family members. Moreover, the husbands' dream of a new destination where opportunities would be better for them appears as a threat: to their wives who are on more long term strategies (of climbing the professional ladder, of becoming the owner of a house in Ireland, of getting the citizenship); to the children who – when they are old enough – are well aware that it is from their father's side that they can fear a move far from a place which is the only one they are familiar with.

A new trend has come out these very last years in Kerala that is still to be investigated: some young Christian men are entering the nursing schools in Kerala with the idea of migrating by themselves, without having "to follow [their] wife"; they represent 20% of the last student batches. They are still to enter on the world job market. But it already shows that it has become possible today to defy the stereotype which defines nursing as a pure womanly occupation. The opportunities of migration attached to this profession have for sure played a key role in the possible social acceptance of such a move, but it is a sign that gender norms are not static in Kerala itself. Becoming oneself a nurse to go abroad may very well be a lesson learnt from the not so easy situation of older migrant nurses' husbands. In any case, in order to take the path of migration -the goal of so many young people in Kerala, both for economic and social reasons – some compromises have to be done with tradition. For young Christian men of middle-class or lower middle class background, it can be firstly a compromise with gender norms: the men I met in Ireland have to assume a new division of labor within their couple; for a new generation, it comes to assume a job for long considered as a purely women's job.

Marie Percot
Anthropoloque
Laboratoire d'Anthropologie Urbaine/Institut Interdisciplinaire d'Anthropologie du Contemporain (EHESS/CNRS)
marie.percot@gmail.com

---

## Bibliography

Boehm, Deborah A. (2004) *Gender(ed) Migrations: Shifting Gender Subjectivities in a Transnational Mexican Community*, University of California-San Diego La Jolla, Working Paper n°100, 22 p.

Gallo, Ester (2006) Italy is not a good place for men: narratives of places and masculinity among Malayali migrants, *Global Networks,* n°6, pp. 357-372.

George, Sheba M. (2005) *When women come first. Gender and Class in Transnational Migration*, Berkeley, University of California Press, 259 p.

Humphries, Niamh (2008) Overseas nurse recruitment: Ireland as an illustration of the dynamic nature of nurse migration, *Health Policy*, Vol. 87, n°2, pp. 264-72.

Jeffrey, Robin (1993) *Politics, Women and well-being, How Kerala became a model*, New Delhi, Oxford University Press (Paperback), 285 p.

Kandel, W. ; Massey, D. S. (2002) The Culture of Mexican Migration: A Theoretical and Empirical Analysis, *Social Forces*, Vol. 80, n°3, pp. 981-1004.

Monsutti, Alessandro (2005) La migration comme rite de passage : la construction de la masculinité parmi les jeunes Afghans en Iran, *Cahiers Genre et Développement,* n°5, pp. 179-186.

Mathew, Liz (2006) Malayali nurses – lifeline of Keralites abroad, *Gulf Times*, Qatar, 26/9/2006. [en ligne, ref. du 21/02/11] URL : <http://www.gulftimes.com/site/topics/article.asp?cu_no=2&item_no=109651&version=1&template_id=40&parent_id=22>.

Mines, Richard (1981) *Developing a Community Tradition of Migration: A Field Study in Rural Zacatecas, Mexico, and California Settlement Areas*, San Diego La Jolla, University of California, Program in United States Mexican Studies, 219 p. (Monographs in U.S.–Mexican Studies, n° 3).

Nisbett, Nicholas (2009) *Growing up in the Knowledge Society: Living the IT Dream in Bangalore*, Delhi, Routledge, 220 p.

Osella, Caroline & Osella, Filippo (2006) *Men and masculinities in South India*, London, Anthem Press, 241 p.

Percot, Marie (2006) Indian nurses in the Gulf: two generations of female migration, *South Asia Research*, Vol. 26, n°1, pp. 41-62.

Percot, Marie & Naïr, Sreelekha (2010) Comment s'ouvrir les frontières du monde ? La migration des infirmières indiennes, in *Circulation et territoire dans le monde indien contemporain,* Dupont, V. & Landy, F. (eds.) Paris, EHESS, pp. 211-239.

Venier, Philippe (2011) Development of entrepreneurial initiatives in the UAE among Kerala emigrants, in *Dynamics of Indian Migration: Historical and Current Perspectives*, Rajan, I. & Percot, M. (eds) New Delhi, Routledge, pp. 164-194.

Zachariah, K.C. & Irudaya Rajan, S. (2004) *Gulf Revisited*, Trivandrum, Centre for Development Studies, Working paper n°363, 89 p.

Zachariah, K.C.& Irudaya Rajan, S. (2008) *Kerala Migration Survey 2007*, Trivandrum, Centre for Development Studies, 200 p.[en ligne, ref. du 24/09/11] URL : <http://www.cds.edu/admin/homeFiles/Kerala%20Migration%20Survey%202007.pdf>.

# Brickfields (Kuala Lumpur) : une ancienne enclave ethnique pour les nouvelles stratégies trans-étatiques des informaticiens indiens

Éric Leclerc

**Les informaticiens sont devenus des figures emblématiques des migrations indiennes au XXIème siècle au point d'éclipser parfois les représentations précédentes comme les médecins pour n'évoquer que les plus qualifiés. Cette attention soutenue a servi le discours politique du parti nationaliste du BJP[1] lorsqu'il était au pouvoir. Les informaticiens indiens et leurs plus brillants entrepreneurs sont devenus des figures de proue de la réussite et de l'émergence du pays. Plus que les infirmières ou les travailleurs émigrés dans le Golfe, ils ont fini par incarner l'entrée de l'Inde dans une économie globalisée.**

## Introduction

Du point de vue académique, leur analyse a conduit à un changement de paradigme, de l'approche migratoire au profit de l'approche circulatoire. Les informaticiens indiens appartiennent désormais aux élites circulantes qui parcourent le monde dans un système de lieux mondialisés : les villes globales de Saskia Sassen (2001). Cependant, cette image d'une fluidité dans les mouvements est contredite par des analyses sociologiques. Dans son ouvrage de 2007, Biao Xiang décrit un système global de mobilité soumis à de fortes régulations sociale et culturelle. Nous sommes bien loin d'un marché du travail mondial ouvert dans lequel les informaticiens pourraient circuler au gré des seules opportunités professionnelles. Pour compléter l'analyse sociologique des professionnels des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC), nous souhaitons interroger la dimension spatiale de ces pratiques. Quelle spatialité est construite par ce système global de circulation ? Comment et où se réalise cette mobilité professionnelle ? Pour répondre à ces questions, je mobiliserai la théorie de l'acteur-réseau développée par Bruno Latour pour qui le global n'est pas une nouvelle réalité extérieure qui s'impose aux sociétés, mais une suite de moments et de mouvements locaux. C'est pour cette raison que j'ai choisi d'analyser la spatialité des informaticiens indiens à travers l'exemple local du quartier de Brickfields[2] à Kuala

[1]Le *Bharata Janata Party* (Parti du Peuple indien) est un parti nationaliste hindouiste au pouvoir de 1998 à 2004.

[2]Le nom de Brickfields - « champs de briques » -, correspond à l'activité antérieure et première de cet espace. Après l'incendie de Kuala Lumpur en 1881, les autorités anglaises imposèrent de reconstruire les maisons en dur et non plus en bois, d'où

Lumpur où ils s'installent temporairement pendant leur séjour en Malaisie. Nous procéderons en trois temps : tout d'abord localiser le mondial (où la mondialité se manifeste-t-elle à Kuala Lumpur?), puis redistribuer le local (comment les informaticiens indiens participent ils à cette mondialité ?) pour enfin parvenir à reconnecter les sites (Brickfields, un lieu particulier au cœur d'un réseau mondial de circulation professionnelle ?). Plus largement, il s'agit de comprendre où et comment se construit la ville globale.

## Kuala Lumpur ville globale, ville mondialisée ?

La dispersion grandissante des migrants indiens à l'échelle du globe pose la question de la pertinence des catégories spatiales utilisées pour décrire et analyser ces mouvements. La question est d'autant plus importante que le mouvement s'effectue à un rythme rapide avec des durées de séjour courtes, comme c'est le cas des informaticiens indiens travaillant sur projet. Pour rendre compte de leur extrême mobilité, on préfère, à leur propos, le concept de circulation à celui de migration (Simon, 2008 ; Cortès, Faret, 2009 ; Berthomière, 2009 ; Leclerc, 2009). Cependant celui-ci n'épuise pas l'analyse des dimensions spatiales de leurs déplacements. On doit s'interroger sur la topologie des réseaux mis en place pour permettre la circulation, sur les modes de franchissement des obstacles à leur mobilité (frontières) ou encore sur leur mode d'installation provisoire dans les sites où ils sont employés. Dans cet article nous explorerons la participation des informaticiens indiens à la fabrique de la ville globale en prenant en considération leurs lieux de travail et de résidence. Nous nous appuierons sur l'exemple de Kuala Lumpur qui est une de leur première étape dans un circuit mondial (Leclerc, 2007), et dans un pays qui a connu une très ancienne migration de travailleurs indiens au XIXème siècle.

Dans un premier temps, nous allons tenter de localiser la mondialité de la capitale malaisienne car elle n'affecte pas les villes globales dans leur totalité. Saskia Sassen définit ainsi cette nouvelle spatialité urbaine qui est « partielle en un double sens : elle ne rend compte que d'une partie de ce qui se passe dans les villes, et de ce que représentent les villes, et elle n'occupe qu'une partie de ce que nous pourrions concevoir comme l'espace d'une ville » (Sassen, 2009 : 204). Avant d'analyser la présence inégale du mondial à l'intérieur de Kuala Lumpur, il faut toutefois s'assurer qu'elle appartient bien à l'Archipel Mégalopolitain Mondial[3] ? Si l'on prend en considération différents classements des villes globales, la capitale malaisienne continue de se situer à un rang modeste. Dans son ouvrage, Saskia Sassen ne considère que le sommet du réseau, en limitant son étude à New York, Londres, Tokyo et Paris. Les analyses complémentaires du Réseau de Recherche sur les Villes Mondiales et la Globalisation[4] portant sur un nombre supérieur de villes (315 puis 528 entités), montrent l'entrée dans le réseau mondial de villes des pays émergents. Kuala Lumpur atteint le rang de ville « alpha » dans leur hiérarchie, ce qui correspond à une intégration dans le club des villes mondiales interconnectées.

Ce résultat est le fruit des efforts de l'État malaisien pour atteindre le statut de pays développé à l'horizon 2020 en transformant sa capitale en « mégalopole virtuelle ». Le projet du Dr Mahatir, premier ministre de 1981 à 2003, était de concentrer les efforts du développement national sur Kuala Lumpur pour rattraper la rivale Singapour. L'opération a commencé par la formation d'une entité urbaine de taille supérieure en intégrant Petaling Jaya, Subang

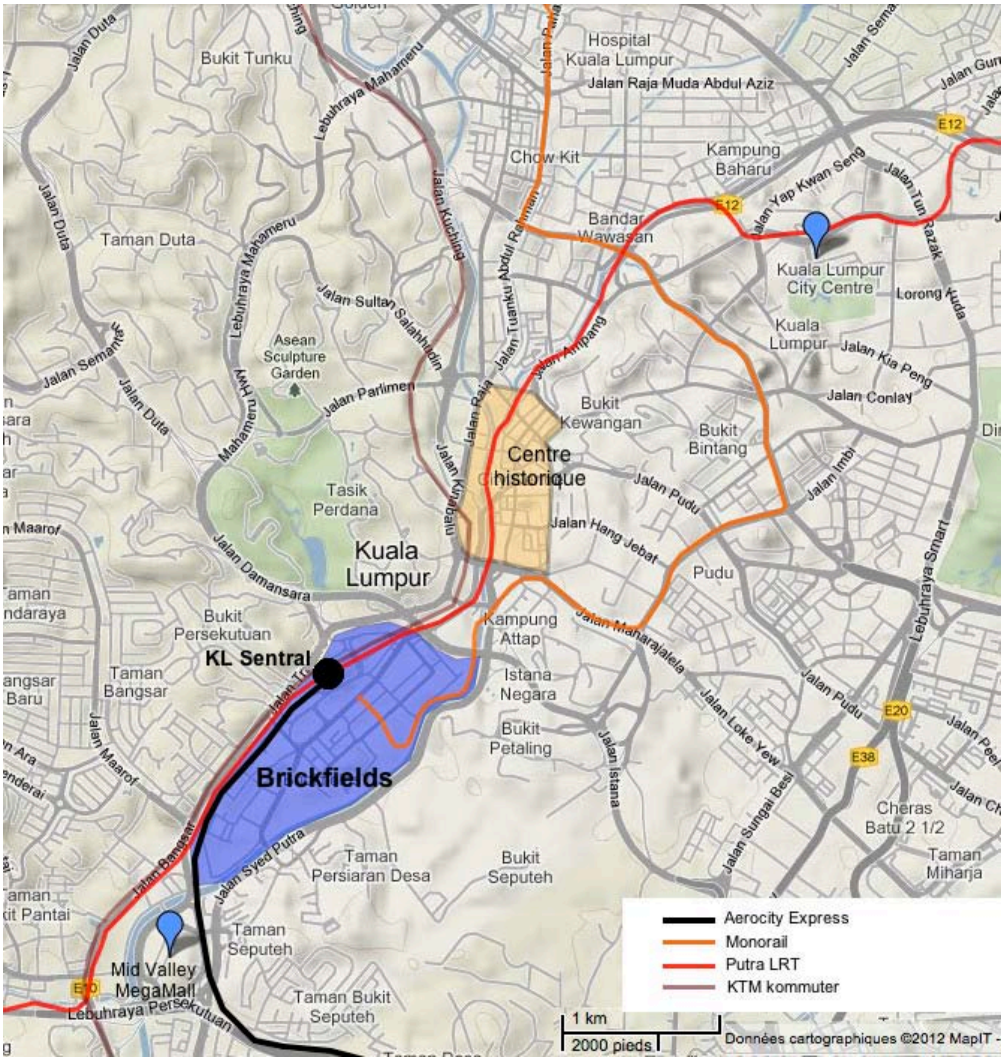
l'implantation de briqueteries auprès de carrières d'argiles sur ce site.

[3] *Cf.* Dollfus, 2001

[4] *Globalization and World Cities Research Network*, et plus particulièrement : http://www.lboro.ac.uk/gawc/rb/rb300.html#t2

Jaya (ancien aérodrome) et la zone industrielle de Shah Alam dans une agglomération unique. Puis, en 1996, le projet de Multimedia Super Corridor a été lancé avec la création d'un nouveau centre politique (Putrajaya, la Brasilia malaisienne), d'un technopole (Cyberjaya) et du plus grand aéroport de l'Asie du Sud-Est. Il s'agissait de concentrer les investissements publics en infrastructures de transport (le nouvel aéroport international, une liaison par rail expresse, des autoroutes) et de télécommunications (une fibre optique d'une capacité de 10 gigabits) sur un corridor large de 15 km et long de 50 km pour créer un pôle de hautes technologies. Les sites dédiés aux TIC ont été complétés par des activités commerciales comme le Kuala Lumpur City Centre Complex des tours Petronas ou encore le « plus grand centre commercial d'Asie », le Mid Valley MegaMall au sud du quartier de Brickfields (*cf. infra,* Illustration 1). Ces morceaux de ville globale sont identifiables par leur architecture copiant les standards internationaux et leurs infrastructures de communications

**Illustration n°1 :** Localisation du quartier de Brickfields à Kuala Lumpur.




*Source : Cartographie Éric Leclerc à partir de Google Maps.*

regroupant les dernières technologies de communication et de transport. Á première vue, les espaces mondialisés dans les villes globales semblent facilement identifiables par leurs réalités matérielles. Dans les paysages urbains, ce sont les centres d'affaires avec leurs gratte-ciels, à Kuala Lumpur les tours Petronas ou les enclaves de hautes technologies comme Cyberjaya.

Le quartier de Brickfields s'est vu doté depuis peu de tels équipements avec la construction de la nouvelle gare centrale de Kuala Lumpur[5]. Ce quartier, situé au Sud du centre ville historique, a une superficie de 1,5 $km^2$ pour environ 12.000 habitants en 2000 ; c'est donc une zone de faible densité. Pendant près de 50 ans, Brickfields a été tenu à l'écart du développement de la métropole, alors qu'un peu plus au Nord, les gratte-ciels renouvelaient le paysage urbain en créant un centre d'affaires ultra-moderne. Ce n'est qu'à partir du milieu des années 1990 que le quartier a connu à son tour des transformations radicales. Le projet de gare centrale (KL Sentral) programmé avant la crise asiatique n'a commencé à sortir de terre qu'en 2001. L'État a récupéré les vieux entrepôts des chemins de fer et une partie des logements des cheminots pour bâtir une « ville du futur autonome » (*futuristic self contained city*) selon son concepteur le Dr Kisho Kurukawa, (*cf. infra*, Illustration 2). Le cœur du projet est constitué par la nouvelle gare qui rassemble les moyens de transports de masse rapides de la métropole. En plus du réseau ferré (KTM), on y trouve deux lignes de métro aérien (Putra et Monorail) et la liaison expresse vers le nouvel aéroport international qui dessert en chemin Putrajaya et Cyberjaya (*cf. supra*, Illustration 1). KL Sentral est donc un nœud intermodal de transport auquel ont été ajoutés quelques immeubles résidentiels et de bureaux (*cf.* les immeubles au second plan, *infra*, Illustration 3), ainsi que deux hôtels de luxe (Hilton, Le Méridien). En 2007, un centre commercial aussi vaste que celui des tours Petronas est venu compléter l'équipement. Aussi Brickfields a-t-il retrouvé en ce début de XXIème siècle son rôle de nœud de transport et une place majeure dans le paysage urbain de Kuala Lumpur.

[5]L'ancienne gare de style indo-saracénique a été conservée mais son trafic a fortement diminué.

**Illustration n°2** : Le nouveau quartier de la gare centrale.

*Source : cliché Éric Leclerc.*

Au dernier plan les deux hôtels de luxe de KL Sentral, au deuxième plan les établissements de Jalan Thambipillay, au premier plan l'arrivée du Monorail.

On peut toutefois s'interroger sur le rôle de cette concentration de moyens de transports dans ce quartier longtemps ignoré de la planification urbaine. Sont-ils destinés à désenclaver les habitants du quartier de Brickfields pour leur permettre d'accéder au reste de la ville ? Ou s'agissait-il de récupérer des terrains faciles à bâtir pour y implanter d'autres populations ? Ou bien encore fournir des infrastructures de transports modernes aux élites globales de Kuala Lumpur afin qu'elles puissent accéder plus facilement au cœur du pourvoir (Putrajaya) ou rejoindre les autres villes globales grâce à l'aéroport international ? Comme l'affirme Richard Baxstrom qui a conduit une enquête anthropologique détaillée du quartier après ces transformations, le concept de « ville du futur autonome » ne laisse guère de doute. Dans la transformation de Kuala Lumpur en ville globale, ce projet a été « implicitement conçu pour exclure les quartiers environnants » (Baxstrom, 2008, 4). Le projet de KL Sentral est destiné à accueillir des populations n'étant pas d'anciens résidents de Brickfields, afin de constituer un entre soi des élites globales.

En effet la mise à l'écart du quartier dans l'évolution de Kuala Lumpur tient à sa réputation d'enclave ethnique indienne dans l'imaginaire commun des habitants de la ville. Kuala Lumpur compte deux autres quartiers « indiens », Sentul au Nord du centre d'affaires et sur la côte, Port Klang. Les premiers immigrants du sous-continent à résider dans ces quartiers étaient des ouvriers des chemins de fer employés à sa construction et son entretien. Ils ont été engagés en Inde du Sud, principalement

dans l'actuel Tamil Nadu, auxquels il faut ajouter un autre flux d'immigrants venu du Sri Lanka, le personnel administratif et d'encadrement, des Tamouls et des Kéralais. Les principaux dépôts de chemin de fer sont situés à Sentul et Brickfields à l'extrémité des lignes et les travailleurs étaient logés sur place dans des maisons de fonction à deux niveaux appelées *the hundred quarters,* dont il reste encore quelques exemplaires (*cf. infra,* Illustration 3). L'implantation des Indiens en ville est donc liée à la mobilité, les chemins de fer ainsi que le port où étaient installés les dockers. Avec les marchands et prêteurs d'argent (Chettiar), ils constituaient la minorité urbaine (1/3 en 1947) de la communauté indienne, le reste des immigrants travaillant dans les plantations d'hévéa dans les campagnes. Bien que Brickfields soit couramment considéré comme un quartier ethnique, les chiffres du recensement montrent que les Indiens représentent moins de la moitié des habitants (40%). C'est bien sûr beaucoup plus que leur représentation nationale (7,7%, 1,8 millions en 2000), mais les Chinois étaient aussi nombreux (40%) jusque dans les années 1980.

**Illustration n°3 :** Les anciens logements de fonction des cheminots.

*source : cliché Éric Leclerc.*

Au premier plan les logements des cheminots et au second plan les nouveaux immeubles résidentiels de KL Sentral.

La transformation du quartier avec le projet de gare centrale, le centre des affaires et les immeubles résidentiels qui l'accompagnent offre une lecture dichotomique de l'espace qui répond assez bien à la description de Saskia Sassen. Il y a d'une part des îlots de mondialité symbolisés par les centres commerciaux ultra-modernes,

les technopoles regroupant les activités liées aux TIC ou encore les centres de décisions économique ou politique, et de l'autre des espaces de relégation comme Brickfields. Ce quartier perçu comme une enclave ethnique à Kuala Lumpur est doublement mis à distance, d'abord parce qu'il ne participe pas à l'économie mondialisée, et deuxièmement parce que la minorité indienne en Malaisie est discriminée. Depuis l'indépendance et surtout l'éclatement de la fédération malaise avec la séparation de Singapour, l'État malaisien est engagé dans une politique de discrimination positive en faveur des Malais, les « *bumiputra* » ou « fils du sol ».

Or cette lecture binaire de l'espace qui oppose le mondial au local, les lieux connectés aux lieux exclus et qui pose la fracture numérique comme nouvelle frontière générée par les TIC, est remise en cause par le choix de résidence des informaticiens indiens. Ceux-ci, recrutés pour permettre le passage de la Malaisie à une économie de la connaissance, se sont installés principalement dans ce quartier. Mais alors, comment peut-on être, comme les informaticiens indiens, à la fois dedans et dehors ? Au cœur et à la périphérie de la ville mondiale ? Pour résoudre cette contradiction, nous suivrons Bruno Latour lorsqu'il propose de considérer qu'il n'y a pas de dehors et de dedans dans la fausse dichotomie global/local. Il affirme qu'« il n'y a pas d'accès au global pour la simple raison que vous vous déplacez toujours d'un endroit à un autre à travers des couloirs étroits sans jamais passer "dehors". » (Latour, 2009 : 5). Par cette métaphore du cheminement, il signifie que le concept de globalité, qu'il s'applique à l'économie ou à la ville, ne se réalise que par une suite d'actions de portée limitée. C'est l'enchaînement de chacune de ces actions locales qui produit des réseaux longs que nous appelons globaux. Je vais m'appuyer sur l'exemple des informaticiens indiens pour illustrer cette entreprise de re-distribution du local.

## Une approche critique du fonctionnement de la ville globale

Il faut tout d'abord justifier la brusque apparition des informaticiens indiens dans notre récit de la mondialité de Kuala Lumpur. Les informaticiens indiens sont les grands absents du récit de la globalisation de la Malaisie. Dans la lecture nationaliste de l'entrée de la Malaisie sur la scène mondiale, les informaticiens indiens demeurent invisibles, pourtant ils sont bien présents. Comme la Malaisie subit un exode des cerveaux[6], elle a dû recourir à une immigration de remplacement par les professionnels indiens ; ces derniers représentaient en effet 51 % des travailleurs étrangers du secteur des TIC en 2004 (MSC, 2005 : 9). Contrairement au reste de l'économie où l'immigration est fortement combattue, l'État malaisien a assoupli sa réglementation dans le domaine des hautes technologies. Les entreprises enregistrées auprès du *Multimedia Super Corridor* peuvent recruter autant d'immigrants qu'elles le souhaitent. Il leur suffit de soumettre un plan de développement (*business plan*) indiquant un accroissement de leurs besoins en main-d'œuvre auprès des autorités du MSC. Celles-ci transmettent cette demande aux services de l'immigration qui, après vérification des critères d'éducation (diplômes) et d'expérience professionnelle des immigrants potentiels (au moins 3 ans), délivrent en une à deux semaines une lettre d'approbation pour obtenir un visa d'emploi temporaire. Ce réalisme politique en matière d'immigration hautement qualifiée démontre la volonté de la Malaisie de participer à la course aux talents de l'économie mondialisée. En revanche, il entre en conflit avec le récit national très sensible sur la question de l'ethnie. Dans les rapports annuels du Multimédia Super Corridor, il est bien difficile d'évaluer la part des travailleurs étrangers dans les entreprises. Leur nombre

[6] 90 000 personnes hautement qualifiées ont trouvé à s'employer en Asie du Sud-Est et dans les pays de l'OCDE depuis le début des années 1990 (Yahya, Kaur, 2008 : 22).

semble diminuer d'année en année et ils sont progressivement remplacés par des *bumiputra* (82% en 2004, 92% en 2009 pour un total de 100 000 emplois). Si la proportion des Indiens parmi les informaticiens recrutés à l'étranger s'est maintenue jusqu'à cette date (2009), alors ils seraient environ 3 000. Mais les chiffres du MSC n'apparaissent pas très fiables et l'on observe de fortes variations suivant les années. Ainsi en 2008, la part des *bumiputra* tombe à 67%, car le MSC reconnaît que 14% des emplois sont externalisés (MSC, 2009). Il s'agit ainsi de comprendre les forts pourcentages de Malais par rapport au total des emplois non externalisés. Il y a donc près de 11 000 emplois dont on ne connaît pas la distribution ethnique. Une part non négligeable de ceux-ci est à priori occupée par des informaticiens indiens qui sont très nombreux dans l'externalisation. Si leur participation est passée sous silence, ils occupent pourtant une place importante dans la mondialisation des activités liées aux TIC en Malaisie.

Quelle est leur place dans la ville globale ? Dans « La globalisation, une sociologie » (2009), Saskia Sassen décrit l'émergence de trois nouveaux types de classes sociales globales :

- une nouvelle élite d'entrepreneurs et d'expert internationaux. Les premiers possèdent les moyens de production, alors que les seconds n'ont qu'une action de contrôle grâce à leur domaine d'expertise particulier (spécialiste du droit international, expert comptable, courtier en bourse) ;
- un réseau de décideurs politiques transnationaux et de fonctionnaires internationaux en charge de questions mondiales comme le terrorisme, le changement climatique ou les droits de l'homme ;
- enfin une classe globale plus désavantagée car constituée par les travailleurs peu qualifiés qui rejoignent les villes globales pour s'employer auprès des deux premières classes qui y résident.

Les informaticiens semblent correspondre trait pour trait à la description des experts internationaux. Ces programmeurs, analystes systèmes et ingénieurs en informatique sont nécessaires au bon fonctionnement de l'économie globale pour mettre en place et assurer la maintenance des moyens de communication. Ils constituent des rouages essentiels dans les réseaux qui autorisent les flux financiers et les échanges internationaux de biens. À la différence des entrepreneurs globaux, ils ne possèdent cependant pas de capitaux. Parmi les informaticiens indiens, il faut cependant distinguer deux groupes : les expatriés et les sponsorisés. Les premiers sont recrutés sur un poste précis dans une firme multinationale ou des grandes entreprises informatiques indiennes comme Satyam ou Wipro, pour un contrat de durée variable. À ce titre, ils bénéficient des avantage liés à la mobilité internationale des élites : un hébergement et/ou la prise en charge de certains de leur frais (scolarité pour les enfants, assurance familiale). Ce groupe est numériquement minoritaire. Son statut comme ses pratiques spatiales le rattachent facilement aux élites globales. Le second groupe, sponsorisé par des loueurs de cerveaux, est placé dans des entreprises de façon temporaire pour réaliser leurs opérations informatiques. Ce système de gestion de la main d'œuvre décrit par Heeks (1989) pour les États-Unis et Xiang (2007) en Australie, existe aussi en Malaisie (Leclerc, 2007). Xiang définit ainsi le système de location de cerveaux[7] (*body-shopping*) : « une pratique où une entreprise (le fréteur)

[7]Le terme évoque crûment la commodification du travailleur, et n'est pas étranger à la vision négative de l'informaticien indien. Comme il n'existe pas d'équivalent en français, je propose d'utiliser l'expression « location de cerveaux » pour conserver la connotation négative de l'expression originale. Le terme de « loueur de cerveaux » s'affiche quant à lui sur certains blogs d'informaticiens et il existe déjà en français l'expression « fuite des cerveaux » pour désigner le départ des « talents » intellectuels d'un pays.

recrute des informaticiens outre-mer puis les place chez un client sur un projet particulier, alors que l'entreprise elle-même n'est pas impliquée dans le projet. À la différence d'une agence de placement qui propose des employés à un employeur, le fréteur gère l'employé pour le compte de l'affréteur »[8]. À ce titre, l'informaticien n'est pas considéré comme un employé de l'entreprise où il exécute le projet. Lorsque nous avons interrogé ces sociétés, elles ne déclaraient pas de personnel indien puisqu'il s'agit d'une externalisation. L'informaticien indien sponsorisé est dans une situation intermédiaire par rapport à l'entreprise qui fait appel à lui pour un projet, ni entièrement dedans, ni totalement dehors. Il en est de même pour sa situation de migrant au regard de l'État malaisien. Théoriquement, une entreprise enregistrée auprès du MSC, ne peut recruter qu'en fonction de ses besoins, mais comme je l'ai décrit précédemment, elles recrutent en surnombre. En conséquence, les informaticiens ne sont pas toujours en activité, ce qui les place alors dans l'illégalité. Bien que recrutés sur des visas de travail valides, les périodes d'inter-contrat imposées par les variations de l'activité les mettent en porte-à-faux avec les autorités malaisiennes. L'immense majorité des informaticiens indiens présents appartient à la seconde catégorie. Il ne vivent pas dans un entre-deux dont il faudrait définir les caractéristiques, mais ils naviguent constamment d'un monde à l'autre. C'est notamment ce qu'illustrent leurs pratiques spatiales.

En effet alors qu'ils travaillent dans les îlots de mondialité de Kuala Lumpur où sont installées les entreprises informatiques ou les sociétés de services (banques, assurances, cabinets d'avocats) qui réclament leurs talents, ils habitent principalement à Brickfields. Le choix résidentiel des informaticiens indiens brouille la lecture dichotomique de la ville globale entre espaces intégrés par la mondialisation et espaces exclus. En effet, la majorité des informaticiens indiens à Kuala Lumpur travaillent dans les îlots de mondialité et habitent dans les espaces déconnectés. Pour leur travail, ils se rendent dans les parcs scientifiques ou dans les immeubles de bureaux du centre des affaires pour entretenir et adapter les outils de communications qui assurent la connexion de la Malaisie avec l'économie globale. Par contre, ils ont élu domicile hors de ces sites globaux, car à Brickfields ils n'habitent pas dans les immeubles et les hôtels de KL Sentral, mais dans l'ancien quartier. La dichotomie entre espaces de la compétition mondiale et « nouvelle périphérie » délaissée est remise en question par leur mobilité quotidienne. Si l'on suit les pratiques spatiales des informaticiens, l'écart entre les deux mondes se réduit fortement. Ce qui apparaît comme une limite franche dans les paysages de la ville globale, les campus clos des entreprises multinationales, les centres des affaires à l'accès contrôlé tout comme les espaces de consommation des élites, est parcouru, traversé par les informaticiens. C'est pour cette raison que l'on peut parler d'incorporation de la frontière entre ville globale et ville locale, littéralement les informaticiens indiens transportent avec eux la limite.

On pourrait objecter que le choix résidentiel des informaticiens est guidé par des motivations culturelles ou communautaires puisqu'ils ont élu domicile dans une enclave ethnique. Le quartier de Brickfields offre l'opportunité d'analyser cette dimension des relations intra-ethniques entre informaticiens indiens et descendants des immigrants du XIXème siècle car c'est un site historique d'implantation de la communauté indienne urbaine de Malaisie. Pour leur vie quotidienne, les informaticiens

[8]"Body shopping is the practice whereby a firm ("body shop") recruits IT workers from overseas and then farms them out to clients for a particular project, though the firm itself is not involved in the project. Unlike the conventional recruitment agencies who introduce employees to employers, body shops manage workers for the employers" (Xiang, 2002 : 13).

peuvent profiter des nombreux magasins et restaurants indiens le long de l'avenue Jalan Tun Sambhantam (anciennement Jalan brickfields) (*cf. infra,* Illustration 4).

**Illustration n°4 :** Les magasins indiens sur Jalan Tun Sambhantam.

*source : cliché Éric Leclerc.*

Le quartier offre aussi d'autres services plus illégaux, comme la prostitution qui est exercée dans la rue de Jalan Thambipillay, à quelques dizaines de mètres du terminus du Monorail (*cf. supra*, Illustration 3). Il a aussi une solide réputation dans la contrefaçon de pièces d'identité, que nous n'avons pas pu vérifier. Ces activités parallèles peuvent accroître l'attractivité du quartier pour des migrants, tout en renforçant sa stigmatisation comme espace dangereux. L'autre face de Brickfields, celle prospère, c'est son accessibilité. Grâce aux nombreuses lignes de transport aboutissant à KL Sentral, les informaticiens peuvent se rendre sur leur lieu de travail partout dans la ville. Ils ont la possibilité d'aller dans le centre des affaires avec le Monorail ou à Cyberjaya avec la ligne expresse. Il ne faut pas oublier également que Brickfields est la porte d'entrée de Kuala Lumpur lorsque l'on vient de l'étranger puisque le quartier est relié directement à l'aéroport international, KL Sentral est le terminus de la liaison rapide. Enfin, ce quartier disposait de logements vacants lorsque la vague d'immigration des informaticiens a commencé. À Brickfields, les informaticiens sponsorisés habitent surtout des *condominiums*[9] situés dans la partie orientale du quartier, comme par exemple Palm Court et Villa Scott. Ces ensembles construits

[9]Immeuble en co-propriété.

avant la crise asiatique n'ont pas trouvé preneurs avec le ralentissement de l'activité, ce qui a ouvert des opportunités de location pour de nouveaux immigrants. Le choix de Brickfields comme lieu de résidence par les informaticiens tient à ces différents facteurs, la présence de commerces ethniques, l'existence d'opportunités d'hébergements ainsi qu'à sa nouvelle fonction de nœud intermodal de transport. Pour autant, Brickfields fonctionne-t-il comme un lieu de ressources ethniques pour les informaticiens ? Offre-t-il pour ces derniers des opportunités d'emplois ou encore favorise-t-il les liens entre anciens et nouveaux immigrants ?

Nous avons pu observer que les informaticiens ont peu de contacts avec les résidents indiens du quartier. En dehors des rencontres fortuites dans les magasins, les nombreux temples du quartier ou sur le marché du jeudi soir qui se tient au pied de Palm Court dans la rue Sultan Abdul, ils n'établissent pas de relations avec les anciens émigrants. Lorsque nous avons rencontré Rajaretnam Armuggan, le président du Conseil Malais de la Jeunesse Indienne (*Malaysian Indian Youth Council*), il ne considérait pas que les informaticiens indiens faisaient partie de la minorité indienne. Il marquait une certaine distance avec des individus différents à la fois socialement et culturellement : des professionnels *telugu* (originaire d'Andhra Pradesh) alors que la majorité des indiens de Malaisie sont d'origine tamoule et anciens travailleurs sur les plantations (Inde ou Sri-Lanka). Lorsque Richard Baxstrom interroge un artiste reconnu, résident de Brickfields depuis 1986, sur l'évolution du quartier, celui-ci lui répond à propos des nouveaux arrivants : *ce sont généralement des professionnels, mais ils viennent ici parce qu'ils peuvent obtenir des choses du pays. Bien sûr, la plupart ne sont pas Tamouls ce sont des Indiens du Nord, je pense - mais [ici] c'est toujours plus familier que la plupart des endroits de KL*[10]. L'informateur de Baxstrom se trompe sur l'origine des informaticiens qui viennent majoritairement de l'Inde méridionale, ce qui est un signe révélateur d'une absence de contact. Ils sont par contre bien identifiés comme des professionnels résidant à Brickfields pour des besoins de consommation courante. L'informateur de Baxstrom et le nôtre jouent tous deux du registre culturel pour se différencier des informaticiens. Il n'y a donc pas d'unité de type communautaire entre les immigrants indiens récents et anciens au sein du quartier de Brickfields. La seule exception que nous avons pu noter lors de notre séjour, était un certain prosélytisme religieux de la part d'adorateurs de Satya Sai Baba.[11] Nous avons été invité par un informaticien à une cérémonie en l'honneur de son guru qui se tenait au siège de l'une des principales associations de la diaspora indienne (*General Organisation of People of Indian Origin*) présente dans le quartier. Mais en dehors de ces pratiques religieuses marginales, les Malaisiens d'origine indienne se tiennent à l'écart de ce groupe professionnel.

Le choix résidentiel des informaticiens indiens sponsorisés bouleverse doublement la lecture de la ville globale. Premièrement, leur mobilité quotidienne entre lieu de travail et domicile remet en cause la lecture dichotomique de la ville globale qui oppose comme deux entités séparées, les espaces de la mondialité aux espaces locaux déconnectés. Ils établissent un lien entre ces types d'espaces, et s'il existe une frontière entre ces deux mondes, alors elle circule avec eux. Deuxièmement, les informaticiens indiens n'entrent pas dans la typologie sociale proposée par Saskia Sassen. Seule une minorité d'entre eux, les informaticiens expatriés, peut être assimilée à des experts internationaux appartenant à l'élite globale. D'ailleurs, cette minorité, logée par son

[10]« They are generally professionnals, but they come here because they can get things from home. Sure, most of them aren't Tamils - they are North Indians, I think - but it is still more familiar than most places in KL » (Baxstrom, 2008 : 145).

[11]Un célèbre gourou originaire de Puttapathi (Anantapur, Andhra Pradesh), de son vrai nom Sathyanarayana Raju, décédé le 24 avril 2011.

employeur, réside dans les mêmes quartiers que la classe moyenne malaisienne d'origine indienne (Petaling Jaya), donc hors de Brickfields. L'immense majorité des informaticiens indiens, ceux qui sont sponsorisés, travaille avec l'élite globale mais habite avec les minorités locales. Cette proximité n'entraîne pas pour autant la construction de liens communautaires. Les informaticiens n'engagent pas de relations avec les descendants des anciens émigrants. Il y a à cela une raison pratique : les informaticiens sont occupés de longues heures sur le site des entreprises. D'autre part, leur séjour en Malaisie étant de courte durée - entre deux et quatre ans - ce sont d'avantages des circulants. Les démarches étant beaucoup trop longues (sept ans), ils n'ont pas l'espoir d'obtenir un statut de résident permanent. Il est probable aussi que le statut social inférieur de la minorité indienne en Malaisie où elle est considérée comme une classe dangereuse, ne les encourage pas à tenter leur chance. Malgré des difficultés partagées, les anciens immigrants et les informaticiens indiens ne développent pas une conscience communautaire. De facto, les informaticiens ne diffusent pas leur part de mondialité auprès de la minorité indienne locale. Ils entretiennent ainsi l'isolement de cette dernière. Il faut se garder d'une lecture culturaliste du choix résidentiel des informaticiens indiens. Pour ces derniers, Brickfields ne constitue pas une ressource ethnique. Leur marché de l'emploi est complètement extérieur à l'espace de résidence, pas seulement par sa localisation (îlot de mondialité dans Kuala Lumpur), mais aussi par son fonctionnement, l'économie de Brickfields n'est pas reliée à l'activité informatique. Le fait d'habiter ce quartier ne leur offre aucune opportunité d'emploi par l'intermédiaire des anciens immigrants. On peut alors s'interroger sur les raisons de cette concentration spatiale qui se retrouve dans d'autres pays (Australie, Singapour, États-Unis). En quoi cette forme spatiale est-elle utile au fonctionnement de la circulation mondiale des informaticiens indiens ? Comment s'effectue la connexion de sites aussi distants ?

## Brickfields un lieu relais dans les stratégies trans-étatiques des informaticiens indiens

Pour analyser la forme spatiale mise en œuvre par les informaticiens indiens et leurs sponsors pour faciliter leur circulation mondiale, nous devrions changer d'échelle. Cependant, c'est bien à partir de l'exemple de Brickfields que nous allons montrer comment ces différents sites peuvent être reliés et aussi comment cette expérience construit la figure de l'informaticien indien. Pour dépasser le caractère contingent de cet espace, un quartier d'une métropole émergente, il faut revenir sur le fonctionnement de ce lieu.

Nous avons pu observer les conditions de vie des informaticiens indiens dans les *condominiums*. Ils vivent par groupe de quatre, cinq ou six dans des appartements d'un confort assez rudimentaire. Ils partagent les chambres, et la pièce commune n'est le plus souvent meublée que d'un canapé, une table basse et une télévision. Cette organisation en collocation leur permet d'économiser sur leurs dépenses de vie courante à Kuala Lumpur[12]. Cependant, cette organisation collective tire surtout son origine de leur mode de recrutement en réseau. Le sponsor qui les fait venir les place dans ces logements au fur et à mesure de leur arrivée. Ils y retrouvent souvent des connaissances, car les agents sollicitent les informaticiens lorsqu'un poste est à pourvoir pour trouver le candidat adéquat en Inde. Comme ils n'ont pas obligatoirement un travail au début de leur séjour, cette proximité avec d'autres informaticiens assure une meilleure circulation de l'information et démultiplie leurs chances de trouver un emploi. Le *condominium* fonctionne très localement comme un marché du travail où

[12] *Cf.* le budget des informaticiens indiens établi par Yahya et Kaur, Table 4, 2008 : 27.

circulent facilement les informations sur les postes disponibles. La dichotomie entre lieu de résidence et lieu de travail qui m'avait servi au début de nos propos à relever le paradoxe de la situation des informaticiens indiens, entre mondialité et localité, n'est peut-être plus aussi nette. Le marché du travail n'est pas seulement dans l'entreprise, il existe aussi sous forme d'informations sur le lieu de résidence. Mes entretiens ont par ailleurs montré que les informaticiens indiens augmentent leurs revenus en recherchant des travaux de programmation qu'ils effectuent en dehors de leurs heures de travail. Pour exécuter ces tâches, ils n'ont besoin que d'un ordinateur, aussi peuvent-ils les effectuer dans leur logement. Ce travail est ramené au lieu de résidence, transformant celui-ci temporairement en lieu de travail. La frontière entre les deux types d'espace est donc faible. Par cette pratique, ils transportent le global jusque sur leur lieu de résidence. C'est aussi éventuellement un espace de ressources professionnelles où ils peuvent trouver une aide pour résoudre des problèmes de programmation et partager leurs compétences techniques.

C'est à la fois sur son lieu de travail chez le client dont il n'est qu'un employé temporaire et sur son lieu de résidence-travail qu'il devient, par le collectif, un « informaticien indien », c'est-à-dire une main-d'œuvre flexible. Leur concentration spatiale répond donc à la situation de flexibilité dans laquelle les placent leurs sponsors et au-delà, les entreprises qui ont recours à leurs qualifications. En effet, le fonctionnement par projet des entreprises globales requiert la mobilisation d'une cascade d'agences de placement : il s'agit du système de location de cerveaux. Mais il faut aussi des lieux comme Brickfields à Kuala Lumpur où circule l'information par contacts directs entre les informaticiens. C'est la raison pour laquelle de telles concentrations sont signalées aussi bien dans la Silicon Valley, en Australie qu'à Singapour. Brickfields n'est donc pas un site particulier, mais une forme de lieu générique qui se trouve dupliqué dans toutes les villes globales où interviennent les informaticiens indiens. Il est une condition nécessaire au fonctionnement en réseau du recrutement international des informaticiens indiens.

L'analyse de la circulation du travail grâce au développement des techniques numériques a montré (Aneesh, 2006) qu'un certain nombre de conditions doivent être remplies pour faciliter la mobilité à l'échelle mondiale : normalisation des informations échangées, des procédures, des formes de communications (hiérarchie des moyens utilisés depuis le courrier électronique jusqu'à la video-conférence). C'est la raison pour laquelle les entreprises indiennes ont été les premières à se plier aux exigences des normes mondiales de certification. Qu'en est-il lorsque c'est l'informaticien qui voyage et non le travail ? Lorsqu'il est mandaté pour une mission par une entreprise de grande taille, il suit un programme pour le préparer au travail à l'étranger. Nous avons rencontré à Bangalore les responsables des ressources humaines d'Infosys et Wipro en charge de ces programmes interculturels qui nous en ont précisé le contenu. Il s'agit d'améliorer les compétences en communication des informaticiens avec les clients ou les chefs d'équipe étrangers. Cela passe par quelques rappels sur les différences d'expression selon les langues, sur une présentation des différences culturelles entre l'Inde et le pays de la mission (code vestimentaire, cuisine, etc.), ainsi que sur l'étiquette du milieu professionnel. L'acquisition de ces compétences est citée par les migrants indiens de retour comme un gain majeur de l'expérience du travail à l'international. Il y a donc une forme de préparation des informaticiens pour qu'ils s'adaptent facilement à leur poste temporaire. Ces préparations sont l'équivalent des certifications produites pour garantir la qualité des services informatiques, sauf qu'elles s'appliquent ici à des hommes.

Mais les informaticiens indiens qui entrent sur le circuit mondial par

l'intermédiaire d'un loueur de cerveaux - ceux qui sont sponsorisés -, n'ont pas droit à ce type de mise en condition. C'est le collectif des informaticiens indiens qui va les transformer au fur et à mesure de leur parcours. Il y a d'abord une sélectivité dans l'émigration des candidats pratiquée par les informaticiens déjà en poste, puisque leurs réseaux sont mobilisés par les sponsors pour trouver de nouvelles recrues. Puis, lorsqu'ils arrivent en Malaisie, pays correspondant souvent à une première étape, ils vont être progressivement formés par leurs colocataires dès leur arrivée. La résidence commune va en quelques sorte remplacer le programme interculturel des grandes entreprises. Un informaticien d'Andhra Pradesh qui n'avait jamais migré en dehors de son État d'origine en Inde et à qui nous demandions comment il pouvait commencer par une migration internationale vers la Malaisie, m'affirma qu'il n'y avait pas de différence pour lui entre Hyderabad et Kuala Lumpur comme site d'émigration ! C'est le collectif qui lui permet de passer de son village à une ville globale et de répondre à la norme « informaticien indien » requise par les entreprises internationales, c'est-à-dire flexible, avec de fortes capacités d'adaptation et de travail. L'informaticien indien devient le « mobile immuable » qui facilite la circulation mondiale. Ce concept de « mobile immuable » utilisé par Bruno Latour sert « pour décrire non pas évidemment un déplacement sans transformation, mais un déplacement qui passe par des transformations » (Latour, 2006 : 325, note 8). Lorsqu'il arrive en Malaisie, le jeune professionnel des TIC n'est pas encore un « informaticien indien ». Son expérience malaisienne est la première étape d'une transformation qui va se poursuivre dans le reste de son parcours international. La professionnalisation de l'informaticien accompagne son expérience de mobilité internationale et sera en partie renouvelée dans chaque pays pour répondre à des exigences locales.

Cette transformation est souhaitée par l'informaticien indien en devenir car il ne connaît pas le marché du travail sur lequel il arrive. Xiang relève que les informaticiens arrivant en Australie grâce à un sponsor leur sont reconnaissants de leur fournir des informations fiables sur leurs futurs employeurs. Cette nécessité du collectif pour trouver un emploi explique qu'ils soient prêts à restreindre leur liberté de mouvement et à accepter les contraintes qu'impose le sponsor. Ce que les informaticiens indiens apprennent par le collectif et le sponsor en situation est semblable aux normes que diffusent les programmes interculturels offerts aux expatriés. Il faut transformer l'informaticien indien pour qu'il s'adapte facilement au monde professionnel international. Il doit intégrer la culture dominante de l'entreprise globale : la maîtrise des échéances, la ponctualité, la capacité à organiser son travail de façon autonome et le respect des procédures (Upadhya, 2008 : 112). Le stéréotype de l'informaticien indien travailleur acharné et aux compétences informatiques larges sert à justifier sa flexibilité. En se soumettant à ces conditions, l'informaticien participe à la production et au renforcement du stéréotype. Bien qu'un certain nombre de caractéristiques « culturelles » attribuées aux indiens aient déjà étaient reconnues pour d'autres informaticiens (O'Riain, 2000), leur assimilation construit une représentation qui facilite leur projet migratoire. L'informaticien indien est une norme qui s'élabore progressivement par le système de location de cerveaux. En Australie, les informaticiens se tiennent même à l'écart des autres professionnels qui ne sont pas dans les TIC et qu'ils considèrent comme moins mobiles (Xiang, 2006 : 40, note 2). La reconnaissance du statut de professionnel est très importante pour les informaticiens indiens car elle offre un contre-point aux représentations négatives qui les affectent (*techno-coolie*). En construisant progressivement cette identité fondée sur une certaine autonomie et le partage de

valeurs communes de l'entreprise globale, ils acquièrent de la mondialité.

**Conclusion**

En partant de l'exemple du quartier de Brickfields, on peut voir que la mondialité n'est pas forcément où elle semble la plus évidente, dans la matérialité de la nouvelle gare de KL Sentral ou du centre commercial luxueux de KLCC (tours Petronas). Plus qu'une remise en cause du concept de ville globale qui nous semble toujours aussi heuristique, l'exemple de Kuala Lumpur montre comment il est le résultat d'actions très locales. Il a d'abord fallu révéler les traces laissées par les informaticiens indiens qui sont ordinairement absents du récit national de la globalisation en Malaisie pour localiser le mondial. L'observation de la spatialité développée par les informaticiens indiens et leurs sponsors montre qu'elle est complémentaire du système de location de cerveaux qui leur procure un emploi. Leur vie en collectivité permet de retrouver un entre-soi qui annule les distances entre eux pour faciliter la redistribution du travail et répondre à des demandes très fluctuantes. Leur accès au global, la redistribution du local, est d'ailleurs conditionné par l'obtention d'un travail. Lorsqu'ils sont au chômage, ils préfèrent rester dans le quartier de peur d'être interpellés et expulsés. Ils utilisent alors Brickfields comme un espace refuge. Distance et proximité sont donc réglées en fonction des circonstances, ceci aussi bien en présence des autres Malaisiens que des personnes d'origine indienne. Au premier abord, le choix de localisation des informaticiens indiens dans le quartier de Brickfields pourrait entrer dans une grille de lecture identitaire en mettant en avant son caractère ethnique. C'est l'interprétation courante qui est faite de l'émergence des enclaves ethniques qui offrent aux derniers arrivants protection, logement et entraide. Mais les informaticiens indiens offrent ici un cas différent car ils ne dépendent pas pour leur emploi des ressources du quartier. Ils s'investissent d'autant moins dans la vie sociale locale qu'ils se considèrent en transit en Malaisie. Ils se tiennent à l'écart des anciens immigrants indiens qui en font de même. De ce fait, la mondialité que les informaticiens indiens amènent dans le quartier par leur maîtrise technique, leurs réseaux de relations, n'est pas redistribuée au-delà de leur collectif. Il existe des barrières à l'intérieur de Brickfields, mais ce ne sont pas celles de l'identité ethnique, et elles ne sont pas matérialisées. L'exemple des informaticiens indiens nous conduit sur la voie d'une relecture de la notion d'enclave qui renaît dans l'analyse de la mondialisation, tant dans sa dimension économique avec les îlots de prospérité que dans sa dimension identitaire avec les enclaves ethniques. L'exemple de Brickfields montre comment le collectif des informaticiens construit une spatialité qui produit des lieux génériques qui permettent leur circulation à l'échelle mondiale. Leur localisation n'implique pas obligatoirement la présence d'une enclave communautaire comme à Brickfields car celles-ci n'existent pas dans la majorité des pays où ils sont appelés à travailler. Par contre cette forme de concentration, facilite la production de la norme de « l'informaticien indien » en favorisant l'acceptation de la flexibilité imposée par ce secteur économique. Cette normalisation est si bien intégrée qu'elle finit par être revendiquée comme une valeur « culturelle » dont nous avons établi ici le mode de production.

Éric Leclerc
MCF en géographie (HDR)
Université de Rouen / E.A. 2534 : "Ailleurs"
ejr.leclerc@gmail.com

## Bibliographie

(2005) MSC Malaysia Impact report 2004, *Multimedia Development Corporation*, [en ligne, réf. du 17/04/05] URL : <http://www.msc.com.my/>.

(2009) MSC Malaysia Impact report 2008. *Multimedia Development Corporation*, [en ligne, réf. du 11/10/10] URL : <http://www.msc.com.my/>.

(2010) MSC Malaysia Impact report 2009, *Multimedia Development Corporation*, [en ligne, réf. du 11/01/11] URL : <http://www.msc.com.my/>.

Aneesh, A. (2006) *Virtual migration: the programming of globalization*, Durham, Duke University Press, 194 p.

Baxstrom, Richard (2008) *Houses in motion: the experience of place and the problem of belief in urban Malaysia*, Stanford, Stanford University Press, ix-283 p.

Berthomière, William (2009) Pas de monde sans mobilités, In Dureau, F. ; Hily, M.-A. (dir.) *Les mondes de la mobilité,* Rennes, Presses universitaires de Rennes, pp. 175-187.

Cortès, Geneviève ; Faret, Laurent (2009) *Les circulations transnationales. Lire les turbulences migratoires contemporaines,* Paris, Armand Colin, 244 p.

Dollfus, Olivier (2001) *La mondialisation,* Paris, Presses de Sciences Po, 167 p.

Heeks, Richard (1989) *New technology and the international division of labour: a case study of the Indian software industry, DPP WORKING PAPER rapport 17*, Edinburgh, Development Policy and Practice Research Group, 41 p.

Heitzman, James (2004) *Network city: planning the information society in Bangalore,* New Delhi ; New York, Oxford University Press, xii-356 p.

Latour, Bruno (2006) *Changer de société, refaire de la sociologie,* Paris, La Découverte, 400 p.

--- (2009) Sphères et réseaux, deux façons de saisir le global, *Les Etudes du CFA*, n° 26 (septembre), p. 10.

Leclerc, Eric (2007) La Malaisie, une première étape dans la circulation planétaire des informaticiens indiens, in Audebert, C. ; Ma Mung, E. (dir.) *Les nouveaux territoires migratoires : entre logiques globales et dynamiques locales,* Bilbao, HumanitarianNet ; Université de Bilbao, pp. 217-230.

--- (2009) Circulation of Indian IT professionals to Hyderabad and beyond. Integrating India in a global workforce, in Kadekar, L. N. ; Sagoo, A. K. ; Bhattacharya, G., *et al, The Indian diaspora: historical and contemporary context: essays in honour of Professor Chandrashekhar Bhat,* Jaipur, Rawat Publications, pp. 197-208.

Ó Riain, Seán (2000) Net-Working for a Living: Irish Software Developers in the Global Workplace, in Burawoy, M. (dir.) *Global ethnography: forces, connections, and imaginations in a postmodern world,* Berkeley, University of California Press, p. 30.

Sassen, Saskia (2001) *The global city: New York, London, Tokyo*, Princeton N.J., Princeton University Press, xxvi-447 p.

--- (2009) *La globalisation : une sociologie*, Paris, Gallimard, 341 p. (traduit de l'anglais (États-Unis) par Pierre Guglielmina).

Seta, Fumihiko ; Onishi, Takashi & Kidokoro, Tetsuo (2001) *Study about Locational Tendency of IT Companies in City Centers and Suburbs: Case Study of Malaysia,* Tokyo, Université de Tokyo [en ligne, réf. du 25/04/05] URL : <http://regionalplanning.net/seta/study/0108myit.pdf>.

Simon, Gildas (2008) *La planète migratoire dans la mondialisation*, Paris, Armand Colin, 255 p.

Upadhya, C. (2008) Management of culture and managing through culture in the Indian software outsourcing industry, in Upadhya, C. ; Vasavi, A. R. (dir) *In an outpost of the global economy : work and workers in India's information technology industry,* New Delhi ; New York, Routledge, pp. 101-135.

Xiang, Biao (2002) Ethnic Transnational Middle Classes in Formation -- A Case Study of Indian Information Technology Professionals, *The 52nd Annual Conference of Political Studies Association: Making Politics Count,* Aberdeen, University of Aberdeen, 21 p.

--- (2007) *Global "body shopping": an Indian labor system in the information technology industry*, Princeton N.J., Princeton University Press, 181 p.

Yahya, Faizal ; Kaur, Arunajeet (2008) Indian Skilled Workers and Professional Talent in Southeast Asia, *UNEAC Asia Papers*, n°23, pp. 19-32 [en ligne] URL : <http://www.une.edu.au/asiacentre/papers.php>.

# VIE DE LABO

## Note de Terrain : Migrations et transferts fonciers ruraux : étude villageoise dans la zone péri-urbaine de Bamako

**Larry Becker**

***Larry Becker* est professeur de géographie à l'Oregon State University à Corvallis aux Etats-Unis. Il a passé dix mois (août 2010 à juillet 2011) au laboratoire MIGRINTER en tant que chercheur invité par *Véronique Lassailly-Jacob* dans le cadre du Programme régional de bourses de recherche de la région Poitou-Charentes. Ce séjour lui a également permis de mener des recherches sur le terrain dans un village de la zone péri-urbaine de Bamako. Initialement venu pour une année sabbatique de recherches sur la migration des riziculteurs en Côte d'Ivoire, il devait changer le thème de son étude après le décès d'un collègue en Côte d'Ivoire et les événements politiques dans le pays.**

Les recherches de Larry Becker partent de l'hypothèse que les remises des migrants sont plus efficaces pour le développement que la vente des terres. Elles permettent, entre autre, d'entretenir les liens sociaux au sein des familles et du village. L'étude de cas menée en zone rurale autour de Bamako a permis de se pencher sur les problèmes liés à la vente de terre comme solution aux besoins courant de liquidités.

Les transferts de terres constituent une des problématiques majeures des recherches contemporaines sur l'Afrique rurale. Selon la perspective adoptée, ils sont caractérisés comme des accaparements de terres ou comme des investissements directs étrangers. Indépendamment de ces points de vue, ces transactions foncières à grande échelle dans les pays africains amènent le transfert de milliers d'hectares de terres à des entités étrangères, que ce soit les gouvernements ou des sociétés privées.

Moins médiatisées, et à des échelles plus locales, les relations homme-terre évoluent en lien avec l'application progressive des réformes économiques néolibérales, la décentralisation politique ainsi que le mouvement naturel de l'accroissement démographique. Les agriculteurs possédant des terres par le jeu foncier des lois coutumières les vendent. Lorsque la demande en terres augmente, la pression foncière entraîne la création d'un marché avec des titres fonciers formels. Les politiques visant à encourager les registres fonciers et la privatisation ont reçu le soutien

de la Banque mondiale et du Programme des Nations Unies pour le Développement en raison du potentiel que les titres fonciers formels possèdent pour assurer aux agriculteurs une reconnaissance de leurs ressources foncières sur le marché. Cette approche visant à réduire la pauvreté grâce à la restructuration des marchés fonciers s'oppose à celle qui considère les marchés fonciers comme prédateurs pour les paysans pauvres puisqu'entérinant la perte des terres issues des droits coutumiers, donc non-marchands.

La question du lien entre migrations internes et internationales et ces bouleversements dans le monde paysan est à approfondir. La recherche menée à Bamako et au sein du laboratoire Migrinter a permis d'identifier les changements du système agraire dans un village de la zone péri-urbaine de Bamako, signalant ainsi que contrairement à la migration, la vente de terres villageoises rompt les relations sociales et économiques à la base de la communauté rurale.

**Photo n°1 :** Larry Becker avec un membre d'une famille du village de Soro qui a vendu des terres. Cette famille bénéfice également des revenus d'un autre membre qui est revenu d'une migration à Dubaï.

*Sources : Larry Becker*

À partir d'une recherche de terrain en janvier-février 2011 et en s'appuyant sur les précédents séjours en 1987 et 1996, cette étude examine l'impact du marché foncier naissant sur le village de Soro situé en zone péri-urbaine de Bamako. Résidant dans le village, j'ai recueilli des données à partir d'entretiens avec les représentants des 39 ménages du village. Ces entretiens ont fourni des informations sur les changements

démographiques, la dynamique des ménages et la production. Ils ont également servi à formuler de nouvelles questions, notamment sur la vente de terres agricoles, questions approfondies à travers des entretiens informels avec des femmes chefs de ménage, les aînés et leurs jeunes frères.

Plus précisément, cette étude examine comment les paysans jusque-là engagés dans une agriculture de subsistance se positionnent pour répondre à un nouveau marché foncier agricole.

En outre, dans quelle mesure la vente de terre représente-t-elle une nouvelle forme d'articulation avec le marché, remplaçant le couple traditionnel migration et culture de rente ?

La terre et le travail sont devenus des marchandises en raison de l'ajustement structurel et de la libéralisation du marché. À son tour, la décentralisation tend à augmenter les inégalités sociales : certains groupes sociaux ont en effet un accès privilégié au pouvoir et à certaines ressources, dont la terre. Le système lignager qui utilisait la migration et les cultures commerciales pour s'adapter aux demandes du marché a perdu sa flexibilité face aux demandes de terres émises par les résidents salariés du centre urbain voisin.

Au village de Soro, la première vente de terre a eu lieu autour de 2001-2002. Au début de l'année 2011, un hectare de terre est vendu pour 100 000 à 250 000 francs CFA (154 à 386 €). La terre la moins chère est située loin des routes principales et est constituée de sols à faible potentiel agricole. Un villageois a estimé que près de 500 hectares de terres avaient été vendus par l'un des chefs de famille du lignage fondateur. Selon un des enseignants à l'école du village, plus de 50 millions de francs CFA de terres avaient été vendues, corroborant ainsi l'estimation de 500 hectares.

Jusqu'à présent, les paysans du village affirment que les terrains vendus aux étrangers ne sont pas cultivables. Ce sont des zones topographiquement plus élevées, comprenant également les basses collines (*tintinw*). Ces zones sont rocailleuses et comportent d'importantes quantités de graviers (*bèlèdugu*), leurs sols latéritiques (*fuga*) n'ont qu'un faible intérêt pour les villageois qui cultivent principalement les sols de la plaine profonde (*fala*). Les arbres de karité sont les plus abondants dans les sols *fala*. Les zones *fala* appartiennent à des lignées Bambara établies de longue date, mais sont aussi exploitées par des familles Peuls et Bozo.

Dans le village, les opinions au sujet de la vente de terrains sont divisées. Un villageois du lignage fondateur qui a vendu des terres nous a fait remarquer que s'il n'avait pas profité de la vente de terrains, il aurait suffi aux acheteurs des villes d'aller dans un village voisin. Son raisonnement, même s'il reconnait la vente de terres comme une perte du patrimoine et des ressources, repose sur le principe selon lequel les acheteurs sont si nombreux que les ventes de terres sont inévitables. Le village, et lui en particulier, pourraient ainsi profiter de ces ventes. Des jeunes du village, également à la recherche d'acheteurs pour leurs terres, sont particulièrement enthousiastes à la perspective de cette future vente, cela leur permettant d'envisager la possibilité d'un avenir sans le travail acharné de la culture du sorgho.

Cependant, tout le monde au village ne peut pas vendre la terre. Les femmes et les nouveaux arrivés n'y sont pas autorisés. L'accès des femmes à la terre se fait à travers le mariage. Les nouveaux arrivés peuvent acquérir des terres grâce à l'approbation du chef de village. Les villageois qui ont exprimé leur désapprobation face à la vente des terres sont ceux qui n'ont pas le droit de vendre. Ils sont issus des lignées *nyamakala*, dernières arrivées dans le village et non Bambara. Les femmes se positionnent

souvent aussi contre la vente de terres. Certains d'entre eux avancent que la vente de terres divise les habitants du village, les rendant inégaux face à l'accès à d'éventuelles ressources financières.

Alors que la vente de terres bouleverse les relations sociales, la migration, au contraire, peut avoir un effet complémentaire du système traditionnel de culture, notamment lorsqu'elle fournit des remises. De plus, la migration apparaît la plupart du temps comme saisonnière ou temporaire, alors que la vente de terres est, quant à elle, définitive. Près des trois quarts des ménages de Soro comptent un migrant interne et près d'un tiers, un migrant international. Les envois de fonds contribuent à soutenir les ménages, même si certaines familles ont perdu le contact avec les migrants. Ces données soulignent le rôle ambigu joué par la migration pour le développement du village de Soro.

**Photo n°2** : Résidant du village de Soro qui ne peut pas vendre sa terre. Il est en train de montrer un terrain à coté du sien qui a été vendu à un résidant de la ville de Bamako.

*Source : Larry Becker*

L'effet des ventes de terrains sur le développement est visible en terme de bénéfices immédiats grâce à l'apport directe de liquidités. Paul Pélissier soutenait, en 1995, que les ventes de terres dans les zones périurbaines en Afrique entravaient l'auto-suffisance alimentaire, et Bréhima Béridogo, en 2003, écrivait la même chose pour le Mali. Les ventes de terrains créent un conflit puisque la terre est retirée du contrôle de la lignée. Les relations sociales formées pour assurer une production de subsistance et la reproduction de la prochaine génération sont rompues. Pour la génération actuelle,

les revenus de certains ménages privilégiés ont augmenté, mais les villageois qui n'ont pas le droit de vendre la terre sont exclus. Quand toutes les terres seront vendues les villageois n'auront que deux options : cultiver des céréales pour tenter de relancer le système agricole ancien, ou quitter le village, faute de ressources suffisantes. À moins que des revenus provenant de la vente des terres soient investis dans la transformation de l'économie (thèse pour laquelle il existe peu de preuves d'aujourd'hui) de telle manière que les clivages sociaux soient minimisés. La logique de marché de plus en plus forte semble destinée à changer radicalement le fonctionnement du village à l'horizon de la prochaine génération.

Un article basé sur cette étude est actuellement en cours d'examen par le Journal *Geoforum*.

Larry BECKER
Associate Professor
Geography College of Earth, Ocean and Atmospheric Sciences (CEOAS)
Oregon State University
104 Wilkinson Hall
Corvallis, OR 97331
Etats-Unis
beckerla@geo.oregonstate.edu
Tél. (+1) 541-737-9504

## Bibliographie

Pélissier, Paul (1995) *Campagnes africaines en devenir*, Paris, Arguments, 318 p.

Béridogo, Bréhima (2003) Les interactions rurales et urbaines dans le site périurbain de Moribabugu (Mali), *Recherches Africaines*, n°2, [en ligne] : http://www.recherches-africaines.net/document.php?id=156.ISSN1817-423X

# Séjour de Recherche : Entreprise ethnique, territorialités et filière migratoire : les migrants boliviens dans l'industrie du vêtement à São Paulo

**Patrícia Tavares de Freitas**

**Patrícia Tavares de Freitas est une doctorante du Département de Sociologie de l´Université de Campinas (IFCH/Unicamp) au Brésil. Elle est impliquée dans une recherche thématique développée au Centre d'Études de Population (NEPO) et intitulée « Observatoire des Migrations à São Paulo. Phases et aspects du phénomène migratoire », coordonnée par la professeure Rosana Baeninger et financée par la FAPESP (Fondation pour la Recherche de l´État de São Paulo) ainsi que par le CNPq (Conseil National du Développement Scientifique et Technologique).**

Elle a passée trois mois (octobre 2011 à janvier 2012) au laboratoire MIGRINTER en tant que chercheuse invitée par Emmanuel Ma Mung dans le cadre du Programme de Financement de Court Séjour (dans les établissements de recherche à l'étranger) de la FAPESP. Ce séjour, à travers les recherches bibliographiques dans le Centre de Documentation de MIGRINTER et la participation aux activités du laboratoire, fut important et enrichissant en vue de la consolidation de l'approche théorique qu'elle développera lors de sa recherche empirique au Brésil et en Bolivie.

## L'immigration bolivienne et sud-coréenne liée à l'industrie du vêtement à São Paulo

À partir de la fin des années 1980, l'environnement urbain de la ville de São Paulo a vu apparaître la présence croissante de jeunes hommes et femmes immigrés boliviens travaillant dans des ateliers de coutures clandestins, généralement liés à la production de vêtements de commerçants coréens qui immigrèrent en Amérique Latine à partir des années 1960.

Dans un premier temps, les sud-coréens embauchaient les Boliviens comme main-d'œuvre bon marché pour travailler au noir. Á partir des années 1990, la consolidation commerciale opérée par les Sud-coréens dans les quartiers centraux de la ville a débouché sur de nouvelles relations de travail avec les Boliviens, puisque ceux-ci accédèrent à la machinerie, au contrôle des ateliers de couture, ainsi qu'au recrutement

de main d'œuvre depuis la Bolivie. Les sud-coréens continuèrent cependant à se charger de la conception, de la découpe des pièces du vêtement, de la fourniture de tissus et accessoires pour la production et la commercialisation.

Cette nouvelle division du travail a permis la conversion d'une partie considérable de travailleurs boliviens en petits entrepreneurs, propriétaires des ateliers de couture, participant ainsi à une hétérogénéisation de la présence bolivienne dans la ville. Pendant les années 1990, les boliviens ont commencé à gagner en visibilité dans les espaces urbains avec la formation d'associations communautaires afin d'obtenir la permission d'exercer des activités commerciales dans certains endroits spécifiques de la ville. Dès lors, des lieux tels que la Place Kantuta et la Rue Coimbra sont devenus de véritables « territoires boliviens » où i) se développent des pratiques socioculturelles qui se réfèrent à des lieux d'origine, ii) se développe une communication avec ces mêmes lieux d'origine (appels téléphoniques, envois informels de fonds, achats de billets d'avion ou d'autobus illégales pour se rendre Bolivie, etc.) iii) circulent des informations relatives au marché du travail des ateliers de la couture.

Actuellement, les petits entrepreneurs boliviens travaillent également pour les grandes multinationales telles que *C&A* et *Zara*, mais également pour eux mêmes afin de commercialiser leur propre production dans les marchés de gros et/ou de détaillant. Bien qu'informelle, cette commercialisation participent à l'établissement d'un contrôle sur leurs propres chaînes de production. Parallèlement, les boliviens rencontrent la concurrence d'autres groupes d'immigrants en provenance de pays latino-américains - notamment les Paraguayens et les Péruviens -, lesquels exercent dans les mêmes activités économiques et espaces urbains.

## Cheminement Théorique : des « enclaves/niches ethniques » au « territoire circulatoire » et à la « médiation identitaire »

Au cours de ma maîtrise, j'ai étudié l'histoire des flux migratoires boliviens et sud-coréens à destination de l'Amérique Latine depuis les années 1960. J'ai fait une recherche sur leurs contextes d'origine ainsi que sur leurs parcours migratoires. Plus précisément, dans leurs lieux de destination, j'ai pu appréhender des points de rencontre entre les Boliviens et les Sud-coréens (liées à des flux étudiés) autour des activités du secteur du vêtement à São Paulo (Brésil) et à Buenos Aires (Argentine). Dans l'objectif du doctorat, j'entreprends une recherche sur cette rencontre entre les deux groupes migratoires dans le secteur du vêtement à São Paulo en mettant l'accent sur le développement de la présence bolivienne dans ce secteur économique.

En général, les analyses dans les littératures française et anglo-saxonne - les plus connus au Brésil - sur la formation des « enclaves/niches ethniques » mettent en lumière d'un côté le rôle déterminant des nouveaux besoins de l´accumulation capitaliste dans les grandes villes conjugués au contexte de récession économique des années 1970 et 1980 ; de l'autre, l'existence des ressources ethniques spécifiques mobilisées par des immigrants entrepreneurs et leurs travailleurs.

Dans les deux cas, il s'agit donc d'examiner les déterminants économiques explicatifs de l'existence et de la permanence des « enclaves/niches ethniques », qu'ils soient externes (liés au développement socio-économique des sociétés d'accueil) ou internes (liés à des particularités des groupes ethniques étudiés). La dimension migratoire et identitaire liée aux entreprises économiques n'est généralement intégrée dans l'analyse que d'une manière secondaire. Autrement dit, tandis que d'un côté les phénomènes de mobilité ne font pas

directement partie de l'analyse des phénomènes de sédentarité (établir une entreprise économique dans la ville ou entrer dans le marché du travail, par exemple) ; d'un autre côté, la dimension identitaire liée aux spécificités d'origine des immigrants est perçue d'une manière statique, comme une ressource (la ressource ethnique) à mobiliser individuellement pour leurs entreprises économiques.

Pendant mon séjour au laboratoire MIGRINTER, j'ai réalisé une recherche bibliographique dans le Centre de Documentation où j'ai pu prendre connaissance de différentes approches analytiques renouvelés mobilisant tant les faits de mobilités que les faits identitaires pour décrire les entreprises économiques des immigrés.

Dans le cadre du travail de thèse, je propose l'utilisation de deux des approches rencontrées : i) la perspective analytique développée autour du concept de *territoire circulatoire* proposé par Alain Tarrius[1] sur les territoires établis par des groupes minoritaires (ethniques, professionnels, etc.) à partir de leurs faits de mobilité (migrations, déménagements et mobilités quotidiennes) et de sédentarité, et que traversent et subvertissent les hiérarchies locales constituées pour les projets d'aménagement et les groupes autochtones ; ii) l'hypothèse de la *médiation identitaire* proposé pour Emmanuel Ma Mung[2], replaçant les entreprises économiques des immigrants dans un jeu social plus large, comme partie des stratégies de production et reproduction des individus rassemblés en tant que groupe (groupe ethnique). Ainsi, l'ensemble des entreprises économiques des groupes d'immigrants spécifiques sont perçus par Emmanuel Ma Mung comme une forme de présence collective de ces immigrants dans la société d'accueil. Cette présence des individus en tant que groupe qui se différencie des autres déjà établis dans un même espace social suppose des processus de négociation de cette présence. Comme le propose l'auteur, cette négociation est d'abord une négociation des identités. Identités qui, dans cette approche, ne sont pas « pur héritages des identités préexistants » mais « construites à travers la négociation »[3].

De ce débat, les questions de recherche sur des entreprises économiques des Boliviens et Sud-coréens dans l'industrie du vêtement à São Paulo sont les suivantes : Quels sont les nouvelles territorialités qui émergent de leurs activités économiques, et les rapports (juxtaposition/ superposition) qui se constituent avec les territoires plus anciens développés pour l'aménagement local d'autres groupes déjà établis dans la ville ? Enfin, comment se développent les processus de « négociation des identités » dans les différents moments de production et commercialisation des vêtements entre les Boliviens et les autres groupes présents dans la ville ?

Patrícia Tavares de Freitas
Doctorante en Sociologie
Université de Campinas (IFCH/Unicamp - Brésil)
tavaresdefreitas@gmail.com

[1]Professeur des Universités à l'Université de Toulouse le Mirail et membre associé au laboratoire MIGRINTER et LISST-CERS.

[2]Directeur de recherche au CNRS et membre du laboratoire MIGRINTER.

[3]*Cf.* Ma Mung, Emmanuel. *Autonomie, Migrations et Altérité*. Habilitation à Diriger des Recherches (HDR de Géographie. Poitiers : Université de Poitiers, 1999, p. 196.

# Initiatives et stratégies spatiales. Le projet circulatoire face aux politiques publiques : l'exemple des Rroms et des Voyageurs du Poitou-Charentes (France) et de la Wallonie (Belgique)

## Thèse soutenue par Céline Bergeon le 01 juin 2011 à l'Université de Poitiers

Depuis 2000, la France dispose d'une législation spécifique concernant le stationnement de ceux que l'administration appelle communément les « Gens du voyage ». Cette loi impose aux communes de plus de 5 000 habitants de réaliser un dispositif d'accueil[1] pour ces familles dont le quotidien s'organise à partir d'une mobilité spatiale plus ou moins soutenue. Erigée en mode de vie, cette circulation fédère ainsi les activités économiques, religieuses ou encore familiales, et joue un rôle d'équilibre dans la vie des familles. En contrepartie de l'obligation des communes à accueillir les « Gens du voyage », ces derniers doivent impérativement stationner sur les aires d'accueil qui leur sont destinées. Il s'agit de lieux pouvant accueillir entre quinze et cinquante caravanes, et sur lesquels des actions de prise en charge (éducatives ou sociales par exemple) doivent être organisées par les communes accueillantes. En France, les « Gens du voyage » doivent donc stationner en des lieux identifiés par l'État sous peine d'un emprisonnement de six mois, d'une amende de 3 750 euros, de la suspension du permis de conduire pour une durée maximum de trois ans et de la confiscation du véhicule tractant la caravane. Dix ans après la promulgation de la loi, à peine 50 % des obligations et des besoins mentionnés dans les schémas départementaux ont été réalisés. La Wallonie, quant à elle, ne dispose pas de législation spécifique pour le stationnement des « Gens du voyage ». Elle traite l'arrêt de ces familles au cas par cas et souvent selon le bon-vouloir des bourgmestres. Cependant, depuis cinq ans environ, la Wallonie souhaite encadrer législativement la présence des « Gens du voyage » sur son territoire et ce, sur le modèle d'accueil français.

L'objectif principal de cette thèse est d'une part de comprendre les motivations réelles et surtout les significations de la circulation traditionnelle (que les « Gens du voyage » appellent « le voyage »), et d'autre part, de voir les répercussions de l'injonction législative dans le déroulement du voyage. Autrement dit, elle interroge les nouveaux comportements circulatoires développés en réponse à la loi de 2000 qui implante de la localisation arbitraire pour l'arrêt des familles. Cette recherche s'insère donc dans une démarche compréhensive de la mobilité des « Gens du voyage » et plus largement dans l'analyse des mécanismes qui sous-tendent les relations entre une population majoritaire et un groupe minoritaire vivant sur un même territoire. Ce travail révèle ainsi l'évolution du voyage et met ainsi en évidence les facettes avant et après la législation. En cela, les deux terrains de recherche choisis pour cette thèse doivent être considérés non pas comme deux lieux d'investigation distincts mais bien comme deux espaces en complémentarité. Si l'un encadre le stationnement, l'autre ne le gère pas encore, et c'est en ce sens que l'évolution du voyage et le rôle de la législation ont pu être saisis de façon pertinente.

Au-delà de la compréhension du voyage, et parce que les relations « majorité-minorité » ont une influence certaine sur l'épanouissement du quotidien, une attention

[1]Dispositif d'accueil qui doit être établi dans un schéma départemental d'accueil des Gens du voyage.

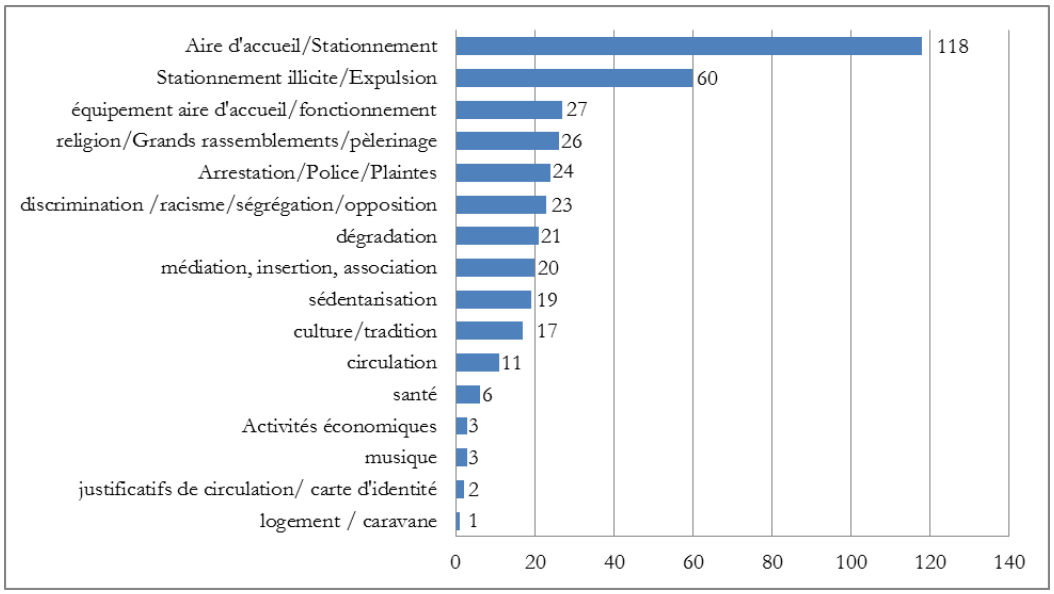
spécifique est portée aux liens sociaux entre ces familles et ceux qu'elles appellent les « Gadjé » (ceux qui n'appartiennent pas à la communauté des « Gens du voyage »). Cette analyse est réalisée à partir de l'observation, de temps de rencontre, de réunions, de situations de conflits, mais également à partir d'un travail précis sur les représentations et les identifications. Ce dernier a notamment permis de révéler un réel « bricolage des identités » opéré par les « Gens du voyage » et de mettre au jour des processus d'identification et d'auto-dénomination complexes qui ont permis de remettre en cause des classifications pré-établies. En effet, si l'expression « Gens du voyage » est la plus couramment utilisée par l'administration, les acteurs ne l'emploient que très rarement et lui préfèrent celle de « Voyageurs » ou bien de « Rroms ». D'ailleurs, l'élite rrom qui se constitue depuis quelques années revendique pleinement ce terme. Néanmoins, l'expression « Voyageurs » est la plus couramment utilisée dans le quotidien pour affirmer son appartenance et se différencier de la population majoritaire.

La nature des relations sociales et le poids des représentations ont également été mesurés à l'aide d'un travail sur plus de 200 articles de presse, recueillis entre 2005 et 2009, révélant ainsi des sujets plus ou moins récurrents.

L'accueil et le stationnement semblent des sujets propices à la diffusion dans le média presse. En effet, les articles traitant de ces thématiques sont plus que récurrents, et montrent ainsi une des préoccupations majeures des autorités compétentes et de la population locale. En ce sens, une réflexion spécifique sur l'hospitalité est engagée dans la thèse afin de cerner les mécanismes inhérents à l'accueil, tant d'un point de vue pratique (organisation de l'accueil) que d'un point de vue relationnel et social (cohabitation, etc.).

La démarche scientifique adoptée pour saisir l'évolution du voyage et le rôle de la législation dans cette transformation est qualitative. Entretiens, observations et immersion ont réellement permis de comprendre les mutations et les permanences dans les pratiques circulatoires. Les résultats révèlent quatre types de

**Figure 1:** Récurrence des thématiques sur les Voyageurs dans les articles de presse.




*Source : Corpus d'articles de presse, 2005-2009.*

réponses à la législation : la soumission, la contestation, la sédentarisation et l'innovation, avec comme point commun, pour les Voyageurs, l'évidence que la loi de 2000 et la création des aires d'accueil ont désorganisé et déstructuré leur circulation.

Nombre de Voyageurs ont intégré les aires d'accueil tant dans leur parcours que dans leur quotidien. Ils se posent ainsi en situation de soumission par rapport à la loi. D'une fréquentation obligatoire, l'on est passé à une fréquentation « naturelle » au point que certains revendiquent pleinement ces espaces de stationnement comme leur propriété. D'autres les réclament lorsque la commune n'a pas respecté la loi, cette dernière devenant ainsi un outil de défense et de contestation.

Le deuxième type de comportement identifié est celui du refus et de la contestation de la loi, qui s'illustrent par du stationnement illicite volontaire. Les familles se posent ainsi en situation d'illégalité vis-à-vis de leurs obligations de stationnement. La pratique illégale est ici utilisée pour signifier son désaccord avec le législateur et la société. Nombre de Voyageurs affirment alors que refuser de s'arrêter sur les aires d'accueil, c'est refuser l'homogénéisation du voyage, qui répond à l'évidence à des logiques différentes selon les familles.

Ces aires d'accueil et la complexification des conditions de la circulation ont eu des conséquences irrémédiables pour beaucoup de familles, au point que nombre d'entre elles se sont sédentarisées. Bien que le voyage ne soit pas totalement oublié (la présence de la caravane perdure malgré l'arrêt de la mobilité, le quotidien et les activités économiques restent le plus souvent identiques à celles pratiquées pendant la circulation), la sédentarisation est à l'initiative de familles qui ne réussissent plus à déployer leurs intentions circulatoires. Cette période de sédentarisation est néanmoins réversible et les Voyageurs évoquent le plus souvent une reprise future du voyage.

Enfin, de nombreuses familles font preuve d'innovation concernant leurs pratiques spatiales. La loi leur a alors permis de « revisiter le voyage ». Le projet circulatoire a été mis en évidence et révèle le contournement, l'adaptation et l'autonomie dont font preuve ces familles pour perpétuer leur mode de vie. D'autres solutions à leur principale difficulté - le stationnement - sont envisagées comme celle par exemple de l'acquisition multisites. Les membres de la famille élargie achètent des « terrains familiaux » pouvant accueillir l'ensemble des caravanes de la famille. Ces espaces se situent sur l'itinéraire du parcours, facilitent de fait l'arrêt et réduisent les risques de la déstructuration du voyage.

L'analyse de la circulation, au regard de l'obstacle législatif, montre véritablement que le voyage ne relève pas de l'errance. Celui-ci est au contraire minutieusement établi, organisé et est dépendant de facteurs économiques, familiaux et religieux. L'attachement aux lieux du parcours, révélé par les entretiens, prouve, entre autres, le réel statut d'habitant des Voyageurs. Ils développent dans leur lieu de halte des habitudes de vie et de fréquentation qui procèdent véritablement au processus d'appropriation des lieux qu'ils investissent. En outre, la régularité de l'itinéraire, constatée très fréquemment pendant les entretiens, montre encore une fois que la circulation et la fréquentation des lieux sont des choix réfléchis et réactivés par la mémoire du voyage.

Cette analyse de la circulation laisse place, dans les derniers chapitres de cette thèse, à celle de la localisation des aires d'accueil dans la ville. Ainsi, un travail sur la distance entre les espaces de stationnement, les centres villes et deux services de

proximité (gendarmerie[2] et école) est initié pour discuter de la localisation géographique de ces aires d'accueil. Le constat montre inévitablement un éloignement de ces structures mais également une mise à l'écart des Voyageurs dans l'espace communal. Cependant, comme c'est le cas pour quelques aires d'accueil de la région Poitou-Charentes, le phénomène de périurbanisation, constant depuis les quinze dernières années, replace l'aire d'accueil dans l'espace urbain, la transformant parfois en véritable quartier dans la ville.

Cette thèse décrypte donc en détail le quotidien et la circulation des Voyageurs. L'ensemble du matériau recueilli pendant les entretiens, les périodes d'observation et d'immersion, permet de mettre en lumière plusieurs éléments ; celui du statut d'habitant des Voyageurs - trop souvent considérés comme des personnes sans attache - ; celui d'une circulation structurée et qui répond à différentes motivations inscrites dans une mémoire de la circulation ; celui de l'importance familiale dans l'équilibre du voyage ; enfin, celui de l'impossibilité d'établir des profils : il n'existe pas de Voyageurs métronomes, semi-sédentaires, etc. Tous façonnent leur voyage en fonction d'habitudes de vie et de circulation, en fonction de tactiques économiques, etc. Cette thèse montre ainsi que le voyage n'est pas éteint - contrairement à la pensée commune de l'opinion publique et politique -, il s'adapte, se remodèle en fonction des obstacles qui surviennent, que ceux-ci soient politiques ou économiques.

Céline Bergeon
Docteure en géographie
Migrinter - UMR 7301
CNRS /Université de Poitiers
celine.bergeon@univ-poitiers.fr

[2]La gendarmerie est un lieu essentiel dans le quotidien des familles dans la mesure où celles-ci doivent faire viser un carnet de circulation tous les trois mois.

# De nouvelles formes de gentrification ? Dynamiques résidentielles et commerciales à Château-Rouge (Paris)

## Thèse soutenue par Marie Chabrol le 29 novembre 2011 à l'Université de Poitiers

Cette thèse a pour objet d'étude les dimensions physiques et sociales d'une situation de recomposition urbaine, dans un ancien quartier populaire et très commerçant où a démarré un processus de gentrification au début des années 2000. Elle montre la coexistence durable de deux dynamiques autonomes, résidentielles et commerciales, l'une contribuant à l'avancement du processus de gentrification sur le plan résidentiel tandis que l'autre consolide la spécialisation d'un pôle de commerces africains.

Château-Rouge est la partie centrale de la Goutte d'Or, l'un des espaces les plus populaires du nord de Paris. Cet ancien faubourg, construit au XIX^e^ siècle d'immeubles de rapport, est transformé depuis le début des années 2000 par le déroulement d'un processus de gentrification et par une action multiforme des pouvoirs publics portant sur l'habitat, les espaces publics et les activités commerciales que les pouvoirs publics cherchent à réguler et à diversifier. Ce quartier compte en effet près de 300 commerces, dont près des deux tiers sont tournés vers une clientèle d'origine africaine, qui ne réside pas sur place, mais qui contribue à donner de cet espace une image de quartier africain. Dans ce contexte de changement de la composition sociale de la population et de reprise en main du quartier par les pouvoirs publics, le maintien des usages liés aux commerces, et des marquages sociaux qu'ils produisent, amène à poser de nouvelles questions sur le déroulement du processus de gentrification, plus complexe et moins linéaire que décrit dans la littérature.

Avec une double entrée par les temporalités urbaines et par les pratiques de mobilité, l'objectif de ce travail est de comprendre une situation complexe, de montrer comment, mais aussi pourquoi, peuvent coexister des temporalités différentes (notamment entre changement résidentiel et changement commercial), comment peuvent perdurer des situations de côtoiement de populations socialement diversifiées sur un temps long, et quelles nouvelles formes urbaines peuvent engendrer ces coexistences.

Sur le plan méthodologique, ces positionnements théoriques et le choix d'une démarche très locale ont nécessité la mise en place d'un système d'investigation articulant différents modes de collecte de données sur la constitution du quartier autant que sur son fonctionnement actuel. En plus du rassemblement de données déjà existantes et d'une pratique du terrain continue durant les années de thèse, deux enquêtes par questionnaires ont été menées. La première qui concerne cinq immeubles choisis en fonction de leur type de bâti a été conçue de manière à recueillir de l'information selon plusieurs pas de temps, l'objectif étant d'éclairer les évolutions du quartier de l'intérieur des immeubles et de relier les mobilités résidentielles des individus à l'évolution du cadre physique et du peuplement des immeubles. De l'information directe a ainsi été recueillie sur 60 personnes (leur trajectoire, résidentielle et personnelle, collectée grâce à des matrices biographiques, mais aussi leurs pratiques quotidiennes et leur perception du quartier). Indirectement, des données ont aussi été

recueillies sur des personnes qui avaient quitté le quartier, ainsi que sur plus de 70 logements dont la trajectoire a pu être reconstituée pour certains depuis le milieu du XX^e^ siècle. La seconde enquête a été menée dans les rues commerçantes de Château-Rouge. Directement inspirée d'une méthodologie développée dans le cadre d'une recherche sur « Les pratiques non résidentielles » codirigée par J.P. Lévy et F. Dureau en 2005, elle visait l'ensemble des usagers de cet espace, avec pour objectif d'éclairer le fonctionnement de la centralité africaine, mais aussi de savoir comment celle-ci était vécue et perçue par les usagers. Près de 600 questionnaires ont été renseignés lors de deux journées d'enquête, complétant ainsi les données déjà obtenues par l'observation et par des entretiens avec les commerçants.

La première partie de résultats met en évidence les structures et les acteurs de l'offre résidentielle et commerciale du quartier. Bien que très hétérogène, le cadre bâti a été conçu dès l'origine pour loger des populations d'ouvriers et d'employés. Très peu retouché au cours du XX^e^ siècle, ce cadre spatial a évolué de manière différenciée en fonction des secteurs du quartier (et des types de bâti, de plus ou moins bonne qualité) et est entré dans un cycle de dévalorisation à partir des années 1980. L'image du quartier s'est détériorée sous l'effet du développement d'activités illicites et de la transformation des commerces, de plus en plus tournés vers les besoins de populations originaires d'Afrique subsaharienne. À la fin des années 1990, une intervention publique est mise en place, guidée par plusieurs objectifs : la lutte contre l'insalubrité, la transformation de l'infrastructure commerciale et l'amélioration des espaces publics. Par ailleurs, la découverte d'un parc de logements anciens, au moment où les prix de l'immobilier ont augmenté dans la capitale, a eu pour conséquence de faire démarrer un processus de gentrification du quartier.

La seconde partie de résultats, plus directement issue des deux enquêtes, décrypte le fonctionnement actuel de cet espace, et montre qu'au fil des ans, loin de réduire les différences entre les espaces résidentiels, l'avancement du processus de gentrification semble au contraire aboutir à un morcellement sur le plan spatial. Il progresse et se consolide dans certains secteurs (les étages en hauteur, les immeubles en pierre de taille), mais ne touche pas les autres. Des micro-secteurs apparaissent ainsi à différentes échelles et constituent une mosaïque contrastée, où coexistent des situations de changement - en voie de consolidation - et des continuités.

Ce travail a montré comment cette mosaïque spatiale et sociale était fonctionnellement renforcée par deux phénomènes liés l'un à l'autre : le maintien de la centralité commerciale africaine et l'adaptation des pratiques des résidents. Plus de trente ans après l'ouverture des premières boutiques, et malgré la reprise en main de cet espace par les pouvoirs publics, la centralité africaine de Château-Rouge demeure très dynamique. Elle continue d'attirer une clientèle venue des quartiers voisins du 18^e^ arrondissement, du reste de Paris, de toute l'Île-de-France, de province et même de l'étranger, et qui, par ses pratiques très diverses, contribue au maintien et au renouvellement de l'offre commerciale. Regroupés, diversifiés et bon marché, ces commerces sont fréquentés par différents types d'usagers et, comme d'autres centralités minoritaires, cet espace assume aussi des fonctions sociales importantes qui contribuent elles aussi au renouvellement permanent de l'image africaine de ce lieu.

Le fonctionnement de cette centralité commerciale n'est pas un frein à la gentrification, mais n'est pas pour autant sans effet sur les pratiques des résidents, notamment les pratiques d'approvisionnement. La plupart des résidents ont un usage faible des commerces du quartier, qui ne répondent pas à leurs

propres besoins et prend en compte une échelle plus large d'offre commerciale, notamment dans les quartiers proches, renforçant ainsi les dynamiques commerciales de ces espaces-là.

Au total, deux dynamiques autonomes, résidentielles et commerciales, se consolident à l'échelle locale, chacune étant alimentée par des processus forts s'inscrivant dans des logiques qui se situent à l'extérieur du quartier. En conséquence, il semble bien qu'il ne s'agisse pas ici d'une situation de transition, mais bien d'une configuration aboutie de changement social, qui amène à remettre en question le modèle linéaire et aréolaire de la gentrification. Ces résultats enrichissent les connaissances sur le déroulement du processus de gentrification dans le contexte de quartiers anciens marqués par des activités commerciales liées à l'immigration, comme il en existe d'autres à Paris et dans d'autres métropoles (les quartiers africains de Matonge à Bruxelles, de Brixton ou de Hackney à Londres, par exemple). Ils contribuent aussi à poser de nouvelles questions sur le maintien de pratiques populaires dans des métropoles décrites comme toujours plus embourgeoisées.

Marie Chabrol
Docteure en géographie
MIGRINTER - UMR 7301
CNRS / Université de Poitiers
machabrol@gmail.com

# « Migrations au Maghreb », Séminaire tenu lors de l'assemblée générale de Migrinter, Maison des Sciences de l'Homme et de la Société de Poitiers, le 30 juin 2011

**Compte rendu par Cédic Audebert**

***Note de la rédaction*** – *Ce séminaire s'est déroulé fin juin 2011. Certains événements ont depuis largement évolués (fin du conflit entraînant d'autres mouvements, etc.). Publier ce compte rendu en l'état nous permet néanmoins de développer un regard rétrospectif sur les mouvements migratoires liés aux bouleversements de la région intervenus il y a huit mois.*

**Ce séminaire avait pour objectif de faire le point sur les conséquences migratoires des mutations économiques et politiques, ainsi que sur les enjeux géopolitiques qui y sont liés. Il est vrai que les ressorts susceptibles d'influer sur la dynamique des migrations sont nombreux : la problématique de l'intégration à laquelle sont confrontées les générations issues de l'immigration maghrébine dans les pays européens, la crise économique des années 2000, les bouleversements géopolitiques récents dans les pays du Maghreb ainsi que leurs mutations géoéconomiques internes conférant un nouveau rôle à des villes-interfaces comme par exemple Tanger.**

Plus de quatre mois après le début de la crise libyenne, un million de réfugiés avaient quitté le pays : la moitié étant en Tunisie, 300 000 en Égypte et 70 000 au Niger. Le potentiel de déstabilisation politique des pays d'accueil, l'instrumentalisation de ces flux par le régime Kadhafi et les conditions de vie de plus en plus problématiques dans les camps donnent une nouvelle dimension à la question migratoire en Méditerranée.

### Hassan Boubakri : Migrations, exil et révolutions au Sud de la Méditerranée

Entre fin février et fin juin 2011, entre 350 000 et 500 000 Libyens auraient fui vers la Tunisie, dont la moitié en provenance de la région de Tripoli, auxquels se sont ajoutés les réfugiés non libyens, venant surtout d'Egypte, d'Afrique subsaharienne (Somalie, Soudan, Erythrée, Côte d'Ivoire) et dans une moindre mesure d'Asie (en particulier du Bangladesh).

Les familles libyennes réfugiées peuvent être divisées en deux groupes : les pro-Kadhafi rentrés en Tunisie pour mettre leur famille à l'abri ; les originaires de régions rebelles (Misrata, etc.) passés par le sud. Un cinquième des familles libyennes a été accueilli dans les familles tunisiennes, avec des hommes jeunes repartant fréquemment au combat de l'autre côté de la frontière et transmettant de l'aide à partir de la Tunisie. Dans d'autres cas, de nombreux immigrés tunisiens en Europe ont fait acte

de solidarité en appelant leur famille au pays pour que soit mise à disposition leur maison en Tunisie pour les réfugiés libyens. Beaucoup de familles libyennes n'ont pas souhaité s'installer dans les camps, ce qui explique la présence moins importante des ONG dans le sud du pays par rapport au nord. L'action des comités de protection de la révolution dans l'accueil des réfugiés y a donc été plus active.

Ces bouleversements politiques sont susceptibles d'avoir un impact durable sur les mutations migratoires dans la région et de produire dans les pays du Maghreb, en particulier en Tunisie, un nouveau discours du Sud vis-à-vis de l'Union européenne sur la question migratoire. Tout d'abord, l'explosion de l'immigration illégale tunisienne apparaît comme une continuité des mouvements migratoires antérieurs. Mais avec l'éclatement du conflit libyen se pose la question d'une remise en question des rapports antérieurs entre l'Union européenne et la Tunisie sur la question migratoire et notamment du contrôle par la Tunisie des flux migratoires subsahariens vers le Nord pour le compte de l'Union européenne.

Ensuite, malgré le départ massif de migrants de Lybie, il est probable qu'il y ait un retour massif de migrants (subsahariens et autres) en Lybie, pour la reconstruction du pays mais aussi parce que l'essentiel des corps de métiers traditionnels ont jusqu'ici largement reposé sur l'immigration. Concernant la circulation existante entre la Lybie et la Tunisie, un retour à la normale est probable, même si l'épineuse question des mercenaires (qui ne constituent que seulement 2 % des Subsahariens en Lybie) risque de peser sur l'accueil futur des Subsahariens dans le pays.

**Zoubir Chatou :**
**Mobilités transnationales et recompositions territoriales dans l'espace frontalier de Tanger**

Dans l'extrême nord du Maroc, Tanger (1,4 million d'habitants) connaît une évolution singulière par rapport au reste du pays, avec une croissance démographique continue (1,6% l'an) et un taux d'urbanisation régional très supérieur à la moyenne nationale (79% contre 56%). Sur les quatre dernières années, la ville a gagné 120 000 habitants, mettant à profit plusieurs atouts la rendant attractive pour les flux de migrations internes, avec pour conséquence un étalement de la ville sur les zones rurales avoisinantes annexées, lesquelles subissent alors une importante pression foncière. Sa situation géostratégique aux portes de l'Europe polarise un important trafic de produits licites et illicites (contrebande, cannabis, etc.), mais aussi le lancement de grands projets d'infrastructures : Port Tanger-Med, autoroutes, lignes ferroviaires, et implantation de grandes entreprises comme Renault. La ville a donc émergé comme un port transnational visant à concurrencer Algésiras ou Marseille.

Outre la visée économique, l'objectif est aussi politique car il s'agit de faire de Tanger une vitrine tant pour l'intérieur que l'extérieur du pays – et réduire au passage l'attractivité de l'enclave de Ceuta tout en renforçant la présence de l'Etat du Nord du Maroc (« Tanger a tourné le dos au Maroc »). Mais force est de constater que les projets sont pensés et financés en dehors de la participation de la population locale, qui pourrait à terme être tentée de rejeter les nouveaux arrivants du reste du Maroc.

Enfin, la région est dynamisée par un autre phénomène : celui de l'installation de nouveaux entrepreneurs, les Marocains vivant à l'étranger (MRE). Ceux-ci créent de nouveaux espaces dans la ville où ils participent à un phénomène de gentrification. Souvent partis pour étudier, surdiplômés confrontés au chômage ou au sous-emploi en Europe, ces jeunes adultes reviennent en tant qu'entrepreneurs au pays. Ce défi constitue pour eux une manière de

s'affranchir de l'image négative et de l'expérience mitigée vécue à l'extérieur du pays. Pour autant, ils sont confrontés dès leur retour à d'autres réalités économiques et sociales (bakchich, etc.) avec lesquelles ils doivent composer.

Tous ces changements introduisant de nouveaux acteurs liés aux migrations tant internes qu'externes sont porteurs d'espoirs mais aussi d'inquiétudes pour les populations locales dépassées par le phénomène.

**Mohamed Charef :**
**Réflexions sur l'évolution de la recherche sur l'immigration au Maroc**

En trente ans, la réflexion scientifique sur les migrations marocaines a considérablement évolué, avec une prise en charge croissante de ces problématiques par les Marocains eux-mêmes, qu'ils soient à l'extérieur ou à l'intérieur du pays. À l'origine (années 1980), la question a été initiée dans les principaux pays d'immigration marocaine (France, Belgique) par les chercheurs de la seconde génération. Puis, le thème des actions de développement portées par les immigrés vis-à-vis des régions d'origine a rapidement émergé.

Si dans le contexte colonial puis postcolonial, la présence européenne a longtemps été mise en exergue dans les recherches migratoires locales (à travers les figures du colon, puis du coopérant et de l'expatrié), celle de l'émigré marocain réinvestissant socialement et affectivement le pays d'origine a progressivement émergé, dans un contexte où ses droits sont de plus en plus reconnus au Maroc.

La recherche s'est notamment de plus en plus intéressée à la question du lien entre migration et développement en mettant en relief l'implication des immigrés (en milieu urbain comme en milieu rural) et la nouvelle régionalisation qui en découle. Les émigrés jouent un rôle de plus en plus actif dans la décentralisation. Par exemple, les contraintes de développement auxquelles a été confronté le Souss (pénurie d'eau, désertification, enclavement, exode rural, pollution, etc.) ont constitué un défi auquel ont répondu les originaires de cette région vivant à l'étranger (Région parisienne, Nord de la France, etc.). Dans cette région marocaine où la tradition du travail solidaire communautaire restait bien ancrée, ils ont progressivement imposé l'association comme cadre d'action pour le développement local, au point de fréquemment se substituer à l'Etat dans la réalisation de projets structurants (réseau d'eau à usage domestique, électrification dans les communautés villageoises, routes, dispensaires, éducation préscolaire, alphabétisation des femmes rurales, transport scolaire, etc.). Des activités ont été créées pour stabiliser la population sur place, y compris par la réhabilitation des activités traditionnelles (poterie, gites ruraux, etc.).

Cette implication des émigrés ainsi que l'ouverture de l'Etat à la société civile et la coopération internationale qui y est en partie liée suscitent un certain nombre de questionnements et de pistes de recherches pour le futur. Les associations ont-elles une vision claire du développement sur le long terme ? Pour quel impact réel sur les régions concernées ? Les collectivités locales jouent-elles le jeu dans l'esprit d'un partenariat complémentaire ? Qu'en est-il de l'implication des universités et des médias dans ce processus ? Quelles actions de grande envergure sont menées pour fédérer les efforts des associations à l'échelle des régions d'origine ?

**Juan David Sempere :**
**Notes sur l'évolution des flux migratoires en Algérie**

Dans un contexte de crise économique, la situation des immigrés s'est considérablement détériorée en Espagne et a eu des incidences sur la dynamique des flux migratoires dans l'ouest du bassin

méditerranéen. En quelques années, ce pays, l'un des plus attractifs d'Europe pour les immigrés du Sud dans les années 1990 et 2000, est devenu un pôle migratoire plutôt répulsif sur le plan économique. Non seulement les immigrés ont modifié leurs projets de regroupement familial, ayant pour effet de renforcer la tendance au ralentissement de l'immigration, mais les Espagnols eux-mêmes ont commencé à émigrer.

Les investisseurs locaux regardent donc de plus en plus de l'autre côté de la Méditerranée, vers l'Algérie qui devient pour certains un nouvel eldorado. Il est vrai que dans l'optique d'endiguer la propagation de la contestation politique et de doper le niveau de vie, le gouvernement algérien a investi des milliards de pétrodollars dans divers secteurs de la vie économique. Faisant le parallèle avec la communication d'Hassan Boubakri, Juan David Sempere constate que cette conjoncture particulière est paradoxalement de nature à limiter les départs de migrants clandestins vers l'Europe, à la différence de ce qui a été observé pour le contexte tunisien. Parallèlement, la tendance à la diversification géographique de l'émigration d'universitaires algériens (vers le Canada ou le Golfe, par exemple) se poursuit.

Il semble donc que la crise politique au Sud de la Méditerranée n'ait pas eu les mêmes effets migratoires selon le pays concerné. Par exemple, Oran, qui attire les investisseurs espagnols, est aussi un nouvel eldorado pour les retraités britanniques qui traditionnellement ont jusqu'ici plutôt tendu à s'installer au Maroc voisin. Parallèlement aux effets sur la dynamique des migrations externes, les incidences sur les migrations internes à l'Algérie sont également notables. Effet des investissements de la manne pétrolière, la forte croissance des villes pétrolières de l'intérieur (Hassi Messaoud) et des villes du Nord (Alger, Oran) polarise l'exode rural.

## Les projets du Centre Jacques Berque (CJB, Maroc) et les migrations internationales

**Baudoin Dupret** conclut le séminaire en proposant des pistes de collaborations entre le CJB et Migrinter. Est notamment évoquée l'importance de la thématique des migrations internationales au sein de l'observatoire des espaces transfrontaliers du CJB, avec pour terrains potentiels l'Algérie, le Maroc, la Mauritanie, etc.

## DISCUSSION

**Kamel Doraï** lance le débat en rappelant quelques points forts récurrents dans les présentations, notamment la multiplicité de la nature des migrations articulant logiques économiques, politiques, etc. où apparaissent des passerelles entre les catégories (travailleurs qui deviennent des réfugiés et vice versa…).

**Gildas Simon** prend alors la parole en s'interrogeant sur la part de ce qui relève de la dynamique conjoncturelle, de celle relevant de changements plus structurels, dans les mutations migratoires récentes à l'œuvre en Tunisie. Quelle est notamment la part des logiques conjoncturelles politiques (émigration du fait d'une affiliation au régime de Ben Ali) ou économiques (perte d'emploi liée à la crise) par rapport à des logiques inscrites dans le temps long (celles d'un champ migratoire ancien) ? La question est étendue à d'autres espaces que la Tunisie, concernant de vieux champs migratoires européens, au départ de l'Espagne, de l'Irlande, du Portugal, de la Grèce, qui aujourd'hui semblent réactivés.

**Abderrazek Oueslati** prolonge la discussion en s'interrogeant sur le rôle des émigrés dans la reconstruction tunisienne.

**Hassan Boubakri** répond à Gildas Simon en soulignant trois éléments : 1°) l'importance des transferts d'argent dans le

cadre de réseaux familiaux transnationaux pour le financement du voyage des jeunes candidats à l'émigration, et l'implication des émigrés en Italie dans le trafic de migrants ; 2°) le caractère essentiellement économique de l'émigration de ces jeunes sans emploi (chômage massif, emploi saisonnier précaire dans l'agriculture et le tourisme) ; 3°) le bénéfice tiré de la crise libyenne dans le Sud tunisien qui, grâce à l'inversion des flux transfrontaliers de marchandises, a évité une crise économique majeure.

En réponse à Abderrazek Oueslati, Hassan Boubakri constate que les émigrés tunisiens en France tendent à devenir conservateurs dès lors qu'ils acquièrent une situation stable. Ils se positionnent contre les mouvements de clandestins, en reproduisant parfois les stéréotypes véhiculés par l'extrême droite.

Kamel Doraï réoriente la discussion en interrogeant la manière dont les Etats (en l'occurrence ici l'Etat tunisien) captent les ressources des ONG répondant à la présence de migrants réfugiés, en vue de renouveler les investissements dans le domaine de la santé et des infrastructures comme il l'a observé en Syrie.

**Mohammed Charef** intervient ensuite en soulignant l'implication économique et politique de la communauté marocaine à l'étranger qui, contrairement aux Marocains du Maroc, se sont montrés déçus des réformes proposées par le Roi. Dans un autre ordre d'idée, il rappelle que le Mali et le Nord du Tchad ont enregistré de nombreux retours de migrants dans des conditions difficiles suite à la crise en Libye.

**Chadia Arab** aborde la question de la représentativité des Marocains résidant à l'étranger dans la vie politique du pays d'origine, en soulignant que le CCME (Conseil de la Communauté Marocaine résidant à l'Etranger) est élu par le parlement.

Hassan Boubakri pose ensuite la question du regard de l'Union européenne sur cette question migratoire, et **Emmanuel Ma Mung** celle d'une éventuelle institution représentative des Tunisiens à l'étranger. Hassan Boubakri répond alors que l'on s'oriente actuellement vers la création d'un Ministère des Tunisiens à l'étranger, et qu'il est prévu qu'une douzaine de députés les représentent au Parlement.

A la question de Gildas Simon sur les réfugiés qui restent « sur le carreau » dans le Sud tunisien – essentiellement les Erythréens, les Somaliens, les Bangladais – Hassan Boubakri estime leur présence à au moins 3 000 dans les camps du Sud actuellement où ils vivent dans des conditions difficiles.

En guise de conclusion, **Marie-Antoinette Hily** rappelle que la problématique des migrations mobilise d'autres problématiques, comme celle de l'Etat comme forme culturelle (l'est-il encore ?) ou du lien entre les formes de libéralisme économique et social et les aspirations de la population à des changements juridiques dans les pays du Maghreb (comme par exemple la question de la nouvelle Constitution au Maroc).

Cédric Audebert
Géographe
Chargé de recherche CNRS/
MIGRINTER - UMR 7301
cedric.audebert@univ-poitiers.fr

# « Transformations urbaines et Migrations dans les villes espagnoles ». Journées d'études organisées à Poitiers les 8 & 9 décembre 2011

**Compte rendu par Marine Bertrand**

**Les 8 et 9 décembre 2011, deux journées d'étude portant sur le thème des « transformations urbaines et migrations dans les villes espagnoles » se sont déroulées dans les locaux de la MSHS de l'Université de Poitiers. Organisée par Naïk Miret (Migrinter), cette rencontre a rassemblé pour la quatrième fois consécutive des chercheurs de plusieurs disciplines.**

Au travers de cas de villes espagnoles marquées par l'arrivée massive de migrants internationaux depuis la décennie 1990, les intervenants ont interrogé concepts, catégories et outils permettant de penser les relations entre les pratiques spatiales des migrants et la production et la transformation des villes. Comment observer l'insertion de ces « nouveaux voisins » dans l'espace urbain ? Comment identifier les permanences et les ruptures dans l'inscription territoriale des migrants dans les villes ? Comment, par leurs mobilités, leurs pratiques spatiales et leurs relations avec les « autochtones », participent-ils à fabriquer la ville ? Comment l'étude de ces dynamiques migratoires et urbaines permet-elle d'éclairer d'autres processus et mécanismes sociaux ?

Trois intervenantes se sont penchées sur les processus d'inscription territoriale d'un groupe de migrants particulier à l'échelle d'une ville. **Lucile Medina**, géographe à l'Université de Montpellier, a porté son regard sur les logiques résidentielles de migrants boliviens à Madrid et, plus amplement, sur les processus de construction de lieux et de territoires migrants à travers l'utilisation et l'appropriation des espaces ainsi que par les « régimes de visibilité » de ce groupe. Trois critères, à savoir les usages sociaux et culturels des lieux, leurs poids en termes d'identification du groupe et leur rôle de centralité ethnique ou multiculturelle, lui ont permis de construire une typologie des territoires boliviens dans Madrid. Elle propose la distinction de trois types de territoires : les quartiers d'invisibilité ethnique, les quartiers multiethniques et les centralités boliviennes. Une démarche de

micro-géographie se révèle ainsi indispensable pour étudier la visibilité du groupe migrant à partir des processus de construction de lieux.

Les migrants boliviens font également objet de l'attention de **Susana Sassones**, géographe à *l'Instituto Multidisciplinar de Historia y Ciencias Humanas* (CONICET-IMHICIHU) de Buenos Aires, qui interroge ensemble les logiques de circulation et de migration de cette population (dans leurs dimensions historique et sociodémographique) et leurs logiques d'inscription spatiale à Buenos Aires. Son approche, qui prend en considération les trajectoires migratoires des individus, lui permet d'observer que les mobilités résidentielles de ce groupe de migrants révèlent une double logique spatiale de concentration et de dispersion dans la ville. Alors que certains quartiers peuvent être qualifiés d' « enclaves migratoires », il est aussi possible d'observer un scénario de multi-localisation avec une tendance à des regroupements en micro-zones s'organisant en fonction du lieu d'origine des personnes.

Enfin, **Marème Niang**, doctorante en géographie au laboratoire ART-Dev de l'Université de Montpellier, a porté son attention sur les logiques socio-spatiales de Gambiens et de Sénégalais à Barcelone. Elle nous a livré les premiers résultats de sa recherche doctorale concernant les stratégies résidentielles de ces groupes. Le croisement des données statistiques du *padrón municipal* avec les observations produites dans le cadre d'une enquête qualitative, lui permettent de questionner le recours aux informations statistiques sur la résidence des personnes par nationalité, quand les pratiques spatiales semblent se différencier selon les groupes ethniques d'appartenance. L'intervenante dresse une typologie très diversifiée des pratiques résidentielles de ces migrants en conjuguant trois facteurs: les réseaux sociaux ethniques ou communautaires, le contexte spatial (à savoir, l'Aire Métropolitaine de Barcelone) et l'origine urbaine ou rurale des personnes.

Prolongeant cette démarche d'analyse à l'échelle d'une métropole, **Pau Serra del Pozo**, géographe à l'Université Internationale de Catalogne, a centré son attention sur les entrepreneurs ethniques. Par un travail critique sur les concepts mobilisés pour décrire la répartition spatiale des commerces ethniques, il rejette celui d' « enclave ethnique », inapproprié selon lui aux dynamiques des villes européennes, pour lui préférer la notion de « centralité ethnique ». Il propose autour de ce concept une typologie des paysages ethniques des villes. Basée sur une mesure quantitative, cette typologie se veut un outil de comparaison possible entre différentes villes et au cours du temps. Cinq types de centralités apparaissent : a) les centralités co-ethniques spécialisées (un seul type de commerce et une seule nationalité d'origine des commerçants), b) les centralités co-ethniques diverses (différents types de commerces et une seule nationalité d'origine des commerçants), c) les centralités multiethniques (différents types de commerces et différentes nationalités d'origines des commerçants), d) dispersion métropolitaine (concentration à très petite échelle dispersée au sein de la métropole), e) enclave ethnique (bien qu'elle n'apparaisse pas à Barcelone).

Par le biais d'une observation multisituée, **Tanja Bastia**, chercheuse en développement urbain à l'Université de Manchester, propose d'interroger les migrations internationales comme un espace de reconfiguration des relations de genre. Pour cela, elle suit une population originaire d'une région minière de Bolivie dans différents lieux de sa migration, à Cochabamba, à Buenos Aires et en Espagne. Elle peut ainsi prendre en considération le contexte d'origine des populations, les circulations et les pratiques transnationales des personnes. Elle développe alors une approche intersectionnelle qui lui permet de se demander comment les relations de genre,

de classe et d'ethnicité sont renégociées au travers de migrations internes et internationales. Les résultats présentés montrent une réorganisation de la division sexuelle des tâches au sein des ménages provoquée par une migration, mais une réorganisation pensée comme temporaire par les acteurs. De la même manière, s'il est possible d'observer à un niveau individuel une plus grande indépendance des femmes au travers de la migration, une analyse interscalaire et intersectionnelle suggère que les femmes échangent leurs gains dans les rapports de genre contre une mobilité sociale ascendante dans les rapports hiérarchiques de classes, contribuant ainsi, non pas à une 'libération' des femmes, mais au renforcement des relations de genre patriarcales.

Le sociologue **Francisco Torres** (Université de Valencia) se démarque par une approche qui ne part plus d'un groupe de migrants mais de l'espace, et plus précisément des espaces publics. Ces derniers se révèlent être, selon lui, une scène privilégiée pour l'observation des dynamiques générées par les processus d'insertion des migrants dans les villes. La présence de ces « nouveaux voisins » implique des changements et des resignifications des espaces de la ville, tant pour les migrants que pour les autochtones. Le sociologue s'interroge donc sur les usages et l'appropriation des espaces publics par ces nouveaux habitants, qui les utilisent comme des ressources de sociabilité. Cet usage des espaces publics, lieux « ouverts à tous », peut cependant créer des tensions lorsqu'il se distingue trop du modèle d'urbanité hégémonique. C'est le cas par exemple des espaces ethnicisés : appropriés par un groupe ethnique particulier, l'espace se transforme pour devenir un espace ressource de sociabilité pour ce collectif. L'image qu'en ont les autres habitants s'en trouve alors modifiée et souvent, comme le fait remarquer l'intervenant, ces lieux sont pensés comme des espaces dégradés ou de tensions. Il est nécessaire de questionner cette appréciation négative de ces lieux. Quel rôle joue l'appropriation des espaces dans l'insertion des migrants à la société d'accueil ? De plus, les espaces publics « partagés » et les espaces publics ethnicisés ne sont-ils pas compatibles dans une ville ? Cette question peut se poser à l'échelle d'un lieu : selon les temporalités, un espace peut être utilisé différemment. Mais également à l'échelle d'une ville : ne peut-il pas y avoir au sein d'une ville une diversité d'espaces publics ? Ces questions doivent être pensées à la lumière d'une autre interrogation soulevée par l'intervenant. Les deux droits que sont le droit à l'anonymat, à l'indifférence et le droit de (re)-créer son propre espace sont-ils compatibles ? Et pour quelles personnes ?

Enfin, les interventions de **Naik Miret**, géographe à Migrinter, et de **Fatiha Belmessous**, historienne au laboratoire ENTPE-RIVES de Lyon, permettent une réflexion transversale aux communications précédentes. Dans une approche rétrospective sur ses propres travaux de recherche, la première offre un regard critique sur différentes manières d'aborder les liens entre dynamiques de la ville et migrations internationales, que se soit au travers d'une entrée par le système d'immigration, par un groupe de migrants ou par l'espace. Elle remarque que le croisement de ces approches permet d'éclairer les processus de concentration et de dispersion des populations dans les villes par des processus de recomposition urbaine dans le temps long et de banaliser les expériences de substitution de peuplement dans les quartiers populaires périphériques. En écho aux présentations sur les espaces et centralités ethniques, elle invite à redécouvrir la notion de « sas » développée par l'Ecole de Chicago et à découvrir celle d' « urbanisme transnational » développée par Peter Smith. Cette notion permet de penser comment un groupe transporte dans sa migration un modèle de représentations et de pratiques de l'espace et le reproduit dans les villes où il s'installe. **Fatiha Belmessous**

étudie les effets des politiques publiques sur les logiques sociales des territoires urbains qu'elle met en lumière en adoptant une perspective diachronique. Elle montre ainsi comment les politiques de logement et d'aménagement des quartiers dits « sensibles » ont contribué au changement social et à la construction de ces quartiers comme objet de recherche. En introduisant et concluant ce séminaire, elle nous a amenés à repenser l'historicité des catégories mobilisées dans l'étude des migrations internationales. Classifications administratives ou politiques ne doivent pas être confondues avec les catégorisations mises en place par les chercheurs. De même, celles-ci doivent être utilisées en prenant en compte leur processus de construction et ce, notamment si les chercheurs souhaitent s'entendre autour d'un même objet d'étude. Aussi, plusieurs concepts et catégories apparus au long de ces journées furent objet de l'exercice lors des débats.

Marine Bertrand
Doctorante en Géographie
Migrinter - UMR 7301
CNRS / Université de Poitiers
marine.bertrand@univ-poitiers.fr

## Repères bibliographiques

Baby Collin, Virginie ; Medina, Lucile ; Miret, Naïk ; Sassone, Susana (sous-presse) Territorios bolivianos en las metropolis españolas: Madrid y Barcelona, in Sole Puig, Carlota (coord..) *Migración boliviana y prácticas transnacionales*, Barcelona, Edition Antropos.

Bastia, Tanja (2011) Migration as protest? Negotiating gender, class and ethnicity in urban Bolivia, *Environment and Planning*, vol. 43, pp. 1514-1529.

Torres Perez, Francisco (2008) Los nuevos vecinos de la plaza. Inmigrantes, espacios y sociabilidad pública, *AIBR. Revista de antropología Iberoamericana*, vol. 3, n°3, pp. 366-397.

Sassone, Susana ; Cortès, Geneviève (sous-presse) Inmigración boliviana en la Argentina: Lógicas geográficas de difusión territorial y metropolización" in Sole Puig, Carlota (coord..) *Migración boliviana y prácticas transnacionales*, Barcelona, Edition Antropos.

Serra Del Pozo, Pau (2011) Dispersión y suburbanización. Nuevos paisajes étnicos, *Revista Internacional de Organizaciones*, n° 6., pp. 65-79.

# Cycle de conférence sur l'histoire des migrations internationales et des luttes contre les discriminations, Espace Mendès France, Poitiers 2011-2012

**Compte-rendu par Victoire Cottereau, Guillaume Le Roux & Mickaël Quintard**

**Organisé au sein de l'Espace Mendès France, le contenu du cycle de conférence 2011-2012 sur l' « histoire des migrations internationales et des luttes contre les discriminations » s'est à nouveau fait remarqué avant tout par sa diversité. La transversalité des thématiques de migrations et de discriminations a ainsi permis la pluralité des déclinaisons des objets (asile, réfugié, pauvreté, mémoire, diaspora), mais aussi des espaces géographiques (Afrique, Moyen-Orient, Europe) et des approches disciplinaires (histoire, géographie, anthropologie). Nous avons pour *e-migrinter* choisi de restituer le contenu des présentations de Boris Adjémian, Claire Zalc, Kamel Doraï et Véronique Petit.**

**« Des immigrants et des rois ; la sédentarisation d'une diaspora arménienne en Éthiopie au XXème siècle », 12 janvier 2012**

[Boris Adjémian, Doctorant en Histoire à l'EHESS (Paris)]

Lors de cette conférence, Boris Adjémian a développé certains aspects de son travail de recherche doctorale axé autour de *la sédentarisation d'une diaspora arménienne à l'époque contemporaine en Éthiopie*. Face à un groupe emprunt d'une certaine invisibilité, l'historien s'est interrogé sur la manière dont sa présence pouvait être mesurée.

Confronté à l'éparpillement des sources écrites, Boris Adjémian a du entreprendre une reconstitution minutieuse d'informations éparses. Malgré la rencontre de certaines difficultés initiales à gagner la confiance des enquêtés, l'enquêteur a pu accéder à un certain nombre de données majeures tels que les registres informatisés de l'église arménienne et un album de plus de cinq cent photos datés de 1905 à 1940 (galerie de portraits). Malgré ces données et face à la faiblesse des sources écrites, l'historien a du largement recourir aux entretiens et à la mémoire des arméniens.

C'est ainsi que le doyen de la communauté arménienne, avec lequel il échangea à de nombreuses reprises, lui permit de reconstituer une histoire des arméniens en Éthiopie, depuis les pionniers jusqu'à nos jours. La découverte de la composition de la fanfare éthiopienne par une quarantaine d'arméniens orphelins lui donna les premiers indices sur l'importance et le rôle de cette communauté en Éthiopie

au XXème siècle. La fixation de cette diaspora et son rôle important dans l'entourage impérial se retrouvent à travers l'inscription des arméniens dans certaines tâches « sensibles ». Alors que les femmes sont par exemple sages-femmes ou couturières, les hommes officient davantage dans des domaines comme la photographie ou l'orfèvrerie. L'historien appréhenda alors la fixation de la diaspora arménienne à l'époque impériale comme une « nationalisation symbolique ».

Dans sa réflexion sur la mémoire collective, Boris Adjémian a pu constater une homogénéisation dans la manière de partager le passé chez les arméniens et une sorte d'unification de la mémoire de cette immigration. Cette mémoire partagée se cristallise ainsi autour du thème de l'amitié des rois. Se considérant comme invités par les rois d'Éthiopie, les arméniens ne se sont en effet jamais considérés comme des réfugiés. Ainsi, face à l'absence de regrets et de discours pour et sur leur pays d'origine, et face à une mémoire ancrée en Éthiopie, Boris Adjémian conclut sur une interrogation autour de la construction des mémoires en diaspora.

**« Renouveler l'histoire de la Shoah ? Les perspectives récentes », 26 janvier 2012**

[Claire Zalc, Chargée de recherche à l'Institut d'histoire moderne et contemporaine (CNRS-ENS)]

Dans le cadre de la parution de son ouvrage intitulé *« Face à la persécution ; 991 Juifs dans la guerre »,* co-écrit avec Nicolas Mariot, Claire Zalc était venue présenter la démarche scientifique qui a guidé son travail de recherche. Celle-ci s'instaure dans une dynamique différente des historiographies de la Shoah qui ont été centrées, dans un premier temps sur les bourreaux, puis sur les témoignages des survivants.

Soixante-dix ans après les déportations, la grande majorité des témoins ayant disparus, les historiens sont contraints de mettre en place de nouvelles démarches de recherche. Parallèlement, l'ouverture des archives et la mise en place de politiques mémorielles, notamment aux États-Unis, permet un accès à des sources encore récemment inaccessibles. Claire Zalc évoqua aussi le rôle important des écrivains qui ont cherché à retracer l'histoire de leurs familles. L'objectif principal de l'historienne était alors de retracer l'histoire des Juifs résidant dans la ville de Lens avant la Seconde Guerre mondiale. Cette démarche permit ainsi d'intégrer l'ensemble des populations juives dans l'analyse et de mettre ainsi fin au silence qui a prévalu sur ceux qui n'ont pas survécu aux déportations.

Le premier défi de la démarche méthodologique fut de recenser le nombre de Juifs résidant à Lens en 1939. Pour ce faire, de nombreuses sources furent mises à contribution telles que les archives départementales des déclarations des Juifs par les autorités, les lettres de déclaration envoyées par les Juifs à la préfecture, les dossiers d'aryanisation des biens, les dossiers de nationalisation, les listes de convois pour les camps, les sources de *l'International Tracing Service* retraçant les individus dans les camps et les dossiers des réfugiés en Suisse. Face à l'hétérogénéité des sources, Claire Zalc souligna le problème du caractère flou de la catégorie « Juif », dont la définition pouvait varier selon les autorités et les individus. Ainsi fut soulevé la question de savoir ce qu'est un Juif, et plus particulièrement un Juif résidant à Lens, ville située dans la zone interdite après l'armistice de juin 1940.

Á travers l'étude des sources d'identification des Juifs par les autorités, Claire Zalc illustra la diversité des définitions adoptées à leurs égards. Elle commença par rappeler que la définition d'un Juif par l'administration nazie faisait mention d'une filiation à des ascendants, ce qui ne constitue en aucun cas une définition. Elle souligna ensuite les nombreuses ambiguïtés soulevées par l'étude des archives d'auto-déclarations

faisant suite au processus de déclaration ordonné par les autorités. Les individus qui se déclaraient pouvaient ainsi parfois faire mention de religion, de nationalité, d'origine ou de filiation. Le dénombrement des Juifs de Lens s'est donc fait d'après le recoupement des différentes sources, d'identifications et de déclarations, aboutissant à ce nombre de 991 Juifs en 1939.

La deuxième étape, et certainement la démarche la plus originale de la méthodologie de cette recherche, est la mise en relation des différentes sources pour reconstituer les trajectoires des familles recensées. Des trajectoires résidentielles avant les déportations aux trajectoires dans les camps, la mise en relation des différentes sources a permis de retracer des trajectoires complètes. Á partir de cette démarche, Claire Zalc a pu retracer les parcours des familles ou des membres d'une même famille ayant fui Lens (où sont observés des liens entre les départs et la taille de la famille ou la possession d'un bien immobilier), celles qui se sont réfugiées en Suisse, les membres de la famille qui ont été déportés (avec les villes de départ et les dates précises) et les parcours dans les camps à partir des archives nazies en utilisant les numéros de série assignés aux personnes déportées.

La dernière étape, à travers une démarche prosopographique[1], correspondait à la reconstitution de l'ensemble des informations dans un tableur permettant une réflexion sur un collectif de persécution. De nombreuses questions ont pu être abordées comme, par exemple, l'étude du rôle de la déclaration dans les étapes de la persécution, le rôle du départ de Lens et de la date de départ sur l'arrestation ou non, ou encore le rôle du réseau de parenté. Quelques résultats montrent qu'il n'y avait par exemple pas d'association significative entre la déclaration et la déportation.

[1]Étude de biographies.

Cette démarche originale offre donc une nouvelle place aux victimes. Le travail d'archives a permis de décrire leurs histoires et leurs itinéraires à travers les différentes étapes de persécution. La reconstitution d'une cohorte de Juifs Lensois a été un moyen d'étudier le rôle de certaines situations et de certains choix sur la suite de leur parcours. Ces réflexions renvoient à l'impossibilité, pour nous contemporains, de se mettre en situation et de juger les choix qui ont été faits, comme par exemple l'auto-déclaration, la déclaration des membres de la famille ou la fuite.

Bien que ces travaux ne soient pas réellement représentatifs de l'histoire des Juifs en France ni de thèmes de recherche plus larges, ils s'insèrent dans des réflexions allant au-delà de ce cas d'étude. Claire Zalc évoque notamment le lien entre discrimination et arbitraire, mais aussi les réflexions sur les rôles des collectifs et des sociabilités, relativisant ainsi la prise en compte du collectif comme ressource.

**« La question de l'asile au Proche-Orient : l'exemple des réfugiés irakiens depuis 2003 au Liban et en Syrie », 1er février 2012**

[Kamel Doraï, chargé de recherche au CNRS (MIGRINTER)]

Afin de restituer le contexte dans lequel se pose la question de l'Asile au Liban et en Syrie, Kamel Doraï commença par rappeler la différence de contexte historique entre l'Orient et l'Europe. Il souligna que, comme dans d'autres parties du monde, la porosité des frontières tend à s'analyser à la lumière de la profondeur historique des mobilités. Alors que l'Empire Ottoman a pu être identifié comme un intense espace de circulation, l'installation des États-Nations a eu tendance à opérer des séparations entre populations parfois de même village et de même famille. Face à la jeunesse des réalités étatiques, les circulations ont continué dans leur intensité, participant alors à la

complexité des réalités migratoires contemporaines où se superposent circulation familiale, de travail, de pèlerinage et d'asile.

Après avoir précisé que les pays de la région ne sont pas signataires de la Convention de Genève, Kamel Doraï restitua la différence dans la place occupée par la question de l'étranger au Liban et en Syrie. Ainsi, alors que cette question est absente du débat syrien, elle émerge au Liban à travers le débat de la transmission de la nationalité par le mariage (non accordée aux femmes) et dans un contexte de forte ethnicisation. Il mentionna notamment la prise de conscience dans l'espace public à travers des campagnes d'affichage où se traduisent, par exemple, la distinction entre ceux venus travailler et les demandeurs d'asile.

Le propos continua de se dérouler à travers la question des chiffres sur les réfugiés. Celui-ci mentionna alors l'absence de tradition statistique, ainsi que l'intime relation entre production des chiffres et logique de sécurisation de la part des États.

Suite aux premiers départs conséquents d'Irakiens en 2006, la production statistique s'articula autour de trois grandes catégories d'acteurs que sont les États d'accueil, le Haut Commissariat aux Réfugiés et les Organisations Non Gouvernementales internationales. Tandis qu'au Liban la population irakienne était évaluée entre 60 000 et 80 000 pour la fin d'année 2007, Kamel Doraï souligna pour la Syrie l'existence d'un accord tacite entre les trois institutions pour considérer la présence d'environ 1 500 000 irakiens dans la ville de Damas comptant 4 500 000 d'habitants. La critique de ce chiffre se construisit alors à la lumière du nombre de gens inscris au HCR (environ 200 000), ainsi qu'à celle du décalage entre les investissements et la mise en place d'infrastructures et le « peu » de réfugiés présents. Après avoir formulé l'hypothèse que la manipulation des chiffres s'inscrivait dans une démarche de drainage de fonds pour résorber les difficultés financières du HCR, Kamel Doraï estima la réalité des chiffres autour du nombre de réfugiés inscrits au HCR, et ce malgré le fait que les enregistrements ne constituent pas une preuve de résidence.

Dans le but de localiser ces réfugiés, le géographe présenta ensuite certains aspects méthodologiques de recherche. Pour Damas, où la localisation des populations s'est effectuée en fonction de la distribution alimentaire, l'inscription spatiale des réfugiés est relativement concentrée dans la périphérie de la ville. Kamel Doraï indiqua alors comme principaux marqueurs spatiaux de la présence irakienne, les taxis (4X4), les agences de voyage, l'aide humanitaire, les restaurants (commerces ethniques), les vendeurs ambulants, le développement de partis politiques ou encore les campagnes d'affichage. Davantage dispersés dans l'espace urbain, la situation est différente à Beyrouth. Dans un pays largement communautaire, les entrées choisies furent alors celles des lieux confessionnels et des milieux associatifs. Les différentes méthodologies de localisation traduisent ainsi des inscriptions des populations irakiennes dans des contextes sociétaux largement distincts.

**« Pauvreté, environnement et migration en Guinée-Maritime », 8 février 2012**

[Véronique Petit, Professeure à l'Université de Poitiers]

Véronique Petit a choisi de présenter une recherche entreprise en Guinée Conakry (2000 à 2005) lorsqu'elle travaillait au CEPED. Celle-ci s'inscrivait dans une articulation entre les thématiques de pauvreté, de développement et de migration. Commencée en 2000 et pensée sur sept années, les événements ont d'abord amené à une réduction du terrain de recherche à la sous-préfecture de Kanfarandé (à la frontière

de la Guinée Bissau) avant de l'interrompre définitivement en 2005.

Véronique Petit commença par un rappel historique et économique de la Guinée Conakry. Classée par le PNUD comme l'un des pays les plus pauvres du monde, les populations ont connu les répercussions d'une histoire nationale chaotique. Ainsi, les inégales occupations du pouvoir par les différentes populations ont eu tendance a engendré des rapports et investissements différenciés, donnant naissance à des contraintes plus ou moins importantes à la migration selon les terroirs. Ainsi, dans la région d'étude, où existe une dynamique de peuplement pluri ethnique, se sont succédées des vagues migratoires depuis le XVII$^{e}$ siècle qui ont entrainé une cohabitation difficile entre éleveurs et agriculteurs ainsi qu'un recul forcé vers le littoral des riziculteurs.

Les objectifs de cette recherche étaient d'établir une mesure de la pauvreté, d'analyser les stratégies mises en place par les ménages dans un contexte de crise et de mettre en évidence les spécificités des contextes régionaux à travers la prise en compte des dimensions environnementales, démographiques, socioculturelles et économiques. Les hypothèses de départ s'articulaient autour de l'enchâssement de l'économie dans l'organisation socioculturelle, de la dépendance de l'accès foncier à l'égard de la dynamique de peuplement, du développement d'activités économiques particulières selon les appropriations et usages spécifiques du terroir, de la migration comme réponse particulière face à la crise, et enfin de l'inscription des réponses dans des relations de concurrence et de dépendance entre les groupes ethniques.

L'enquête, effectuée dans la sous-préfecture de Kanfarandé, s'est déroulée dans quatre villages choisis en fonction des répartitions ethniques, des effectifs démographiques et du degré d'enclavement. S'agissant d'une recherche pluri-disciplinaire, plusieurs types d'outils méthodologiques ont été utilisés tels qu'un recensement, une enquête socio-démographique par échantillon et une enquête ethnologique.

Cette recherche fut réalisée auprès de trois groupes (les « gens du riz », les peuls et les diakankés) dont l'anthropologue expliqua précisément la composition des ménages, les savoir-faire, les activités économiques, etc.

Le premier groupe est celui des « gens du riz ». Organisés autour de la production du riz, ils subissent une forte dépendance de la production agricole. Or, les récoltes insuffisantes les ont obligés à faire des emprunts aux peuls et à trouver des solutions telles que les migrations internationales « locales » (faible distance de la frontière) et les migrations régionales urbaines. Cependant, les migrations ne constituent pas une réponse à la paupérisation car celles-ci ne permettent pas d'acquisition de nouveaux savoirs et ne rapportent que peu d'argent.

Le deuxième groupe est constitué par les peuls ayant des activités économiques (commerce régional et international, pratiques de l'usure et du change) articulés à un savoir-faire migratoire ancien, mobilisé et actualisé. Leur expérience de la mobilité spatiale est liée à celle de la formation et au projet de mobilité sociale. Ainsi, non seulement leurs pluri activités sont rémunératrices, mais les Peuls inculquent à leurs enfants l'esprit de compétition et de réussite, permettant ainsi une transmission et une valorisation de leurs savoirs.

Le dernier groupe - composé des Diakankés - possède deux grands types d'activité ; l'économie du religieux (guérisseurs, extension des écoles coraniques) et la culture de l'arachide (production/distribution/commercialisation) . Ces activités rapportent des bénéfices qui sont investis dans les départs vers les pays

du Nord ou dans l'équipement des familles ou de la communauté.

Ainsi, cette recherche a permis de faire ressortir un modèle fortement pénalisé (riziculteurs) et deux modèles qui résistent, voire qui tirent avantage de la crise (Peul, Diakanké). Aujourd'hui, les « gens du riz », dont la mono-activité et l'hyper spécialisation sont contre-productives, ont conscience d'être déclassés. Á l'inverse, la pluri activité des Peuls devient un avantage dans un contexte de crise et l'économie du religieux (diakankés) bénéficie du contexte d'incertitude et de peurs, et comble également le déficit d'infrastructures scolaires et sanitaires locales.

Victoire Cottereau
Doctorante en Géographie
Migrinter - UMR 7301
CNRS / Université de Poitiers
victoire.cottereau@univ-poitiers.fr

Guillaume Le Roux
Doctorant en Géographie
Migrinter - UMR 7301
CNRS / Université de Poitiers
guillaume.leroux@univ-poitiers.fr

Mickaël Quintard
Doctorant en Géographie
Migrinter - UMR 7301
CNRS / Université de Poitiers
mickael.quintard@univ-poitiers.fr

# NOTES DE LECTURE

## Fleuret, Sébastien ; Hoyez, Anne-Cécile (2011) *Santé et géographie ; Nouveaux regards*, Paris, Economica Anthropos, 302 p.(Géographie)

**Victoire Cottereau**

Cet ouvrage en français est le fruit d'un travail collectif de chercheurs francophones et anglophones inscrits dans le champ de la géographie de la santé. Il s'inscrit dans la continuité de la première publication de synthèse sur la géographie de la santé française (Fleuret et Thouez, 2007) qui présentait un panorama des principaux enjeux de la santé. Ce premier ouvrage a été indispensable pour la géographie de la santé française car il a posé les fondations d'un travail collectif dans une discipline où les chercheurs ont été longuement « isolés » de par l'inexistence de revue francophone spécialisée. Toutefois, aux yeux des auteurs, cette synthèse comporte la limite de ne présenter que les travaux effectués dans les sociétés dites « occidentales ». Ce constat a été le point de départ du présent livre dont le principal objectif est de présenter des domaines d'investigations peu exposés, des nouvelles visions de la santé éloignées des analyses « classiques » de l'état de santé des populations ou des systèmes de soins construites majoritairement à partir d'approches statistiques ou de l'analyse spatiale. Néanmoins, ce travail ne se veut pas une critique des approches dominantes et du regard « habituel » porté sur la santé. Il s'agit plutôt d'une volonté d'exposer au grand jour une partie « invisible » de la géographie de la santé à travers la compilation de travaux originaux et inédits. Ce besoin d'émancipation, vis-à-vis des approches « classiques », est un constat commun qui est ressorti de discussions lors de colloques ou de collaborations professionnelles. Par la réalisation de cet ouvrage, les auteurs veulent ainsi pointer du doigt le risque d'appauvrissement de la discipline si elle s'obstine à se mettre des œillères en travaillant toujours sur les mêmes sujets avec les mêmes méthodes. Or, face aux multiples changements intervenants dans les sociétés s'ouvrent de nouvelles directions et un changement progressif dans le champ de la santé, notamment avec des études sur des nouvelles pratiques (médecines complémentaires ou alternatives, etc.) ou encore sur des populations minoritaires (migrants, peuples autochtones, etc.). Aujourd'hui, le changement est tel que ces travaux ne peuvent plus rester à la marge de la discipline.

Cet ouvrage, dans lequel interviennent dix-neuf chercheurs, est composé de onze chapitres qui s'articulent en deux parties. Pour reprendre l'expression des auteurs, la première partie suggère un « autre regard sur le monde » (p.12). Le premier chapitre de cette partie, écrit en binôme entre Alain Vaguet (français) et Sarah Atkinson (britannique), expose un regard critique sur la mondialisation et ses enjeux dans le domaine de la santé. À partir de travaux menés majoritairement au Sud, les auteurs présentent leurs points de vue sur l'impact de la mondialisation sur les paysages de santé en termes de consommation, de domination et/ou de pauvreté. Ils terminent cet article en espérant inspirer certains à se lancer sur de nouvelles pistes de recherche,

telle que l'analyse des stratégies des firmes transnationales dans la commercialisation de produits relatifs à la santé. Dans un second chapitre, Tim Bron explore le concept de « santé globale »[1] à travers une approche critique. Dans le cadre du processus de mondialisation, il analyse le rôle des acteurs et des institutions comme détentrices d'importantes dimensions symboliques et idéologiques. Dans le chapitre suivant, deux autres chercheurs français et britannique (Anne-Cécile Hoyez et Nasir Warfa) exposent un regard critique sur les modèles biomédicaux. Les auteurs interrogent les perspectives d'intégration de ces médecines en se basant sur leurs expériences de terrain en Inde et en Afrique. Enfin, c'est sous les plumes de quatre chercheurs, deux canadiens (Damians Collins et Robert Huish) et deux français (Anne-Cécile Hoyez et Sébastien Fleuret), qu'est rédigé le dernier chapitre de cette partie. Dans un premier temps, chaque binôme donne sa vision de la construction progressive de la géographie de la santé des deux côtés de l'Atlantique. Ensuite, le croisement des différents regards permet d'analyser les points de convergence et de divergence entre les approches francophones et anglophones.

La seconde partie de l'ouvrage a pour objectif de compiler et de proposer des approches différentes et originales qui se distinguent des courants principaux de la géographie de la santé. Ces chapitres témoignent de l'évolution du champ de la santé car ils présentent non seulement des nouveaux modes de vies et des systèmes de santé novateurs, mais ils se penchent également sur des populations peu étudiées. Ainsi, cette seconde partie commence par un écrit de Virginie Charles qui établit un lien entre santé et genre et cherche à présenter la pluralité des réalités que regroupe l'impact du genre sur la santé. Les chapitres suivants s'enchainent en créant une alternance entre évolutions des systèmes de soins et de santé, nouvelles pratiques et analyse de la santé de populations spécifiques. Les systèmes de soins sont étudiés ici à travers leur « dégradation » (analyse du système de santé roumain par Sébastien Fleuret et Emmanuel Boiteau) et leur ingénieuse élaboration (construction du système de soins brésilien depuis le niveau de la santé primaire, Maria Guadalupe Medina et Sébastien Fleuret). Le dernier chapitre, écrit par Gavin Andrews et Jeremy Segrott, qui présente la diffusion des médecines complémentaires et alternatives[2], illustre parfaitement la mise en place des pratiques « autres ». Enfin, deux chapitres reflètent les travaux effectués auprès de populations minoritaires ou marginalisées. Un premier, de Chantelle Richmond et Kathi Wilson, analyse la santé des peuples autochtones, tandis qu'un second, issu d'un groupe de travail franco-britannique, se penche sur la santé et le bien-être des populations immigrées en France et en Grande-Bretagne. Ainsi, l'ensemble des chapitres de cette seconde partie montre non seulement que la mondialisation guide l'évolution de la santé, mais souligne également les intérêts croissants pour les dimensions psychologiques et émotionnelles de la santé.

De part la diversité, l'originalité et la qualité des chapitres, cet ouvrage atteint ses multiples objectifs. Il apporte tout d'abord un regard différent des visions « habituelles » sur la santé en présentant des recherches inédites effectuées sur d'autres lieux (non-occidentaux) et à partir de nouvelles approches. Il réunit ensuite des chercheurs francophones et anglophones dans un ouvrage de réflexion en commun écrit en français. Enfin et

[1]Le terme de « santé globale » définit la santé publique mondiale.

[2]La terminologie de médecine alternative et complémentaire fait référence à une gamme de produits, services de santé, thérapies, technologies et pratiques qui sont disponibles en grande partie en dehors des systèmes de services médicaux conventionnels financés par l'Etat (acupuncture, homéopathie, naturopathie, etc.).

surtout, il contribue à l'élaboration des travaux collectifs français en géographie de la santé.

Victoire Cottereau
Doctorante en géographie
MIGRINTER / UMR 7301
CNRS / Université de Poitiers
victoire.cottereau@univ-poitiers.fr

# Zalc, Claire (2010) *Melting Shops. Une histoire des commerçants étrangers en France,* Paris, Perrin, 330 p.

**Marie Chabrol**

L'ouvrage de Claire Zalc, tiré de sa thèse soutenue en 2002, est riche de connaissances sur deux mondes, autant sujets aux idées reçues qu'ils sont l'un et l'autre méconnus : celui de la boutique et celui des petits entrepreneurs étrangers en France, tout au long du XIXe siècle et jusqu'aux années 1930. Alors que l'accession au statut d'entrepreneur ou de commerçant est communément pensée comme l'aboutissement d'un parcours professionnel ascensionnel pour un étranger, forcément spécialisé dans un métier associé à son origine nationale (« tailleur juif », « maçon italien », etc.), Claire Zalc surprend le lecteur dès les premières lignes de l'introduction en racontant les quelques mois que Norbert Elias a passés à Paris en 1933, durant lesquels il a difficilement survécu en fabricant et en vendant des jouets en bois. Le monde universitaire français était fermé au sociologue allemand, mais celui de la boutique lui était ouvert, comme à tout étranger, réfugié politique ou migrant économique, et quel que soit son statut dans son pays d'origine.

Pour le non-spécialiste, c'est là la première découverte de l'ouvrage de Claire Zalc : la liberté de commerce, héritée de la Révolution française, qui ouvre le monde de l'entreprise à tous, sans condition de nationalité. Ce principe a permis à des entrepreneurs européens ou même américains de s'installer et de prospérer en France tout au long du XIXe siècle. Il a aussi favorisé l'insertion économique de migrants, venus parfois du monde de l'industrie, ou de réfugiés fuyant l'Allemagne et l'Autriche dans les années 1930. Si les contours de ce groupe social très hétérogène sont devenus de plus en plus flous, au fil du temps et de la diversification des origines nationales, deux points unissent cependant tous ces entrepreneurs : leur indépendance, par rapport à un patron et à l'Etat, et la non appartenance à la nation française. L'auteure montre comment, durant la Première Guerre mondiale, le problème posé par le second point devient un moyen de revenir peu à peu sur les principes d'indépendance : « le contrôle des étrangers apparaît comme le principal alibi idéologique des pratiques d'identification dans le monde du commerce, monde plutôt hostile au regard de l'Etat » (p. 56). Le registre du commerce est institué en 1919 et la nationalité s'impose alors comme l'une des catégories d'identification des commerçants, justifiée par la nécessité d'une protection contre « l'envahissement étranger » (p. 60). Sous l'effet de la crise et de la montée du xénophobisme dans les années 1930, mais aussi des débuts de l'instauration d'une protection sociale des indépendants, les réglementations se durcissent à l'encontre des étrangers dans le monde du commerce ambulant, de l'artisanat, puis du petit commerce. De 1940 à 1944, ces restrictions aboutiront à l'exclusion stricte des entrepreneurs juifs.

Malgré leur difficulté d'utilisation, l'étude des registres du commerce a permis à Claire Zalc d'obtenir des données à l'échelle départementale (nombre d'inscriptions aux registres, d'ouvertures ou de fermetures par années, etc.) et sur les entrepreneurs eux-mêmes (année de naissance, mariage, décès, etc.). La nationalité, enregistrée d'après des auto-déclarations, parfois étonnantes (« brésilien arménien » ou « Israélite du Levant »), est une information de premier ordre pour l'historienne, qui peut ainsi reconstituer une partie de ce monde bigarré des commerçants étrangers. En mettant

l'accent sur l'importance du statut d'indépendant, Claire Zalc montre la grande diversité des situations et des parcours, des commerces et des figures de commerçants, dont la liberté se paie au prix – parfois très lourd – de l'effort permanent, qu'ils soient « pionniers » ou « établis » dans le monde du commerce. A l'encontre des théories de l'entreprenariat ethnique, l'auteure montre comment, en France, les solidarités et les alliances économiques s'appuient bien plus sur des expériences communes, des parcours migratoires et professionnels, que sur une proximité d'origines. Les réseaux sociaux « construits dans l'immigration » et dans le monde de l'entreprenariat priment sur ceux qui se fondent sur une « 'appartenance ethnique' finalement bien difficile à définir » (p. 161).

L'étude des quartiers d'immigration, où les boutiques jouent un rôle clé, est encore un apport majeur de cet ouvrage : *Pletzl* juif autour de la rue des Rosiers à Paris, Petites Italies de Nogent et de la Villette, Petite Espagne de La Plaine-Saint-Denis, Alfortville des Arméniens, Belleville métissé, etc. Faisant référence à l'Ecole sociologique de Chicago, Claire Zalc montre comment le fait de « tenir une boutique ou d'ouvrir un atelier revient à s'insérer d'une manière spécifique dans la ville » (p. 174). La localisation, matérialisée par une adresse, est alors primordiale, dans des logiques de regroupement ou de dispersion, où certains espaces sont définis comme des territoires d'accueil des « pionniers », tandis que d'autres, de seconde installation, sont réservés par des « établis », les membres de ces deux groupes pouvant choisir de mettre plus ou moins en avant leur origine étrangère (par les enseignes, l'organisation des vitrines, etc.). Qu'ils soient marqués comme étrangers, à l'exemple du quartier italien de la Villette, ou perçus comme « parisiens », à l'exemple du Belleville de l'entre-deux-guerres (qui compte pourtant un nombre très important d'étrangers), ces quartiers, où les espaces de travail et les espaces domestiques sont imbriqués et souvent indissociables, permettent la constitution de réseaux sociaux et le maintien de solidarités communautaires.

Au total, le livre de Claire Zalc est vivant et passionnant. Il fait revivre au lecteur un monde aujourd'hui disparu tout en remettant en question des idées reçues encore très présentes aujourd'hui (sur les quartiers d'immigration ou les « spécialisations ethniques » par exemple). Une seule mise en garde cependant, pour ceux qui ne connaissent pas le travail de thèse dont est issu cet ouvrage, le titre accrocheur et le résumé de quatrième de couverture sont plus larges que le contenu, en grande partie centré sur les années 1920 et 1930 et sur Paris.

Marie Chabrol
Docteure en géographie
MIGRINTER - UMR 7301
CNRS / Université de Poitiers
machabrol@gmail.com

# Lorcerie, Françoise (dir.) (2010) *Pratiquer les frontières : Jeunes migrants et descendants de migrants dans l'espace franco-maghrébin,* Paris, CNRS édition, 273 p.

**Céline Bergeon**

Cet ouvrage fait suite à la deuxième rencontre *Jeunes et Sociétés en Méditerranée*, organisée collectivement par le CEREQ, le LEST, l'INJEP et l'IUFM d'Aix-Marseille en octobre 2005. Les auteurs se proposent d'étudier l'espace méditerranéen comme espace de tensions entre l'Europe et le Maghreb d'un point de vue des mouvements migratoires. Le propos de cet ouvrage, qui s'appuie, entre autres, sur une analyse fine de parcours et d'expériences migratoires, expose la façon dont les migrants utilisent, se jouent ou encore se heurtent à la frontière. Il s'attache plus particulièrement à étudier les migrations et les mobilités dans cet espace euro-méditerranéen et dans les sociétés des pays du Nord en accordant une place spécifique à une réflexion sur « la façon dont des jeunes migrants et descendants de migrants coordonnent leurs actions en sorte de surmonter les obstacles que certains modes de domination sociale opposent à leurs désirs de réalisation d'eux-mêmes » (p. 16).

Cet ouvrage se divise en trois parties. La première s'intitule « Du sud vers le nord – 'chercher sa vie' ». Les réflexions de Chadia Arab, Mehdi Alioua, Émmanuel Sulzer, et de Mathias Gardet et Mokrane Sifi alimentent surtout une réflexion sur la migration des jeunes issus du nord du continent africain. « Chercher sa vie » : les auteurs s'attachent à discuter l'évolution des conditions et des motifs de la migration de ces jeunes vers l'Europe, transformations qui, d'après les entretiens effectués par les auteurs, posent la migration en une réelle quête « de mieux-être » (p. 24), qui se déploie malgré cela, dans un contexte géopolitique de plus en plus problématique où la frontière devient barrière. La figure du migrant, chercheur de conditions de vie plus sereines, perdure en même temps qu'elle s'enrichit d'un usage stratégique des nouvelles technologies de l'information, transformant ainsi ces jeunes migrants en de réels « bricoleurs » de la migration alliant tradition et modernité. Un des apports fondamentaux de ces premières contributions est celui du débat autour du statut de ces jeunes migrants. En effet, les auteurs s'interrogent particulièrement sur la notion de « transmigrant » et des limites qu'elle possède dans son application aux jeunes qu'ils ont rencontrés.

La seconde partie de cet ouvrage, intitulée « Du nord vers le sud, connexions transnationales » recueille les articles de Thomas Lacroix, Mohamed Madoui et d'Éric Marlière. Ils proposent aux lecteurs d'orienter leur regard vers les relations nord-sud que les migrants tissent tout au long de leur migration mais aussi une fois installés dans le pays de destination. Activités associatives, économiques mais aussi estivales sont posées comme fédératrices de liens forts entre les pays de l'espace franco-maghrébin où les réseaux familiaux jouent un rôle fondamental. Celles-ci participent le plus souvent au dynamisme et au développement, tant à l'échelle du pays qu'à celle du village d'origine. Véritables activités transnationales, elles véhiculent et supportent l'identité collective dans le même temps qu'elles sclérosent les images produites par la société d'accueil « ils souffrent en France de la catégorisation ethno-raciale et compensent en accrochant leurs affiliations collectives à leurs origines familiales » (p. 28). Ainsi, au-delà d'une discussion riche autour des relations entre

pays d'origine et pays d'accueil - posant ainsi l'espace franco-maghrébin en véritable espace asymétrique - ces contributions apparaissent propices au débat portant sur les dynamiques identitaires qui se créées et se réactivées tout au long de l'expérience migratoire.

La dernière partie se focalise quant à elle sur les lieux d'installation des migrants. E. Santelli, E. Dugué, A-F. Volponi, E. Lemercier et C. Hamidi attribuent une attention particulière aux obstacles rencontrés par les migrants une fois installés. Difficultés scolaires, professionnelles ou bien relationnelles, celles-ci se cristallisent le plus souvent à l'intérieur-même du quartier. Ce dernier est posé tout au long de ces cinq contributions comme un véritable « espace social » où les migrants et/ou descendants de migrants doivent composer entre usages et codes des sociétés d'origine et d'accueil. Certains optent pour l'invisibilité, d'autres au contraire, rendent visibles leurs appartenances : dans tous les cas, les « destinées sociales » (p. 30) sont hétérogènes. En discutant cette diversité, les auteurs déconstruisent de façon pertinente « l'explication ethnique » aux divers problèmes que rencontrent les migrants et/ou descendants de migrants, explication trop souvent mise en avant par les sociétés dites d'accueil.

L'ensemble de ces contributions répond en tous points au défi posé par le titre de cet ouvrage : « pratiquer les frontières ». Que celles-ci soient géographiques, sociales ou ethniques, l'éventail des sujets traités dans les articles donne aux lecteurs une image non-figée et renouvelée du migrant. L'espace franco-maghrébin s'offre en tant que réel laboratoire d'observation de l'évolution des relations entre pays du sud et pays du nord, relations avant tout initiées par les acteurs de la migration.

Céline Bergeon
Docteure en géographie
Migrinter - UMR 6588
CNRS /Université de Poitiers
celine.bergeon@univ-poitiers.fr

# Laacher, Smaïn (2010) *De la violence à la persécution, femmes sur la route de l'exil,* Paris, La Dispute, 142 p.

**Mickaël Quintard**

À travers six chapitres structurés autour de récits de femmes migrantes collectés dans quatre pays[1], le sociologue Smaïn Laacher interroge l'enjeu des catégorisations du droit d'asile à la lumière d'une thématique encore trop discrète dans la littérature tant institutionnelle que scientifique. Les violences vécues par les femmes - parce qu'elles sont femmes - durant leurs parcours migratoires sont ainsi appréhendées par l'auteur sous le prisme des acteurs, lieux et configurations de ces violences, mais aussi à travers les résistances, recours et perceptions qu'elles génèrent. Le regard est alors particulièrement mobilisé sur les violences sexuelles, instituant une problématique du corps à l'épreuve migratoire. Un problème non reconnu n'ayant que peu de chances d'être résolu, il s'agit pour l'auteur « de rendre publiques ces violences et de contribuer à faire comprendre et reconnaître leur spécificité, qui n'entre pas jusqu'ici dans les catégories institutionnellement reconnues » (p.13).

Dans un contexte de durcissement du droit d'asile européen[2], d'externalisation des procédures et d'élévation du niveau de la preuve de la persécution, Smaïn Laacher délivre une réflexion critique sur le décalage entre les catégorisations institutionnelles et/ou académiques et les réalités vécues par les migrantes. Il apporte ainsi sa contribution à la mise en lumière d'une utilisation particulière de la rhétorique du relativisme culturel au sein d'une instrumentalisation permanente de l'immigration. Cette critique trouve essentiellement son matériel empirique dans les pays maghrébins où le traitement des procédures relatives au droit d'asile prend corps dans des contextes politiques marqués par la persistance des représentations de l'étranger comme « figure trouble » (p.20) et la relative inexistence d'un espace public pouvant permettre un mouvement de réclamation de la société civile au nom de l'étranger.

Au-delà d'avoir affaire à un système de protection historiquement situé, restreint et partisan - traduisant alors une double discrimination[3] -, les migrantes sont en prise avec une institution dont les évaluations s'organisent en fonction de typologies basées sur des considérations nationales et territoriales. Face à des catégorisations institutionnelles qui distinguent, hiérarchisent et désunissent les différentes formes de violences les unes des autres, l'auteur oppose une grille de lecture restituant l'individu dans la totalité de sa condition et de sa vulnérabilité.

L'impossibilité pratique d'isoler une forme de violence particulière est ainsi théoriquement dépassée à travers la notion de « continuum de violence », permettant ainsi de penser les violences indépendamment des frontières traversées et les protections avant, pendant et après le voyage : « Ne pas analyser ensemble les espaces de production taxinomiques et leur traduction dans les histoires singulières et collectives, c'est s'interdire de comprendre la complexité de ces situations, (…) leur spécificité et leurs conséquences sociales » (p.57).

[1]Algérie, Maroc, Espagne et France.

[2]Symbolisé par la récente condamnation française (02/02/2012) par la Cour européenne des droits de l'homme sanctionnant l'absence de recours suspensif dans la procédure « prioritaire » d'asile.

[3]En tant que demandeuses d'asile et en tant que femmes.

Du point de vue académique, la dichotomie migration forcée/migration volontaire est supplantée par une traduction des situations de départ en termes de « contrainte rationalisée », déclinée ensuite en « choix volontaires ». L'auteur souligne la difficulté de penser des problématiques plus spécifiques comme la traite des êtres humains et la prostitution à travers la grille de lecture migration forcée/migration volontaire, dont la simplification excessive ne reflète pas la difficulté à distinguer clairement ces deux catégories de migration.

Dans l'analyse de ces odyssées, Smaïn Laacher nous amène sur les itinéraires des migrantes et dans les espaces de la violence. Des espaces de départs aux espaces d'arrivées en passant par ceux du voyage, la violence se donne à lire à travers l'ensemble des lieux de circulation comme un élément à la fois constant et diffus. Une permanence de la violence, qui finit par se jouer tant des registres du public et du privé que de ceux du mobile et de l'immobile, traduisant l'indistinction des configurations dans laquelle elle sévit.

L'auteur souligne les conditions et les situations de départ de ces femmes, point encore peu soulevé dans un champ d'études sur les migrations féminines souvent focalisé sur les populations immigrées. Car si le voyage clandestin constitue bien souvent une succession de violences de toute sorte, pouvant parfois conduire à un « phénomène d'indistinction », les différentes situations de vulnérabilité et de dépendance des femmes sur la route peuvent également être analysées sous l'angle des différentes positions sociales dans les pays d'origine. Et l'auteur de rappeler que les femmes connaissant une faible insertion sociale et économique dans leur pays d'origine seront davantage exposées à la violence du parcours, celle-ci les enfermant alors dans une « répétition sans fin du malheur ».

Le Sahara franchi, l'auteur entrevoit le vécu de ces femmes en prise avec un contexte sociétal maghrébin où les hypothétiques protections et recours s'articulent sur des politiques étatiques arbitraires. Le sociologue précise ainsi les contextes sociétaux des pays du Maghreb en matière d'immigration et de droit d'asile, en rappelant que les questions de production des catégories institutionnelles se situent à l'interface de politiques de sécurité et de relations intéressées et complexes avec l'Union Européenne. Dans un contexte de recherche de sécurité, le refus politique de l'asile s'exprime alors dans le rapprochement entre la condition d'immigré clandestin et celle de demandeur d'asile.

En appréhendant les rapports avec l'institution à travers l'analyse des récits des migrantes, l'auteur met à jour les décalages entre les codes institutionnels et les expériences féminines réelles de la violence. En identifiant l' « histoire officielle » - *via* les invariants autobiographiques - présentée par des femmes du Centre de séjour temporaire de Melilla, le sociologue dévoile quelques-uns des effets néfastes que prennent les stratégies d'audibilité face à une institution à la recherche de violences spécifiques et juridiquement définies.

La construction de ces « histoires officielles » participent au processus d'invisibilisation des violences vécues, mais surtout entravent l'appréhension des migrantes comme actrices de leurs projets migratoires. La demande d'asile et son corollaire de preuve des persécutions subies amènent leur lot de nouvelles difficultés inhérentes à la fois à l'exposition des violences subies, et à l'identification et à l'évaluation de la valeur de la persécution. Dans cette perspective, les acteurs institutionnels continuent à trancher sur ce qui leur paraît vraisemblable plutôt que de décloisonner et d'autonomiser les différents univers (économiques, politiques, religieux, etc.) souvent présentés en bloc par les migrantes au cours de leurs récits. Taux de refus et solidarité des refoulés se développent alors de pair, traduisant une

mise à distance interdisant l'accès à une certaine « responsabilité du monde ».

À travers cet ouvrage, le sociologue Smaïn Laacher se saisit de la question encore non traitée de la violence faite aux femmes migrantes lors de leur « voyage clandestin ». Il entreprend notamment cette nouvelle voie de recherche par la restitution de larges passages d'entretiens que Smaïn Laacher entreprend un zoom important et nécessaire sur des conditions féminines africaines contemporaines sur les routes migratoires transsahariennes. Les situations d'animosité qu'elles peuvent décider de fuir ne signifient que rarement le basculement dans un monde meilleur. Á la position sociale dans les territoires de départ fait suite la condition de voyageuse, et à la condition de voyageuse fait suite celle de « figure trouble ». Ainsi, tandis que les registres de violences physiques et morales se succèdent, la violence des catégories vient s'y s'ajouter comme levier d'action d'une politique d'asile européenne toujours plus bâtisseuse de murs.

Mickaël Quintard
Doctorant en Géographie
Migrinter - UMR 7301
CNRS / Université de Poitiers
mickael.quintard@univ-poitiers.fr

# Becker, Howard S. (2009) *Comment parler de la société. Artistes, écrivains, chercheurs et représentations sociales*, Paris, La Découverte, 316 p.

**Caroline Rozenholc**

Avec *Comment parler de la société*, le sociologue américain Howard Becker, principalement connu en France pour son travail sur la « déviance », la consommation de marijuana et le jazz avec la traduction d'*Outsiders* en 1985, poursuit sa réflexion sur la pratique de la sociologie. Il y retrace plusieurs étapes d'un projet de recherche initié dans les années 1980 sur la transmission de l'information sociologique et les difficultés rencontrées par différents médias dans cette transmission. En effet, Howard Becker prend position dès la préface de cet ouvrage : les sciences sociales n'ont pas, pour lui, le monopole de la connaissance sur la société. Les romans, le théâtre, le cinéma et la photographie contiennent eux-aussi de nombreux éléments d'information sociétale et constituent, par conséquent, une source d'inspiration pour le travail sociologique.

Howard Becker livre ici deux parties de respectivement huit chapitres chacune dans lesquelles il s'applique à comparer les genres scientifiques et artistiques quant aux moyens déployés pour résoudre les questions de représentation de la réalité sociale. Les seize chapitres sont construits de sorte à se répondre sans devoir être toutefois lus de manière linéaire. *Comment parler de la société. Artistes, écrivains, chercheurs et représentations sociales* forme ainsi une collection d'articles où le propos de l'auteur se développe par la multiplication des exemples et des points de vue. « Idées », la première partie de l'ouvrage, rassemble des essais sur des sujets généraux, sur différents « mondes de représentation » alors qu'« Exemples », la deuxième partie du livre, est dévolue à l'analyse suivie de productions artistiques et scientifiques. Cela étant, le premier chapitre, « Parler de la société », est peut-être celui où le sociologue explicite le plus clairement sa perspective d'ensemble. Il y souligne, en effet, l'impossibilité de représenter totalement la réalité sociale ; quand bien même les représentations que l'on en donne contiennent des observations pertinentes sur un point précis de fonctionnement de la société décrite. Dans ce sens, cartes et tableaux statistiques, romans et films sont autant de moyens de parler de la société dont H. Becker cherche à tirer parti pour examiner, voire résoudre, les questions de représentation de la réalité sociale. La préoccupation de l'auteur est bien ici celle de la description et de l'ouverture à des solutions proposées dans des domaines qui, habituellement, ne communiquent pas : les statistiques avec la photographie documentaire ou les modèles mathématiques avec la littérature d'avant-garde. L'auteur cherche clairement de nouvelles perspectives d'analyse afin de proposer des solutions méthodologiques que les sciences sociales continuent souvent d'ignorer.

Dans la même veine, le deuxième chapitre, « Les représentations de la société. Des produits d'une organisation sociale », souligne la difficulté, en sociologie, à séparer les interprétations des faits. Dans son contexte social, tout fait ne suppose-t-il pas déjà des interprétations ; et les scientifiques peuvent-ils procéder autrement qu'en transformant leurs matériaux qu'ils assemblent ? Plus encore, puisque toute représentation est sélective et transformative, il faut chercher à comprendre, et à expliciter, ce qui préside à la transformation du matériel récolté. Cette question du choix des éléments retenus pour transcrire et communiquer sur la réalité de

manière pertinente traverse d'ailleurs tout l'ouvrage et se retrouve au chapitre six dans « Condenser les détails ». Force est en effet de constater que la réalité sociale doit être largement réduite pour que puissent en émerger des représentations utiles et utilisables. Pour reprendre les termes mêmes de l'auteur, les représentations de la réalité sociale n'ont donc d'autres choix que de fabriquer « du peu à partir de beaucoup d'éléments » observés. S'il a le mérite de poser les questions et d'en décrire minutieusement les tenants et les aboutissants, la question des modalités de cette réduction, du passage de l'observation à la description pour parler de la société reste là peut-être entière.

Autre point important soulevé par H. Becker : celui de la charge du langage descriptif et de l'impossible transparence de ce dernier dans le domaine scientifique. Toutes les descriptions sont « chargées de théorie » (Kuhn 1970) et la méthode scientifique, elle-même, possède « une charge morale » significative. Pourtant, et c'est l'un des objets du chapitre huit, « Éthique de la représentation », les sociétés occidentales continuent d'entretenir l'idée de la neutralité du scientifique et de la science. Dans ces pages, H. Becker détaille alors comment les jugements moraux infusent jusqu'au choix des sujets abordés par les scientifiques, en particulier en sciences sociales (et par conséquent, si l'on poursuit son propos, également dans le domaine des études migratoires). Cette réflexion de l'auteur sur la transparence et l'ambiguïté de la représentation, du contexte comme élément de compréhension de l'objet, déjà amorcée dans le chapitre trois, « Qui fait quoi ? », à propos du travail photographique de l'américain Walker Evans, est ensuite reprise dans les pages consacrées à la sociologie visuelle (chapitre onze). Dans « Le travail des usagers » et « Standardisation et innovation » (chapitres quatre et cinq), c'est surtout aux usagers que le sociologue s'intéresse, aux efforts de lecture que ceux-ci doivent parfois fournir ; à la répartition entre fabricants et utilisateurs du travail de sélection, de transcription, de mise en forme et d'interprétation.

Dans la deuxième partie de son livre, Howard Becker aborde ensuite les fortunes diverses de plusieurs modèles mathématiques, « Paraboles, types idéaux et modèles mathématiques » (chapitre neuf ), et les figures graphiques imaginées par certains sociologues pour rendre compte de réalités complexes telles que les systèmes de classes, « Figures : penser avec des dessins » (chapitre dix). Ces « Exemples » successifs illustrent tout à fait, à notre sens, le propos que l'auteur décline dans l'ensemble de son ouvrage, en insistant sur les possibilités créatives de ceux qui se donnent pour tâche de décrire certains pans de la société par des procédés et des formes « qui disent exactement ce qu'ils veulent dire » plutôt que de forcer leurs idées dans des formats standards (p. 196). Du chapitre onze « Sociologie visuelle, photographie documentaire et photojournalisme », on retiendra que tous les modes de représentations – tout au moins ceux examinés dans ce livre – sont des constructions sociales. Les représentations ne peuvent donc avoir de sens fixe puisqu'elles baignent et sont issues, produites, dans des contextes sociaux toujours déterminants. Peut-être trouvera-t-on là d'ailleurs, malgré la puissance d'évocation de la photographie – parfois beaucoup plus « parlante » qu'une longue description verbale –, la difficulté à justifier l'usage des matériels visuels dans les sciences sociales et leur relégation encore fréquente hors du champ scientifique.

Dans les cinq derniers chapitres de l'ouvrage, Howard Becker adopte une stratégie un peu différente pour aborder plusieurs œuvres classiques d'analyse sociales de manière suivie ; qu'il s'agisse du théâtre de George Shaw, Caryl Churchill ou Wallace Shawn (chapitre douze), de la stratégie langagière qu'Erving Goffman (chapitre treize) adopte dans son travail comparatif ou

de la prose de la romancière Jane Austen (chapitre quatorze). Dans le chapitre consacré à l'œuvre de Georges Perec (chapitre quinze), Howard Becker s'intéresse principalement aux procédés littéraires descriptifs dont use ce dernier. Il est vrai que l'atmosphère de *Les choses* (1968), *Je me souviens* (1978) ou encore *Tentative d'épuisement d'un lieu parisien* (1975) prime sur le récit et l'ambiance sur la linéarité du texte. Comme le note H. Becker, on est, dans ces trois textes, très proche de la pratique des sociologues ou de la description ethnographique d'une culture, « avec ce que cela comporte de connaissances collectives et d'activités routinières » (p. 266). Il conclut d'ailleurs sa réflexion sur les travaux de Perec par une note rapide, mais tout à fait intéressante, en soulignant que l'ensemble des descriptions sociales est structuré à la fois par le désir de montrer et par celui d'expliquer. De fait, l'analyse sociologique s'en trouve également mise en tension entre souci descriptif et volonté explicative.

Un dernier chapitre sur l'œuvre d'Italo Calvino (chapitre seize) vient clore cet ouvrage par quelques remarques particulièrement éclairantes quant à l'entreprise de *Comment parler de la société. Artistes, écrivains, chercheurs et représentations sociales*. L'auteur y relève non seulement comment les faits sont mis en forme par nos idées et combien il est difficile de voir ce que nous ne sommes pas préparer à observer, mais également qu'aucun phénomène ne peut se réduire à une explication, à un seul type de description. Si, là encore, l'auteur insiste sur la multitude de possibilités que nous offre le monde plutôt que sur l'existence de méthodes idéales pour le décrire, sur les possibilités souvent ignorées d'exploration et de représentation de la société, qu'il nous pardonne alors d'avoir synthétisé un peu dans le désordre les mailles de son ouvrage.

Caroline Rozenholc
Docteure en Géographie
Migrinter – CRFJ
caroline.rozenholc@univ-poitiers.fr